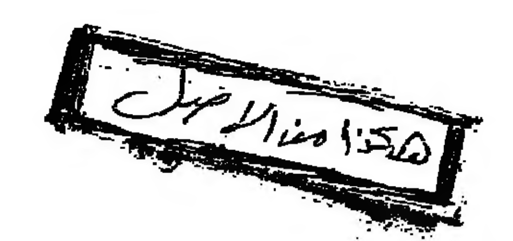


DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12240 – 5 F – DIMANCHE 3-LUNDI 4 JUIN 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

M. Reagan exalte la force et l'unité de l'alliance atlantique

Dans un entretien avec « le Monde » le président des Etats-Unis affirme que son objectif, s'il est réélu sera de convaincre l'URSS d'ouvrir des négociations

Le président Reagan, qui a quitté Washington pour l'Irlande vendredi 1er juin, puis doit assister le 6 aux cérémonies commémorant le débarquement allié de 1944 en Normandie, avant de prendre part au sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés, du 7 au 9 juin à Londres, a accordé un entretien à sept journalistes représentant *le Monde*, *The Times* de Londres, *Die Welt* (Allemagne fédérale), *Il Tempo* (Italie), l'agence de presse Kyodo News Service (Japon), le *Toronto Globe and Mail* (Canada) et l'*Irish Press* (Irlande).

« Des nuages pèsent sur l'ouverture du sommet économique de Londres. L'un d'entre eux est la crise provoquée par l'endettement international. Une solution à long terme concertée est-elle possible ? Que peuvent faire les Etats-Unis pour maintenir la confiance dans leur système bancaire ?

– Le programme en cinq points sur lequel nous nous étions tous mis d'accord au cours du sommet de l'année dernière à Williamsburg a bien fonctionné. Je suis sûr qu'il y a ici et là un mécontentement chez certains, mais je crois que dans la mesure où cela fonctionne, et fonctionne au cas par cas, nous devrions poursuivre sur cette voie. Ce que nous pouvons faire de mieux pour contribuer maintenant à aider *(les nations endettées)* est de consolider et, si possible, de renforcer la reprise actuelle.

– Vous avez déclaré ces derniers jours que le monde se sentait un peu plus en sécurité en raison du renforcement de la position de l'Amérique dans le domaine des armes stratégiques et conventionnelles. Pensez-vous que le monde puisse se sentir un peu plus en sécurité pour une longue période en l'absence d'un accord avec l'Union soviétique limitant le niveau des armes nucléaires ?

– Notre but ultime, bien sûr, est de voir l'URSS revenir à la table de négociations et se joindre à nous, pas seulement pour une limitation du type SALT, qui consistait uniquement à poser des règles à la course aux armements dans la mesure où la limitation ne portait que sur le nombre d'armes supplémentaires que l'on pouvait continuer à développer. Depuis la signature du traité SALT, l'Union soviétique a ajouté 3 950 têtes nucléaires à son arsenal. Au cours des dernières décennies, les Etats-Unis ont déployé de nombreux efforts en faveur de la détente puisque nous avons procédé à un désarmement unilatéral avec l'idée que, peut-être, si nous agissions ainsi et que nous fassions la preuve de notre bonne foi, elle ferait de même et réduirait le niveau de son propre armement. Elle ne l'a pas fait. Les Soviétiques se sont engagés dans le plus massif programme militaire que le monde ait jamais vu.

» La raison pour laquelle je crois qu'il y a plus de sécurité aujourd'hui tient au redressement que nous avons opéré du point de vue de notre force militaire, à la force de l'alliance atlantique et à l'unité que nous avons assurée. L'alliance a résisté à toute cette propagande des Soviétiques sur le déploiement des missiles à portée intermédiaire, et leurs efforts pour nous diviser ont échoué. A ce propos, je voudrais attirer votre attention sur un article récemment publié dans l'*Economist* et intitulé « L'hibernation de mai ». C'est une idée qui ne m'était pas venue mais qui me paraît très sensée. L'auteur de cet article dit qu'ils n'ont aucune réponse à donner actuellement et que, en conséquence, ils font seulement le gros dos et « hibernent » en attendant d'avoir trouvé une réponse. Il est sûr qu'ils sont malheureux. Disons que s'ils sont malheureux, c'est parce qu'ils n'ont plus la voie libre comme ils l'avaient il y a peu de temps encore.

– On peut considérer que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont un intérêt commun à réduire l'actuelle crise du Golfe. Partagez-vous cette opinion, et si c'est le cas, envisageriez-vous d'utiliser cette crise comme une occasion de rouvrir le dialogue américano-soviétique ?

– Je ne crois pas que cela s'y prête. Nous avons toujours des contacts avec l'Union soviétique. Nous avons continué à négocier avec elle sur des problèmes autres que la réduction des armements, des questions qui la préoccupent et sur lesquelles certains progrès ont été faits. Ce faisant, nous avons montré très clairement que la porte était ouverte pour des négociations. Pour ce qui est du Golfe, aucun d'entre nous ne veut que la crise prenne les proportions d'un conflit majeur. Les nations du Golfe elles-mêmes n'ont pas demandé d'autre aide que des armes supplémentaires pour leur propre défense – armes que nous avons fournies. Je considère que c'est là une voie raisonnable. Si les choses allaient plus loin, alors je pense que les grandes puissances, nous-mêmes et nos alliés, devraient se concerter. Car nos alliés auraient beaucoup à perdre si l'approvisionnement énergétique était interrompu.

Propos recueillis par BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

DIALOGUE AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

Les nouveaux records de l'électronique japonaise

Après avoir augmenté leurs ventes de 16,50 % en un an les industriels nippons vont amplifier leur offensive

De notre correspondant

Tokyo. – Déjà sans équivalent, même aux Etats-Unis, la poussée des industries du secteur électrique et électronique au Japon s'est encore accentuée au cours de l'année fiscale 1983 qui s'est achevée le 31 mars dernier. Et ce n'est pas fini. Tablant sur une forte demande dans l'informatique et l'audiovisuel grand public, l'Association des industries de l'électronique japonaise (AJET) prévoit une nouvelle et forte progression.

Cette association vient d'établir le bilan de l'année écoulée. Elle reconnaît s'être lourdement trompée dans ses pronostics, mais ne s'en plaint pas. Elle avait envisagé une croissance de 8,5 %. En fait, le taux d'expansion a été proche du double : 16,5 % en valeur ; l'électronique a rapporté 55 milliards de dollars (440 milliards de francs), la moitié de cette somme provenant des exportations.

Dans la catégorie des produits destinés à l'industrie, la palme revient aux ordinateurs (près de 9 milliards de dollars, soit environ 72 milliards de francs) et aux produits périphériques (11 milliards de dollars, soit 88 milliards de francs) dont les progressions atteignent respectivement 20 % et 24 %.

Arrivent ensuite au classement les matériels audiovidéo grand public. La production de magnétoscopes, dont les Japonais conservent le quasi-monopole, a augmenté de 40 % en volume mais seulement de 17 % en valeur. La guerre des prix est passée par là. Les exportations ont augmenté d'environ 16 %. Les accords de limitation passés avec la CEE ont été compensés par une forte reprise de la demande aux Etats-Unis.

Groupée, l'offensive nippone continue et s'amplifie également dans la catégorie des composants. Pour la première fois, les ventes de circuits intégrés ont dépassé l'an dernier 4,4 milliards de dollars (35,2 milliards de francs.), progressant de 36 %. Leur production a doublé en trois ans. Les mémoires à soixante-quatre K-RAM (mémoires vives) sont les plus demandées. La 256 K-RAM, d'une capacité de mémorisation quatre fois supérieure, fait des débuts prometteurs.

Pour faire face à la demande croissante de circuits intégrés et de semi-conducteurs (qu'on appelle le « pétrole » de l'informatique) afin de produire massivement le 256 K-RAM et pour tenir tête aux Américains avec lesquels ils dominent le marché mondial, les neuf principaux constructeurs nippons investiront cette année 3 milliards de dollars (24 milliards de francs) en équipements et bâtiments nouveaux, au Japon et à l'étranger, soit 50 % de plus que l'an dernier. Ces dépenses sont très supérieures à celles engagées par les Américains, avec environ 2,3 milliards de dollars (18,4 milliards de francs), pourtant doublées d'une année sur l'autre.

Les exportations japonaises de circuits intégrés vers les Etats-Unis ont augmenté en 1983 de 50 %, atteignant environ 750 millions de dollars (6 milliards de francs). Elles devraient doubler cette année. Les importations d'éléments en provenance des Etats-Unis augmentent également fortement (près de 100 % en 1983), mais pas suffisamment pour empêcher l'alourdissement du déficit américain. L'excédent japonais est évalué pour l'an dernier à près de 320 millions de dollars (2,6 milliards de francs), comparé à 132 millions de dollars (1,1 milliard de francs) en 1982.

Ce tableau illustre le dynamisme et, désormais, la quasi-primauté industrielle de l'électronique nippone. Cependant, comme dans l'automobile, il montre la dépendance à l'égard des marchés extérieurs et l'importance d'un libre accès à ces marchés. Or on sait, ici encore, que les mêmes causes (concentration, compétitivité) ont tendance à provoquer les mêmes effets protectionnistes.

Aussi les fabricants japonais d'électronique se trouvent-ils de plus en plus contraints, par des partenaires dépassés, à accepter des « accords d'autolimitation » contraires au libre-échange et à modifier leur stratégie d'exportations directes en multipliant les implantations d'unités de production au cœur même des grands marchés industrialisés. Cette internationalisation est surtout notable aux Etats-Unis et, pour la CEE, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne.

R.-P. PARINGAUX.

LES PROJETS DU PARIS-SAINT-GERMAIN

Le football coté en Bourse

Le ballon rond va-t-il faire son entrée à la Bourse de Paris ? Pourquoi pas. Le Tottenham Football Club figure bien depuis l'été dernier à la rubrique « loisir » du London Stock Exchange.

En l'occurrence, le célèbre club de football Paris-Saint-Germain (PSG), rien moins que lui, envisage très sérieusement cette possibilité en usant des facultés offertes par le second marché, si, bien sûr, le projet de loi instituant des sociétés à objet sportif (SOS) était adopté.

Le PSG a-t-il tant besoin d'argent ? Le problème ne se pose pas vraiment en ces termes. De l'argent, le PSG en a. Il est subventionné par la Ville de Paris (7,5 millions de francs), profite d'une détaxe de la municipalité (3,7 millions), des publicités de marques et de la fidélité des huit mille abonnés du Parc des Princes. RTL, aussi, lui apporte son concours financier. Quant à ses recettes elles augmentent rapidement, de 32 % pour la saison 1981-1982, de 75 % encore pour la saison 1982-1983 (65,6 millions de francs) et ont permis de dégager l'an dernier un bénéfice net de 4,66 millions de francs, dont le produit a servi à éponger une partie de la dette traînée depuis 1978 (10 millions de francs) maintenant réduite, dans la situation nette comptable, à 2,87 millions. Mais les dépenses s'accroissent à toute allure. Le fisc, surtout, a la main lourde (+ 78 % d'impôts durant l'exercice 1982-1983). Entre la taxe sur les spectacles (18 %), la taxe additionnelle (10 %), la taxe sur les salaires (entre 12 % et 13 %) et diverses redevances, le PSG est plus imposé qu'une entreprise ! Ainsi en calcul marginal, le salaire net d'impôt perçu par un joueur n'est plus que de 5,80 F sur les 50 F bruts encaissés au guichet après la cascade des taxes et charges diverses, soit un rapport de 8,6 à 1. Or dans le monde du football, comme ailleurs, les miracles n'existent pas. Pour rester performant, continuer d'offrir de bons spectacles au public, le PSG doit former des équipes et s'assurer le concours de joueurs réputés.

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 20.)

L'ÉQUIPEMENT DES HOPITAUX FRANÇAIS

Des ondes de choc pour détruire les calculs rénaux

Le ministre des affaires sociales vient d'autoriser l'installation d'un lithotripteur dans un centre hospitalier français (Hospices civils de Lyon). C'est le second appareil de ce type autorisé en France. Le premier, destiné à l'Assistance publique de Paris, sera prochainement installé à l'hôpital Necker - Enfants malades.

Lithotripteur ? Il s'agit d'un appareil révolutionnaire utilisant les ultrasons. Il permet la destruction à distance et sans douleur de la plupart des calculs rénaux.

Après repérage dans l'organisme de la position exacte du calcul, ce dernier devient la cible d'une série d'ondes de choc qui ont pour effet de transformer cette pierre en sable fin, éliminé alors naturellement par le flot des urines. Cette méthode, non sanglante, ne demande que peu d'hospitalisation et n'implique aucune convalescence.

Une équipe médicale de Munich a récemment mis au point, en collaboration avec la société ouest-allemande Dornier, un appareil très performant. Seul inconvénient : son coût estimé à 10 millions de francs. Un investissement rentable, estiment pourtant les spécialistes, compte tenu de la fréquence croissante des calculs rénaux et du prix de la chirurgie traditionnelle (« le Monde de la Médecine » du 2 février 1983).

Au ministère des affaires sociales, on explique que, si les restrictions budgétaires doivent, aussi, s'appliquer aux hôpitaux, il convient, en revanche, de doter ceux-ci *« des moyens techniques les plus modernes du monde »*. Selon toute vraisemblance, d'autres lithotripteurs seront autorisés en France.

JEAN-YVES NAU.

AU JOUR LE JOUR

Chasseurs et gibier

Elle est ouverte. Pour de bon, officiellement, réglementairement et dans les formes, depuis zéro heure ce samedi 2 juin.

Quelques heures avant l'ouverture, ils n'étaient encore que douze fusils inscrits. Trois ou quatre grands, et des tirailleurs optimistes. Douze comme les signes du zodiaque, comme les tables de la Loi, comme les tribus d'Israël et, bien sûr, comme les apôtres.

C'était trop beau. En avant-dernière heure, on en a vu arriver un treizième. Du coup, ils étaient treize à table... Heureusement, un quatorzième s'est présenté à la toute dernière heure.

Les voici donc définitivement quatorze pour l'ouverture française de la chasse aux voix européennes. Chacun espère un tableau à la mesure de ses ambitions ou au moins de ses moyens. Le gibier n'a qu'à bien se tenir.

Le plus beau de l'histoire, c'est qu'il ne manquera pas un lapin ni un pigeon pour se laisser tirer avec enthousiasme.

JACQUES CELLARD.

RENDEZ-VOUS

Dimanche 3 juin. – *Belgique :* Visite du Premier ministre chinois.
Irlande : Visite du président Reagan.

Lundi 4 juin. – Visite officielle en France de M. Mariategui, premier ministre du Pérou.
RFA : Visite du président du Costa-Rica.
Manœuvres aériennes de l'OTAN.

Mardi 5 juin. – *RFA :* Visite de M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain.
Grande-Bretagne : Rencontre Thatcher-Reagan.
Etats-Unis : Primaires en Californie, en Virginie-Occidentale, au New-Jersey, au Nouveau-Mexique et au Dakota du Sud.
Proche-Orient : Début d'un voyage de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU.

Mercredi 6 juin. – *Normandie :* Cérémonies marquant le quarantième anniversaire du débarquement.

Jeudi 7 juin. – *Normandie :* Visite de M. Botha qui se rend ensuite en Belgique.
Grande-Bretagne : Sommet des pays industrialisés.

Vendredi 8 juin. – *Autriche :* Visite de M. Botha.

SPORTS

Lundi 4 juin. – *Tennis :* Internationaux de France à Roland-Garros (jusqu'au 11 juin).
Course pédestre : Paris-Bordeaux (jusqu'au 5).
Golf : Championnats de France messieurs (jusqu'au 9 juin.)

Mercredi 6 juin. – *Marche :* Départ de Paris-Colmar.

Vendredi 8 juin. – *Motocyclisme :* Grand Prix de France au Castellet (jusqu'au 10).

Samedi 9 juin. – *Sports équestres :* CSI de Reims (jusqu'au 11).

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 110 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 76 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 35 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	605 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

IL Y A DIX ANS MOURAIT MESSALI HADJ

L'homme qui inventa le drapeau algérien

6 juin 1974. En cette fin d'après-midi du début grésillant de l'été algérien, un avion venant de Marseille atterrit près d'Oran. Il transporte un cercueil qui semble intéresser particulièrement la *police et la douane de la capitale* de l'Ouest algérien. Les formalités, qui s'étaient d'abord déroulées sans accroc, piétinent. On cherche ou on fait mine de chercher quelqu'un : le responsable du service sanitaire dont le tampon est nécessaire pour que le convoi funèbre puisse se mettre en marche.

Lorsqu'on dénichera le fonctionnaire distrait, il sera presque 11 heures du soir. En Algérie, les braves gens dorment depuis longtemps à ce moment-là. Le fourgon pourra donc rouler sans être remarqué jusqu'à Tlemcen, au sud d'Oran. Il s'arrêtera à près de 1 heure du matin devant une maison pleine de monde de *« la ville la plus civilisée d'Algérie »*, une demeure privée n'attirant l'attention que par le drapeau algérien ornant sa façade : vert et blanc frappé en rouge du croissant et de l'étoile islamiques.

Seuls quelques initiés savaient que le cercueil que l'on débarquait sur la pointe des pieds contenait la dépouille de Messali Hadj, né à Tlemcen en 1898 et décédé le 3 juin 1974, dans sa terre d'exil française qu'il n'avait plus quittée depuis 1952 (sauf pour un voyage au Maroc, en 1969) ; Messali Hadj, *« père du nationalisme algérien »*, jusqu'à être l'inventeur du drapeau vert, blanc, rouge dont le premier exemplaire avait été cousu, près d'un demi-siècle auparavant, par *sa femme, Emilie, fille d'un* ouvrier lorrain, rue du Repos, dans le vingtième arrondissement parisien.

Dix ans après l'enterrement, auquel assistèrent, dans le grand cimetière musulman de Tlemcen, plusieurs milliers d'Algériens, jeunes et vieux, que n'avait prévenus aucun avis de décès (les autorités s'y *étaient* opposées), peu nombreux sont ceux qui savent, en dehors de quelques spécialistes ou d'étudiants en quête de sujets de thèse un peu sulfureux, ce *que fut* la carrière mouvementée de cet homme ; de ce géant barbu et souriant qui étonna longtemps les populations d'Angoulême ou des Sables-d'Olonne, jalons de son exil, avec son éternel fez amarante, ses babouches jaunes et ses burnous de laine noire ou blanche. En Algérie, hormis de rares travaux historiques généraux, comme ceux du professeur Mahfoud Kaddache ou quelques chargés de cours courageux osant évoquer, en quelques mots, le rôle de Messali lorsqu'ils sont à peu près sûrs de n'être écoutés que par des étudiants, on apprend aux écoliers l'histoire de la marche du pays vers l'indépendance, sans même, paraît-il, prononcer le nom du patriarche nationaliste...

Mesli ou Messali

D'où vient cet ostracisme persistant alors que bien des passions sont retombées, au point qu'en France ou en Algérie se rencontrent aujourd'hui d'anciens acteurs de la guerre d'indépendance ? Et d'abord d'où venait Messali Hadj ?

Laissons parler son principal biographe, un jeune universitaire français, Benjamin Stora (1), né lui-même en Algérie en 1950, au sein de la communauté juive constantinoise : *« Les parents de Messali appartenaient à de vieilles familles de Tlemcen, d'origine coulouglie, donc descendants de mariages contractés entre Turcs et Arabes venus d'Andalousie au seizième siècle. Né à Oujda, au Maroc, le père appartenait à la famille Mesli. Il faisait vivre sa nombreuse famille (six enfants, dont quatre filles) du travail de la terre. Il possédait pour moitié un terrain qui était situé à Saf-Saf, à 6 kilomètres de Tlemcen et qui avait une superficie de 4 hectares environ. »* Un milieu, donc, de bonne souche selon les canons locaux, mais aux moyens très modestes. Et un premier mystère : Mesli ou Messali ? Et pourquoi Hadj, titre presque de noblesse au temps où l'accomplissement du pèlerinage à La Mecque ou à Médine n'était pas encore un « voyage organisé » ?

Mesli devenu Messali est simplement une autre transcription française – cas fréquents pour les noms arabes : ainsi Mahomet peut s'écrire Muhamad ou Mohamed – d'un patronyme rappelant qu'un ancêtre vint de Mossoul. *Curieusement le nom* de Mussolini se rattachait aussi à cette ville de Mésopotamie à travers le négoce de la... mousseline.

Quant à ce fameux titre de *hadj* (pèlerin), Messali ne le mérita qu'à partir de son voyage à La Mecque, en 1951, où, pourtant, selon Benjamin Stora, il alla surtout pour rencontrer l'émir Abdelkrim, chef déchu de l'insurrection rifaine au Maroc (1921-1926), et d'autres dirigeants nationalistes arabes auxquels il demanda des armes pour préparer un soulèvement en Algérie. Bien des années auparavant, le tribun nationaliste s'était paré de la sainte appellation plutôt que de se présenter sous sa simple identité d'Ahmed Messali, car il voulait se donner, auprès des masses musulmanes, un relief qu'il n'avait pas encore. La dimension politique que devait rapidement prendre le jeune chef nationaliste fait que même ses ennemis, par la suite, ne lui reprochèrent apparemment pas cette petite supercherie.

« Vive Mustapha Kémal ! »

Ce « Hadj » décoratif ainsi que son attachement aux vêtements traditionnels arabes et certaines de ses références coraniques ont souvent fait passer Messali pour un « vieux turban » réfractaire à des épousailles de l'islamisme avec son temps. En fait, il semble bien aujourd'hui qu'il fut au contraire l'un des premiers musulmans d'Afrique du Nord à croire en la nécessaire modernisation de la société islamique. Sinon quel besoin aurait-il eu, au printemps de 1921, de se faire arrêter à Tlemcen pour *« tapage sur la voie publique »* en manifestant, seul, devant un café où se rencontraient des officiers français, au cri de « Vive Mustapha Kémal ! » (2). Ce n'était pas la sauvegarde du califat islamique de Stamboul qui intéressait le jeune Tlemcénois, mais le visionnaire sorti de l'armée ottomane qui allait séculariser la Turquie par la force.

Quatre ans plus tard, après avoir été un temps ouvrier dans une manufacture textile de Paris, ville où il avait débarqué en 1923, Messali adhérera au Parti communiste français sans que l'athéisme déclaré de cette formation le fasse reculer. Dans ses *Mémoires* écrits en français (1898-1938), Messali reconnaît qu'un détour par le PC était *« indispensable »* afin d'acquérir un savoir-faire de militant moderne.

Benjamin Stora estime que cette liaison provisoire allait jouer un rôle déterminant tout au long du *cursus* de Messali, dans la mesure où les communistes ne lui pardonneraient jamais de les avoir lâchés pour tracer sans eux le sentier nationaliste. Le chercheur explique au moins en partie la lutte sans pitié que devaient mener par la suite contre les messalistes les militants du Front de libération nationale algérien (FLN) par l'influence du communisme sur certaines fractions de ce mouvement. Stora pense également que l'attitude négative – et décisive par son impact sur les milieux politiques parisiens – de l'intelligentsia française des années 1950-1960 à l'endroit de Messali (seuls les surréalistes, les anarchistes et les trotskistes le soutinrent alors) est due essentiellement au primat dont le marxisme bénéficiait alors dans les cercles intellectuels de Paris. L'étiquette « fasciste » que le Parti communiste tenta un temps de coller sur Messali constitue sans doute encore de nos jours l'un des éléments diffus expliquant le long « purgatoire » de Messali Hadj.

L'historien Charles-Robert Ageron a mis en lumière (voir notamment *le Monde* daté 30 novembre-1er décembre 1980) l'adroite manière que Messali et quelques autres nationalistes algériens surent employer pour dégager progressivement de l'emprise marxiste-léniniste l'organisation nord-africaine anti-colonialiste connue depuis lors sous le nom d'Etoile nord-africaine et fondée en 1926 à Paris avec la bénédiction de Moscou. A vingt-huit ans, Messali en est le secrétaire général. Au congrès anti-impérialiste de Bruxelles, en 1927, il fait ses premiers pas déjà assurés devant un aréopage international comprenant de futurs hommes d'Etat du tiers-monde, comme Nehru ou Ho-Chi-Minh.

Un combat sanglant

Les messalistes ont toujours souligné que c'est au cours de ce congrès que fut lancée, pour la première fois en public, l'idée d'*« indépendance algérienne »*. *C'est oublier que, dès 1919, l'émir* Khaled, descendant d'Abd El Kader, le héros de la résistance algérienne à la conquête française sous Louis-Philippe, s'était adressé au président américain Wilson, lui demandant de faire désigner des représentants des musulmans algériens pour *« décider du sort futur de l'Algérie sous l'égide de la Société des nations »*. L'idée de l'indépendance appartient sans doute, chronologiquement, à l'émir, mais le militantisme actif qui devait conduire à sa réalisation, après mille drames, et finalement sans les messalistes, semble bien appartenir au Hadj.

Dès 1928 Messali fut de ceux qui mirent en cause définitivement la tutelle communiste sur l'Etoile nord-africaine, tutelle ressentie finalement comme l'une des formes du colonialisme. La dissolution du mouvement nationaliste par les autorités françaises en novembre 1929 et alors qu'il comptait déjà approximativement 3 000 inscrits, en majorité des Algériens musulmans travaillant en France, empêcha peut-être l'affrontement direct entre Messali et ses « protecteurs » communistes français.

C'est son programme que devaient reprendre les autres partis qu'il créerait ensuite – la Glorieuse Etoile (1933-1935), l'Union nationale des musulmans nord-africains (1935-1937), le Parti populaire algérien (1937-1939), le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, fondé en 1946 et dont l'ultime mouture devait être, *durant la guerre d'Algérie, le* Mouvement nationaliste algérien (MNA) – et qui fut finalement celui que réalisèrent point par point ses rivaux du FLN : retrait des troupes françaises d'Algérie, reprise des terres aux colons européens, étatisation des entreprises et des mines, etc.

Le combat féroce que FLN et MNA (plus de 10 000 assassinats, en majorité dans les rangs de ce dernier) se livrèrent de 1954 à 1962 devant les Français qui ne savaient trop comment s'y prendre, les uns pour profiter de ces rivalités, les autres pour les apaiser, apparaît maintenant particulièrement dérisoire. Faut-il en rendre responsable la superbe du chef historique qui refusait de passer la main ou même de collaborer avec les nationalistes de la nouvelle génération ? Faut-il incriminer les méthodes constamment violentes de ces derniers à l'égard des messalistes, pourtant leurs « frères » en idéal ? Faut-il aussi regretter que la France surtout sous de Gaulle (mais était-il encore temps ?), n'ait pas prêté plus d'attention au MNA au lieu d'essayer de le compromettre dans de vaines équipées anti-FLN dans les djebels algériens ? Les derniers fidèles de Messali, car il s'en trouve encore, en France en tout cas, vont répétant qu'avec lui « l'Algérie aurait été tout aussi indépendante qu'aujourd'hui et même plus car la coopération avec les grands pays étrangers aurait été mieux équilibrée et, à l'intérieur, le pays aurait été une société plus libre, beaucoup moins monolithique, puisque les israélites et les chrétiens auraient été les bienvenus comme citoyens algériens à part entière ». Ce n'est pas si sûr quand on sait que *Messali Hadj* fut l'auteur du funeste slogan *« La valise ou le cercueil »* – slogan qu'il renia par la suite, il est vrai.

A la trappe...

On discutera sans doute encore longtemps pour savoir si Messali Hadj fut un *« prophète foudroyé »* (Jean Lacouture) ou bien la victime d'ennemis sans scrupules. Il reste qu'il manqua l'heure de la lutte armée, puisque l'insurrection nationaliste de la Toussaint *1954 fut déclenchée* sans ses partisans dans les gorges d'un oued des Aurès.

Rien ne justifie cependant la trappe dans laquelle on a sciemment plongé Messali depuis sa disparition de la scène politique vers 1960 et où on le maintient depuis sa mort. C'est une sorte de déni de l'Histoire, d'autant moins compréhensible que deux de ses anciens détracteurs, le colonel Boumediène et l'ancien président Ben Bella ont rendu hommage à Messali. *« Ce fut un nationaliste de premier ordre »*, déclara tout à trac Boumediène, un jour de 1967, tandis qu'Ahmed Ben Bella, après sa libération de prison en 1979, alla se recueillir non seulement sur la *tombe* de Messali à Tlemcen mais encore, dit-on, dans le village de Mélouza où, au plus fort de la guerre d'Algérie, le FLN avait massacré sans pitié *quelque* trois cents hommes et femmes réputés favorables à Messali Hadj.

Une certaine boucle est bouclée. Il reste toutefois le plus difficile : l'admission du *Hadj* dans les manuels d'histoire de l'Algérie.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Il est notamment l'auteur d'un livre très riche, *Messali Hadj, 1898-1974*. Edit. du Sycomore, 1982, 299 p. Il a également contribué à la mise en forme des *Mémoires* de Messali (1898-1938). Ed. Lattès, 1982 319 p.

(2) *Mouvement sociaux maghrébins : travailleurs, militants, idéologies.* Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine de l'université de Nice, 1983.

UN TÉMOIGNAGE DE « CHEF HISTORIQUE »

Les « Mémoires d'un combattant », d'Aït Ahmed

Les témoignages et les souvenirs sur la guerre d'Algérie et ses *causes ne manquent pas*, mais ces *Mémoires d'un combattant* de Hocine Aït Ahmed sont les premiers écrits par un des « chefs historiques » de la révolution algérienne. Encore fallait-il, pour *soutenir l'intérêt, faire preuve de* qualités d'écriture et tenter de renouveler le genre. Aït Ahmed y réussit : son livre, écrit avec élégance et souvent avec humour, est à la fois vivant, précis et riche en détails inédits.

Il s'efforce, certes, de *« faire revivre le souffle patriotique qui animait la jeunesse algérienne »*, mais sait éviter le manichéisme et n'occulte pas, comme cela arrive trop souvent chez les militants au service d'une cause, les luttes intestines qui ont déchiré le mouvement national algérien et les erreurs ou les manœuvres personnelles de certains de ses dirigeants.

Avec d'indéniables qualités de conteur, il sait reconstituer l'atmosphère propre à éclairer ce qu'il décrit. Il est né dans les montagnes de Kabylie, le 20 août 1926. Au passage, il note que c'est Bugeaud qui a baptisé de ce nom l'ancienne province du Djurdjura. Par petites touches, il montre ce qu'étaient dans sa jeunesse *les abus de la colonisation, mais* il n'hésite pas, non plus, à rendre hommage à certains fonctionnaires, qui étaient *« des modèles d'honnêteté et de correction »*.

« Pour moi, écrit-il, personne ne surpassait M. Thomé, le directeur de l'école. Quel dévouement, quelle conscience professionnelle... Quand on songe que pour certains de ses homologues actuels, qui confondent démagogie et pédagogie, la culture est l'étouffement, la prise en main des consciences, le détournement des intelligences ! »

Le livre est ponctué de réflexions qui révèlent la philosophie de leur auteur. Ainsi note-t-il : *« Il peut y avoir une culture sans démocratie : le siècle de Périclès, Louis XIV, Philippe II d'Espagne... En revanche, il ne peut y avoir de démocratie sans culture. Or, selon moi, c'est sur l'Agora, au Forum, dans la Djemaa berbère, que la démocratie commence à nouer, si je puis dire, ses premiers rapports dialectiques avec la culture... Il faut, dès la prime enfance, former la réflexion, susciter le goût de l'effort et de la responsabilité... Mais nous baignons dans un univers gavé de slogans et de réponses toutes faites qui nous sont assenées avant même que nous ayons eu le temps de poser des questions. »*

Le « patriotisme rural »

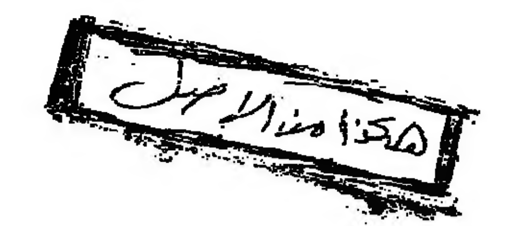
Un des chapitres les plus émouvants est celui où Aït Ahmed décrit les préparatifs de « l'insurrection générale », fixée au jeudi 23 mai 1945 sur l'ordre d'un agent de liaison du PPA de Messali Hadj, et l'impréparation des dirigeants, qui annuleront tout au dernier moment. *« Dans le jargon historique du nationalisme officiel, on en parle comme de l'Ordre et du Contrordre »*, conclut-il en guise de commentaire. Cette mésaventure, dont il fait l'analyse, peut expliquer la volonté de rigueur dont il fera preuve et qui le conduira à se détacher du PPA pour prendre la tête de l'Organisation spéciale en 1947, puis à participer à la naissance du FLN le 1er novembre 1954.

Mais avant d'en arriver là, Aït Ahmed explique pourquoi et comment, comme au temps des occupations romaine et vandale, *« le patriotisme rural et la résistance paysanne »* ont eu la prééminence en Algérie, tout comme il montre les cheminements des différentes composantes du mouvement nationaliste et le rôle du PPA. Puis ce sera la rupture : *« Nous étions beaucoup à constater que Messali, homme d'une étape historique, ne serait jamais l'homme de l'étape révolutionnaire. »*

L'attaque de la poste d'Oran est l'une des actions les plus célèbres de l'OS dans la période qui a précédé la guerre d'Algérie. M. Aït Ahmed, qui l'a conçue avec la collaboration de Ben Bella, en donne un récit passionnant, entretenant le suspense avec les détails de la première tentative manquée. Le livre, qui comporte *un index des plus utiles* compte tenu des noms cités, se termine sur l'arrivée de l'auteur au Caire pour prendre ses nouvelles fonctions au Bureau du Maghreb en mai 1952. Une suite est prévue. Elle promet d'être encore plus intéressante. On l'attend avec impatience.

PAUL BALTA.

★ Hocine Aït Ahmed, *Mémoires d'un combattant. L'Esprit d'indépendance 1942-1952*, éd. Sylvie Messinger, Paris, 1983, 240 pages, 96 francs.



Étranger

La Haye diffère sa décision sur l'implantation des euromissiles

De notre correspondant

La Haye. – Le gouvernement néerlandais a ajourné jusqu'au 1er novembre 1985 sa décision d'installer aux Pays-Bas les quarante-huit missiles de croisière prévus par la *« double décision »* de l'OTAN. Le premier ministre, M. Ruud Lubbers, l'a annoncé vendredi 1er juin au cours d'une conférence de presse réunie à La Haye, à l'issue d'une réunion de son cabinet de coalition démocrate-chrétienne et libérale. Si, dans les mois qui viennent, l'Union soviétique cesse d'implanter de nouveaux SS-20 et gèle donc son arsenal nucléaire braqué sur l'Europe occidentale au niveau actuel, cette installation des euromissiles américains aux Pays-Bas n'aura pas lieu. Si, au contraire, Moscou persiste dans ses intentions actuelles, les quarante-huit fusées prévues seront bel et bien mises en place en décembre 1988.

L'« affaire des euromissiles » dominait assez largement la vie politique néerlandaise depuis que l'alliance atlantique avait fait connaître, en décembre 1979, sa résolution d'installer de nouvelles fusées pour compenser le surarmement nucléaire de l'URSS, au cas où les pourparlers eurostratégiques de Genève échoueraient. Ce qui a été le cas, puisque les Soviétiques s'en sont retirés.

M. Lubbers a affirmé solennellement que la décision de son gouvernement devait être interprétée comme un signal en direction du Kremlin. Un signal qui signifie, selon les propres termes du premier ministre démocrate-chrétien : *« Vous continuez d'installer des SS-20, mais ne trouvez-vous pas que cela suffit désormais, que vous devriez y mettre un terme ? »*

Le chef du gouvernemem a ajouté que si l'URSS et les Etats-Unis parvenaient à un accord sur la limitation des armements nucléaires à moyenne portée, son pays pourrait n'installer qu'une partie des euromissiles prévus (trente-deux, voire seize, selon certaines hypothèses).

Dans les dix-huit mois qui viennent, les travaux d'aménagement de la base aérienne de Woensdrecht où seront peut-être installés les missiles, seront suspendus.

La Chambre des députés devra se prononcer avant la fin du mois sur la décision gouvernementale. M. Lubbers a laissé entendre que son gouvernement donnerait sa démission si une majorité parlementaire rejetait sa proposition. Les deux partis gouvernementaux, le CDA, chrétien-démocrate, et le VVD, libéral-conservateur, disposent à eux deux, de soixante-dix-neuf des cent cinquante siège à la Chambre. Au contraire, les partis de gauche, le PVDA (socialiste) en tête, rejettent catégoriquement les missiles de croisière (*tout comme 63 % de la population, à en croire un sondage récent*).

Les observateurs à La Haye ont été surpris par la décision de M. Lubbers : ces derniers temps, les commentaires dans la presse donnaient à entendre que le premier ministre n'oserait pas se prononcer si clairement en faveur de l'installation des missiles. Mais, en même temps, M. Lubbers a laissé quelques espoirs aux adversaires de sa politique de sécurité en ajournant toute décision définitive jusqu'à la fin de l'année prochaine. Aussi, le dirigeant du Conseil interconfesionnel pour la paix, M. Mient-Jean Faver, dit-il déceler des *« aspects positifs »* dans la décision gouvernementale.

Un « référendum »

M. Joop Den Uyl, ancien premier ministre socialiste, est cependant d'avis que la décision gouvernementale *« revient à une acceptation des missiles »*. M. Ed Nijpels, dirigeant du groupe parlementaire du VVD, a manifesté sa très grande satisfaction, bien que le gouvernement n'ait pas respecté le souhait de l'OTAN de procéder à l'installation dès 1986. Le CDA de M. Lubers se garde cependant de tout triomphalisme, tant l'affaire des missiles reste controversée dans ses rangs : des atlantistes tentent d'y cohabiter avec des gens proches du Mouvement de la paix. La menace d'un éclatement de la coalition est cependant écartée.

Reste à savoir ce que dira le Parlement. Une dizaine des quarante trois députés chrétiens-démocrates hésitent à soutenir M. Lubbers. Leur astention serait suffisante pour mettre le gouvernement en minorité. La campagne pour les élections européennes manquait énormément d'entrain. Mais depuis hier, le scrutin du 14 juin a pris valeur de référendum : c'est, dans une large mesure, sur la politique gouvernementale envers les missiles de croisière que se prononcera l'électorat néerlandais.

RENÉ TER STEEGE.

LES MILIEUX ATLANTISTES SONT PLUS DÉÇUS QUE SURPRIS

Les Etats-Unis ont regretté la décision prise vendredi par le gouvernement néerlandais au sujet du déploiement des euromissiles. *« Nous sommes déçus que le gouvernement néerlandais n'ait pas décidé dès maintenant de procéder à la pleine application de la décision prise par les pays de l'OTAN en décembre 1979 »*, a déclaré vendredi soir un porte-parole du département d'Etat. Mais, en dépit de la décision néerlandaise, le gouvernement américain *« demeure convaincu que les quatre autres pays concernés partagent notre opinion que la décision de 1979 doit être pleinement appliquée »*.

A Bruxelles, au siège de l'OTAN, cette décision a été accueillie avec agacement, mais sans grande surprise, en raison des menaces qui pesaient sur le gouvernement néerlandais de centre-droit s'il s'engageait à procéder au déploiement à la date prévue. Les experts militaires occidentaux s'efforçaient en outre, ces derniers temps, de minimiser l'importance stratégique des quarante-huit missiles destinés aux Pays-Bas. – *(AFP.)*

AVANT LE PROCHAIN SOMMET A LONDRES

Mme Thatcher souligne qu'il ne faut s'attendre à aucune « initiative spectaculaire »

De notre correspondant

Londres. – *« Heureux celui qui n'attend rien car il ne sera pas déçu... »* Au cours d'une conférence de presse, vendredi 1er juin, Mme Margaret Thatcher s'est permis cette note d'humour pour souligner qu'il ne fallait pas s'attendre à *« des initiatives spectaculaires et certainement pas à des miracles »* lors du prochain sommet qui réunira à Londres, du 7 au 9 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays le plus industrialisés (Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon et RFA).

Le premier ministre britannique, qui est cette année l'hôte de cette conférence, a nié qu'il puisse s'agir d'un « sommet de crise », tout en reconnaissant qu'il sera question de problèmes aussi préoccupants que la hausse des taux d'intérêt, l'aggravation *des dettes de nombreux pays*, notamment dans le tiers-monde, les difficultés du système bancaire international ou encore la guerre du Golfe.

A propos de la politique économique *et financière américaine*, Mme Thatcher a renouvelé ses critiques – *qui n'ont jamais été très sévères* – en déclarant que l'augmentation des taux d'intérêt aux Etats-Unis menaçait la reprise dans le monde et continuait de rendre *« extrêmement délicate »* la situation des Etats le plus endettés. Mais Mme Thatcher s'est gardée d'aller plus loin et s'est contentée ensuite de procéder par allusion en prônont les bienfaits de la politique de gouvernement comme le sien qui se donnent pour priorité de réduire les dépenses publiques et leur déficit budgétaire. Mme Thatcher a d'ailleurs tenu à noter que l'administration américaine était en train de faire des efforts dans ce domaine.

Manifestement, comme on l'a remarqué dans l'ensemble des milieux politiques britanniques, Mme Thatcher n'a pas du tout l'intention de mettre dans l'embarras le président Reagan, pour qui ce sommet est une étape importante de la campagne électorale. La presse londonienne a *fait observer samedi que*, l'an dernier, pendant le sommet de Williamsburg, *le chef de la Maison* Blanche avait réservé un très bon accueil au premier ministre de Sa Majesté à la veille des élections en Grande-Bretagne. D'autre part, Mme Thatcher a fait savoir que la Grande-Bretagne venait de rejoindre le parti des Etats-Unis et du Japon, qui actuellement mènent une offensive pour convaincre leurs partenaires d'accepter de nouvelles négociations sur le GATT afin de renforcer et d'étendre au niveau international les mesures destinées à limiter le protectionnisme. Jusqu'à présent, le gouvernement britannique avait adopté une attitude plutôt réservée. C'était la première fois que Mme Thatcher se prononçait publiquement pour la position défendue par les Américains et les Japonais.

FRANCIS CORNU.

URSS

ANCIEN RESPONSABLE DE LA DÉFENSE ANTIAÉRIENNE

Le général Romanov se serait donné la mort

Moscou *(AFP)*. – Le général Semion Romanov, ancien chef d'état-major de la défense antiaérienne soviétique, impliqué à ce titre dans l'affaire du Boeing sud-coréen abattu en septembre dernier, se serait donné la mort, a-t-on appris, vendredi 1er juin, de source militaire est-européenne à Moscou. La mort « prématurée » du général Romanov, survenue alors qu'il était *« en service commandé »*, avait été annoncée le 22 mai par *l'Etoile rouge*, organe de l'armée soviétique. *L'Etoile rouge* n'a fourni de détails ni sur la date, ni sur l'endroit, ni sur les circonstances du décès.

Le général Romanov, âgé de soixante-deux ans, venait d'être affecté au poste – de moindre importance – de représentant en RDA des forces unifiées du pacte de Varsovie.

Cette rétrogradation semblait liée à l'affaire du Boeing sud-coréen, abattu le 1er septembre 1983 par la chasse soviétique avec deux cent soixante-neuf personnes à bord au-dessus de l'île de Sakhaline. Il n'a jamais été établi qui, en URSS, avait donné l'ordre de tirer deux missiles contre l'appareil. Le général Romanov avait été le premier à fournir, dans la presse soviétique, des explications qui avaient été démenties par la suite dans la version officielle définitive (*le Monde* du 24 mai).

[Ce n'est pas la première fois que des rumeurs courent sur le suicide d'officiers supérieurs soviétiques. Pour s'en tenir aux années récentes, le 28 décembre 1979, au lendemain de l'intervention soviétique en Afghanistan, on annonçait la mort du général Papoutine, premier vice-ministre de l'intérieur. Selon des informations qui avaient circulé à l'époque, Victor Papoutine se serait donné la mort au début du mois de décembre en rentrant de Kaboul, où il avait échoué dans sa mission consistant à renverser le président Amin.

En janvier 1982, la mort du général Tsvigoun, premier vice-président du KGB et beau-frère de Léonide Brejnev, avait donné lieu aux mêmes spéculations. Le général se serait suicidé pour ne pas être mêlé à la campagne anticorruption que s'apprêtait à lancer le KGB dans les milieux proches de la famille Brejnev.]

RFA

A SON CONGRÈS DE MUNSTER

Le Parti libéral cherche un retour aux sources

De notre envoyé spécial

Munster. – Ce n'est pas la révolution que certains auraient souhaitée après la mise en minorité de M. Hans Dietrich Genscher sur le projet d'amnistie pour les auteurs de dons illicites aux partis politiques. Mais le parti libéral (FDP), dont le congrès se tient ce week-end à Munster, en Westphalie, n'a plus vraiment le même visage. Le chancelier Kohl, qui avait pris l'habitude, *depuis son arrivée au pouvoir en* 1982, de compter sur la loyauté absolue de son ministre des affaires étrangères et président du FDP, M. Genscher, va devoir travailler avec un partenaire beaucoup plus difficile.

Sans doute les anciens restent-ils en place, au moins pour les deux prochaines années. *Mais MM. Genscher*, Mischnik, président du groupe parlementaire FDP, et Lambsdorff, ministre de l'économie, jusqu'ici maîtres incontestés du parti, doivent leur réélection à la tête du parti au choix délibéré de la jeune garde de ne pas brûler les étapes. Ils sont maintenant en minorité à la direction.

Le nouveau secrétaire général, M. Helmut Haussmann, a longtemps appartenu à l'aile gauche du *parti, avant de revenir vers le centre*. A peine élu, il n'a pas caché ses intentions : *« Nous avons un besoin urgent d'affirmer notre image. Le rejet de l'amnistie a montré que nous sommes désormais sur nos gardes. La CSU doit se le tenir pour dit ! »* Avec lui ont été élus deux des présidents des fédérations régionales du FDP : MM. Walter Hirche (Basse-Saxe) et Manfred Brunner (Bavière). L'ancien ministre de l'intérieur de la coalition libéral-social démocrate, M. Gehrard Baum, et Mme Adam-Schwaetzer, qui avaient mené l'offensive contre le projet d'amnistie au sein même de la direction, ont vu leurs positions personnelles renforcées.

Sursis pour M. Genscher

En bras de chemise, l'air plus débonnaire que jamais, M. Genscher *n'a pu qu'assister, impuissant, à une* manœuvre dont il ne tirait pas les ficelles, *pour la première fois depuis* dix ans. Il avait désamorcé à l'avance une offensive contre son maintien à la présidence du FDP, en annonçant qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat dans deux ans. En l'absence de candidats évidents à la succession, les nouveaux patrons du FDP ont préféré lui renouveler leur confiance, *non sans définir précisément* les règles du jeu. Plus question pour M. Genscher de continuer à diriger le parti comme sa propre maison, ce qu'il avait eu tendance à faire au cours des dernières années.

A l'image de son nouveau secrétaire général, le parti, qui émerge de la crise deux ans après la rupture avec le Parti social-démocrate et le départ de son aile gauche, aspire à retrouver les thèmes chers à la tradition libérale : l'accent doit être mis sur le respect des libertés individuelles, et pas seulement économiques. Le ministre de l'intérieur, du parti de M. Franz-Josef Strauss, M. Friedrich Zimmermann, qui avait déjà, jusqu'ici, eu quelque peine à imposer ses réformes conservatrices, *devra compter sur une opposition beaucoup plus déterminée* au sein même de la coalition gouvernementale. Les projets de durcissement du droit de manifestation, des cartes d'identité informatisées, sont loin de rencontrer, parmi la jeune génération libérale, la compréhension manifestée par l'actuel ministre *libéral de la justice, M. Engelhard.*

Reste à savoir si cette mini-*révolution aura sur l'électorat* l'impact escompté. Laminé lors de toutes les dernières élections, à l'exception des législatives de mars 1983 où il avait bénéficié d'un soutien efficace de la CDU, le FDP risque d'avoir du mal à s'imposer sur un terrain largement occupé aujourd'hui par les Verts et les sociaux-démocrates. Les élections européennes du 17 juin prochain constitueront à cet égard un test. Si le FDP ne réussissait pas à passer la barre des 5 %, la tentation serait grande pour la démocratie chrétienne d'essayer de régner sans lui.

HENRI DE BRESSON.

A travers le monde

Brésil

● *MANIFESTATION A BRASILIA.* – Plus de dix mille personnes ont manifesté le vendredi 1er juin à Brasilia, en faveur de l'élection directe du président de la République. C'est la première fois qu'un tel rassemblement avait lieu dans la capitale, qui avait été soumise à des mesures d'exception en avril pendant le débat au Parlement d'un projet d'amendement constitutionnel *rétablissant les « élections directes »*. – *(AFP.)*

Indonésie

● ARRIVÉE DE RÉFUGIÉS *CAMBODGIENS*. – Soixante-neuf réfugiés de la mer cambodgiens sont arrivés, mardi dernier 29 mai, en Indonésie, apprend-on auprès des autorités indonésiennes. C'est la première fois que des réfugiés cambodgiens arrivent directement en Indonésie, a indiqué un porte-parole du *Haut Commissariat des Nations* unies pour les réfugiés à Djakarta. Les deux bateaux, l'un de 18 mètres, l'autre de 10 mètres, avaient quitté Kompong-Som, le grand port du sud du Cambodge, le 18 mai dernier, et sont parvenus en Indonésie après onze jours de traversée. – *(AFP.)*

Somalie

● DÉMENTI. – M. Ali Abdi Gurhan, chargé d'affaires de l'ambassade de Somalie à Paris, nous demande de publier un *« démenti formel »* à la suite des déclarations d'un opposant somalien, le Dr Diboud, selon lequel *« plus de deux cents paysans »* auraient été massacrés au printemps par l'armée dans le nord de leur pays (*le Monde*, daté 22- 23 avril). M. Gurhan précise que le Dr Diboud s'est enfui de Somalie en 1981, alors qu'il avait été révoqué de ses fonctions et devait être traduit *« devant une instance militaire »* pour fabrication frauduleuse de *« boissons alcoolisées »*.

LE VOYAGE EUROPÉEN DE M. BOTHA

Le premier ministre sud-africain a été reçu par le président de la Confédération helvétique

Le premier ministre sud-africain a quitté la Suisse, ce samedi 2 juin, pour la Grande-Bretagne, où sa rencontre avec Mme Thatcher est critiquée par l'opposition travailliste. Il se rendra ensuite, du 4 au 6 juin, en visite officielle en Allemagne fédérale, où sa venue suscite également de nombreuses critiques.

De notre correspondant

*Berne. – Même qualifiée officiel*lement de « privée », la visite de deux jours de M. Pieter Botha en Suisse aura montré une fois de plus l'ambiguïté des rapports du régime de Pretoria avec ses principaux partenaires. Côté cour, M. Botha a été reçu, *vendredi 1er juin, dans la matinée*, à Berne, par M. Léon Schlumph, président en exercice de la Confédération. Mais, contrairement aux usages, M. Pierre Aubert, chef du département fédéral des affaires étrangères, n'a pas assisté à cet entretien. Côté jardin, le premier ministre sud-africain a été l'hôte, vendredi soir, d'une grande réception organisée en son honneur dans un palace de Zurich par le gotha de la finance et de l'industrie helvétique.

A Berne, les conversations entre MM. Schlumph et Botha ont porté sur le projet de la nouvelle Constitution sud-africaine et l'évolution des relations de Pretoria avec ses voisins. A cette occasion, indique un communiqué, le président de la Confédération a lancé un appel à son interlocuteur, *« afin que tous les groupes de la population d'Afrique du Sud puissent bénéficier des droits fondamentaux et jouir des droits politiques »*. M. Schlumph a également rappelé à M. Botha *« la valeur que la Suisse accorde au respect des droits de l'homme dans le monde entier »*.

M. Botha a qualifié ces entretiens de *« très amicaux »* tout en reconnaissant l'existence de divergences sur *« certains points »*, référence à peine voilée à l'opposition de Berne à la politique de l'apartheid.

A Zurich, M. Botha a pris la mesure de l'intérêt porté par les milieux bancaires et industriels helvétiques à l'Afrique du Sud. Le système bancaire helvétique joue ailleurs un rôle capital pour les transactions financières de l'Afrique du Sud. Comme l'Union soviétique, Pretoria écoule la plus grande partie de sa production d'or sur le marché de Zurich. Quelques centaines de personnes ont cependant manifesté à Zurich pour demander au gouvernement helvétique de restreindre ses relations avec l'Afrique du Sud.

JEN-CLAUDE BUHRER.

● *L'ambassadeur d'URSS à l'Élysée.* – M. Vorontsov, ambassadeur d'Union soviétique à Paris, a été reçu, vendredi 1er juin, à déjeuner par M. Mitterrand. L'Élysée n'a fourni aucune indication sur le contenu de l'entretien. Il n'a pas été précisé, en particulier, s'il avait été principalement consacré au prochain voyage à Moscou du président de la République, dont la date n'a toujours pas été annoncée.

● *Nouvelle attaque de l'agence Tass contre M. Cheysson. – « Les ministres de l'OTAN*, écrit jeudi 31 mai l'agence officielle soviétique à propos de la réunion de Washington, *n'ont épargné aucun effort pour faire de l'ouverture de la session un show propagandiste afin de présenter l'OTAN comme un « rempart de la liberté » et un « instrument du maintien de la paix ». (...) Le vice-président des Etats-Unis a donné le ton aux débats en disant que la plus grande menace à la paix mondiale émanait de l'Union soviétique. Il n'a pas manqué de lancer les appels habituels à riposter à cette menace par un nouvel accroissement et par le perfectionnement des armes nucléaires et classiques de l'OTAN. (...) Tous les ministres de l'OTAN, y compris le ministre français des relations extérieures Claude Cheysson, ont rédigé leurs discours dans cet esprit. »* – *(AFP)*

Document

AFGHANISTAN : des soldats

Cinq déserteurs et un prisonnier racontent la vie et la mort quotidiennes

La correspondante de Radio-Liberty (1) à Paris, Mme Fatima Salkazanova, a rapporté d'une récente mission à Peshawar des entretiens avec six ex-soldats de l'armée soviétique, âgés de dix-neuf à vingt et un ans. Ces entretiens ont été réalisés dans la région frontalière pakistano-afghane. Cinq de ces soldats ont déposé les armes et se sont joints aux moudjahidines, le sixième est un prisonnier de guerre. Les extraits que nous publions ci-dessous sont tirés des entretiens que les intéressés ont accordés en russe à notre consœur et qui ont paru dans la Pensée russe du 19 avril 1984 ainsi que de leurs déclarations en langue ouzbèque diffusées par Radio-Liberty.

Les entretiens avec Vadim Plotnikov, Igor Rykov, Oleg Khlan, Sergueï Boussov, Vladimir Naoumov et Mohamed Akramov ont été autorisés par les moudjahidines qui ont charge de ces hommes en attendant que la communauté internationale agisse et décide de leur sort. En ayant vécu l'horreur, ils condamnent tous les six cette guerre et ne peuvent donc retourner dans leur pays. Il serait normal que l'Occident se préoccupe de leur destin.

Chez eux, ils connaissaient à peine l'existence de l'Afghanistan. Ils avaient de bons métiers et faisaient des projets d'avenir. Rien, ni personne, ne les avait préparés au destin tragique qui est le leur.

Vadim Plotnikov, le Moscovite, vient d'avoir dix-neuf ans. Il est technicien réparateur de machines à écrire et a terminé ses études secondaires en cours du soir. Il a encore sa mère en U.R.S.S. Igor Rykov est né à Goulkievitchi, dans la région de Krasnodar : il a vingt et un ans. Avant d'être appelé à l'armée, il a eu le temps d'apprendre trois métiers : chauffeur, ébéniste et électricien. Un an avant son appel sous les drapeaux, il s'est marié. Il a eu une petite fille qu'il n'a pu voir que cinq jours. La fillette a maintenant deux ans et demi. Il a servi six mois en U.R.S.S. et un an et demi en Afghanistan. Le 3 juillet 1983, il s'est enfui en compagnie de son camarade Oleg Khlan. Ce dernier, vingt ans, est né à Tachkent et a quitté le lycée avant le baccalauréat : « *Avant l'armée, je n'ai fait que m'amuser* », dit-il. Sergueï Boussov a dix-neuf ans. Originaire d'un petit village de la région de Perm, il a obtenu un diplôme de soudeur à l'arc au collège technique de cette ville. Au moment de l'appel sous les drapeaux, il travaillait à l'usine. Vladimir Naoumov, né à Volgograd (ex-Stalingrad), a vingt et un ans. Après le baccalauréat, il est entré au collège technique de la marine nationale d'Astrakhan. Il l'a quitté avec un diplôme de pilote-navigateur-mécanicien. Il a alors été envoyé dans la marine de la Volga et, le 1er octobre 1983, il a été appelé au service. Mohamed Akramov est un Ouzbek natif du Tadjikistan. Après le baccalauréat, il a travaillé un an au sovkhose de son village. Quelques jours après avoir été envoyé en Afghanistan, le 5 janvier 1984, il a été fait prisonnier par les moudjahidines.

Ces jeunes gens n'ont reçu aucune préparation militaire sérieuse ni, ce qui est plus étonnant, aucune formation politique. Seul Rykov avait eu une préparation militaire poussée, mais c'est parce qu'il avait suivi des cours pour devenir sous-officier.

● **QUE SAVIEZ-VOUS DE L'AFGHANISTAN ?**

« **Plotnikov** : *Quand j'étais à Moscou, j'ai très souvent entendu parler de l'Afghanistan par des amis ou connaissances et surtout par ceux qui y avaient fait leur service. Ils disaient que c'était très dur et qu'il leur avait souvent fallu faire le coup de feu contre les bandits. Mais dans la presse, je n'avais vu qu'un petit article qui racontait que les soldats soviétiques avaient construit une école à Kaboul.*

« Moi, je m'en fichais... »

– **Rykov** : *On nous avait dit que l'Afghanistan avait été envahi, de l'extérieur, et que des mercenaires pakistanais et américains se battaient contre nos soldats et l'armée afghane. Qu'en Afghanistan même, il y avait des bandes de douchmans (2). Et qu'il fallait aider le peuple afghan. On nous a aussi dit que c'était un peuple de sauvages, presque de fous. Bien entendu, au début, j'y ai cru. Comme tout le monde. Je savais que là-bas, il y avait la guerre. Mais rien de plus ! Pourtant, rien que dans notre petite ville de province, en 1979, on avait reçu onze cercueils d'Afghanistan en un mois. Mais je m'en fichais, de cette guerre. Je croyais que je ferais mon service en URSS. Quand j'ai appris que j'allais être envoyé en Afghanistan, j'ai tout de suite pensé que je n'en reviendrais pas, que je serais tué.*

– **Naoumov** : *Les Soviétiques ne savent pas du tout ce qui se passe en Afghanistan. La presse, bien sûr, ne dit pas grand-chose. Et alors que, maintenant, la guerre fait rage et que d'année en année, de jour en jour, c'est de plus en plus dur pour les nôtres, les Soviétiques pensent que la situation se normalise et que notre contingent fait aussi tranquillement son service que s'il était dans les pays de démocratie populaire. En fait, journaux et revues ne donnent aucune information sur cette guerre injuste.*

» *Les Soviétiques sont devenus tellement indifférents à la situation internationale qu'ils se moquent bien de ce qui se passe dans le monde. Les jeunes, par exemple, ne lisent pas les journaux parce qu'on n'y trouve rien d'intéressant. Finalement, les seuls qui savent quelque chose de cette guerre, c'est ceux qui sont directement concernés : les soldats, et les mères qui ont reçu les cercueils en zinc.*

– **Boussov** : *Avant d'être appelé, je ne savais presque rien de l'Afghanistan. Dans les journaux, on dit surtout que les soldats soviétiques aident les Afghans à construire des crèches, des maisons, etc. Je savais par des amis qu'il y avait une guerre et que de jeunes gars soviétiques y mouraient. Il est difficile de dire ce que les gens en pensent. Certains savent qu'il y a des morts, mais ils ne se demandent guère au nom de quoi tous ces jeunes vont mourir dans un pays qui leur est étranger. D'autres s'imaginent que les troupes stationnées en Afghanistan y sont presque autant en sécurité que dans les pays socialistes d'Europe de l'Est.*

– **Akramov** : *Avant le départ, on nous a expliqué que les Afghans étaient analphabètes, qu'ils ne comprenaient rien, qu'ils n'étaient pas libres. Qu'ils n'avaient « aucune culture ».*

« Nous atterrissons à Varsovie »

– **Plotnikov** : *On m'a envoyé en avion depuis la ville d'Achkabad. On savait où on nous emmenait, mais notre accompagnateur, le capitaine Kniaziev, nous a parlé de la Pologne à plusieurs reprises. Comme nous savions vaguement ce qui s'y passe actuellement, nous n'étions plus sûrs de notre destination, et personne n'arrivait à avoir une idée précise. Là-dessus, le pilote vient nous voir et nous dit :* « Nous survolons les Alpes. » *Il plaisantait mais ça n'avait rien d'invraisemblable. Plus tard, il nous a dit :* « Nous survolons la Pologne. » *Et à la fin, il nous annonce :* « Nous venons d'atterrir à Varsovie. » *Nous n'avons appris que plus tard que nous étions à Kaboul : quand on a rencontré un groupe de soldats démobilisés qui rentraient en Union soviétique la poitrine couverte de décorations. Il y avait des blessés parmi eux.*

● **AURIEZ-VOUS PU REFUSER CETTE AFFECTATION ?**

Aucun de ces conscrits ne savait exactement quelle aurait été la punition sanctionnant le refus de servir en Afghanistan.

– **Naoumov** : *Avant la prestation de serment, j'aurais peut-être pu esquiver l'Afghanistan. Mais après, ç'aurait été la prison ou le bataillon disciplinaire. Les soldats sont persuadés qu'il vaut mieux faire un an de prison ou de camp de travail plutôt que de passer un mois au bataillon disciplinaire. Ça veut tout dire !*

– **Plotnikov** : *Dans l'armée soviétique, après la prestation de serment, on est passible du tribunal militaire. Et le plus souvent, le verdict, c'est « fusillé ».*

– **Rykov** : *On m'aurait probablement mis en prison. Pour quatre ans au moins, ça dépend du jugement. Ou bien, on aurait essayé de me faire taire autrement.*

– **Akramov** : *Comment aurais-je pu refuser d'y aller ?*

« Les Russes font la loi »

● **DANS QUELLES CONDITIONS S'EST DÉROULÉ VOTRE SERVICE ?**

– **Naoumov** : *Je me suis retrouvé à Djelalabad, le point le plus chaud d'Afghanistan, à ce qu'on dit. Mais ça doit être pareil, je pense, à Kandagar.*

» *Nos soldats disent :*

« Pour choper une balle dans les fesses, gagne Djelalabad en vitesse. »

» *Dès notre arrivée, nous nous sommes heurtés à des actions menées en toute liberté par les insurgés. L'armée soviétique n'occupe que 18 % du territoire de l'Afghanistan. Pour le 1er mai, les insurgés ont fait un tir de mortiers. On nous a caché le nombre des blessés et des morts. Il est très difficile d'évaluer nos pertes. Dans la seule Djelalabad, il y a deux ou trois morts par semaine, si ce n'est plus. Le chiffre avancé par les experts occidentaux, vingt mille à vingt-cinq mille, ne représente qu'une part minime des pertes.*

» *Dans la vie de garnison, le plus grand fléau, c'est les rapports entre soldats : entre les « vétérans » et les bleus. C'est lié au problème des nationalités. Les officiers s'en servent souvent pour garder les hommes bien en main. On met dans chaque compagnie des soldats de même ethnie. Par exemple, le commandant prend d'abord des Russes ; dans le contingent suivant il prend des Turkmènes. Et c'est la discorde. Les Russes vétérans font la loi et les Turkmènes sont leurs souffre-douleur. Un an plus tard, les Russes sont démobilisés et le commandant choisit une nouvelle compagnie de Russes. Et les bleus deviennent les victimes des Turkmènes passés au rang de vétérans et qui ont été « éduqués » par les taloches du contingent précédent. Et les brimades succèdent aux brimades. Tout ça, c'est l'œuvre des officiers qui attisent la haine. Comme ça, il n'y a aucune cohésion entre soldats, c'est chacun pour soi, et il n'y a donc pas de réclamations ni de protestations collectives... Quant aux officiers, les soldats les haïssent, à de rares exceptions près.*

– **Khlan** : *D'abord, je me suis retrouvé à Kaboul... Mais ensuite, je me suis fait pincer. Des gars et moi, on vendait des câbles aux Afghans, on les échangeait contre du tcharss : le tcharss, c'est du haschisch de mauvaise qualité. Et on le revendait pour le triple. Puis un autre et moi, on s'est fait pincer et on a décidé de nous muter... On nous a envoyés à Kandagar, dans une brigade d'assaut. C'est là-bas que j'ai fait mon premier raid punitif. En fait, en Afghanistan, les soldats ne réussissent à survivre que par le vol. Parce que la nourriture est insuffisante, les produits ne sont pas frais : on envoie des produits de mauvaise qualité, périmés, de ceux qui traînent dans les dépôts. Quand on a de l'argent, on peut tout acheter. On se met en civil, on se faufile dehors et on va dans les doukhans (3). On achète surtout des produits frais parce qu'il n'y en a pas à la cantine. Mais aussi des jeans, des magnétophones (4), tout... Quant aux bons en roubles qu'on reçoit, on ne peut rien acheter avec : il n'y a rien dans les magasins de l'armée. D'ailleurs, s'il y a quelque chose, c'est cher, c'est pour les officiers.*

– **Naoumov** : *Oui, les soldats tâchent de se procurer l'indispensable de n'importe quelle façon. Des jeans, des montres... Beaucoup s'achètent des cigarettes, de le drogue, narcotiques, de la vodka... Comment se procurent-ils de l'argent afghan ? Lors des expéditions punitives, ils ne se livrent pas seulement aux exterminations mais aussi au pillage. Le second moyen consiste à vendre tout ce qu'on peut vendre.*

» *Il y aurait beaucoup à dire sur les conditions de vie du soldat en Afghanistan. Combien de gens sont morts non pas sous les balles mais par suite de maladie ou à cause de l'incurie des commandants ! Plus de la moitié, j'en suis sûr : d'insolation (j'ai vu neuf cas mortels), de dysenterie, de pneumonie, d'hépatite virale.*

» *Lors d'une opération, on a passé sept heures en plein soleil, sans eau. Notre commandant, bien sûr, avait de l'eau et on lui avait fait un abri de toile contre le soleil. Au bout de sept heures, l'opération a été annulée. Les soldats se sont précipités vers un ruisseau et se sont jetés dans l'eau ; certains ont eu des crises cardiaques ou des hémorragies cérébrales, d'autres ont perdu connaissance avant d'arriver jusqu'au ruisseau. Il y a aussi des moustiques dont les piqûres causent des ulcères. Et des poux, bien sûr, l'éternel fléau de l'armée soviétique.*

« Sales et affamés »

– **Boussov** : *On n'est pas très bien nourris en Afghanistan. Surtout de soupes, de bouillies et de vieilles conserves. Les vétérans confisquent aux bleus tout le beurre et le pain blanc, d'ailleurs c'est un pain de très mauvaise qualité. Les soldats vivent à trente ou quarante par tente. On n'a pas de sous-vêtements, on ne change pas la literie, on ne peut pratiquement pas se laver. Les jeunes soldats sont constamment sales et affamés. La solde qu'ils reçoivent est aussi confisquée par les vétérans. Les officiers, eux, vivent dans des maisonnettes, à trois ou quatre par chambre. Ils sont mieux nourris, à leur cantine particulière. Ils ont aussi des « bains » réservés et se lavent quand ils veulent.*

» *On n'a pratiquement aucune distraction. Le soir, on se réunit et on chante en s'accompagnant à la guitare. Certains arrivent à se faufiler au club pour voir un film, mais c'est difficile car on donne la priorité aux officiers et aux sous-officiers.*

– **Rykov** : *On avait acheté un magnétophone en commun à notre section. Un officier a ordonné que les soldats l'apportent chez les officiers parce que le leur était cassé. Un soldat, Trousskavetz, a protesté en disant qu'ils avaient acheté ce magnétophone pour eux. Voronov, l'officier, lui a ordonné de venir dans son bureau et, là-bas, ils l'ont tabassé, tous les officiers qui y étaient. Le commandant de la compagnie, le lieutenant-chef Gaïdar et d'autres. Ils l'ont battu et, à la fin, Guevorkian l'a frappé à la tête avec une chaise. Finalement, Trousskavetz est devenu fou. On l'a démobilisé ; il était marié, avec un enfant. Et il n'est rien arrivé à Guevorkian.*

– **Naoumov** : *Un vétéran qui tabasse un soldat au point de le laisser à moitié mort ne risque rien d'autre qu'une réprimande de son officier... Nous savons, pour l'avoir expérimenté, à quel point on a envie de se suicider à l'armée.*

– **Rykov** : *Les officiers comprennent aussi bien que les soldats que la guerre est injuste. Mais, parmi eux, il y a aussi des sadiques que la situation enivre. Ils s'ennuient, ils attendent les opérations pour se distraire... Pour eux, les soldats, c'est moins que rien. A la moindre faute, ils font venir le gars et le tabassent. Ou le mettent aux arrêts. Les conditions de vie sont horribles. Beaucoup de gens s'enfuient à cause de ces mauvaises conditions. Il y a même un commandant de notre bataillon qui s'est enfui...*

» *Mais quand les officiers sont trop mauvais, il arrive que leurs propres soldats ne peuvent pas se retenir et leur tirent dans le dos. Mais il y a aussi de bons officiers, qui ne se cachent pas derrière les soldats, qui n'ont pas peur.*

– **Naoumov** : *Quant aux narcotiques, impossible d'y échapper. On en prend énormément. Certains soldats se trouvent à l'hôpital mais ils se droguent même là-bas. Ce sont les mêmes cachets. On fume surtout du haschisch et on prend de la cocaïne. Il y a aussi des gens qui se piquent. Peu, mais il y en a. Les soldats se procurent de la drogue en vendant ou en troquant des objets. On vend tout ce qu'il est possible de vendre : huile, beurre, conserves, savons, objets en métal et, finalement, armes et munitions.*

Ces jeunes hommes, qui ont servi dans des unités différentes, n'ont pas vu utiliser les mêmes armes. Certains ont connu des armes nouvelles dont les autres ne soupçonnaient même pas l'existence. Pour ce qui est de l'utilisation d'armes chimiques, les uns savent qu'on y recourt en Afghanistan, les autres ne font que le soupçonner.

– **Plotnikov** : *Au début du service, on nous a fait un cours sur les bombes aériennes utilisées en Afghanistan, y compris sur les bombes chimiques. Elles contiennent des substances extrêmement dangereuses pour l'organisme humain. Nous utilisons aussi des grenades lacrymogènes en grande quantité.*

– **Boussov** : *Je n'ai jamais entendu parler de l'utilisation d'armes chimiques. Mais, au sein de notre bataillon, il y avait une unité chimique spéciale. Aucun soldat n'en connaissait précisément les fonctions. D'ailleurs, elle était cantonnée à l'écart des autres unités.*

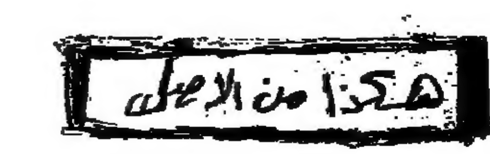
– **Naoumov** : *Tout le monde connaît la « tactique de la terre brûlée ». C'est celle que nous utilisons en Afghanistan avec l'aide de la technique. Notre arme principale, c'est l'aviation : surtout les hélicoptères MI-8 et MI-24. Nous avons aussi des fusées Grad (grêle). Le napalm est très utilisé en Afghanistan. Les obus d'artillerie sont principalement du type à fragmentation. On se sert aussi beaucoup de bombes aériennes dont chacune contient trente ou quarante petites bombes de 10 kilos. Ce genre de bombes tue tout sur un rayon d'un kilomètre carré.*

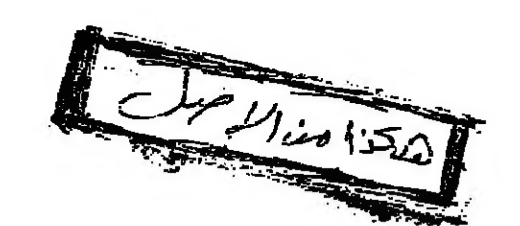
– **Rykov** : *En ce moment, en Afghanistan, notre armée utilise des mitrailleuses chargées de balles de calibre 5,45 qui ont un centre de gravité déplacé. Quand vous êtes atteint par ce type de balle, la balle continue son trajet dans la chair, dans les parties molles, sans être arrêtée par les os. Vous savez, nous avec ces balles, on a fait un essai : on a mis un chou pommé par terre, sous un casque militaire. Et on a tiré sur le casque. Dans le casque, il y avait le petit trou que laissent toutes les balles. Mais quand on l'a soulevé, en dessous, le chou était haché menu. On a aussi une nouvelle mitrailleuse Kalachnikov de type AKS très récente : c'est une arme d'assaut, un modèle léger, avec une crosse pliante et qu'on charge avec ce genre de balles. Et il y a un second modèle tout récent, le commandant en avait un, avec un canon court.*

« Expéditions punitives »

– **Naoumov** : *J'ai honte de mon passé. Je me sens coupable et je n'ai pas envie d'en parler. Je vais quand même vous raconter un épisode. En mai 1983, j'ai rejoint une unité chargée de la protection d'une portion de route Kaboul-Djelalabad. J'étais chargé de réparer deux engins militaires endommagés lors d'une expédition punitive. Ce n'était pas grave, j'ai vite fini et j'attendais le dîner quand j'ai entendu des injures. C'était deux soldats qui amenaient un homme ligoté : un prisonnier afghan. L'homme avait le visage enflé et du sang qui lui coulait de la bouche. Les soldats l'ont fait mettre à genoux près des tanks :* « Qu'est-ce qu'on va en faire ? ». *Deux sous-officiers sont arrivés. Ils étaient ivres. L'un d'eux a regardé l'Afghan et a dit avec un mauvais sourire :* « Cet animal n'est pas digne d'une prison, il faut le fusiller. » « Non, *a rugi le second,* il faut pendre ce salaud la tête en bas, au soleil, comme ça, il comprendra lentement à qui il s'est attaqué. » *Mais un jeune lieutenant est arrivé. les soldats on fait leur rapport en disant qu'ils avaient arrêté un douchman.* « Bon, *a dit l'officier,* on va régler nos comptes. Fusillez-le. Apportez la mitrailleuse. » *L'Afghan comprit ce qui allait se passer et se mit à dire quelque chose dans sa langue, mais personne ne l'écoutait. Nous étions tous autour, à attendre ce qui allait se passer. Un des soldats revint en disant que les mitrailleuses étaient sous clef.* « Tant pis, *dit l'officier,* on va se passer de balles. Approchez-le du canon. » *L'officier se mit à la tourelle et les soldats enfoncèrent les bras liés de l'Afghan dans la gueule du canon.* « Ecartez-vous, *a crié l'officier.* Feu ! » *Quand la fumée se fut dissipée, il ne restait plus trace de l'Afghan. Alors tout le monde est parti. J'attendais mon tour pour le thé en mangeant ma bouillie quand, tout à coup, le sergent qui était à côté de moi se met à beugler :* « Fous-le camp de là, sale bête ! » *Je n'ai pas tout de suite compris. Et puis j'ai vu un chien qui avait un morceau de viande dans la gueule. C'était le bras de l'homme que nous avions exécuté.*

» *Des opérations punitives, on en faisait souvent. Au moindre raid. En six mois de service, j'ai constaté que, l'hiver, on faisait une ou deux opérations par mois, mais, l'été, c'était presque tous les jours. On y va en hélicoptère, en tank ou en camion. Le nombre des tués ? Lors de la dernière opération qu'on a faite avec Oleg, il y a eu neuf morts, surtout de notre section. On avait encerclé les moudjahidines et on avait échangé des tirs à la mitrailleuse. On avait déjà neuf morts,*





soldats soviétiques parlent



et j'ai cru que la section allait y passer. On a appelé une deuxième, puis une troisième section en renfort. Bien que le terrain eût été miné par les moudjahidines, on nous a envoyés à l'assaut. On était précédés d'un tank, on s'est approché en camion et on a tiré. La 2e section est arrivée aussi. On a tout juste réussi à tirer et à filer. Deux officiers ont été tués, mais l'un d'eux était un salaud, tout le monde était content qu'il soit mort.*

— **Khlan :** *Lors des expéditions punitives, on ne tuait pas les femmes et les enfants par balles. On les enfermait dans une pièce et on leur balançait des grenades.*

— **Rykov :** *Nous ne faisions pas de prisonniers de guerre. Aucun. En général, on tuait les prisonniers sur place. Dès qu'on les avait attrapés, les officiers donnaient l'ordre de les égorger. Je vais vous raconter un épisode. C'était le lieutenant Guevorkian qui commandait mon unité. Quand j'y suis arrivé, ça faisait déjà un an qu'il était en Afghanistan. Il nous a dit qu'il en avait beaucoup vu et que, maintenant, il était devenu de glace, qu'il avait appris à tuer n'importe qui. Et qu'il devait enseigner la même chose à ses soldats, que c'était son but principal. Un jour, il a ramené un gamin, un gosse afghan de quatorze ans. Il nous a dit que ce garçon était sûrement un douchman, qu'il avait voulu s'enfuir en voyant arriver les soldats. Dans notre unité, il y avait un soldat, Oleg Sotnik, qui ne supportait pas la vue du sang. Vous savez, il y a des gens comme ça, qui ne peuvent pas voir leur sang ni celui des autres. Et voilà que Guevorkian sort une baïonnette : elle venait d'une carabine, ressemblait à un poignard et il l'avait toujours sur lui. Il tend ce poignard à Sotnik et lui dit de tuer le garçon. Sotnik a fait une de ces têtes !... Il est resté planté là, tremblant de tous ses membres. Quant au gosse, il était tranquillement assis par terre. Finalement, Sotnik s'est maîtrisé, s'est approché du gosse et lui a enfoncé le poignard dans la poitrine. Le garçon s'est mis à hurler et s'est accroché aux mains de Sotnik. Alors Guevorkian a crié :* « Espèce de morveux, qu'est-ce que c'est que ces façons ! Regarde comment il faut faire ! » *Il lui a arraché le poignard, a donné un coup de pied au garçon en plein visage et quand le gosse a rejeté la tête en arrière sous le coup, il lui a enfoncé le poignard dans la gorge, une fois, deux fois... Et nous étions là autour, on l'a regardé faire, personne n'a rien dit. Qu'est-ce qu'on aurait pu dire ? D'ailleurs, il faisait des choses incroyables lors des opérations de nettoyage. Un jour, on est arrivé dans un village où il n'y avait que des femmes, des vieillards et des enfants. Les hommes, les gars en âge de combattre, s'en vont dans ces cas-là. Ils ripostent et s'en vont. Alors, ce jour-là, il a vu qu'il y avait un tas d'Afghans : veillards, femmes et enfants. Il a donné l'ordre de les mettre dans une pièce et de leur balancer des grenades.*

● **COMMENT SE FAIT-IL QUE BEAUCOUP DE JEUNES APPELÉS SOVIÉTIQUES DEMANDENT A ÊTRE AFFECTÉS EN AFGHANISTAN. EST-CE PARCE QU'ILS VOIENT LA LEUR SEULE CHANCE D'ALLER A L'ÉTRANGER ?**

— **Boussov :** *Je pense que les appelés demandent l'Afghanistant pour avoir le sentiment d'être de vrais héros à leur retour. La plupart ne savent pas ce qui se passe. Les journaux n'en disent que de bonnes choses. Alors pourquoi pas ? Ils pensent qu'ils pourront peut-être ramener des décorations et acheter des affaires qu'on ne trouve pas chez nous.*

— **Naoumov :** *C'est vrai, il y en a pas mal qui demandent l'Afghanistan. Je crois que ce sont des gars qui n'ont aucune idée de la réalité. Ils rêvent de gloire, d'exploits romantiques. Quels exploits pourrait-il y avoir dans cette guerre ? Sauf quand nous nous sauvions mutuellement la vie. Vous savez, au combat, on n'a pas tellement le choix. On te tire dessus, et tu ripostes, pour survivre.*

● **POURQUOI AVEZ-VOUS DÉSERTÉ ?**

— **Naoumov :** *Beaucoup disent et croient que les insurgés liquident immédiatement les déserteurs soviétiques. Les officiers nous ont souvent cité des exemples. Voilà pourquoi les gens qui s'enfuient sont ceux qui sont vraiment dans une impasse. Les soldats soviétiques ignorent qu'il y a des prisonniers de guerre. C'est aussi dû à l'influence des cours politiques. Voilà pourquoi il est tellement difficile de se rendre au cours d'un combat. Certains soldats gardent la dernière balle pour eux.*

— **Rykov :** *Un jour, on attrapé un gars, il était du Tadjikistan. Il avait disparu, un jour, pendant un raid. On l'avait cherché mais on ne l'avait jamais retrouvé. Et voilà que six ou huit mois plus tard, on l'a attrapé : il était en uniforme afghan, avec une mitrailleuse, il se battait pour les moudjahidines. Les nôtres allaient le fusiller quand il s'est mis à parler en russe. Je ne sais pas ce qu'on en a fait, ni où il est. Les nôtres l'ont emmené. Son avenir ? Fusillé, bien sûr. »*

Rykov et Khlan précisent avoir quitté l'armée car ils ne pouvaient plus supporter les humiliations quotidiennes de la part des officiers et des vétérans. Ils voulaient passer au Pakistan et se rendre en Occident (en Allemagne, en Angleterre ou aux États-Unis). Plotnikov et Boussov sont partis car ils avaient entendu parler d'une unité de soldats soviétiques qui se battaient aux côtés des moudjahidines et espéraient les rejoindre. Naoumov s'est vite aperçu qu'on lui avait menti. On lui avait dit qu'il allait combattre des mercenaires américains et chinois. Il n'en a vu aucun : « *Et pourtant, à chaque combat, je regardais attentivement les résistants à travers la lunette de mon fusil.* » Il a vu aussi ce qu'était la guerre en Afghanistan. Alors, il a commencé à aider activement les moudjahidines, il leur a fourni des armes et des munitions dérobées à la caserne, il s'est enfui quand le KGB a voulu l'utiliser pour capturer les moudjahidines qui étaient en contact avec lui.

Mohamed Akramov n'a pas déserté, il a été fait prisonnier par les moudjahidines le 5 janvier 1984 alors qu'il allait acheter des cigarettes dans une boutique près de la caserne et qu'il était désarmé.

— **Akramov :** « *Ici* (chez les moudjahidines), *je vis comme chez moi, mieux que chez moi. Personne ne m'oblige à travailler, bien que je sois prisonnier. Je lis des livres arabes, je me repose, je suis bien nourri... Les Afghans sont musulmans et moi aussi.* » Nous lui rappelons qu'il avait étudié pendant dix ans dans une école soviétique, travaillé un an dans un sovkhoze, servi dans l'armée soviétique : comment se considère-t-il ? Comme un citoyen soviétique, un Russe, un Ouzbek, un Afghan ? « *Comme rien d'autre qu'un prisonnier.* »

« *Les moudjahidines m'ont dit qu'après deux ans en Suisse je pourrais choisir soit de retourner en Union soviétique, soit de rester en Suisse, soit de m'installer en Allemagne, ou dans un autre pays. Mais moi, je ne veux pas retourner en URSS ; après les deux ans en Suisse, je voudrais aller en Arabie Saoudite.*

— **Naoumov :** *Nous voudrions nous adresser à ceux qui nous connaissent bien. Ne vous inquiétez pas, et pas de sentimentalité inutile. Nous ne vous avons pas trahis et nous ne vous oublierons jamais. Peut-être allons-nous périr ou devoir partir pour un lointain pays. Ne nous en veuillez pas ; tant que nous sommes vivants, nous sommes avec vous de corps et d'âme.*

« *Mes chers jeunes amis, si vous devez aller en Afghanistan, n'oubliez pas ceci : on ne peut pas se battre contre tout un peuple. Je ne vous pousse pas à passer du côté des insurgés ou à partir pour un pays libre. On a besoin de vous chez nous, pour notre œuvre commune. Je ne vous demande instamment qu'une seule chose : refusez de commettre des crimes. Car, enfin, pourquoi nous battons-nous, finalement, sur le territoire de l'Afghanistan ? Réfléchissez-y.*

« *Je veux aussi m'adresser aux mères dont les fils sont morts ou disparus dans les montagnes d'un pays étranger. Je ne cherche pas à vous consoler. Relevez la tête, faites-vous entendre, dites tout ce que vous pouvez de cette guerre injuste, il vous suffit de dire que vos fils sont morts en Afghanistan. Les assassins de vos enfants sont à la tribune du mausolée les jours de fête ; quand l'un disparaît, un autre le remplace. Mais il serait vain de penser que ça va s'arranger. Agissez, personne ne fera ce qu'il faut faire à notre place.* »

Traduction de
CATHERINE FOURNIER.

(1) Financée par le Congrès américain, cette radio émet vers l'URSS dans toutes les langues des Républiques soviétiques.

(2) Bandits.

(3) Sortes de cafés-boutiques.

(4) Qu'on trouve très difficilement en URSS.

Un entretien avec M. Reagan

(Suite de la première page.)

— *Avez-vous cependant des discussions directes avec les Soviétiques sur la crise du Golfe ?*

— Oui, certainement.

— *Avez-vous l'intention de prendre une initiative sur la crise du Golfe durant le sommet de Londres et, si oui, laquelle ?*

— Je suis à peu près certain que nous en parlerons. Ces réunions au sommet — je suis heureux et fier de le dire — sont organisées d'une façon plus informelle depuis Williamsburg. Elles faisaient auparavant l'objet d'une très stricte programmation avec des thèmes de discussions déterminés à l'avance. Quand nous nous sommes réunis pour le sommet de Williamsburg, nous avons pensé que ce n'était pas la formule la plus appropriée pour laisser chacun s'exprimer comme il le désirait. Il s'agit maintenant de réunions informelles. Chacun peut soulever toutes les questions qui le préoccupe, et dont il pense qu'elles devraient être examinées dans ce cadre. Je suis donc certain que nous parlerons du Golfe.

— *On parle beaucoup en ce moment du déclin de l'Europe de ce qu'on appelle « l'europessimisme ». Cela conduit certains, aux États-Unis, à s'interroger sur la confiance que l'on peut placer dans le Vieux Continent et sur la force des liens transatlantiques. Vous interrogez-vous, vous-même, là-dessus ?*

— Absolument pas. Et laissez-moi dire combien je suis ravi de ce que les alliés aient ignoré tous les efforts conduits pour les diviser. L'unité avec laquelles les alliés s'en sont tenus à la double décision de l'OTAN de 1979 sur les armements de portée intermédiaire, représente une réaffirmation spectaculaire de nos intérêts communs. Il est absolument impossible que l'Amérique coupe ses liens avec l'Europe occidentale ou même affaiblisse son engagement vis-à-vis de ses alliés de l'OTAN. Les Européens et les Américains sont liés les uns aux autres de façon permanente.

— *Les derniers chiffres de la balance commerciale américaine ne sont pas très encourageants. Comment les taux d'intérêt pourront-ils réellement baisser dans de telles conditions*

— Je ne crois pas que le déséquilibre commercial ait quoi que ce soit à voir avec les taux d'intérêt. Le déséquilibre commercial est dû à la cherté du dollar par rapport aux autres monnaies. Nos importations sont à l'origine d'environ un tiers de la reprise constatée maintenant chez nos partenaires commerciaux.

» Il y a un autre élément qui n'est pas pris en compte dans la balance commerciale : ce sont les investissements étrangers dans notre pays. C'est là un facteur de rééquilibrage de la balance. Nous aimerions, nous voudrions exporter plus, mais nous savons que la reprise a commencé chez nous plus tôt que dans les autres pays qui n'ont, en conséquence, pas été en mesure d'acheter autant que nous. Le fait même que nous continuions à acheter favorise cette reprise.

» Pour en venir maintenant au déficit bugétaire tous les pays connaissent aujourd'hui ce problème (car) les gouvernements dépensent plus que leurs revenus ne le leur permettent. La Chambre des représentants et le Sénat travaillent en ce moment à réduire les différences entre les deux versions du programme auquel j'ai donné le nom d'« Acompte ». Il s'agit d'un programme sur trois ans destiné à assurer certaines augmentations des recettes, limiter les dépenses et réaliser dans le budget de la défense des économies qui ne retarderont pas trop nos plans. Cet acompte sur la réduction de notre déficit représentera entre 140 et 150 milliards de dollars sur trois ans.

» Ce n'est là qu'une partie de notre action. Nous nous rendons compte qu'il reste beaucoup à faire pour réduire la part du produit national brut que le gouvernement prélève. Nous avons créé une commission composée de personnalités du secteur privé et à la tête de laquelle j'ai placé Peter Grace, un homme d'affaires, en lui demandant de former des groupes de travail chargés d'étudier le fonctionnement des administrations et des ministères. J'avais déjà fait cela en Californie lorsque j'en étais gouverneur et cela avait bien marché. Quelque deux mille représentants du secteur privé ont consacré plusieurs mois à cette tâche. Ils nous ont remis deux mille quatre cent soixante-dix-huit recommandations précises sur la manière dont le gouvernement pourrait être plus efficace et faire des économies, en appliquant simplement des méthodes courantes de gestion moderne.

» En fait, le déficit de certains de nos alliés n'est pas très différent, proportionnellement à leur PNB. Mais, ce que j'affirme, c'est que le déficit n'est pas responsable du niveau élevé des taux d'intérêt. La preuve en est que nous avons ramené les taux d'intérêt de 21,5 % à un peu plus de la moitié de ce taux, alors même que notre déficit augmentait considérablement.

» Si le Sénat et la Chambre des représentants se mettent d'accord et que cet acompte est versé, au moment où nous préparons le budget de 1985, je pense que le monde des affaires se montrera un peu plus confiant et qu'à ce moment-là, les taux d'intérêt baisseront.

Nous n'avons jamais dit aux Soviétiques : « C'est ça ou rien ! »

— *M. Trudeau s'est personnellement engagé, l'année dernière, dans une campagne pour le désarmement. Pourquoi ne pas vous en être servi pour la recherche d'un contrôle des armements ?*

— Nous n'avons jamais dit à l'Union soviétique : « C'est ça ou rien ! » Nous avons essayé de nous montrer souples. Par exemple, ma première proposition concernant les armes à moyenne portée était : « Pourquoi pas zéro-zéro ? » Pourquoi ne pas faire de l'Europe une région sans armes à moyenne portée ? Les Soviétiques ont refusé de discuter cette question. Nous avons alors dit : « Très bien, quels que soient les chiffres que vous vous êtes fixés, et que nous nous sommes fixés, asseyons-nous et parlons, essayons de réduire le nombre d'armes. » Nous leur avons dit franchement que nous aurions toujours l'espoir d'arriver un jour à zéro-zéro, mais nous étions prêts à discuter d'un chiffre (...). Ils ont quitté la table des négociations en disant que le déploiement avait commencé (...).

» Pour ce qui est de M. Trudean, nous l'avons encouragé à poursuivre ses efforts. Le monde, dans son ensemble, à quelques exceptions près, attend la paix mondiale et c'est là notre principal objectif, mais je ne pense pas que cette paix puisse être établie sur des bases solides tant qu'elle ne s'accompagne pas d'une réduction du niveau des armements, des armes nucléaires stratégiques en particulier. Le monde ne peut pas, nous ne pouvons pas, continuer à vivre sous cette menace. Un jour, si le bon sens prévaut dans le monde, il n'y aura plus d'armes nucléaires.

» Notre pays avait déjà mis en avant cet objectif quand nous étions les seuls détenteurs de l'arme nucléaire, en 1946. A ce moment-là, nous avions proposé une commission internationale et le contrôle total des activités nucléaires. Le Soviétiques avaient refusé. Nous savions qu'ils essayaient de fabriquer cette arme, ils ont fini par y arriver, mais à ce moment-là, ils n'avaient qu'à accepter notre proposition pour qu'il n'y ait pas d'armes atomiques.

— *Vous avez déclaré, la semaine dernière, n'avoir jamais envisagé d'envoyer des soldats américains en Amérique centrale. Quelle serait cependant votre réaction si, à l'automne prochain par exemple, le gouvernement du Salvador était sérieusement menacé d'effondrement par une offensive de la guérilla ?*

« Nous faisons confiance à l'armée salvadorienne »

— Nous n'enverrons pas de forces militaires, parce que le Salvador ne nous en a pas demandé et que le président Duarte, lors de sa récente visite ici, a déclaré ne pas en vouloir et ne pas en avoir besoin. Ils utiliseront leurs propres forces, mais ils admettent franchement qu'ils ont besoin de notre aide en équipements, en fournitures ainsi que pour l'entraînement.

» Les administrations précédentes faisaient venir les troupes du Salvador ici et les entraînaient sur nos propres bases, avec nos hommes. Quand les combats sont devenus plus chauds, ils ne pouvaient plus se permettre de laisser partir leurs soldats pour longtemps et c'est pourquoi nous avons *(au Salvador)* cinquante-cinq personnes chargées de l'entraînement de toute leur armée. La guérilla, bien sûr, a été équipée par le Nicaragua et, à travers lui, par Cuba et l'Union soviétique, qui ont fourni non seulement des armes mais du personnel. Maintenant les guérilleros encerclent les villages et enlèvent même des jeunes gens dans les rues pour les forcer à entrer dans la guérilla. Naturellement, de temps à autre, ces jeunes gens s'échappent et c'est ainsi que nous savons ce qui se passe. Pour ce qui est de l'offensive d'automne, nous faisons confiance à l'armée salvadorienne. Les guerilleros pourraient rendre la situation très douloureuse et ils se réservent cette possibilité.

» Pour le moment, cependant, les élections viennent d'avoir lieu, le président Duarte est tout à fait décidé à s'engager sur la voie démocratique avec, sans aucun doute, le soutien du peuple. Je suis sûr que nous sommes sur la bonne voie, et le congrès des États-Unis a d'ailleurs voté les crédits que nous avions demandés pour poursuivre notre aide au Salvador.

— *Pensez-vous que, si vous êtes réélu en novembre, elle reviendra rapidement à la table des négociations sur le contrôle des armements ?*

— Un grand nombre d'historiens et de politologues spécialistes de l'Union soviétique pensent qu'il sera plus facile de les convaincre de se joindre à nous pour négocier, après les élections. Dans l'intervalle, ils ne vont rien faire pour m'aider à être réélu. J'espère l'être et j'attends avec impatience de pouvoir traiter avec eux. Nous devons vivre ensemble, sur une même planète, et ensemble nous devons rechercher la paix. Si l'Union soviétique et ses dirigeants veulent réellement, dès maintenant, la paix, la paix peut-être, dès demain, une réalité, car aucun d'entre nous ne veut la guerre. »

Propos recueillis par
BERNARD GUETTA.

AFRIQUE DU SUD

A Walvis-Bay, allez voir les flamants roses !

Tête de pont du gouvernement sud-africain dans un territoire, la Namibie, qui sera un jour indépendant, Walvis-Bay, port industriel, décline lentement, victime du marasme économique. Cette ville triste, qui vit sur son passé, peut cependant connaître, dans l'avenir, un nouvel essor. C'est du moins ce que lui promet poétiquement l'envol tout proche des flamants roses...

De notre envoyé spécial

Walvis-Bay. – Le nom seul fait rêver. La baie des baleines, c'est ainsi que s'appelle ce port du bout du monde, perdu à l'extrémité du désert namibien, sur la côte atlantique. Un îlot de vie après le sable, la roche et le soleil. Un dernier refuge au sortir de cet univers aride ? Pas vraiment, pas du tout même. A l'horizon d'une étendue caillouteuse parsemée d'épineux, champ de courses des autruches, une ville plate, uniforme, triste, une cité de près de 20 000 habitants, sans charme, tout entière tournée vers son port, le principal port en eau profonde de la côte sud-ouest de l'Afrique. Une succession de quais, de grues et de hangars sur laquelle viennent buter des rues calmes où serpente l'odeur tenace de la marée.

Dernière halte de relâche au siècle dernier pour les baleiniers *avant Le Cap*, à la pointe du continent, ce territoire de 969 kilomètres carrés avait été annexé le 12 mars 1878 par les Britanniques, peu avant que les Allemands ne s'emparent du reste de la Namibie, appelée aussi Sud-Ouest africain. Rattachée à l'Union sud-africaine lors de sa formation en 1910, Walvis-Bay sera directement administrée depuis la capitale, Windhoek, lorsque l'Afrique du Sud recevra, en 1920, sous mandat de la Société des nations, l'ancienne colonie allemande. Et cela jusqu'au 1er septembre 1977, date à laquelle le gouvernement de Pretoria décidera de placer directement Walvis-Bay sous son contrôle en l'intégrant à la province du Cap. Une annexion qualifiée d'illégale par les Nations unies et qui a eu pour conséquence directe d'introduire le régime de l'apartheid dans ce « Gibraltar de l'Afrique ».

Débouché naturel de toute la région vers la mer, poumon économique d'un pays, Walvis-Bay est un atout précieux pour l'avenir d'une Namibie indépendante. Cette mesure unilatérale a provoqué un tollé parmi les mouve*ments indépendantistes, et notam*ment la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), qui réclament la réintégration de cette enclave à la mère patrie. Il y a bien, à 400 kilomètres plus au sud, le petit port de Luderitz, mais ce dernier, construit sur du roc, ne dispose pas de la même infrastructure et n'offre pas les mêmes possibilités. En outre, une voie de chemin de fer relie Windhoek à Walvis-Bay et facilite ainsi l'exportation du minerai d'uranium du grand centre d'extraction de Rossing, situé à quelque 80 kilomètres.

Quarante pour cent des exportations et des importations de la Namibie transitent par cette « porte du Sud-Ouest ». Elle pourrait à l'avenir constituer un débouché pour les Etats noirs enclavés que sont le Botswana et la Zambie. Port industriel, mais aussi port de pêche, Walvis-Bay a longtemps été un centre florissant situé à proximité de côtes très poissonneuses baignées par le courant de Benguela. Une exploitation qui s'est, depuis la fin des années 70, considérablement réduite en raison du pillage pratiqué essentiellement par les flottilles venues des pays de l'Est, qui ont décimé les bancs de pilchards et d'anchois. La moitié de la centaine de chalutiers sont maintenant en cale sèche. Des usines ont fermé leurs portes. Une fabrique de boîtes de conserve s'est transplantée au Chili. Au total, Walvis-Bay a perdu en sept ans près de cinq mille emplois. La population s'est réduite du tiers entre 1976 et 1980 et la crise économique ne favorise guère la reprise.

Un lieu stratégique

Malgré ce déclin, quelques conserveries continuent de tourner, utilisant la main-d'œuvre noire et métis qui, chaque soir, rentre dans les *townships* de Narraville et de Kuisebmond, où sont regroupés les deux tiers de la population. Deux ghettos posés sur le sable à la périphérie de la ville. Une succession de petites maisons basses alignées au cordeau au long de ruelles défoncées. Chaque matin, les ouvriers se rendent à pied jusqu'aux usines d'où s'exhale l'odeur forte de la saumure et des poissons écrasés. Il faut quitter Walvis-Bay et ses rues sans attrait pour découvrir, un peu plus au sud, la pointe des Pélicans, un long banc de sable, territoire d'une faune extraordinaire.

A peine troublées par le va-et-vient des camions se rendant aux *salines*, des colonies d'oiseaux de mer, de pélicans et de flamants roses cherchent leur pitance au fond de la vase du bord de mer. Spectacle étonnant que cette multitude d'échassiers aux longues pattes désarticulées, allant d'un pas tranquille, le bec à fleur d'eau, à la découverte de poissons égarés, tandis que les pélicans méditent tout à côté sur on ne sait quelle antienne. A moins que ce ne soit tout simplement sur la sé*rénité de ces lieux privilégiés*, en dehors du temps et de l'histoire. Pourtant, à quelques encâblures de ces rivages hospitaliers, au beau milieu du désert, se dresse l'imposante base militaire de Rooikop, située en bordure du parc namibien. Centre d'entraîne*ment pour les soldats sud*-africains chargés de combattre les maquisards de la SWAPO, Rooikop s'est considérablement développé au cours des dernières années, pour devenir un lieu stratégique permettant de contrôler le territoire *namibien en mal* d'indépendance depuis maintenant soixante-quatre ans. Doté d'un aéroport et d'équipements destinés à initier les *boys* à la guerre du Bush, Rooikop est une base d'intervention idéale dans la région et permet également de surveiller la côte africaine.

L'enclave de Walvis-Bay, mini-Hongkong de ces terres australes, œil de l'Afrique du Sud dans une future Namibie indépendante, ne sera *sans doute jamais* abandonnée par Pretoria en raison de son importance économique et de son intérêt stratégique. Une épingle dans ce territoire grand comme la France et l'Italie réunies, mais qui chatouille la fringale indépendantiste. Swakopmund, à 35 kilomètres au nord, restera namibienne. Mais cette charmante bourgade touristique, centre de villégiature, n'offre qu'un intérêt peu rémunérateur pour le Trésor namibien. Cette station balnéaire mérite tout de même le détour.

La transposition au milieu de cette contrée africaine d'un gros village allemand, avec ses villas à fronton et son style typiquement hérité de l'architecture prussienne, est pour le moins surprenante. Un anachronisme que l'on retrouve à peine à Walvis-Bay, où quelque 5 700 Blancs sont cependant pour beaucoup les descendants de ces chercheurs de diamants venus faire fortune au siècle dernier dans cette région regorgeant de minerais.

MICHEL BOLE-RICHARD.



LA GUERRE DU GOLFE

Le Conseil de sécurité appelle « tous les Etats à respecter le droit de libre circulation »

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, entame, lundi 4 juin, une tournée dans cinq pays du Proche-Orient (Egypte, Syrie, Liban, Jordanie, Israël), qui vise à combler le vide créé par l'échec de l'initiative de paix du président Reagan pour la région et celui de la force multinationale au Liban. Cette tournée sera aussi l'occasion pour M. Perez de Cuellar d'évoquer l'aggravation du conflit Iran-Irak avec les dirigeants des cinq pays, et plus particulièrement avec le président Hafez El Assad et le roi Hussein, en raison des contacts étroits maintenus par le premier avec l'Iran et par le second avec Bagdad.

A Washington, dans un entretien diffusé ce samedi par la chaîne de télévision CNN (Cable News Network), M. Cheysson, ministre français des relations extérieures, a affirmé que la France *« étudiera attentivement »* toute éventuelle demande d'assistance des pays du Golfe, ajoutant qu'il estimait *« parfaitement normal »* que les requêtes d'aide de Ryad soient satisfaites. M. Cheysson a également défendu les livraisons d'armes françaises à l'Irak, soulignant qu'il s'agissait d'*« appliquer un contrat signé il y a plusieurs années »*.

De notre correspondant

New-York. – Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné vendredi 1er juin les récentes attaques iraniennes contre trois pétroliers appartenant au Koweït et à l'Arabie Saoudite dans leurs eaux territoriales, et exigé l'arrêt immédiat de ces attaques. Le résultat du vote, qui a été acquis par treize voix, dont celles des cinq membres du Conseil, et deux abstentions (Zimbabwe et Nicaragua), traduit très imparfaitement les difficultés qu'ont affrontées les Etats du Golfe pour parvenir à cette condamnation symbolique, qui ne changera sans doute rien à la situation militaire dans la région.

L'ambassadeur d'Iran à l'ONU, M. Said Rajaie Khorassani, qui avait boycotté de bout en bout les travaux du Conseil, a immédiatement rejeté cette condamnation, qu'il a qualifiée de *« record de partialité »*, en rappelant que sur près de soixante-dix attaques contre le trafic maritime depuis 1981, trois seulement sont attribuées à l'Iran. Ce vote risque fort, en fait, d'accroître l'hostilité des dirigeants de Téhéran à l'égard du Conseil de sécurité, qu'ils accusent depuis le début du conflit d'ignorer les responsabilités de l'Irak dans la guerre.

Pour les pays du Golfe qui *s'étaient opposés* à ce que la *résolution* traite aussi des attaques de l'Irak, ce texte ne représente au mieux qu'une demi-victoire. Certes, il réaffirme le droit à la liberté de circulation des navires à destination ou au départ des ports des pays riverains non belligérants, mais il a été édulcoré par six révisions successives.

En outre, les Etats du Golfe ont dû accepter à la dernière minute un nouveau paragraphe visant indirectement l'Irak et appelant *« tous les Etats à respecter, conformément au droit international, le droit de libre circulation »*. La plupart des pays non alignés ainsi que plusieurs occidentaux, et en particulier la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, ont dénoncé fermement les attaques contre la navigation dans le Golfe d'où qu'elles viennent, lors de leurs explications de vote.

L'ambassadeur d'URSS, M. Oleg Troyanovsky, lui, a saisi l'occasion pour s'en prendre en termes très vifs aux Etats-Unis, en les accusant de vouloir imposer des plans d'intervention aux pays du Golfe et d'avoir *« mal digéré les leçons de la fin peu glorieuse des « marines » au Liban »*. Il les a mis en garde contre toute intervention, qui, selon lui, serait inadmissible et ne ferait qu'aggraver la situation. Le représentant américain a réagi sur le même ton en s'étonnant que l'URSS, *« qui a claqué la porte dans toutes les négociations sur le désarmement »* et envahi un pays *« sans défense »* comme l'Afghanistan, joue les donneurs de leçons.

(Intérim.)

Israël

La campagne électorale s'ouvre avec vingt-cinq listes en présence

De notre correspondant

Jérusalem. – A sept semaines des élections législatives du 23 juillet, les Israéliens entrent en campagne. Vingt-cinq listes ont été acceptées le jeudi 31 mai par le comité électoral de la Knesset (contre trente et une lors du scrutin de 1981). De nombreuses autres ont été refusées parce que leurs animateurs n'avaient pas déposé la caution de 500 000 shekels (10 000 francs) exigée par la loi.

Hormis celles des grands partis, la plupart des listes valent surtout par la *personnalité* de leurs leaders. C'est le cas, par exemple, de celle qu'anime M. Ezer Weizman, ancien ministre de la défense, ou le général Rafaël Eytan, ex-chef d'état-major de l'armée. D'autres relèvent du simple groupe de pression, telle la *Liste pour les handicapés*.

Les principaux partis ont finalement réussi à resserrer leurs rangs avant la campagne en évitant les scissions. Seul le Parti national religieux, dont le déclin semble inéluctable, n'a pu prévenir la formation d'une liste séparée par les femmes du mouvement, mécontentes du peu de cas que l'on faisait d'elles.

Le fait marquant par rapport à 1981 est l'accroissement du nombre de candidats séfarades (juifs originaires du monde arabe). Ainsi, quatorze des cinquante premiers candidats du Parti travailliste sont séfarades. Cela devrait contribuer à atténuer l'image traditionnelle du parti, dominé depuis toujours par la classe politique ashkenase (originaire de l'Europe de l'Est). Les derniers sondages continuent d'accorder dix à douze points d'avance aux travaillistes sur le Likoud.

L'une des vingt-cinq listes risque d'être exclue de la course. Il s'agit de la *Liste progressiste pour la paix*, qui regroupe des Juifs et des Arabes. Située à l'extrême gauche de l'éventail politique, elle est conduite par un avocat arabe de Haïfa, M. Mohamed Miary, et comprend notamment le général de réserve Matti Peled et le journaliste Uri Avnery. Ces deux « colombes » ont rencontré à plusieurs reprises dans le passé des personnalités « modérées » de l'OLP. Leur liste préconise la restitution de tous les territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem-Est, la formation d'un Etat palestinien et l'égalité des droits entre la majorité juive et la minorité arabe.

En demandant l'interdiction de cette liste, le ministère de la défense a indiqué qu'elle *« menaçait la sécurité de l'Etat »*. La décision finale appartient au comité électoral. Certains s'étonnent ici de cette mesure, alors que la liste d'extrême droite fascisante et ouvertement raciste, anti-arabe, que dirige le rabbin Kahane se présente sans problème, comme en 1981.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Reçu par M. Mitterrand

M. NAVON A DEMANDÉ L'AIDE DE LA FRANCE POUR LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS ISRAÉLIENS DÉTENUS EN SYRIE

M. Yitzhak Navon, ancien président d'Israël, a déclaré, vendredi 1er juin, que le président François Mitterrand s'était engagé à *« faire tout son possible »* pour obtenir la libération des prisonniers israéliens détenus en Syrie.

M. Navon, en France pour une visite privée d'une semaine, a eu un entretien de près d'une heure avec le chef de l'Etat français qui a porté également sur la paix au Proche-Orient et l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal.

« J'ai demandé à M. Mitterrand d'aider à libérer les prisonniers qui sont aux mains des Arabes et il m'a dit qu'il ferait tout son possible », a déclaré M. Navon, qui a qualifié le président français d'*« ami d'Israël et du peuple juif »*.

M. Navon, qui sera ministre des affaires étrangères en cas de victoire du Parti travailliste aux élections de juillet, a déclaré que son parti était opposé à une négociation avec l'OLP.

Il a toutefois déclaré que, à l'inverse de l'actuel gouvernement, les travaillistes étaient prêts à engager une négociation sans conditions préalables avec l'Egypte, la Jordanie et les représentants des Palestiniens, même s'il n'est pas possible d'appliquer la période intérimaire d'autonomie de trois à cinq ans prévue dans les accords de Camp David.

M. Arafat demande l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Beyrouth

Le comité central du Fath, principale composante de l'OLP, a décidé vendredi 1er juin la création de deux commissions chargées respectivement des affaires militaires et des contacts avec les autres factions palestiniennes. Réunis depuis jeudi soir à Tunis, en session ouverte, sous la présidence de M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, les membres du comité central ont examiné *« la situation intérieure »* du mouvement et les mesures à prendre afin d'affronter *« les nouveaux changements intervenus sur la scène palestinienne »*, en prévision de la poursuite du dialogue interpalestinien le 8 juin à Aden.

Dans une interview publiée par *Al Yom Al Sabegh (le Septième Jour)*, un nouvel hebdomadaire arabe paraissant à Paris, M. Arafat a affirmé que le prochain Conseil national palestinien se tiendrait au mois de juillet prochain. Il a ajouté que les *« rebelles et dissidents »* du Fath ne représentaient plus grand-chose sur la *« carte politique palestinienne »* et a tourné en dérision les affirmations selon lesquelles MM. Farouk Kaddoumi et Abou Iyad, deux des principaux dirigeants du Fath seraient en désaccord avec lui.

M. Arafat a par ailleurs demandé au nouveau gouvernement libanais, présidé par M. Rachid Karamé, d'ordonner la fermeture du bureau de liaison israélien de Dbayé et d'autoriser l'OLP à ouvrir un bureau à Beyrouth. *« Si le Liban*, a-t-il dit, *est un Etat arabe respectueux de la charte de la Ligue arabe et de ses décisions, il a des devoirs et est tenu à honorer les décisions de la Ligue. »* Il a ajouté : *« Je dis à M. Karamé qu'il y a au Liban un demi-million de Palestiniens qui ont des droits et des devoirs. Nous sommes pour notre part disposés à assumer nos devoirs, mais en même temps nous disons que nous avons le droit de vivre dans la dignité. »*

El Salvador

En prêtant serment

M. DUARTE DÉNONCE L'« INVASION ÉTRANGÈRE » DE SON PAYS

San-Salvador *(Reuter)*. – Le nouveau président du Salvador, M. José Napoleon Duarte, a prêté serment, le vendredi 1er juin, en présence des délégués de quarante-deux pays, parmi lesquels le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Il a appelé la nation entière à se joindre à lui dans un *« pacte »* qui aurait pour but d'arrêter l'effusion de sang.

Il a réaffirmé son refus de négocier avec la guérilla tant que celle-ci n'aurait pas déposé les armes. Il a aussi déclaré que l'*« intervention étrangère »* dans son pays menaçait de transformer la guerre civile en *« conflit mondial »*.

« Avec l'aide de gouvernements marxistes comme ceux du Nicaragua, de Cuba et de l'Union soviétique, une armée bien entraînée et bien équipée a envahi notre pays, et ses actions sont dirigées de l'extérieur », a-t-il affirmé.

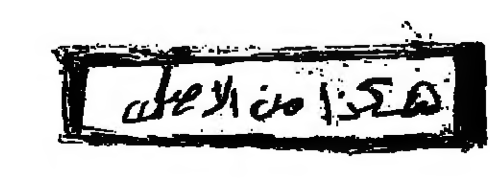
Inde

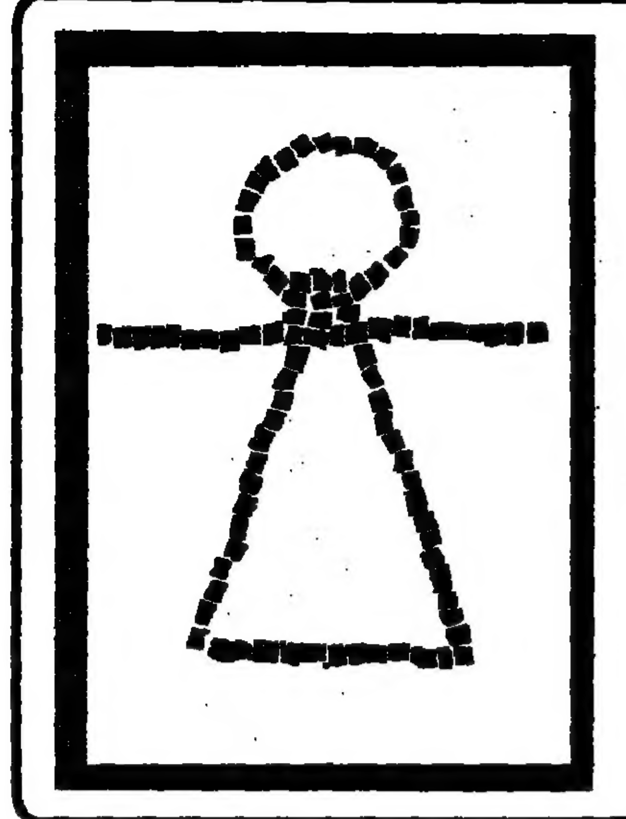
FUSILLADE A AMRITSAR AU MOINS ONZE MORTS

New-Delhi *(AFP, Reuter)*. – Au moins onze personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées le vendredi 1er juin près du temple d'or d'Amritsar (Pendjab), lors d'échanges de tirs entre les forces de sécurité et des militants sikhs, a annoncé l'agence de presse PTI.

L'échange de tirs a opposé pendant huit heures les forces de sécurité à des militants sikhs retranchés dans le temple. Citant des sources proches du ministère de l'intérieur, PTI indique que les affrontements ont commencé à la suite de l'intervention des forces de l'ordre contre deux hommes se rendant au temple et que l'on soupçonnait de transporter des mitraillettes.

Au moins sept extrémistes sikhs ont été tués, ainsi que trois civils et un policier.





TUNISIE

pays de tourisme et de culture

II. - *Artistes et artisans*

Regards sur l'art contemporain

AUX abords de la médina de Tunis, renfermée sur ses vieilles habitudes d'être et de sentir, de nouveaux quartiers européens ne cessaient, dès les premières années du protectorat, de s'étendre vers la mer, assiégeant littéralement la vieille ville et lui imposant les rythmes d'une nouvelle vie. C'est dans cet espace colonial que paradoxalement naissaient, il y a moins d'un siècle, les premières expressions modernes de l'art tunisien. Paradoxe d'artistes qui, en choisissant de s'exprimer dans une technique étrangère (la peinture de chevalet) et en participant à une nouvelle perception du monde qui les excluait de leur univers culturel traditionnel, tentaient d'affirmer leur présence et leur sensibilité spécifique de Tunisiens dans le contexte de la culture coloniale.

Ces premiers temps d'apprentissage ont, dès la fin du siècle dernier, donné à la Tunisie son premier peintre, Ben Osman, et un portraitiste, Hédi Khayachi, attaché à la cour des beys.

Mais l'art contemporain tunisien, dans sa dimension réelle, a commencé véritablement avec une autre génération d'artistes, qui, dès les années 20, sentaient le besoin de rapprocher cet art nouveau de la sensibilité populaire en essayant d'exprimer dans leurs œuvres ce que la vie sociale traditionnelle avait d'essentiel et de spécifique.

Yahia Turki, Ali Ben Salem, Ammar Sarhat, sont parmi ces peintres qui peu à peu s'émancipèrent des stéréotypes qui dominaient alors la peinture coloniale. Abandonnant l'imagerie figée de l'orientalisme avec son clinquant, ses visages saupoudrés, ses têtes de bédouines, ses mendiants et ses aveugles, les artistes tunisiens marquèrent très tôt leur préférence pour les thèmes populaires qui, pour eux, traduisaient plus profondément le vécu et le quotidien et introduisaient dans l'art le dynamisme de la dimension sociale. Sur le plan formel, cette *vision s'exprimait* par l'abandon de la facture académique et le développement d'un *sens plastique* nouveau, en relation avec la lumière locale, menant à une simplification des lignes et un traitement plus franc de la couleur. De cette même époque datent également les premières tentatives *de renouer* avec l'*esprit* formel de la miniature orientale. Après Jilani Abdelwahab, dit Abdul, premier peintre autochtone à avoir exposé avec les artistes français au Salon tunisien et qui a choisi dans les années 20 de s'établir définitivement à Paris, Yahia Turki est sans doute le premier peintre professionnel tunisien qui conçut d'exprimer une vision nouvelle liée à la sensibilité populaire. Ammar Sarhat, enfant du peuple, continue depuis fort longtemps à peindre dans des tons sobres et terreux la vie simple des petites gens, tandis qu'Ali Ben Salem s'oriente vers la découverte des qualités plastiques des anciennes miniatures et la tradition locale des fixés sous verre.

Retour aux valeurs traditionnelles

La tendance du mouvement pictural tunisien vers la célébration des valeurs sociales et culturelles traditionnelles se confirmera avec la génération d'artistes venus à la peinture après la seconde guerre mondiale. Parmi ceux-ci, Zoubeir Turki évoquera, dans un style très personnel, l'univers familier et nostalgique de la médina. Excellent dessinateur, sa verve n'est pas sans rappeler l'humour et l'humanisme de Wassiti, maître de l'école médiévale de Bagdad. *Ben Abdallah* et *Gorgi* redécouvriront, chacun dans une orientation particulière, la miniature. *Le* premier fera une ouverture sur un monde *irréel* fait de secrète beauté se profilant sur un fond de blanches terrasses *perdues dans la profondeur* du ciel méditerranéen. Le second, *plus préoccupé de plasticité, ramène* la miniature à un jeu de formes qui *se conçoivent au niveau* de la planéité de l'œuvre et aboutissent à des compositions néo-figuratives plus vastes, d'une grande liberté d'inspiration et de style. Ali Bellagha célébrera les valeurs esthétiques traditionnelles à travers objets et motifs qu'il intègre à des compositions modernes.

Depuis 1934, date de sa première participation au Salon tunisien, Hatem El Mekki avait un souci constant de frayer son propre chemin en dehors de la tendance « traditionniste » générale, en poursuivant dans un esprit de recherche une démarche *éclectique*. *Hedi* Turki, un moment séduit par l'Action Painting, *évoluera* vers une *manière* abstraite plus sereine, où les formes, en larges plages, vibrent d'un lyrisme chromatique profond et discret. On se souviendra également longtemps du beau talent de dessinateur d'Amara Debbèche.

La problématique d'un art arabe moderne

Pour la génération de l'après-indépendance, une vraie expression plastique ne pouvait plus se suffire des anciennes formules et représentations, et les jeunes peintres se faisaient fort de prouver contre leurs *aînés de l'Ecole de Tunis* que le problème de l'art était de savoir comment *dépasser le contenu « littéraire »* de l'œuvre et élargir le *champ d'investigation plastique* pour aboutir éventuellement à une *synthèse entre particularisme* traditionnel et langage plastique universel. Mais ce mouvement de contestation ne put, malgré son dynamisme et le foisonnement de styles auxquels il a donné lieu, tenir toutes ses promesses de renouveau. Ses représentants, formés pour la plupart dans les écoles étrangères, ne différaient guère, dans leurs conceptions, de leurs modèle européens et se fondaient d'autant plus facilement dans l'anonymat de cette peinture « internationale » en honneur sur toutes les places artistiques du monde. Lyrisme de la composition et de la couleur avec Sehili et Saïdi, abstraction géométrique ou lyrique avec Chebil, Chakroun, Rafik Kamel, *symbolisme surréalisant* avec Lakhdar, Ben Amor ; ce sont là quelques *aspects de cette nouvelle peinture* à la physionomie riche et changeante.

Beaucoup moins à l'honneur parmi les artistes que la peinture et les *arts graphiques*, la *sculpture* survit grâce aux commandes officielles de l'Etat. Parmi les sculpteurs tunisiens, Selmi et Marzouk sont les seuls à exposer régulièrement le produit de leur recherche.

Du cœur même de ce mouvement « internationaliste » émergeait déjà, au milieu des années 60, une tendance se fondant sur la récupération *des symboles essentiels* du patrimoine arabo-musulman (signes, arabesques, calligraphies). De nouvelles démarches voient le jour, qui *veulent être une réponse possible* à la problématique d'un art arabe *moderne en rapport avec la tradition* artistique arabo-musulmane. Combinant *les structures* de *l'ancienne* calligraphie koufique et les rythmes de *l'architecture musulmane*, Nejib Belkhoja aboutit à une manière qui rappelle l'espace traditionnel de l'arabesque avec ses particularités *d'atomisation des surfaces*, de couverture compacte, de dynamisme de *la forme* ; ce *faisant*, *l'artiste rejoint* une expression spatiale moderne *grâce à une sorte de « néo*-plasticisme » axé sur le rapport *entre les droites et les courbes*. Poursuivant une recherche parallèle à *celle de Belkhoja*, *Nja Mahdaoui* fait figure de néo-calligraphe soucieux *de rendre – dans un contexte* spatial moderne – l'éclat de la *grande tradition classique* de la calligraphie arabe.

D'autres artistes entreprirent, dès le début des années 60, de familiariser le public avec *les techniques* de la gravure, à l'exemple de Brahim *Dahak*, *qui retrace dans ses* bois d'antiques gestes ou réalise de curieux *bestiaires*. *Ben Meftah* met ses capacités de grand graphiste au service d'une inspiration d'une grande fécondité. Gouider Triki et Hedi Labbane *poursuivent un rêve* d'enfance retrouvée à travers une accumulation de *signes* et de *motifs* inspirés de la tradition populaire des *fixés sous verre* pour le *premier*, et une poésie aux accents mélancoliques, expression *d'une réflexion sur* la destinée humaine, pour le second. Tous ces artistes et beaucoup d'autres encore continuent, chacun à sa manière, de façonner le visage riche et divers qu'on reconnaît à l'art tunisien actuel.

ALI LOUATI,
directeur du Centre d'art vivant de la ville de Tunis.

★ On pourra notamment consulter : *Naïfs tunisiens*, par Kesraoui, *El Mekki* par Jean Goujon, *Jellal Ben Abdallah* par Jean Duvignaud, et *Nja Mahdaoui* par Edouard Maunich, tous édités par Cérès à Tunis. En France, s'adresser au Comptoir du livre arabe, 2 *bis*, rue Jules-Breton, 75013 Paris.

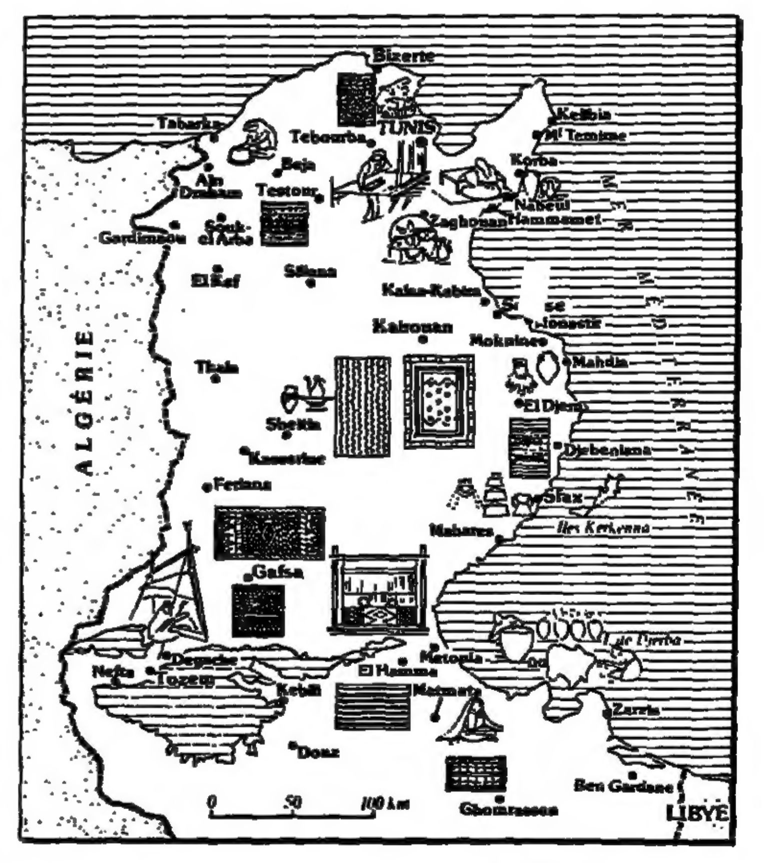
Du côté des ateliers...

LE *minibus* de l'agence de voyage dévale la pente à travers les jardins de l'hôtel et vous dépose devant la baie vitrée du bâtiment principal dont vous venez de surplomber les blanches coupoles et les toits en voûte. Le comptoir de la *réception* est en bois ajouré d'arabesques, les luminaires sont en cuivre ciselé, et le mur de fond est recouvert de céramique à dominante orange. Dans les chambres, le dépouillement du décor, la blancheur des murs et des banquettes, donnent plus de force à une volumétrie et à *un sens de l'espace* que l'architecte emprunte directement aux constructions traditionnelles.

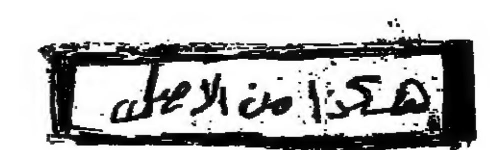
Ce « style tunisien » est sensible dans plusieurs ensembles hôteliers, dans un nombre grandissant de villas et de résidences des périphéries bourgeoises des grandes villes, et même récemment dans des immeubles collectifs. Tout porte à croire que les architectes tunisiens et leurs clients attachés au patrimoine artisanal contribueront à le répandre davantage.

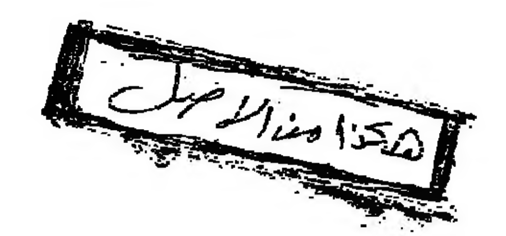
MOHAMED MASMOUDI,
président-directeur général de l'Office national de l'artisanat.

(Lire la suite page 10.)



Sources : Office national du tourisme et du thermalisme tunisien (ONTT).





Musique et danse, reflets de la vie quotidienne

TERRE de contacts où de multiples civilisations se sont superposées et mêlées, la Tunisie a une vocation méditerranéenne ; cependant, les nuances de son art musical se caractérisent, pour l'essentiel, par un cachet arabo-musulman, et, même si persistent encore les vestiges d'un dialecte berbère – dans la région de Matmata et à Djerba, – aucun chant berbère n'est connu... L'art musical, souvent mêlé à la poésie et à la danse, est ici inséparable de la trame de l'existence, lié à l'apprentissage des sons et des couleurs. Il s'est cristallisé au cours des siècles dans des genres et des répertoires divers, déterminés par les contingences de la vie quotidienne et la situation sociale, et une imagination populaire fertile, sensible à tout événement nouveau, l'a constamment enrichi. Il connaît une profonde interpénétration des divers modes d'expression : classique et populaire, profane et religieux.

A) *Le malûf* (traditionnel, habituel) : c'est l'appellation donnée en Tunisie au répertoire classique, improprement qualifié de « musique andalouse ». Raffiné et savamment structuré, le *malûf* s'est développé au sein de la civilisation arabo-musulmane, florissante en Ifriqiyya depuis le huitième siècle. A l'instar des autres répertoires maghrébins, il est constitué d'un nombre déterminé de *nawba* (tour de rôle, séance musicale), qui désigne ici une composition musicale renfermant une série de pièces vocales et instrumentales construites sur un *tab* ou « mode » particulier (qui détermine le nom de la *nawba*) et se déroulant selon un ordre donné, sur des rythmes et des mouvements variés.

Exécutés essentiellement en chœur, les pièces vocales de la *nawba* emploient aussi bien le langage littéraire que le dialectal et aussi bien la forme classique de la *qaçida* (improvisation vocale sur des vers classiques) que celles, postclassiques, du *muwashshah* (l'enjolivé) et du *zajal* (le lyrique). Outre les ouvertures instrumentales *(bashraf, bashraf sammâ'i* et *shantar)*, les musiciens intègrent aux treize *nawba* classiques des formes vocales de caractère à la fois classique et populaire.

Traditionnellement, ces treize *nawba* s'exécutent selon un ordre de succession bien déterminé.

L'ensemble traditionnel du *malûf* se compose, de gauche à droite, d'un ou deux chanteurs *(munshid/shaykh)*, d'un tambour sur cadre circulaire *(târ)*, d'une vielle maghrébine à deux cordes *(rabâb)*, d'un luth maghrébin à quatre cordes *(ud arbî)*, de deux petites timbales hémisphériques en forme de cuvette *(nagharât)*, avec parfois un tambour en forme de gobelet *(darbouka)*, une flûte oblique *(nây)*, une cithare de forme trapézoïdale *(qânûn)*, un luth oriental *(ûd sharqî)* et un violon. L'orchestre moderne est beaucoup plus élargi.

Les danseuses professionnelles

B) *Le répertoire populaire* : imprégné, depuis l'invasion hilalienne au onzième siècle, du style bédouin, à la fois citadin et campagnard, il utilise exclusivement le langage dialectal. Il puise dans le même système musical que le répertoire classique avec, toutefois, des particularités qui touchent aussi bien les modalités d'exécution que les formules rythmiques, beaucoup plus riches en raison de la prédominance de la danse et de la rareté des modulations. Outre certains modes classiques fréquemment utilisés, ce répertoire en emploie d'autres, spécifiquement populaires ; il en est de même pour les rythmes.

Touchant à toutes les activités et à tous les âges de la vie, la musique populaire comporte nombre de chants et de danses appartenant aux deux répertoires, citadin et rural. Cependant, la classification est difficile à opérer car, si l'on distingue facilement la musique savante de la musique populaire rurale, il n'en va pas de même avec le répertoire citadin, résultat de leur fusion, qui donna lieu à des manifestations musicales diverses : chants de travail, d'enfants, berceuses *(tarbîja)*, chants de louanges du Prophète *(madîh)*, de circoncision *(hallâlu)*, de mariage *(ta lîla)*, de danse *(zindâlî, rubûkh...)*, chants d'origine rurale *(aghânî sha biyya)* ou traditionnels élaborés *(aghânî ariqa)*, ou encore *nawba* populaire, mêlant le profane et le religieux et prenant le nom du walî (« saint ») pour lequel elle est composée.

La danse, liée ou non à un chant, occupe une place de choix, notamment avec les danseuses professionnelles, dans les ensembles de variétés appelés *awwâda*. On les engage dans les villes et les villages pour les fêtes familiales ou – moins maintenant – dans les cafés chantants ou cafés-concerts. Leurs mouvements ne sont souvent qu'une variété de la danse du ventre, fondés sur ceux des hanches, qu'accompagne le tintement des *çâjat* (petites cymbales en cuivre fixées par un élastique au pouce et au majeur de chaque main). D'autres danses d'origine rurale sont également pratiquées, basées sur les mouvements des mains, des hanches et des pieds, que l'exécutant(e) improvise selon la nature du rythme des instruments à percussion *(tabla* ou *darbouka)*, scandant les airs de la *zokra/ghayta* (type de hautbois) ou du *mizwid* (sorte de cornemuse). Ces danses ont également lieu sur certains chants populaires déjà cités : le *zindâli/zindâni*, interprété généralement par les femmes, tandis que le *rbûkh* (fête des ouvriers), réservé aux hommes, évoque leurs travaux et mettent en valeur leur habileté.

La danse de la chevelure

Quant au répertoire rural, variant d'une région, voire d'une tribu, à l'autre, il a des chants connus dans tout le pays, d'autres restant d'une importance locale limitée. On distingue parmi eux deux catégories : poésie chantée ou chants proprement dits. Leur style d'exécution varie : soit simple, syllabique, avec une voix naturelle dans un registre moyen, soit hautement vocalisé et ornementé, avec une voix de tête dans le plus haut registre.

Outre les différentes danses et les ensembles instrumentaux, nous citerons quelques-uns des chants les plus connus : *ardhâwi*, chant large dont le thème mélancolique est toujours relatif à l'amour et à la séparation ; *'arûbî*, quatrain improvisé dans un tempo assez lent ; *hila*, poésie libre, souvent chantée sous forme de dispute ; *qsîm*, récitation mélodique, dans un style syllabique, toujours moralisant ; *malzûma*, chantée en antiphonie par un soliste et un ou deux assistants ; *marbû'a*, solo alterné par quatre hommes donnant chacun une idée propre à un sujet ; *raddâsi*, relatif à la récolte du maïs ; *nawwâhi*, chant de lamentation ; *raggâsi*, chant de danse, etc.

Bien que la voix et la poésie soient, dans ce répertoire, de première importance, le rôle des instruments y est non négligeable. Plus variés que ceux du répertoire classique, ils sont, comme les chants, soit connus partout, soit d'utilisation régionale, notamment toute une variété de flûtes et flageolets et de tambours. Le seul instrument à cordes, le *gunbri* – luth à deux cordes, – est très rarement utilisé.

Le répertoire rural présente une grande variété de danses dont celle appelée *zgâra*, exécutée par deux hommes imitant un duel au sabre. La danse collective, pratiquement absente au nord, est pratiquée aux îles Kerkennah, dans l'île de Djerba et, au sud, dans la région de Ghomrassin et de Médenine. Les danseurs-musiciens, vêtus de longues robes blanches, effectuent des mouvements d'ensemble sur les airs de la *ghayta/zokra* et les grondements du *tabl*, accompagnés parfois d'une fantasia ou d'un duel collectif de bâtons, tel le *guouguou*, pratiqué à Djerba... A l'extrême sud, on trouve la danse de la chevelure : les jeunes gens sont disposés sur plusieurs rangs, avec les chanteurs au milieu. Les jeunes filles, placées en vis-à-vis, se dressent sur leurs genoux et laissent pendre leurs cheveux. Chacune imprime à sa tête un mouvement alterné de balancement et de rotation. Les chevelures flottent librement, tantôt balayant le sol, tantôt s'agitant en l'air, elles se dressent assemblées en une seule gerbe par la vitesse du tournoiement, suivant la mesure imprimée par les chanteurs-musiciens, qui frappent leur *tabl* de deux baguettes sous les retentissants youyous *(zagharît)* des femmes. Cela, jusqu'à l'épuisement total des danseuses et des chanteurs.

Le répertoire religieux

C) Le répertoire religieux. C'est le *kalâm/malûf al-jadd* (sérieux/religieux), par opposition à *al-hazl* (profane). De même que la vie religieuse s'insère dans le rythme quotidien, de même les formes de ce répertoire se mêlent souvent aux profanes, notamment dans les cérémonies marquant la naissance, la circoncision, le mariage, la *khatma* (fin de l'étude d'une section du Coran par un enfant), le retour du pèlerinage à La Mecque, etc.

En dehors de l' *adhan* (appel à la prière) et du *tajwid* (récitation psalmodiée du Coran), spécifiquement religieux, ces formes d'inspiration plutôt mystique sont cultivées dans les zâwiya (confréries religieuses) comme le *dhikr/tahlîla* : glorieuse invocation de Dieu ; le *madîh*, déjà cité ; le *nashîd/inshâd* : improvisation très élaborée sur des vers d'un poème mystique ; la *hadhra* : séance de litanies et de danse extatique en deux parties : le *hizb*, récitation de versets coraniques, prières et invocations répétées ; le *jadb/khammârî*, danse extatique. Citons aussi le *stanbâli* des Noirs musulmans, séance curative dont le chant et la danse sont accompagnés de deux tambours, de castagnettes et parfois d'un *gunbri*. Les manifestations musicales de ces confréries varient beaucoup, tout comme leurs exercices spirituels.

Préparer l'avenir

D) La musique d'aujourd'hui. Depuis le début du siècle, l'apport de l'Orient arabe est venu s'ajouter à celui de l'école turque : influences libyennes, mais aussi syro-libanaises et syro-égyptiennes. Échanges de musiciens et développement des moyens de communication les ont répandues largement, aussi bien sous leur aspect original que marquées par l'empreinte turque ou travesties par l'impact occidental. Ainsi, un renouveau s'est établi en Tunisie : réhabilitation et reformulation du patrimoine, mais aussi création de nouvelles formes vocales et instrumentales. Citons, à cet égard, l'œuvre du grand précurseur Ahmad al-Wâfî (1850-1921), de Khmayyas Tarnân (1894-1964) et, au sein de la Rashidiyya, de Muhammad Triki, Çaliha, Hâdi Jouini, 'Alî Riyâhi, Çâlah al-Mahdi, parmi d'autres.

Hélas ! Subjugué par la tendance égypto-libanaise et par la musique de variété occidentale, ce mouvement s'éclipsera peu à peu et cédera la place à un modernisme douteux, exprimé par une chanson sentimentale, individuelle et légère, voire vulgaire, hybride tant dans ses structures mélodiques et rythmiques que dans son contenu poétique. L'originalité et la créativité cèdent la place au collage, au plagiat et à l'utilisation démesurée des éléments de la musique occidentale, y compris les instruments à sons fixes, incompatibles avec les fondements mêmes du langage national.

Face à cette acculturation, une prise de conscience s'est dessinée vers les années 70. Pour mener à bien ses effets, il est indispensable d'effectuer un retour lucide aux sources du patrimoine national et de s'inspirer avec discernement des autres cultures. Les axes de la réforme amorcée peuvent se résumer ainsi :

– Révision des méthodes d'enseignement avec création d'une pédagogie appropriée à la musique arabe et diminution du temps consacré à la musique occidentale (création de l'Institut supérieur de musique) ;

– Revivification, exploration et diffusion du patrimoine savant et populaire s'accompagnant d'une recherche au niveau du langage musical et de la facture instrumentale ;

– Récupération et revalorisation de certains instruments et formes traditionnels en leur ajoutant des dimensions supplémentaires et originales ;

– Formation de nouvelles troupes, de meilleure qualité, avec le souci d'apporter une nouvelle interprétation vocale et instrumentale au patrimoine (exemples de la Râshidiyya, premier institut musical fondé en 1934, de la Jeunesse musicale de la troupe des Arts populaires) ;

– Retour, encore très modeste, à la véritable musique théâtrale, descriptive et scénique ;

– Création de formations puisant leur art dans la confrontation des sources populaires et des techniques de la musique moderne. Comparée aux initiatives marocaines (Jîl Jilâla et Nâs al-Ghiwan), les tentatives tunisiennes restent limitées (groupe Imazighen, Oulâd Sidi Jmûr). Même remarque pour la chanson engagée.

Toutefois, ces initiatives, jointes à l'organisation de nombreuses rencontres et festivals et à l'intérêt de plus en plus marqué des jeunes et des responsables pour cet élément dynamique de notre civilisation, inclinent à un optimisme mesuré mais certain.

MAHMOUD GUETTAT,

directeur de l'Institut supérieur de musique de Tunis. Auteur de la Musique classique du Maghreb, *Paris, 1980, Sindbad, 400 pages.*

(1) *Tab* (pl. *tubû*) : caractère, nature, réaction et manifestation de l'homme vis-à-vis des êtres et des choses. Terme-clé de la musique classique maghrébine. Il désigne à la fois l'échelle modale, ses caractéristiques, ainsi que les rapports psychophysiologiques que cette échelle peut déclencher.

A Hammamet : un théâtre en quête de créateurs

FACE à la mer qui vient mourir au pied du fort, le Centre culturel international de Hammamet est un lieu privilégié comme il en existe peu dans le monde. Entourées d'orangers et de néfliers qu'embaument les jasmins, les chèvrefeuilles, les daturas et autres fleurs méditerranéennes, les allées de cyprès – séduisants labyrinthes – incitent à la méditation tandis que la piscine de marbre blanc cernée par un monacal déambulatoire, les salles attenantes, le théâtre proche, sont propices aux rencontres et aux dialogues. Le CCI, qui a périclité pendant cinq ans, retrouve avec son nouveau directeur, Ezzedine Madani, le lustre que lui avait donné naguère Tahar Guiga.

Au repas du soir, Madani, écrivain et auteur dramatique, raconte : « *Qu'avez-vous fait en faveur du théâtre ?* » « *Cette question*, explique-t-il, *le président Bourguiba la pose régulièrement à ses ministres de la culture et il n'a pas hésité à limoger l'un d'entre eux, coupable de lui avoir présenté une pièce médiocre !* » Il est vrai que, dans sa jeunesse, le chef de l'Etat avait joué la comédie et qu'il connaît par cœur des pièces du répertoire arabe et français, dont *l'Aiglon* de Rostand. C'est d'ailleurs sur son initiative que les comédiens du Théâtre de la Ville de Tunis, qui fête son trentième anniversaire, viennent d'obtenir un statut leur garantissant sécurité et stabilité.

Sans être séculaire, le théâtre tunisien a donc déjà une tradition et des lettres de noblesse. Et pourtant, il traverse une crise depuis quelques années. Est-ce le début du redressement ? Deux de ses meilleurs metteurs en scène, Moncef Souissi et Mohamed Kouka, qui vivaient, le premier à Koweït, le second à Paris, viennent de se voir confier respectivement la direction du Théâtre national et celle du Théâtre de la Ville de Tunis. Et c'est à l'initiative de ce dernier que s'est tenu du 11 au 13 mai au CCI un colloque international sur la situation du théâtre arabe.

« *Alors que le théâtre occidental existe depuis Aristote, comment faire pour que le théâtre arabe, importé d'Europe, se forge une identité qui lui permette d'atteindre à l'universalité ? En écrivant* Romeo *ou* Hamlet, *Shakespeare devenait-il moins anglais ? En jouant Shakespeare, devenons-nous moins arabes ?* » A ces questions de Kouka – pourquoi Moncef Souissi, invité, était-il absent ? – le Marocain Teyeb Saddiki, dont on a vu récemment à Paris et en Tunisie la pièce tirée du *Livre des délectations et du plaisir partagé*, répond avec son expérience. « *Nous pouvons fort bien faire de Sophocle un auteur arabe plein d'avenir pour notre public vierge. Mais nous devons aussi exprimer notre vécu. Il faut sortir des modèles appris, sortir de la tradition. Créer mais aussi saisir le rythme de nos conteurs populaires, comprendre le sens du cercle qui se forme autour d'eux, s'inspirer de la gestuelle arabe. Bref, imagination, réenracinement et rénovation !* »

Une fois engagé, le débat – riche, tonifiant et parfois déconcertant – se poursuit trois jours durant avec la participation des étudiants de l'Institut supérieur d'art dramatique de Tunis, dont Pierre Laville, qui anima le Théâtre des Amandiers, découvre avec effarement que c'est l'ordinateur qui décide de leur « vocation ». La crise du théâtre conduit à la crise de la société arabe puis au dialogue entre les cultures du Nord et du Sud. Echanges dans la tradition tunisienne. Dialogue fructueux annonciateur de renouveau.

PAUL BALTA.

TUNISIE

Le langage des bijoux

SE promener dans les médinas anciennes... Celui qui ne les connaît pas est assuré d'y découvrir non seulement de beaux monuments, des demeures, des palais, mais aussi des quartiers commerciaux qui semblent surgir du passé, de fabuleux métiers, des comportements individuels. Flâner en médina, c'est découvrir la Tunisie profonde que la ville nouvelle ne laisse pas toujours entrevoir. Façades de verre et d'acier, grands magasins, course contre la montre sont autant de concessions au modernisme dont se réclament les Tunisiens mais ne reflètent pas la complexité de la personnalité tunisienne. Dans l'espace urbain, celle-ci se traduit par la juxtaposition de deux cités, l'une qui plonge ses racines dans l'islam arabe, l'autre copiée sur l'Occident triomphant.

Cette dualité, qui se retrouve à tous les niveaux – de la ville au mode de vie, du vêtement aux cérémonies de mariage, – est rendue dans le langage courant par l'opposition *sùri-arbi*, moderne-traditionnel. Ainsi, lors d'une noce, la cérémonie de type occidental célébrée à la mairie est-elle suivie des réceptions traditionnelles où la mariée accomplit des rites dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Elle a alors troqué sa robe blanche contre la *keswa arbi*, le costume traditionnel dont la pièce maîtresse est la tunique ample et droite brodée d'or, et s'est parée d'une multitude de bijoux – même si tous ne lui appartiennent pas – qui couvrent la tête et le buste, ornent les poignets et les chevilles. Bijoux et mariage sont étroitement liés en Tunisie.

La rude élégance du Sud

Les critères esthétiques traditionnels diffèrent de ceux d'aujourd'hui : on n'isole pas un bijou pour le mettre en valeur, mais on en superpose plusieurs à des fins plus prophylactiques qu'esthétiques. Car ces objets qui ornent le front, les tempes, les oreilles, le cou, la poitrine, les poignets, les chevilles, reproduisent par la forme ou la décoration des symboles connus dans le monde méditerranéen et oriental depuis des siècles, voire des millénaires. Leur signification a pu changer, mais ils restent chargés de sens. Ainsi de la main et du poisson, formes les plus représentées par les orfèvres tunisiens. Nombre de colliers villageois sont formés par l'assemblage de mains d'or ou d'argent, que les femmes enfilent en même temps que des coraux, des perles et des pierres généralement rouges et bleues. Les couleurs ne sont pas choisies au hasard : elles correspondent à des croyances fortement ancrées dans l'univers populaire.

Une communauté de langage existait entre l'orfèvre et les femmes, et cette compréhension mutuelle a permis la création, à partir d'éléments simples et peu variés, de formes nombreuses et originales. Les centres de production, concentrés sur la côte, fournissaient en mains, rosaces, fac-similés de monnaies toutes les Tunisiennes, qui inventaient avec ces pièces des parures propres à chaque région ! De la sorte, les bijoux de Sfax différaient de ceux de Sousse, de Nabeul ou d'ailleurs.

Il y a seulement quelques décennies, costumes et bijoux distinguaient les régions les unes des autres. Les parures des Tunisoises, de type européen, étaient à base d'or et de pierres précieuses, alors que, de Nabeul à Zarzis, les orfèvres et les femmes de la côte créaient des bijoux typiquement tunisiens caractérisés par une grande finesse, une certaine fragilité et une subtile recherche dans l'assemblage. Dans le Sud, autour de Médenine-Tataouine, région fortement influencée par les modes libyennes, les bijoux d'argent massif ont, au contraire, une rude élégance qui s'harmonise avec les vêtements de laine que tissaient les femmes.

Aujourd'hui, les modes locales *s'estompent. Les bijoux sùri* triomphent, et leur uniformité tranche avec la diversité des parures *arbi*, que délaissent les Tunisiennes. Les prototypes des bijoux *sùri* viennent d'Europe, de même que les machines servant à les fabriquer. Le souk des orfèvres, à Tunis, autrefois consacré à la production de pièces d'argent aux formes traditionnelles, semble se convertir à l'or, que l'on ne trouvait qu'au souk voisin El-Berka, réservé depuis le dix-neuvième siècle à la vente à la criée des bijoux d'or. Démodés, les bijoux d'argent aux formes anciennes perdent leur fonction initiale s'ils ne sont pas convertis en bibelots pour s'adapter aux goûts d'une clientèle nouvelle, occidentale ou fortement occidentalisée. Dès lors, la promenade dans les *souks permet de lire*, comme dans un livre illustré, l'évolution du bijou en Tunisie.

Autrefois cantonnés dans les ruelles étroites du souk des orfèvres et les rues spacieuses du souk El-Berka, la production et le commerce des bijoux gagnent chaque jour un nouvel espace, puisque des bijouteries s'installent jusque dans les quartiers résidentiels qui se développent autour de la capitale.

Sauver les plus belles pièces

L'orfèvrerie connaît un sort plus heureux que celui des autres branches de l'artisanat traditionnel. Contrairement, à la plupart d'entre eux, elle ne périclite pas, *mais évolue avec* le goût des Tunisiens. La production actuelle se compose donc de trois types de bijoux : les *sùri*, appréciés par la majorité des Tunisiens, sont fabriqués avec un équipement moderne dont disposent de nombreux maîtres-artisans ; les *arbi*, en or ou en argent, produits selon les méthodes traditionnelles, ne connaissent pas le même essor, bien que de nombreuses villageoises et femmes des campagnes y demeurent attachées ; les bijoux transformés.

Des artisans antiquaires récupèrent, en effet, des bijoux d'argent anciens pour les mettre au goût du jour. Cette activité est particulièrement dynamique dans les régions touristiques. Là, les commerçants offrent à leurs clients, étrangers pour la plupart, des anneaux de chevilles convertis en cendriers et des boucles d'oreilles agencées en colliers. Cette conversion permet, sans doute, de sauver de la fonte les plus belles pièces, mais est-elle la meilleure façon de sauvegarder un secteur particulièrement riche du patrimoine national tunisien ?

SAMIRA GARGOURI-SETHOM.

★ *L'auteur a soutenu en novembre 1983, à l'université Paris-X-Nanterre, une thèse de troisième cycle intitulée : Etude du bijou traditionnel en Tunisie, femmes parées, femmes enchaînées. Dans les librairies, on trouvera, de Clémence Sugier, Bijoux tunisiens, formes et symboles, éd. Cérès, Tunis, 1972.*

Du côté des ateliers...

(Suite de la page 7.)

Ce qui n'est pas pour nuire à la qualité et à l'originalité de l'environnement, encore moins aux nombreux corps de métiers qui ont trouvé dans le bâtiment et la *décoration d'intérieur un marché* très stimulant.

Les habitués des stations balnéaires du golfe de Hammamet connaissent bien les sculpteurs sur *pierre de Dar-Chaabanne* et les potiers de Nabeul, dont quelques-uns sont d'excellents émailleurs de carreaux de revêtement.

A Tunis, Sfax, Kairouan, Bizerte, les ateliers d'artisans menuisiers, qui ne sont plus regroupés comme par le passé dans un seul quartier, fabriquent des meubles et des éléments pour aménagement d'intérieur en utilisant les anciens répertoires de la boiserie sculptée, ajourée et tournée. Certains peintres sur bois, notamment à Tunis, excellent dans la réalisation de somptueux plafonds.

D'autres artisanats ont réussi leur réinsertion dans le circuit économique. Il s'agit notamment des métiers de tissage et en particulier *ceux du tapis et de la tapisserie*. En 1956, la production de tapis n'atteignait pas 50 000 mètres carrés par an ; elle est aujourd'hui dix fois plus importante. Le plus fameux des tapis tunisiens est le *kairouan*, version locale des tapis anatoliens. Il se caractérise par une riche bordure, par un champ central de forme hexagonale occupé par un ou plusieurs motifs en losange *(hadra)* et par des écoinçons à semis.

A l'origine, le *kairouan* comptait à peine 40 000 points au mètre carré ; aujourd'hui, les textures atteignant 90 000 et 160 000 points au mètre carré sont devenues courantes. Depuis quelques années est apparu le *kairouan* en soie à 250 000 points au mètre carré. L'Office de l'artisanat et certains ateliers privés ont même *expérimenté* un tapis surfin à 500 000 points au mètre carré. S'il a beaucoup amélioré sa texture, le *kairouan* a aussi diversifié ses gammes. Soumis à un contrôle strict, les ouvrages portent une estampille plombée qui renseigne notamment sur la qualité (deuxième choix, premier choix, supérieur).

Le meilleur et le pire

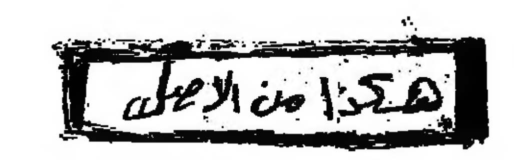
A Gafsa – oasis du Sud-Ouest, – *on exécute depuis la nuit* des temps des tapisseries composées en bandes ou en damier et qui fourmillent de motifs, d'animaux et de personnages, le tout fortement géométrisé. Pas loin, dans un village de montagne encore berbérophone, sont tissés les *klims* Ouled Bou Saad aux couleurs chatoyantes, et dans les Matmata (ensemble de villages dont quelques-uns troglodytiques), on fabrique des voiles en laine rouge, noire ou bleu indigo aux décors tissés et que les femmes continuent à porter pendant *les cérémonies. Dans quelques* villages du Sahel, notamment à Bou-Merdès, les femmes ont brodé jusqu'à ces dernières années des châles très originaux qu'on ne rencontre nulle part ailleurs. Dans la région de Bizerte, plus exactement à Raf-Raf, village perché au-dessus de la mer, on exécute des broderies polychromes sur tulle ou sur soie d'une rare beauté. L'amateur découvrira sans peine des pièces superbes dans les villages mêmes ou chez les marchands d'articles d'artisanat.

Le nombre de ces commerces d'artisanat s'est multiplié de façon frappante au cours des quinze dernières années aux environs des hôtels et dans les quartiers typiques des villes dites touristiques. On y trouve le meilleur et le pire : des articles exécutés rapidement pour une clientèle de passage peu exigeante, mais aussi d'authentiques chefs-d'œuvre d'art traditionnel. Parmi la grande variété d'articles qu'on y propose (cuirs repoussés, bois sculptés et marquetés, tissages et broderies de tout genre..., et, bien sûr, les fameuses cages de Sidi-Bou-Saïd), il faudrait signaler tout particulièrement les bijoux et les objets en argent à cause de leur qualité et de leur originalité.

Plus que la bijouterie citadine traditionnelle, connue par ses *parures en or serties de pierres*, ses colliers en perles et surtout les pièces composées par les femmes à partir d'éléments fabriqués par les bijoutiers, c'est la bijouterie rurale en argent massif qui connaît un renouveau remarquable. Elle est de plus en plus adoptée par les jeunes dans la ville, tandis qu'on assiste curieusement à une pénétration de l'ancienne bijouterie citadine dans les campagnes. Le bijou en argent est de tous les étalages qui veulent tenter le voyageur. On y trouve évidemment de tout. Mais il ne faut pas être particulièrement averti pour distinguer les articles débités à l'emporte-pièce des bijoux dont les éléments ont été découpés, martelés, soudés, incisés ou repoussés par la main de l'artisan. Du reste, chaque village a son souk des bijoutiers, où la découverte de cet artisanat millénaire est l'un des enchantements du voyage. *Il faut signaler* que le corail est souvent associé aux bijoux en argent, de même que l'émaillage dont Moknine et Djerba avaient, dans le passé, le monopole.

MOHAMED MASMOUDI,

auteur de l'Artisanat créateur en Tunisie, *éd. Agence de coopération culturelle et technique, Paris, et Cérès, Tunis, 1983.*



PHILIPPINES

« Sauvetages » à la tronçonneuse...

Comment venir à bout de la guérilla aux Philippines ? On pourrait imaginer une politique de développement et de réduction des tensions sociales... Le « salvaging » est tout autre chose. Il consiste à « sauver » les mal-pensants, réels, virtuels ou supposés, en tranchant dans le vif...

De notre envoyé spécial

Manille. — « *D'un mot d'amour fraternel on a fait un synonyme de terreur mortelle. Perversion révélatrice : aujourd'hui, personne ne peut plus se méprendre : quand on parle des* « opérations de sauvetage » (salvaging) *conduites par l'armée ou par des groupes paramilitaires, il faut comprendre enlèvement, disparition et, souvent, liquidation.* »

Sous sa cornette grise, la petite sœur au regard triste a mille fois raison : aux Philippines, le « sauvetage », ce n'est plus la main amie qui vous arrache au malheur ou au danger, c'est la main armée qui vous soustrait, brutalement, aux tentations de la « subversion ». Dans ce domaine, et sur une même toile de fond de dictature et de guérilla communiste, on « opère » ici selon des méthodes meurtrières du modèle latino-américain. Les exemples ne manquent pas, les veuves et les orphelins non plus : c'est par centaines que des mères, des épouses, des sœurs — à l'instar des Argentines de la place de Mai — défilaient à Manille en octobre dernier, brandissant chacune une pancarte portant le nom d'un disparu.

La Sœur M..., quinquagénaire émaciée, douce et énergique, pousse à travers la table un grand bol de café, du pain et du beurre de cacahuètes. Dans l'ombre du parloir, des images pieuses et un grand portrait de Jean-Paul II tremblent sous le souffle d'un ventilateur — mais ils pourraient bien, à cette heure, frémir d'horreur.

Discrète et précise, la Sœur M... détaille des exemples de « sauvetages », dont elle a eu directement à connaître en sa qualité de membre de l'organisation Task Force Detainees (1). Dans ce havre de quiétude religieuse, elle évoque les victimes d'une réalité devenue mortellement banale dans le contexte de violence politique, et même de guerre civile, qui déchire et ensanglante l'archipel. L'affaire qui a le plus secoué l'opinion pendant la campagne électorale du printemps est celle de quatre étudiants de province dont les cadavres mutilés furent découverts près d'un mois après leur disparition. Militants de gauche, ils avaient quitté leur domicile début mars, pour participer dans la capitale à une grande manifestation d'opposition. Ils furent enlevés alors qu'ils déambulaient dans Manille, puis portés disparus.

Brûlés vifs

Fin mars, un villageois de la province de Cavite (au sud de Manille) vit rentrer son chien, un pied humain dans la gueule. Il avertit la police, et l'animal permit bientôt de découvrir les cadavres, enterrés à la hâte dans un champ. « *J'étais au cimetière avec les familles lors de la reconstitution des corps mutilés* », dit la Sœur M... « *On montrait des morceaux en demandant aux parents si elles les reconnaissaient. Les gens hurlaient de douleur. J'ai vu beaucoup d'horreurs, mais jamais rien d'aussi insupportable.* » Comme dans bien des cas plus ou moins similaires, une enquête a été officiellement ouverte, mais personne n'imagine qu'elle puisse aboutir — « *pas du moins sous le régime de M. Marcos* ».

« *Un autre cas exemplaire,* poursuit la religieuse, *est celui de Borromeo Roces. C'était un jeune fonctionnaire de l'agence de réforme agraire, mais avec ceci de particulier : il entendait appliquer la loi et distribuer une partie des terres aux paysans. Cela lui valut la haine des grands propriétaires locaux qui ont des relations étroites avec les militaires. Le 6 novembre 1983, en pleine nuit, le village où habitait Roces fut réveillé par des hurlements venant de sa maison.*

» *Un cordon de gendarmes et de groupes paramilitaires à la solde des propriétaires avait bouclé le secteur. Un voisin qui s'approchait pour porter assistance fut abattu. Bientôt le feu fut mis à la maison, et Borromeo Roces, sa femme et leurs quatre enfants furent brûlés vifs.* »

Après un silence, Sœur M... ajoute : « *Il n'y a pas eu d'enquête. Officiellement, c'est une action des communistes. Pourtant, tout le village connaît les participants. J'y suis allée. Des villageois m'ont parlé sous le sceau du secret : pour eux, témoigner en justice serait signer leur arrêt de mort.* »

Un troisième cas « typique » est celui de sept paysans de la localité de Tungao (province d'Angusan) portés disparus en avril dernier. « *A plusieurs reprises, les villageois avaient demandé aux militaires d'un petit poste proche de leur donner des informations,* dit la Sœur M... *Comme ils n'obtenaient pas de réponse, les soldats du poste ont été mis en demeure — sans doute par les guérilleros communistes — de fournir au plus tôt des explications. Le même jour, ils ont décampé. On a retrouvé sous l'emplacement du cantonnement les cadavres découpés des disparus... Ce genre de « sauvetage » est baptisé « opérations* Tad-Tad » *(coupe-coupe en langue vernaculaire). Des familles entières ont ainsi été massacrées pour l'exemple.* »

« *En 1981*, poursuit Sœur M..., *lorsque la loi martiale a été officiellement levée, nous avons espéré une amélioration de la situation : hélas ! elle a empiré. Cette année-là ont eu lieu plusieurs massacres, notamment dans la cathédrale de Davao, à Mindanao. En 1982, toujours à Mindanao, les autorités ont imposé par endroits une politique de hameaux stratégiques, regroupant des villageois dans des camps. Devant les échecs du développement, et l'extension de la guérilla, les opérations de « sauvetage » ont augmenté ainsi que la brutalité des forces armées.* »

Les chiffres que donne notre interlocutrice à l'appui de telles affirmations sont, selon elle, « *très modérés* ». En effet, certaines régions sont inaccessibles et, souvent, les parents des victimes trop terrorisés pour parler. En 1983, son organisation a *répertorié* plus de quatre cents « sauvetages » mortels et plus d'une centaine de disparitions. *Ce chiffre inclut « dix-sept massacres perpétrés entre juillet et décembre par des militaires et des policiers et qui auraient fait dans chaque cas de cinq à vingt victimes* ». En quelques années, le « *salvaging* » aurait fait plus de mille deux cents morts.

« Pacification »

Il se pratique principalement dans la grande île méridionale de Mindanao, mosaïque de sous-développement et de surexploitation, de rébellions (musulmane, communiste) et de gangstérisme. Ces liquidations particulières viennent s'ajouter aux milliers de victimes (morts, blessés, femmes violées, maisons pillées ou brûlées, terres confisquées, personnes déplacées, arrestations, tortures, etc.) dénombrées chaque année dans des régions où les populations sont prises entre les feux croisés de l'escalade de la violence armée et de l'arbitraire.

Les autorités militaires et la police accusent systématiquement les communistes de ces crimes. Mais, d'une part, les disparus appréhendés par les forces de l'ordre sont le plus souvent soupçonnés eux-mêmes de sympathies procommunistes. D'autre part, les abus commis sous prétexte de « pacification » sont devenus à ce point endémiques — et les critiques de la hiérarchie catholique à ce point précises — que les responsables de l'armée eux-mêmes ont dû annoncer des sanctions à plusieurs reprises.

Les guérilleros communistes n'hésitent pas non plus à procéder à des exécutions. Cependant, contrairement aux liquidations que leurs adversaires pratiquent sans discrimination, ils évitent, pour leur part, de porter atteinte à la population et visent tout particulièrement les cadres administratifs, policiers et militaires du régime réputés les plus brutaux et les plus corrompus — ce qui contribue à leur donner une aura de « Robin des bois » dans les régions où les gens ont à souffrir soit des insuffisances de l'aide du gouvernement, soit des excès de sa « pacification ».



FRANCHINI.

Aux *Philippines* comme dans d'autres pays à la fois sous-développés et surexploités, la progression communiste (du moins dans l'état actuel des choses) se nourrit bien plus de la misère, des violences et des injustices locales que des menées du marxisme international. Moscou et Pékin ne sont-elles pas toutes les deux aux petits soins pour M. Marcos ? On peut douter de *l'efficacité* d'une stratégie qui agit — atrocement — sur les effets sans résorber la cause sans se demander, au fond, pourquoi et comment un bon paysan catholique, naturellement respectueux du pouvoir et complètement ignorant du marxisme, en vient, par désespoir, à épouser la cause des communistes.

A l'instar du programme américain Phénix au Vietnam du Sud, et toutes proportions gardées, il apparaît que plus on liquide et plus il y a de gens à liquider chaque année dans une population que l'on prétend « pacifiée ». C'est la terrible logique dans laquelle glissent les Philippines. Elle fournit à bon compte des martyrs à la *révolution* et fait apparaître les communistes comme les défenseurs de la veuve et de l'orphelin, face aux exécutants des basses œuvres d'un gouvernement aux mains couvertes de sang.

R.-P. PARINGAUX.

(1). Task Force Detainees, qui travaille avec Amnesty International, s'occupe essentiellement des prisonniers politiques et des violations des droits de l'homme. L'organisation possède quarante-cinq représentants dans tout le pays.

LA GRENADE

Les fidèles de « Maurice, fils du peuple »

S'il n'avait été savamment mis en minorité au comité central du parti, puis assassiné par ses « camarades », la Grenade serait demeurée une démocratie populaire sous la direction du « camarade Maurice ». Dans la petite île, il y a encore des citoyens — surtout des jeunes — pour regretter que l'histoire n'ait pas pris ce cours.

De notre envoyé spécial

Saint-George's. — Dans la chaleur écrasante d'un début d'après-midi, deux collégiennes vêtues d'uniformes très britanniques se sont arrêtées au milieu de la chaussée et feuillettent le magazine que l'une d'elles vient d'acheter dans un kiosque près du port : c'est une hagiographie, imprimée à *la Jamaïque*, de Maurice Bishop, le dirigeant révolutionnaire assassiné par ses « camarades » lors du putsch qui provoqua, le 25 octobre dernier, l'invasion de la Grenade par les *marines* américains.

« *Vous continuez donc de l'admirer ?* » « *Bien sûr,* répond mi-vexée mi-surprise, l'une des filles, *Maurice était un grand dirigeant. Ici, tout le monde vous en dira autant.* » Ce n'est évidemment pas l'avis des Grenadiens qui ont été jetés en prison pendant le règne du disparu, sous l'accusation d'avoir « *déstabilisé la révolution* ». A en croire un des porte-parole du gouvernement provisoire, lui-même prisonnier pendant quatre ans, de 1 500 à 2 000 personnes ont passé une partie ou la totalité de la période révolutionnaire (13 mars 1979-25 octobre 1983) *sous* les verrous. D'autres anciens détenus, dont un syndicaliste, donnent des chiffres encore plus élevés.

Des « rastas », qui continuaient de cultiver et de fumer du haschisch, étaient, en vertu de la *pudibonderie de toutes* les révolutions, enfermés dans un camp près du hameau de Hopeville, où l'on tentait de les endoctriner. Sous le régime de Maurice Bishop, la publication de journaux non autorisés était qualifiée d'« *acte criminel* ». Des journalistes ont été jetés en prison pour ne pas avoir obtempéré aux consignes du pouvoir.

Mais pareilles violations des droits démocratiques n'ont pas ébranlé la foi de bon nombre de *Grenadiens, jeunes en majorité.* Ils croient toujours dans les bonnes intentions de « *Maurice* » — comme l'appellent ses fervents, — et voient en lui un martyr. Quand on évoque devant eux certaines réalités pour le moins déplaisantes de la révolution, ils réagissent presque tous de la même façon : « *Si ces choses-là se sont vraiment passées, ça a dû être à l'insu de Maurice. Le traître Bernard Coard en a été l'inspirateur* ». Tout le mal vient donc de l'ancien vice-premier ministre, qui, en tentant un coup de force, fit tirer dans la foule qui venait de libérer le « *leader* » d'une assignation à domicile, le 19 octobre, et entraîna par là même l'intervention américaine. Le Judas a trahi le Sauveur. Cette image du dirigeant, assassiné avec une dizaine de ses plus proches collaborateurs, est soigneusement cultivée par la « Fondation Maurice-Bishop et martyrs du 19 octobre 1983 ». Depuis quelques semaines, elle publie son hebdomadaire et se veut la voix de ce qui reste du *New Jewel Movement*, la formation de l'ancien chef du parti.

Pour le moment, la Fondation dispose de deux locaux, l'un à Saint-George's, la minuscule capitale, l'autre à Grenville, localité de la côte est. Il est clair, à regarder certaines photos, que la popularité de Maurice Bishop était due en grande partie au fait qu'il avait exalté, aux yeux de ses concitoyens, l'image de la petite Grenade : le paradis tropical pour les organisations de voyage était devenu un *foyer révolutionnaire* mondialement connu comme Cuba, le modèle des révolutionnaires grenadiens...

Sur les murs des deux « Maisons des Martyrs », on voit « Maurice » en compagnie d'éminentes personnalités et dirigeants étrangers, noirs en majorité : Samora Machel, président du Mozambique, Sally Mugabe, l'épouse du dirigeant zimbabwéen, Angela Davis, Harry Belafonte, et, bien sûr, Fidel Castro, « *l'homme le plus noir de la Caraïbe* », selon les tenants du « Black Power ».

Le monde entier semblait enfin prendre au sérieux l'île des épices. Maurice Bishop avait, ainsi, chassé les souvenirs humiliants et dérisoires laissés par l'homme qu'il avait renversé : l'excentrique *Sir Eric Gairy, qui avait profité* d'un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies pour exhorter les délégués présents à croire au phénomène des OVNI.

Ce rêve pour certains — cauchemar pour d'autres — ne reviendra pas de sitôt : la police militaire américaine et la « Force de la paix des Caraïbes » y veillent.

De son étude d'avocat, Mᵉ Kendrick Radix, ancien ministre de la justice de Maurice Bishop, voit passer une jeep avec deux militaires américains en patrouille dans le centre de Saint-George's. Il soupire : « *Je suis encore terriblement déprimé de voir ruiné le travail auquel j'avais consacré ma vie.* » Et les emprisonnements de ceux qui ne pensaient pas comme il fallait ? « *Les lois spéciales visant la subversion contre-révolutionnaire devaient être respectées* », répond Mᵉ Radix. Selon lui, il règne maintenant une atmosphère « *infecte* » dans l'île : « *d'anciens détenus* » en profitent *pour régler leurs comptes avec le* régime déchu.

Mᵉ Radix a été incarcéré et interrogé pendant plusieurs jours par les Américains. D'autres politiciens se sont fort bien accommodés de la nouvelle situation : après tout, ils doivent leur rentrée en scène aux Américains ! Formés par les anciens colons britanniques, ils en ont adopté l'anglais soigné, les cravates d'école et un attachement général aux valeurs d'Albion.

Ce retour en force de l'élite post-coloniale heurte la sensibilité des jeunes Grenadiens, pour qui le régime de *Maurice Bishop* avait au moins un mérite : l'absence de toute attitude de flagornerie à l'égard des colonisateurs d'antan. « Maurice » faisait, lui aussi, partie de la bourgeoisie, puisqu'il avait été envoyé en Angleterre par ses parents pour y faire des études universitaires. Mais, observent ses jeunes admirateurs, il n'en avait pas été « *contaminé* » *et était demeuré un « fils du peuple* ».

La chemise ensanglantée

Kevin, vingt-cinq ans, était un fonctionnaire assez proche de Maurice Bishop. Il n'a pas changé de *sentiments* après l'« *épuration* ». Dans le pub The Red Crab de la baie Grande Anse, au sud de Saint-George's, il avoue ne pas être « *très à l'aise* » aujourd'hui. Parmi les consommateurs de ce bistrot, très britannique d'allure, sous les cocotiers tropicaux, il a repéré « *au moins un agent de la CIA et le nouveau chef de la police, qui est de la Barbade* ».



SZLAKMANN.

Dans un coin, discutent trois dirigeants du parti de Sir Eric Gairy : l'un d'eux avait été emprisonné dès le putsch de Bishop, puis libéré par les Américains.

Kevin, qui n'a *rien* d'un idéologue, est quelque peu embarrassé lorsqu'on l'interroge sur les aspects dictatoriaux du régime déchu. Il se tire d'affaire par le distinguo habituel : « *On sait maintenant que Maurice avait fini par être dominé par Bernard Coard et qu'il n'était pas au courant de ce qui se passait.* » Et les Cubains ? Kevin en a connu plusieurs pendant la révolution, dont un médecin. Invité lui-même à La Havane, il y a suivi deux semaines de « stage ». Il en est revenu ébloui. Ce qui l'avait impressionné le plus, outre l'élan révolutionnaire étalé par ses hôtes, c'étaient les prix très bas des plats servis dans les restaurants où on l'avait conduit. A Saint-George's, ils sont hors de portée de son modeste salaire.

Kevin sait gré aux Cubains d'avoir commencé la construction d'un aéroport capable d'accueillir des avions long-courrier. Washington a bien promis de terminer le travail : mais, en attendant, *des centaines de Grenadiens* ont perdu leur emploi.

Au minuscule musée national de Saint-George's, on continue d'exhiber une chemise de Maurice, ensanglantée en raison des blessures reçues lors d'une manifestation réprimée par la police de Sir Eric Gairy. A deux pas de là, on est invité à admirer le service à thé que la reine Elizabeth offrit à l'île à l'occasion de l'*indépendance* en 1974. Mais ce musée éclectique a dû être réaménagé récemment pour commémorer un autre événement-clé : « *25 octobre 1983, Libération de la Grenade* ».

RENÉ TER STEEGE.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

14 listes, 1134 candidats

La campagne électorale est officiellement ouverte depuis samedi, zéro heure. Quatorze listes participeront au scrutin européen du 17 juin, soit 1 134 candidats pour 81 sièges à pourvoir à l'Assemblée des communautés européennes.

Une quinzième liste, présentée par le RUC (Rassemblement des usagers et des contribuables) a également été déposée au ministère de l'intérieur avant la date limite de clôture (vendredi 1er juin à 18 heures). Mais il est vraisemblable que le Conseil d'Etat ne l'autorisera pas à prendre part au scrutin puisqu'elle n'a pas versé à la Caisse des dépôts et consignations la caution obligatoire de 100 000 francs. Le Parti ouvrier européen, qui *« refuse de se situer sur l'échiquier politique classique »*, et qui avait participé à l'élection municipale partielle de Thionville, où il avait obtenu 277 voix, 1,60 % des suffrages exprimés, précise qu'il concentrera sa campagne dans les départements de la région parisienne, dans les départements lorrains, dans la Seine-Maritime et le Rhône.

Pour la première élection à l'Assemblée des communautés européennes, le 10 juin 1979, onze listes avaient brigué les suffrages des électeurs. Deux d'entre elles, toutefois, la liste *Régions Europe* conduite par M. Jean-Edern Hallier et la liste *Europe-Autogestion* présentée par le PSU et conduite par Mme Huguette Bouchardeau, n'avaient pas déposé de bulletins de vote.

Le PSU, qui s'est allié aux communistes démocrates unitaires de M. Fiszbin, sera cette fois présent. Et comme en 1979, l'ensemble de l'échiquier politique, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par les écologistes, est « balayé ». Comme il y a cinq ans, M. Marchais conduit la liste du PC. M. Jospin a remplacé M. Mitterrand à la tête de celle du PS. Le MRG, qui avait fait liste commune avec le PS, s'est allié avec les radicaux d'opposition et l'écologiste Brice Lalonde, pour tenter un regroupement du centre.

A droite, le RPR et l'UDF se sont regroupés sur une liste unique alors que, pour le précédent scrutin européen, Mme Veil conduisait la liste de l'UDF et M. Chirac celle du RPR. L'extrême droite ne présente qu'une liste, le Parti des forces nouvelles (PFN) ayant finalement renoncé. En 1979, la liste d'extrême droite était conduite par M. Tixier-Vignancour.

L'extrême gauche, pour sa part, présente deux listes (celle de Lutte ouvrière, celle du PCI) alors qu'en 1979 une seule liste, présentée par LO et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), participait au scrutin.

Outre le fait que les « petites » listes sont, cette année, particulièrement nombreuses en dépit d'obstacles financiers considérables, l'aspect original de ce scrutin tient à la présence de trois listes *« socio-professionnelles »*.

N. A.

Figures

M. Jacques Moreau (PS) : *Européen de cœur puis de raison*

Après une licence de philosophie et un diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jacques Moreau s'apprêtait à devenir chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, où il venait de terminer un troisième cycle d'études. Il choisit pourtant, en 1963, le syndicalisme ; à la CFTC puis à la CFDT et à la Fédération des industries chimiques, dont il devient, en 1970, le secrétaire général. Quatre ans plus tard, il fait partie de l'équipe dirigeante de la CFDT, au sein de laquelle il est chargé du secteur politique.

Les années passent. A quarante-six ans, il juge le moment venu de se « recycler ». L'« opportunité » se présente alors à lui d'être candidat à l'élection européenne de 1979 sur la liste du PS au titre du courant rocardien. Il est élu, devient un membre actif du groupe socialiste de Strasbourg et, en juin 1981, il succède à M. Jacques Delors à la tête de la commission économique et monétaire de l'Assemblée des Communautés.

S'il se dit aujourd'hui « Européen de raison », M. Jacques Moreau fut, de son propre aveu, un « Européen de cœur... de souche fédéraliste ». Très attaché à la construction politique de l'Europe dans un milieu qui, précise-t-il, ne l'était pas : *« J'étais très marginal. Mon attachement à l'Europe apparaissait comme une faiblesse à une époque où la Communauté était, autour de moi, davantage perçue comme celle du laisser-faire. »*

M. Jacques Moreau doit « ronger son frein », mais il s'efforce, malgré les obstacles, de faire avancer le « dossier » européen. Sa tâche devient moins difficile quand le CFDT adhère à la Confédération européenne des syndicats et qu'éclate la crise. *« L'idée d'une nécessité européenne a commencé à mûrir,* se souvient-il. *En 1975-1976, quand vous disiez que les pays de la Communauté ne pouvaient s'en sortir seuls, vous aviez davantage de chance d'être entendus. Il fallait en passer par un raisonnement froid en évitant les détours de la passion. » « J'ai toujours pensé,* confie-t-il, *que le mouvement syndical et la gauche tout entière avaient intérêt à ne pas laisser la droite brandir le flambeau de l'idée européenne. »*

M. Jacques Moreau laisse deviner ses déceptions. A la gauche, il reproche d'être restée trop longtemps sur une analyse datant des années 50, de manquer de réflexion prospective. *« Nous devons,* dit-il, *être plus imaginatifs, plus offensifs que nous ne l'avons été. »* Et si, aujourd'hui, il regrette que le groupe socialiste de l'Assemblée de Strasbourg n'ait pas pris davantage d'initiatives, il se dit « très heureux » des positions adoptées par le gouvernement français. *« Depuis dix ans,* affirme-t-il, *c'est le plus européen. Il situe la construction européenne dans la perspective qui convient, celle d'une Europe de la paix et des libertés. »*

Il s'avoue cependant inquiet : *« Dans la Communauté,* explique-t-il, *les facteurs de cohésion n'existent plus avec la même force. Les pays ne semblent pas convaincus que travailler ensemble leur apporterait le « plus » dont ils ont besoin. L'Allemagne, préoccupée par son unité, sa sécurité, s'interroge sur ses liens avec l'ensemble de ses voisins. Or la persistance de l'axe franco-allemand est vitale pour la Communauté. Si celle-ci ne lui offre pas de perspectives, si elle avance trop lentement et continue de se chamailler sur des questions d'harmonisation des législations, sur la politique agricole ou le budget, elle ne pourra faire la preuve qu'elle a quelque chose à apporter au monde. »*

A cet égard, la démarche de l'Assemblée européenne adoptant le projet de traité Spinelli d'union européenne ne lui paraît pas « correspondre à une vue adéquate des problèmes », même s'il lui reconnaît des « mérites ». *« Il se fonde,* dit-il, *sur une approche linéaire des problèmes, alors qu'il faudrait une série de réponses spécifiques. La crise de l'Europe,* souligne-t-il, *ne dépend pas en premier lieu d'un mauvais fonctionnement des institutions. Elle est plus profonde. Il faut aujourd'hui avant tout savoir quelle Europe veulent les Etats membres et se mettre d'accord sur les politiques à mener dans les domaines économique, monétaire, industriel, social et culturel. » « L'Europe à géométrie variable »* est ainsi, pour M. Moreau, « la seule voie » et non celle qui consisterait à relancer l'Europe par la démarche institutionnelle. C'est la raison pour laquelle, après avoir fait partie de la commission institutionnelle chargée de préparer le projet Spinelli, et après en avoir été l'un des rapporteurs, M. Moreau, avec l'ensemble du groupe socialiste de Strasbourg s'est abstenu, en février, de voter le projet.

De l'Assemblée dont il est membre depuis cinq ans, M. Jacques Moreau trace un bilan *« contrasté ».* L'Assemblée, selon lui, est toujours tentée par deux évolutions qu'il juge « tragiques » : *« Ou elle cherche comme elle n'a pas beaucoup de pouvoir, à se transformer en un vaste forum où l'on discute de questions sur lesquelles le conseil des ministres n'intervient pas. Elle s'engage alors dans une sorte de fuite en avant. Ou elle devient une sorte de super conseil économique et social et perd tout crédit politique. L'avenir,* dit-il, *est fait d'un équilibre entre ces deux tendances. »*

Membre du comité directeur du PS et président d'Echanges et Projets, M. Jacques Moreau juge aussi que l'Assemblée de Strasbourg « pâtit » du fait qu'elle n'attire plus les « ténors politiques ». *« Elle a manqué d'hommes ayant un message à transmettre »,* note-t-il. Il ajoute : *« C'est d'autant plus dommageable que les partis politiques s'occupent très peu de l'Europe. A Strasbourg, on trouve des hommes politiques en fin de course, des jeunes dans l'attente d'un destin national et des socio-professionnels qui recherchent là une dimension plus large à leur engagement. Mais rares sont ceux qui ont choisi, quoi qu'il arrive, l'Europe, car la carrière politique européenne n'est pas gratifiante. Il suffit,* remarque M. Moreau, *de regarder la composition de l'Assemblée de 1979 : Tindemans, Brandt, Delors, Colombo et d'autres encore avaient un rayonnement qui dépassait l'enceinte du Parlement. Ils ont été happés par la vie nationale. C'est une des raisons qui explique le caractère moyen des débats. »*

M. Moreau sait qu'il a peu de chances, même s'il est passé sur la liste socialiste de la trente-cinquième à la vingt-quatrième place, de retrouver les bancs de Strasbourg. Il s'efforce de cacher son amertume. Que fera-t-il au lendemain du 17 juin ? Il ne le sait pas encore. Il sait seulement que *« lorsque l'on s'est occupé de l'Europe on ne peut plus regarder les réalités nationales de la même façon ».*

Ch. FAUVET-MYCIA.

★ M. Jacques Moreau vient de publier : *l'Europe quand même*. Editions Syros, 125 p., 45 F.

LES LISTES EN PRÉSENCE

Voici, dans l'ordre où elles ont été déposées au ministère de l'intérieur, les listes qui s'affronteront le 17 juin :

- Liste *Pour un parti des travailleurs – liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le PCI et des militants du mouvement ouvrier de toutes tendances politiques et syndicales*, conduite par M. Marc Gauquelin.
- Liste *Différents de gauche en France, en Europe – La troisième liste de gauche Henri Fiszbin-Serge Depaquit présentée par le PSU – les communistes démocrates unitaires*, conduite par M. Serge Depaquit.
- Liste *Au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite*, conduite par Mme Arlette Laguiller (Lutte ouvrière).
- Liste *Les Verts - Europe écologie*, conduite par M. Didier Anger.
- Liste *Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries*, conduite par M. Jean-Marie Le Pen (Front national).
- *Liste présentée par le Parti communiste français*, conduite par M. Georges Marchais.
- Liste *Socialiste pour l'Europe*, conduite par M. Lionel Jospin.
- Liste *ERE européenne – Entente radicale écologiste pour les Etats-Unis d'Europe*, conduite par M. Olivier Stirn.
- Liste *Union de l'opposition pour l'Europe et la défense des libertés, liste présentée par l'UDF et le RPR*, conduite par Mme Simone Veil.
- Liste *Initiative 84, liste des jeunes entrepreneurs, l'Europe pour entreprendre*, conduite par M. Gérard Touati.
- Liste *Réussir l'Europe*, conduite par Mme Francine Gomez.
- Liste *Parti ouvrier européen*, conduite par M. Jacques Cheminade.
- Liste *UTILE, Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprendre*, conduite par M. Gérard Nicoud.
- Liste *Pour les Etats-Unis d'Europe - Initiatives européennes*, conduite par M. Henri Caran.

● *Mme Veil : les trente-cinq heures.* – Mme Simone Veil a déclaré, le vendredi 1er juin, à Avignon, au sujet du débat sur la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine : *« En France, trois mois après l'instauration des trente-neuf heures, le franc était dévalué (...). Seule une économie vivante et dynamique permet d'avoir une plus grande expansion (...). Une réduction éventuelle du temps de travail ne pourrait intervenir que branche par branche, après discussion avec les chefs d'entreprises, selon la situation économique et sociale (...). Au Parlement européen, socialistes et communistes se sont prononcés pour les trente-cinq heures brutales, et notamment pour les femmes, sans voir que les femmes risquaient d'être pénalisées davantage, au moment où l'on cherche à lutter contre le chômage ».*

● *M. Marchelli : trop de ministres communistes.* – M. Paul Marchelli, président de la Confédération française de l'encadrement (CGC), a déclaré, le vendredi 1er juin, à Colmar (Haut-Rhin) : *« Nous estimons que quatre ministres communistes au gouvernement, c'est beaucoup, c'est même trop. »* Selon M. Marchelli, le Parti communiste *« met en cause, par sa participation au gouvernement, la capacité de confiance dont la France a besoin à l'étranger ».* Il a ajouté : *« S'il devait y avoir un nombre de ministres communistes plus important, nous irions vers des événements graves en France. »*

LA MINI CAMPAGNE DU PARTI OUVRIER EUROPÉEN

Les références de M. Cheminade

Sous le patronage d'idées conjoint de Charles de Gaulle, de Lazare Carnot, de Jean Jaurès et de Rabelais, le Parti ouvrier européen se lance, lui aussi, à l'assaut de l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg. Modestement. Le secrétaire général du POE et tête de liste, M. Jacques Cheminade, a fait savoir, vendredi 1er juin, au siège parisien de son mouvement que bulletins de vote et professions de foi ne seraient soumis à la sagacité des électeurs qu'à Paris et dans huit départements : Yvelines, Hauts-de-Seine, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Puy-de-Dôme, Rhône, Charente-Maritime et Seine-Maritime.

Modeste, la visée l'est tout autant que les effectifs du POE : quelque cinq cents membres, au dire de M. Cheminade, et une trentaine de permanents qui vivent (*« mal »*) au service d'une cause multiforme qui a fait connaître le POE avant même qu'il n'exprime des velléités directement politiques.

Les véhicules de cette cause : des associations rattachées au POE. Elles ont nom : Fondation pour l'énergie de fusion, qui mène campagne pour le développement des armes à énergie dirigée (laser) ; Coalition anti-drogue, dont l'appellation dit le but ; Club de la vie, qui se présente comme une manière d'anti-Club de Rome, opposé à tout malthusianisme et authentique défenseur du tiers-monde. M. Cheminade a toujours, par le passé, vigoureusement rejeté les accusations de liens avec l'extrême droite lancées contre le POE. Aujourd'hui, il déclare ne pas aimer *« la fuite en avant »* de M. Le Pen.

Après avoir essayé de troubler le jeu électoral lors des élections municipales partielles de Thionville, le POE veut maintenant se manifester lors de tous les scrutins à venir et faire entrer en politique, comme candidats, tous ceux qui partagent ses vues et *« n'ont pas confiance en ce qui se passe en politique ».*

Des vues et des références littéraires, historiques, philosophiques, M. Cheminade, ancien élève de l'ENA, quarante-deux ans, fonctionnaire du ministère de l'économie en disponibilité, n'en manque pas. Il emprunte les unes et les autres au *« savant républicain »* Carnot, au dessein depuis bien galvaudé, selon lui, du général de Gaulle, à Jaurès, le seul socialiste *« à vues longues »*, le seul aussi *« à connaître Leibniz et les présocratiques »*, à Rabelais enfin, *« encore plus fondamental que les autres peut-être »*, le modèle de l'*« artiste républicain »*.

Leibniz et Colbert

Leibniz justement, M. Cheminade le connaît aussi. Il a quelque connivence avec le projet d'*« entente entre républiques souveraines »* cher au grand philosophe. Il croit même savoir que l'auteur de la *Monadologie* était uni par l'amour du même vin du Rhin à... Colbert. Car M. Cheminade est un peu colbertiste par surcroît, au bon sens du terme s'entend. Il range le célèbre surintendant de Louis XIV aux côtés de ceux qui ont compris les *« bases épistémologiques de la France »*.

Et l'Europe dans tout cela, celle d'aujourd'hui et celle de demain ? M. Cheminade, ses amis, demain ses électeurs s'il s'en trouve, veulent la sauver, la sortir des trois crises où elle se débat : stratégique et militaire (une *« menace russe immédiate »* inaperçue quand elle n'est pas ambitieusement favorisée) ; financière et économique (à cause du malthusianisme ambiant et du Fonds monétaire international) ; enfin morale et intellectuelle.

La menace que fait courir à la jeunesse l'usage des stupéfiants en est un indice, estime-t-on au POE. Mais le président de la République, à en croire M. Cheminade, a aussi ses drogues, intellectuelles celles-là, et — on l'espère — douces : les convictions post-industrielles et informaticiennes de MM. Jean Riboud, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Jacques Attali et Samuel Pisar.

A l'élection du 17 juin, M. Cheminade ne consacrera que 400 000 à 450 000 francs faute de pouvoir faire plus, faute aussi — c'est promis — de soutiens financiers venus de l'étranger.

A Paris et dans les huit départements où le POE sera présent, les électeurs de M. Cheminade seront certainement moins nombreux que ceux de Mme Veil, dont il ne dit rien *« parce qu'on ne tire pas sur les vaches sacrées »*. Peut-être même seront-ils moins abondants que le nombre de pages commises par les prolifiques auteurs de référence de M. Cheminade. Qu'ils sachent qu'ils ne sont malgré tout pas seuls. La profession de foi du POE proclame en effet : *« Nous rassemblons un mouvement international de candidats qui, autour de nos conceptions, réunit des milliers d'hommes et de femmes d'Europe et d'Amérique. Notre dirigeant américain, M. Lyndon La Rouche (...) est en train de faire renaître, de l'autre côté de l'Atlantique, le meilleur du système américain, celui de Washington, de Lincoln et de Roosevelt des années 1938-1943 ».*

MICHEL KAJMAN.

● *La campagne télévisée commencera le 5 juin.* – La Haute Autorité, dans un communiqué publié le vendredi 1er juin, déclare : *« La campagne électorale officielle sur les antennes du service public de la radio-télévision, pour l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes, commencera le mardi 5 juin à 19 h 25 sur TF1 et Antenne 2, et vers 22 h 30 sur FR3. »*

L'ordre de passage des différentes listes, précise le communiqué, sera tiré au sort au siège de la Haute Autorité, 100, avenue Raymond-Poincaré à Paris, le 3 juin à 17 heures.

LE BAROMÈTRE DE LA SOFRES

La cote de confiance de MM. Mitterrand et Mauroy en légère hausse

Le baromètre mensuel de la SOFRES, publié par *le Figaro Magazine* du samedi 2 juin, enregistre une légère hausse de la cote de confiance du président de la République et du premier ministre. D'après cette enquête, réalisée du 18 au 23 mai auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 41 % des Français (40 % le mois dernier) déclarent faire « plutôt » ou « tout à fait confiance » à M. Mitterrand pour résoudre les problèmes qui se posent actuellement à la France, contre 54 %, comme précédemment, qui émettent un avis contraire. La cote de confiance de M. Pierre Mauroy progresse, elle aussi, d'un point : 30 % au lieu de 29 % le mois dernier. Parallèlement, les Français qui ne lui accordent pas leur confiance sont moins nombreux : 64 % au lieu de 65 %.

A l'indice de popularité des personnalités politiques, M. Lionel Jospin est le seul, dans la majorité, qui voit sa position s'améliorer : il gagne trois points (38 % au lieu de 35 % précédemment). Les autres, parmi lesquels M. Rocard, toujours en tête avec 55 %, restent stables, à l'exception de M. Fiterman, qui perd un point (19 % au lieu de 20 %), M. Chevènement, qui en perd quatre (17 % au lieu de 21 %) et M. Marchais (14 % au lieu de 16 %).

Dans l'opposition, Mme Veil, qui gagne un point (55 % au lieu de 54 %), conserve la première place. Elle est suivie par M. Chirac, qui gagne un point (46 % au lieu de 45 %), M. Barre, qui en gagne trois (43 % au lieu de 40 %) et M. Giscard d'Estaing, qui en perd trois (30 % au lieu de 33 %). M. Le Pen reste stable avec 14 %.

UN ENTRETIEN AVEC Mme ROUDY

Madame la...

Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, se bat obstinément — l'expression n'est pas trop forte — pour que les femmes obtiennent, dans la société française, la totalité des droits auxquels elles peuvent prétendre. Parfois elle l'emporte, et c'est la loi sur le remboursement de l'avortement. Parfois elle échoue, et la loi antisexiste reste dans les limbes. Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, Mme Roudy fait le point sur son combat qui l'amène à traquer l'inégalité dans les mots comme en matière de salaires. En elle, la ministre et la socialiste coexistent sans état d'âme...



CAGNAT.

« Vous venez d'installer, sous la présidence de Benoîte Groult, une commission de terminologie « relative au vocabulaire concernant les activités des femmes ». Au moment où les difficultés économiques s'aggravent, n'est-il pas futile de chercher s'il faut dire d'une femme qu'elle est écrivain ou écrivaine ?

— L'économique et le culturel sont très liés. Les femmes accèdent à des fonctions où on ne les attendait pas. Par exemple, celles d'académicien, de préfet ou de maître-assistant. Comment les appeler ? La langue française est misogyne. Elle ne connaît pas l'usage du neutre à l'instar de l'anglais ou de l'allemand. Les journalistes souffrent de la pagaille linguistique qui en est résulté. Ils ne s'y retrouvent plus. Doivent-ils dire femme-policier, policier-femme ou policière ? Madame le maire ou madame la maire ?

» Mon propre décret d'attribution m'appelait « madame le ministre ». Quand j'ai lu — parlant de moi — « il pourra... », j'ai dit non. Il existe des limites à ne pas dépasser. Je n'ai tout de même pas changé de sexe en accédant à un poste prévu pour les hommes ! Je suis obligée de corriger régulièrement le compte rendu de mes interventions au Parlement pour qu'on y utilise le pronom « elle ».

— Vous en faites donc une question de doctrine ?

— Non, j'ai une réaction qui va de pair avec mon identité. Comment expliquez-vous que seules les professions d'exécution puisse être féminisées ? Lorsqu'on a ouvert aux hommes l'emploi de sage-femme, on leur a donné du « maïeuticien ». En revanche, on continue sans sourciller à appeler les femmes des « prud'hommes ».

» Deux poids et deux mesures.

— Pourquoi les académiciens n'ont-ils pas pensé plus tôt à ces questions ?

— Ce sont les ouvriers — pas les patrons — qui ont amélioré leurs propres conditions de travail et leur rémunération. Ce sont les femmes qui changeront le sort des femmes.

— Avez-vous donné des consignes à la commission de terminologie ?

— Aucune. Benoîte Groult en organisera les travaux à sa guise. Il n'est pas question, pour le moment, de légiférer dans ce domaine. La langue est une chose vivante. Les gens de bonne foi — ceux qui ne se complaisent pas dans les sarcasmes — adopteront tout naturellement les recommandations de la commission.

— En attendant, comment voulez-vous être appelée ?

— Madame la ministre.

— Vous venez de rappeler, à l'Assemblée nationale, votre position en matière d'état civil. Pourquoi ?

— Il faut que les fonctionnaires apprennent à obéir aux instructions. Une circulaire est en préparation afin d'éliminer dans les formalités administratives les appellations qui portent atteinte à la vie privée. Comme l'a déclaré le premier ministre à la fin de l'année dernière, une femme ne peut être obligée de préciser si elle est « mademoiselle », « veuve » ou « divorcée ». Si certaines portent le nom de leur mari, ce ne doit être que le résultat de leur libre choix.

» En matière de transmission de nom, certains mouvements insistent pour que les parents aient la possibilité de transmettre à leurs enfants le patronyme paternel, le patronyme maternel ou les deux à la fois. En décembre 1983, l'IFOP a réalisé un sondage auprès de 2 020 personnes âgées de plus de quinze ans. Exactement la moitié des réponses émettent un avis favorable à cette solution libérale.

Au cours d'un prochain comité interministériel je poserai la question au gouvernement : est-il ou non opportun d'aborder ce problème devant l'opinion publique ?

Statistiques « sexualisées »

— La loi sur l'égalité professionnelle est entrée en vigueur. La montée du chômage et les remises en cause des avantages acquis ne risquent-elles pas de retarder son application ?

— La justice n'attend pas. De toute façon, chaque fois que les femmes ont demandé le respect d'un nouveau droit, il leur a été rétorqué que ce n'était pas le moment...

» Un groupe interministériel s'est réuni, il y a trois mois environ, sous l'égide du commissariat général au Plan, afin de faire le point sur les effets des mesures gouvernementales à propos de l'emploi des femmes. J'ai demandé, à cette occasion, que les statistiques du travail soient « sexualisées », car il faut faire sortir les femmes de l'ombre. Elles représentent 41,8 % de la population active, mais la moitié, environ, des chômeurs sont des chômeuses.

» Pourtant, les mesures globales décidées par le gouvernement pour défendre l'emploi ont d'abord bénéficié aux femmes. C'était normal, puisqu'elles figurent parmi les salariés les plus défavorisés. N'oubliez pas les 840 000 mères isolées ! Ainsi, en 1981-1982, 70 % des 167 000 emplois créés dans les hôpitaux et dans les administrations publiques ont profité à des postulantes. Dans le textile, les contrats d'investissement ont permis d'épargner 22 000 postes de travail féminins.

» Les résultats sont là : depuis deux ans, à la différence de ce qui s'est passé dans les autres pays de la Communauté européenne, nous avons contenu, en France, le chômage féminin.

» Reste que les statistiques font apparaître que le taux de chômage masculin est de 6,1 % et le taux féminin de 10,5 %. Il fallait, donc, que nous prenions des mesures spécifiques. C'est pourquoi nous avons élaboré la loi sur l'égalité professionnelle qui veut stopper la reproduction de situations inégalitaires. Tout le monde a reconnu qu'il était anormal que les femmes soient moins bien payées, à travail équivalent, que leurs collègues masculins et qu'elles ne puissent accéder à des tâches considérées comme valorisantes. Des mesures de rattrapage s'imposaient.

La tradition américaine

— Comment concevez-vous le rôle des organisations féministes ?

— Lorsqu'elles ont des idées, je leur donne des moyens pour les réaliser. Elles jouent un rôle irremplaçable.

— Vous semblez séduite par les Etats-Unis, où vous rendez souvent. Est-ce le paradis du féminisme ?

— Pas du tout, mais c'est un pays passionnant. J'ai traduit en français les ouvrages de féministes américaines comme Betty Friedan et Eleonor Roosevelt. Elles ont une tradition de lutte plus ancienne qu'en Europe. N'oublions pas que les femmes ont obtenu chez nous le droit de vote un siècle après les citoyennes de certains États américains. Peut-être parce qu'elles ont affronté une société protestante moins conservatrice et moins misogyne que la France catholique.

Je me distingue d'elles dans la mesure où j'ai adopté une stratégie d'intégration. Pour moi, les femmes ont à parcourir une partie du chemin pour s'approprier un monde qui leur appartient de droit. J'ai donc mené parallèlement féminisme et action politique. Dès 1974, les mouvements féministes français se sont rapprochés du parti socialiste, rappelons-le.

Les Américaines étaient restées à l'écart de la vie politicienne. Elles sont en train de changer avec le mouvement NOW (National Organisation for Woomen) qui prône l'engagement politique. Ainsi la déléguée de M. Mondale, candidat à l'investiture du parti démocrate, est-elle, à San-Francisco, une féministe. Les Américaines découvrent qu'elles peuvent voter différemment des hommes, à cause du président Reagan qui a remis en cause la législation sur l'avortement et freiné la recherche de l'égalité des sexes.

— Êtes-vous satisfaite du nombre de femmes présentes sur les listes des élections européennes ?

— Tout à fait. La loi électorale de 1982 a donné lieu à un débat. La candidature de Mme Simone Veil a donné des idées. Le scrutin à la proportionnelle permet aux femmes de progresser partout. Le parti socialiste n'a-t-il pas placé des candidates à la deuxième et à la quatrième place de sa liste ? Les esprits sont mûrs.

CHRISTIANE CHOMBEAU et ALAIN FAUJAS.

UNE AMÉRICAINE A JOINVILLE

Ce jour-là

22 juin 1944. Rien à signaler. La journée est belle, idéale pour jardiner dans la banlieue pavillonnaire du département de la Seine. Ce jour-là, à 19 h 15, une vague de B-17 américains, de retour d'une mission de bombardement, survole Joinville-le-Pont. Une sirène retentit. Peu après, les batteries de la DCA allemande, installées dans l'hippodrome du Tremblay et dans le bois de Vincennes, crachent leurs obus vers le ciel.

Une des forteresses volantes, touchée à la verticale du Tremblay, est secouée par une explosion, perd une aile, amorce un large arc de cercle, perd un de ses quatre moteurs au-dessus de l'avenue Charles-Floquet, en perd un deuxième qui s'écrase allée de la Voûte, rase les maisons, frôle les lignes électriques et s'abat sur un pavillon situé 24 bis, avenue de l'Ile, aujourd'hui avenue Jean-d'Estienne-d'Orves. Elle le détruit à moitié, sans faire la moindre victime parmi ses habitants qui s'étaient réfugiés dans l'autre partie.

Un aviateur a sauté en parachute ; on ne retrouvera jamais sa trace. Sept autres sont déchiquetés, le neuvième est retrouvé mort, mais son corps est intact, dans un jardin proche, avenue du Général-Oudinot.

Six pence

Quarante ans plus tard, les témoins se souviennent, et notamment une demi-douzaine de gamins turbulents, aujourd'hui quinquagénaires, dont certains sont devenus des élus ; M. Pierre Aubry, le maire, M. Roger Chéry, l'un de ses adjoints. Ce dernier revoit son père dans la cave, qui se tassait de plus en plus au fur et à mesure que l'intensité du bruit grandissait. Mme Thouvenot faisait des confitures. Son mari, assis sous un cognassier, regardait à la jumelle en attendant l'heure du dîner.

L'avion allait s'écraser sur le pavillon voisin, une de ses mitrailleuses lâchant une rafale de balles qui sciaient un petit arbre en deux. Déjà, des camions et des side-cars de soldats allemands arrivaient. *« Peu après, on nous demandait des couvertures des draps, des sacs, pour récupérer les restes des aviateurs... C'était un amas de chair, dispersées un peu partout. »*

M. Aubry se rappelle une femme âgée, à l'époque, Mme Dosse, elle se refusa à restituer les débris humains qu'elle avait retrouvés dans son jardin. Elle les enterra mais, très croyante et prise de remords, elle les déterra le lendemain, les mit dans un seau, les fit bénir par le prêtre de l'église Sainte-Anne-de-Polangis et, son devoir accompli, les enterra de nouveau, définitivement.

M. Jacques Dumée avait alors dix-sept ans.

Quand il est sorti de son abri, deux pieds dépassaient d'une *haie de troènes. Un soldat américain gisait là, mort, une blessure, une seule, courait profondément* le long de sa cuisse droite. Elle avait coupé l'artère fémorale, le vidant de son sang. Sur sa plaque d'immatriculation, un nom : Martin. *« Il s'appelle comme l'épicier »,* remarqua M. Legoff.

« Mon père et lui cachèrent le corps aux Allemands, puis ils le transportèrent à l'hôpital de Créteil (il est aujourd'hui enterré à Epinal dans un cimetière de rassemblement). *Au retour, mon père a examiné l'endroit où il avait trouvé le soldat. A son emplacement, il découvrit une pièce de six pence. Toute sa vie il la conserva dans son portemonnaie comme un talisman. En 1965, peu avant sa mort, il me la transmit. »* Et M. Dumée la garde précieusement à son tour.

Dimanche 27 mai, cette pièce ainsi que divers autres souvenirs modestes : une photo de l'avion prise par un témoin, quelques fragments de carlingue, une plaque d'identification, ont été remis à Mme Teresa James, la veuve du major Martin, venue en France pour la première fois à l'occasion du quarantième anniversaire de la Libération. Pilote elle-même, elle avait le grade de major de l'armée américaine. Mme Teresa James, ainsi que quelques autres femmes, convoyait des avions de tous types de leur sortie d'usine aux Etats-Unis jusqu'au front, pour éviter de dégarnir en hommes les zones de combat. Egalement pilote d'essais, elle est considérée comme la Jacqueline Auriol américaine. Avec beaucoup d'émotion, elle a écouté les témoins de ce jour de 1944. Deux mois plus tard, le 25 août, Joinville était libéré.

FRANCIS GOUGE.

Cour d'assises pour une folie peu ordinaire

Durant toute la journée, le jeune *gendarme préposé à sa surveillance* n'a cessé de le regarder, *étonné. Il aurait pu, par l'âge, être* le fils de ce Jacques Duval échoué, *à cinquante-neuf ans, devant* le cour d'assises de l'Essonne ; après un demi-siècle de misère et d'insociabilité confondues. Ce demi-siècle, *Duval le porte sur son* visage chevalin chargé de tous les signes d'une existence ravagée : suite de placements, d'internements, d'enfermements dans des prisons, des asiles psychiatriques à ne plus savoir les nommer. Ils ont fait de lui ce vieillard prématuré, résigné à subir, sans trop bien les comprendre, les raisons d'une psychiatrie qui, après l'avoir tenu pour irresponsable des actes les plus graves — un triple meurtre commis en 1953 — considère aujourd'hui qu'il ne fut jamais, en réalité, qu'un pervers sans conscience morale ni remords ni repentir, très organisé dans ses larcins comme dans ses crimes.

Alors, pour avoir après vingt années d'internement été accusé d'autres méfaits dont un nouveau meurtre, par un ancien interné comme lui, la médecine l'a abandonné, cette fois, au bras séculier.

On a tout revu, tout redit, le 30 mai, à Evry. Cette vie d'abord, commencée en 1925, dans l'Aisne, où il est né. Il avait trois ans quand sa mère est morte. Abandonné par son père, l'Assistance publique le place dans des familles. Il s'y montre grossier, mal poli, fugueur, voleur. Il connaît alors les colonies pénitentiaires et s'en échappe. On le reprend. Sa majorité venue, il vivote, mais se marie quand même et aura deux enfants dont il ne sait, aujourd'hui, ce qu'ils sont devenus. Plus tard, après le divorce, ce seront encore des vols. On le condamne plus ou moins.

La psychiatrie va commencer à s'intéresser à lui. Il connaît, entre autres, les hôpitaux de Poitiers, de Pau, de Montfavet. Il en ressort, évadé le plus souvent. Le 20 janvier 1953, seize jours après s'être échappé de l'asile de Montfavet, trois personnes sont massacrées dans la Drôme. C'est lui l'auteur. Il le dit. Etat de démence, déclarent les experts le 2 mai 1954. C'est le non-lieu psychiatrique en application de l'article 64 du code pénal.

Cette fois, il va demeurer dix-sept ans en traitement d'aliéné *sous haute surveillance. Quand on* le juge guéri, en 1971, et qu'on le relâche, une décision du tribunal de Paris l'envoie malgré tout au centre Perray-Vaucluse, dans l'Essonne, en milieu ouvert, pour qu'il y prépare son retour à la vie sociale.

Une erreur de diagnostic

En 1973, on le laisse enfin aller. Il a quarante-huit ans, travaille un peu, erre bien davantage. Avec qui ? Avec des « anciens » de l'asile. Ensemble, il chapardent dans les champs de la grande banlieue, couchent dans des cabanes ou à la belle étoile, volent un peu les maisons isolées ou tentent de le faire. Un soir, les choses tournent mal. Un veilleur de nuit portugais, Augusto Perreira, est tué dans la cabane du chantier qu'il gardait à Villiers-sur-Orge. C'était le 11 juillet 1974. La police enquête sans résultat, mais voilà qu'en octobre un ancien de Perray-Vaucluse, Jean-André Taboureau, arrêté à Saint-Quentin, raconte tout à trac que, le crime, c'est lui, qu'il y a participé avec Duval, un *Duval qui le menait par le bout du nez.*

Ils ne seront, cependant, jamais confrontés l'un à l'autre. Lacune regrettable et regrettée. Duval, retrouvé plus tard, nie et niera toujours. De tout ce dont l'accable Taboureau il n'admet finalement qu'un petit vol. Ainsi se trouvait circonscrit le débat : qui croire ? Duval ou Taboureau, témoin unique ? Mais qui croire aussi de deux hommes que la psychiatrie a tenus longtemps, l'un et l'autre, pour des malades mentaux ? Un fou accusé par un autre fou. La parole de Taboureau, débile léger, influençable à l'extrême, contre celle de Duval, pensionnaire durant vingt ans des établissements psychiatriques.

Seulement voilà, la psychiatrie a changé son fusil d'épaule. L'expert chargé d'examiner le Duval de 1980, le docteur Michel Henné, a été catégorique. Pour lui, ce n'est pas un malade ou, plus précisément, sa maladie n'a jamais été autre chose que son histoire. Cette suite d'accidents, d'incidents, ininterrompue, montre qu'il est dangereux et même redoutable, très adapté, très cohérent. Alors, nous a-t-on appris, devant de tels sujets, certaines écoles peuvent se montrer indulgentes, considérer que, en raison même de ces natures perverses, ceux qui en sont affligés se trouvent irresponsables. Et ces écoles se disent que, l'âge aidant, ça se tassera, car il n'y a aucun soin à donner au sens médical. La suite des ans ayant montré que, pour Duval, l'âge n'a rien changé, c'est donc bien qu'il y a eu erreur de diagnostic. L'erreur initiale ayant été de le considérer comme un malade.

Voilà Duval, pour toutes ces raisons, à la merci des juges. Comment ceux-ci, après avoir entendu parler de tant de « dangerosité », n'allaient-ils pas se dire que c'était à eux de remédier à la situation ? Pour sûr, dans le box où le regarde, toujours ébahi, le jeune gendarme, le vieux Duval qui se contente de nier apparaît bien gris, bien terne, plus « bon clochard » que méchant. Mais malgré tout, quand on lui a rappelé les trois crimes de 1953 dont il fut déclaré irresponsable, il a bel et bien reconnu qu'il en avait été l'auteur.

L'âge de la retraite

Mme Chantal Solaro, avocat général, a requis dix à douze ans de réclusion criminelle. Me Jean-Yves Liénart s'est battu avec chaleur pour faire prévaloir l'existence d'un doute au bénéfice de ce marginal qui *« même s'il a fait beaucoup souffrir les autres, restera toujours un massacré de la vie ».* Il n'a obtenu que de maigres circonstances atténuantes.

La cour d'assises a jugé Duval coupable d'avoir porté des coups et blessures ayant entraîné la mort du veilleur portugais, mais sans intention de la donner. Ce fut son seul cadeau. On lui a infligé quatorze ans de réclusion criminelle, en se disant vraisemblablement *qu'à soixante-dix ans, s'il est* encore de ce monde, Jacques Duval aura atteint l'âge de la retraite de la « dangerosité ». C'est peut-être bien pourquoi, après leurs deux heures de laborieuses délibérations, les jurés ont quitté le palais de justice d'Evry sans tourments apparents.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Sports

LES INTERNATIONAUX DE FRANCE A ROLAND-GARROS

Faux rebonds

La pluie a tout gâché, vendredi 1er juin, à Roland-Garros. En retardant le début des parties de quelques heures, elle a provoqué une sévère amputation du programme. La moitié seulement des seizièmes de finale prévus ont été disputés. Mais, après tout, cela ne fut pas le pire.

Toute cette pluie tombée à verse avait imprégné la terre battue malgré les bâches tirées sur les courts. La brique pilée n'en a pas trop souffert sur la plupart des terrains. Excepté sur le petit central. Depuis le début du tournoi, la surface du court numéro 1 s'est révélée défectueuse, molle et propice aux faux rebonds. *« C'est un véritable champ de patates »,* avait dit Yannick Noah, la veille, en jouant contre le Belge Boileau. *« Ce terrain est injouable. C'est une honte que le deuxième court du stade soit dans un état lamentable »,* a déclaré John McEnroe après avoir éliminé son compatriote Mel Purcell en trois manches.

Le comité du tournoi aurait voulu faire sortir « super Brat » de ses gonds qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Et l'explosion faillit se produire quand le numéro un mondial, exaspéré par les faux rebonds, demanda qu'on rebouchât les trous après trois jeux. Les hommes du service d'entretien apparurent alors et, en écartant les bras dans des gestes d'impuissance agacée, ils se contentèrent de tasser du pied la poussière comme on écrase des taupinières.

Le ridicule de la situation — il n'a d'égal que les éponges avec lesquelles on essuie les courts de Flushing Meadows — lui a néanmoins échappé. Comme toujours, il était uniquement préoccupé par la qualité de son jeu et il enrageait de ne pouvoir donner le spectacle prodigieux de ce bras gauche magique. Et plus il enrageait, plus les photographes postés au bord du court appuyaient sur leurs déclencheurs.

La colère de McEnroe se retourna alors contre eux. *« Je ne peux pas me concentrer »,* dit à juste titre le champion du monde. On assista alors à une triste comédie : le champion du monde récolta un point de pénalité. Un superviseur descendit sur le court pour prier les photographes de faire silence ; enfin, les huis au travers desquels les photographes officiaient furent fermés. Et l'on vit McEnroe apostrophé, sifflé par une partie du public, alors même qu'il jouait un tennis de rêve laissant Purcell médusé. Tout cela était lamentable.

Pour en finir avec cette bien mauvaise journée, il fallut encore assister à l'élimination des deux dernières joueuses françaises en compétition au troisième tour : Catherine Tanvier et Marie-Christine Calleja, battues respectivement par Hana Mandlikova et Martina Navratilova.

ALAIN GIRAUDO.

Système D

Blouson de cuir, coiffure mode, le garçon qu'on nous présente est attablé dans le restaurant des joueurs, où il n'a manifestement rien à faire. *« Je m'abrite de la pluie. »* Un peu mégalomane, il se met volontiers à table : la resquille est pour lui un art.

Il avoue vingt-trois ans, une famille aisée et une maîtrise d'histoire. Un goût immodéré pour le système D, aussi. *« Il y a toujours un moyen d'entrer quelque part sans billet. Cela fait trois ans que je fais le mur à Roland-Garros. »* Un peu d'agilité : *« Avant, il suffisait d'un morceau de bois pour recouvrir les pointes des grilles et on se retrouvait sans problème derrière le central. »* Beaucoup de culot : *« L'an dernier, pour la finale, j'ai entendu une hôtesse appeler quelqu'un à l'entrée des invitations ; personne n'a répondu. Un peu après, je me suis présenté et j'ai pris les billets. »* Et le goût d'un certain tennis : *« Depuis 1980, je n'ai manqué que les demi-finales dames, c'est trop rasoir, et la finale Borg-Lendl, car je ne supporte pas leur jeu. »*

En quatre années de fraude, il est devenu une sorte de passager clandestin auquel on apporte en cachette de la nourriture. *« A l'entrée du village, il y avait un petit vieux qui montait la garde. Je lui ai dit que j'avais joué avec son fils quand j'étais plus jeune. On a fait ami-ami. J'ai pu entrer. Une fois dans la place, je choisis une tente où il n'y a pas trop de monde. Je file au buffet, je remplis une assiette et je m'installe à une table. A ce moment, plus de problème : on peut passer l'après-midi à siroter du champagne avec des chefs de pub. »*

Pour s'installer sur le central, Frédéric a aussi utilisé des ruses de Sioux. *« On peut passer par le couloir des toilettes sous la tribune C en sautant par-dessus un portillon. Une fois, j'ai aussi utilisé le badge d'une hôtesse qui plaçait des invités dans les loges. »* Mais depuis quatre ans, le filet s'est de plus en plus resserré autour des resquilleurs. *« Si vous rencontrez Philippe Chatrier* (le président de la Fédération de tennis), *vous lui direz que ce n'est vraiment plus possible. Hier, j'ai emprunté mon chemin favori par la serre de l'avenue Gordon-Bennet. A peine dans le jardin, je me suis retrouvé nez à nez avec trois malabars. Ils voulaient me faire repasser par-dessus la grille. J'ai dû leur faire le numéro « larme à l'œil » pour qu'ils me laissent entrer. »*

Comme sauf-conduit, il a aussi appris le nom de tous les patrons de journaux et de radio qui ont des stands dans le stade. *« Je suis le fils ou le neveu d'une foule de PDG. »* Son charme, Frédéric en use beaucoup auprès des hôtesses du stade. *« C'est mon côté chien perdu sans collier. »* Mais c'est pour la bonne cause : *« Je ne pourrais pas vivre sans tennis. Entre quinze jours à Djerba et quinze jours à Roland-Garros, je n'hésite pas ; c'est une vraie oasis, de vraies vacances. »*

A. G.

Il faut bien que le stade exulte

Jack Lellouche, nœud papillon et veston à la mode, le directeur du CIREC, société de gardiennage chargée de la protection de l'enceinte sacrée, sait qu'on ne quadrille pas Roland-Garros comme une usine ou un meeting politique. Une surveillance BC-BG par trois cents vigiles stylés.

« Prévention d'abord. Si nous devions en arriver au coup de poing, nous aurions mal fait notre métier. » Prévenons, prévenons. En blazer rouge ou en civil, à mains nues ou armés de talkies-walkies, les trois cents cerbères traquent le pickpocket, dissuadent le resquilleur et houspillent le marchand de cacahuètes qui — innovation de l'année — a élu domicile sous les marronniers du stade. Des gros bras ? *« Pas du tout, des ceintures noires créent plus d'incidents qu'elles n'en évitent. »*

Non, la meilleure arme de Jack Lellouche, c'est le flair. Humer le « point chaud », le nœud à « embrouilles », et canaliser en douceur. Ce Bison futé de la terre battue doit aussi éviter l'intrusion sur les courts d'un public trop enthousiaste. *« Un match Lendl-Borg ne crée aucun problème. Les deux joueurs ont le même jeu qui n'engendre pas la passion. Mais McEnroe-Wilander, c'est l'affrontement de deux styles. Là, on se méfie. Nous avions prévu que si Portes gagnait son premier match, il aurait du mal à sortir du court. Nous avons réussi à l'évacuer. »*

Matches mornes et matches brûlants. Noah, évidemment, est l'objet de toutes les attentions des « anges gardiens » : *« L'année dernière, nous avions prévu l'invasion du court quand il a gagné la finale. Mais que faire ? »* Car il faut bien que le stade exulte : *« C'est normal qu'un gamin de douze ans ait envie d'obtenir un autographe de McEnroe. »*

Difficulté supplémentaire, ces psychologues doivent aussi être incorruptibles : *« Il arrive que des spectateurs leur proposent 400 ou 600 francs de la main à la main pour pouvoir accéder au central. Une fois, deux fois, ils refusent. Mais l'argent est l'argent... »* On fait donc « tourner » les contrôleurs selon le même système que les gardiens de prison, pour éviter que ne se créent de trop bonnes relations. Deux précautions valant mieux qu'une, les contrôleurs sont eux-mêmes discrètement contrôlés : des sondages dans les tribunes tentent de démasquer les resquilleurs. *« La Fédération a compris que c'était un mal nécessaire »,* conclut Jack Lellouche.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Les résultats du vendredi 1er juin

SIMPLES MESSIEURS
(Seizièmes de finale)
Premier quart de tableau

12. Higueras (Esp., 15)-Motta (Brésil, 65) : 5-7, 3-6, 6-1, 6-2, 3-1, arrêté par la nuit ; Gottfried (EU, 33) b. Gehring (RFA, 96) : 7-6, 6-4, 6-4 ; 5. Arias (EU, 5) b. C. Panatta (It., 50) : 7-6, 6-3, 6-3 ; 1. McEnroe (EU, 1) b. Purcell (EU, 25) : 6-4, 6-4, 6-1.

Deuxième quart de tableau

Sanchez (Esp., 88) b. Stadler (Suisse, 115) : 6-1, 6-4, 7-6.

SIMPLE DAMES
(Deuxième tour)
Quatrième quart de tableau

15. C. Bassett (Can., 19) b. P. Huber (Austr. 56) : 6-2, 2-6, 6-3.

(Seizièmes de finale)
Premier quart de tableau

1. M. Navratilova (EU, 1) b. C. Calleja (F 77) : 6-1, 6-3 ; 8. K. Horvath (EU, 11) b. K. Rinaldi (EU, 25) : 6-0, 6-3 ; 14. C. Kohde (RFA, 18) b. S. Graf (RFA, 85) : 6-2, 2-6, 6-1.

Deuxième quart de tableau

P. Keppeler (RFA, 167) b. E. Eliseenko (URSS, 206) : 6-1, 6-4 ; 6. Z. Garrisson (EU, 7) b. R. Reggi (It., 40) : 7-5, 6-4 ; 3. H. Mandlikova (Tch., 3) b. C. Tanvier (F, 23) : 6-3, 7-5 ; M. Brown (EU, 123) b. M. Torres (EU, 61) : 3-6, 7-5, 6-2.

★ *Entre parenthèses figurent les classements ATP des joueurs et WTA des joueuses.*

● *RUGBY : première victoire française en Nouvelle-Zélande.* — L'équipe de France de rugby a commencé victorieusement sa tournée en Nouvelle-Zélande. Elle a battu l'équipe de la province de Taranaki par 30 à 8, le 2 juin, à New-Plymouth. Le meilleur réalisateur français a été le Dacquois Lescarboura, auteur de 18 points.

● *L'équipe de France de football bat l'Ecosse 2 à 0.* — Pour son dernier match de préparation avant le championnat d'Europe des nations, l'équipe de France, qui a terminé son stage en altitude à Font-Romeu, a battu l'Ecosse par 2 à 0, vendredi *1er juin à Marseille. Les deux buts* ont été marqués par les Bordelais Alain Giresse (quatorzième minute) et Bernard Lacombe (vingt-neuvième minute).

Vingt-deux balles de l'heure

Sur les courts de Roland-Garros, ils font presque partie du décor. Le public n'a d'yeux que pour les joueurs. Eux, les cent cinquante ramasseurs de balles sont voués à une activité de fourmi.

Pour côtoyer ses idoles — McEnroe, Wilander, Gerulaitis — pendant la grande quinzaine de la porte d'Auteuil, Jean-Yves, un petit rouquin de douze ans, a fait acte de candidature dès le mois de janvier auprès de M. Rida Bensalha, le responsable des ramasseurs. Ils étaient plus de cinq cents dans son cas. Lui disposait de quelques atouts. Il avait déjà « fait » Roland-Garros 83. Il connaît bien le tennis, qu'il pratique quatre heures par semaine (il est classé 30/3). Et, surtout, il avait l'indispensable accord de ses parents et de son professeur principal pour « sécher les cours » pendant trois semaines.

Dès le mois de mars, il s'est donc retrouvé parmi les deux cent cinquante jeunes, garçons et filles, de huit à vingt et un ans convoqués le dimanche à Roland-Garros pour la préparation physique (footing, abdominaux) et pour les premiers cours. Que leur enseigne-t-on ? *« A avoir une tenue correcte. A être discret et à bien distribuer les balles. »*

Ces séances servent aussi à désigner les capitaines, qui choisissent leurs sept coéquipiers et leur distribueront les tâches sur le court en tenant compte de leurs aptitudes. Les plus petits et les plus rapides se tiendront de préférence de part et d'autre du filet pour ramasser prestement une première balle de service faute. L'ultime séance de rodage et d'écrémage a lieu au stade Jean-Bouin et au Tir au pigeon pour les tournois de qualification masculin et féminin.

Le grand jour de l'ouverture des Internationaux de France arrive enfin. Toutes les équipes se sont choisi un patronyme ; il y a les *Aigles*, les *Canaris*, les *Blaireaux*, les *Panthères noires*, mais aussi les *Morfalous*, les *Big Mac Donald*, *Jerry Lewis*, *Rimbaud*, etc. Avec les *Coconuts*, Jean-Yves s'est vu attribuer le court numéro 2. Il devra être sur place une heure avant le début des parties fixé à 11 heures et ne quittera le court qu'à 20 heures ou plus tard si les matches se prolongent.

Récompenses

Jean-Yves a de la chance. Sur son court est programmé Vitas Gerulaitis. Son idole, mais aussi *« le plus sympa avec les ramasseurs. Il ne râle jamais ».* Les *Coconuts* sont aux petits soins avec l'Américain et veillent même sur ses boissons, ses serviettes. Jean-Yves pourra arborer un souvenir de Gerulaitis. Après sa victoire en cinq sets, l'Américain est revenu en souriant à sa chaise et a distribué ses poignets-éponges aux ramasseurs. *« Sans même qu'on les lui demande. »* Jean-Yves espérait lui avoir porté chance. Hélas ! Gerulaitis ne franchira pas le deuxième tour.

En ce jeudi de l'Ascension, rien ne va plus pour Jean-Yves. Grâce aux caméras indiscrètes placées sur chaque court, Rida Bensalha a relevé quelques négligences du petit rouquin. Il l'a fait changer d'équipe et l'a envoyé sur le 16. Presque à la campagne. Au programme : cinq matches féminins. Jean-Yves n'aime pas le tennis féminin : *« Elles font trop de fautes et ne savent pas conclure les points. »*

Heureusement, il y a les récompenses. Le tournoi des ramasseurs, doté de nombreux prix (raquettes, chaussures, tenues) et disputé la deuxième semaine sur les courts annexes. Et puis le « salaire » : 22 francs de l'heure, soit, pour la quinzaine et les qualifications, près de 3 500 francs en bons d'achats dans un magasin d'articles de sport. Largement de quoi s'offrir la panoplie complète d'un champion.

G. A.

BOXE

Le Mexicain Bernal tous poings dehors

Nîmes. — Le Mexicain Gabriel Bernal a conservé son titre mondial des poids mouche (version WBC) en battant, vendredi 1er juin, aux arènes de Nîmes, le Français Antoine Montero, par arrêt de l'arbitre, à la onzième reprise. Ce dernier souffrirait d'une fracture de la mâchoire.

De notre envoyé spécial

« L'arbitre a eu raison d'arrêter le combat. Montero allait tout droit vers le KO. » Fidèle parmi les fidèles, un supporter d'Antoine Montero n'a pas cherché à minimiser la victoire du Mexicain Gabriel Bernal.

Dixième reprise : les deux hommes ont fait la preuve qu'ils sont bel et bien des battants. Le Mexicain a l'assurance d'un champion du monde. Le Français, qui est loin d'être un styliste, a la vaillance du challenger. Acculé dans les cordes, il reçoit une série de coups qui comptent dans la vie d'un boxeur ! *Le gong retentit alors,qui le sauve* d'une situation périlleuse. Dans son élan, Bernal, tous poings dehors, lui assène le coup que le Français n'attend plus. Malheur à ce dernier ! Ce fut peut-être le coup décisif. Mais qui peut sérieusement le prétendre ?

La onzième reprise est à peine commencée que le Mexicain poursuit son forcing, saoule le Français de coups. L'arbitre arrête le combat.

La boxe française qui croyait avoir trouvé en Montero un champion du monde, en est pour ses illusions. Alphonse Halimi qui fut, de 1957 à 1959, champion du monde des poids coq, n'a pas trouvé de successeur. Antoine Montero devra continuer à faire ses gammes.

Avec ce match pour le titre, le Savoyard, qui est né il y a vingt-huit ans à Madrid, et qui pratique le noble art depuis l'âge de treize ans, n'a pas fait son meilleur combat. Inconnu du grand public, il a tissé peu à peu sa toile. Professionnel en 1980, il est devenu, deux ans plus tard, champion de France de sa catégorie. Il n'est même pas devenu célèbre quand il a conquis, en 1983, le titre de champion d'Europe aux dépens de l'Espagnol Mariano Garcia. Il a tout juste acquis la notoriété en défendant vigoureusement son titre européen une *première* fois contre l'Italien Giovanni Camputaro, et une seconde fois contre le Britannique Keith Wallace, considéré alors comme le numéro deux mondial de sa catégorie. Ce furent pour le boxeur français cinq années de victoires dans la semi-indifférence. La presse jusque-là s'était montrée fort réservée à son égard.

Quatre minutes pour un titre

Antoine Montero n'avait cependant rien négligé avant d'aborder ce combat. Il avait séjourné quatre semaines à Los Angeles où il s'était aguerri auprès des champions du monde des coq et des super-coq, Alberto Davila et Jaime Garza. Cette application n'aura pas suffi. Le Français n'a pas fait le poids devant le boxeur mexicain, en dépit d'une rare puissance et d'une volonté hors du commun.

Gabriel Bernal, qui est également âgé de vingt-huit ans, est né dans une famille de neuf enfants. Le jeune Gabriel rêvait d'être médecin. Mais l'école ne l'a pas séduit. Sa vie a toujours été faite de musique et de sport. A dix-sept ans, il a rejoint, à Mexico, un entraîneur réputé qui lui a permis de gagner les Golden Gloves, la plus célèbre compétition amateur des Etats-Unis.

Les breloques, pourtant, n'ont pas suffi au Mexicain, qui embrassa la carrière professionnelle en 1974 et dut attendre dix années pour conquérir le titre mondial, le 9 avril dernier à Tokyo, contre le Japonais Koji Kobayashi, dépossédé de sa couronne en un peu plus de quatre minutes. Le Mexicain avait reçu pour ce match la modeste somme de 20 000 dollars. Il a été plus exigeant avec les organisateurs nîmois qui lui ont donné une bourse de 100 000 dollars. *« Avec cela,* a prévenu le champion du monde, qui ne manque pas d'humour, *je vais pouvoir m'acheter au Mexique des maisons et des propriétés avec l'espoir d'acheter un jour Acapulco. »*

GILLES MARTINEAU.

PARIS VILLE OLYMPIQUE EN 1992 ?

M. Mitterrand prend les devants

La célébration, le 1er juin, à Paris, dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, du quatre-vingt-dixième anniversaire de la création du Comité international olympique (CIO), sur les lieux mêmes où il avait vu le jour à l'initiative de Pierre de Coubertin, a donné lieu à une proclamation de foi dans l'avenir du mouvement olympique, malgré la grave crise provoquée par le boycottage des Soviétiques et de leurs alliés aux Jeux de Los Angeles.

Cette proclamation de foi allait pourtant être éclipsée par deux prises de position aussi commentées que contestées : l'annonce par M. François Mitterrand, qui présidait la cérémonie, de la candidature de Paris à l'organisation des Jeux de 1992, et la proposition de M. Nelson Paillou, le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), de renoncer à Séoul en 1988 pour adopter un nouveau calendrier olympique : Barcelone en 1988, Paris en 1992, Athènes en 1996 et Séoul en l'an 2000.

Dans son intervention, M. Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, qui revenait de Moscou où on lui avait confirmé la non-participation des Soviétiques aux Jeux, avait estimé que l'olympisme était victime de son succès universel. Il regrettait que les gouvernants boycottent désormais les Jeux pour *« s'assurer, durant de longs mois et au moindre risque, la « une » des moyens d'information ».* MM. Mitterrand et Paillou ne disaient pas autre chose en dénonçant l'attitude des Américains en 1980 et des Soviétiques en 1984, et en condamnant, de manière plus générale, l'exploitation des Jeux et du sport à des fins politiques.

Digne disciple de Pierre de Coubertin, M. Paillou rappelait que le rénovateur des Jeux avait souhaité *« voir le sport jouer un rôle décisif en faveur de la cause de la paix ».* Evoquant les sportifs *« injustement sacrifiés »,* il poursuivait : *« C'est à l'homme et à ses droits qu'il faut revenir si nous voulons sauver les Jeux. »* Pour cela, il préconise *« des réformes importantes visant à limiter l'influence de plus en plus dominatrice des Etats pour voir s'accroître l'indépendance des athlètes ».*

C'est en présentant comme une *« proposition concrète du CNOSF »* l'idée de renoncer à Séoul pour les Jeux de 1988 et d'établir un calendrier « européen » jusqu'en 1996 que M. Paillou allait indisposer certains membres du CIO très attachés à leur indépendance. Sa suggestion entraînait une mise au point très ferme de M. Samaranch, affirmant que *« le CIO honorera ses engagements »* à l'égard des organisateurs sud-coréens, mais cette « gaffe » diplomatique pourrait coûter quelques voix asiatiques et du tiers-monde si Paris présente sa candidature pour 1992.

Accord de principe

Méconnaissance du dossier ou volonté de prendre date et d'apparaître comme le principal artisan d'une candidature de la capitale ? Le président de la République allait provoquer quelques remous en affirmant : *« La candidature de Paris a été approuvée par le Comité national olympique français, et l'Etat vient confirmer cette demande selon les termes mêmes de la charte olympique. C'est donc une ville, Paris, et un Etat, la France, qui, d'un commun accord, et sur des bases sur lesquelles ils se sont entendus, qui demandent à nos amis du monde entier de nous faire l'honneur de venir chez nous en 1992. »*

La première réaction venait de... l'Hôtel Matignon, où les services du premier ministre confirmaient, dans un communiqué, que l'Etat était prêt à participer financièrement au comité d'organisation des Jeux, mais ne pourrait donner de réponse définitive *« tant que le montage financier n'a pas reçu l'aval de chacun des partenaires ».*

Présent à la Sorbonne, M. Paul Violet, adjoint au maire de Paris, chargé de la jeunesse et des sports, confirmait à son tour : *« L'accord n'est pas fait, et Jacques Chirac n'annoncera pas la candidature tant que l'Etat ne se sera pas décidé pour un montant précis. »* Trois jours plus tôt, M. Roger Belin, chargé de mission auprès du maire de Paris pour l'organisation des Jeux, avait fait connaître les conditions (*le Monde* du 31 mai). Les études actuelles prévoient un déficit probable de 4 milliards de francs pour un coût total compris entre 8 et 10 milliards. Le maire de Paris est prêt à consacrer à ce projet une enveloppe qui ne devrait pas dépasser le milliard. Un autre milliard devrait venir de la région Ile-de-France, ce qui implique une participation de l'Etat de 2 milliards au minimum.

En recevant, vendredi soir, les membres du CIO, M. Chirac avait donc beau jeu de se réjouir de l'*« accord de principe du président de la République »,* tout en soulignant les problèmes qui semblent subsister à ce sujet entre *l'Elysée* et Matignon. Le maire de Paris a indiqué qu'il aborderait cette question, mardi 5 juin, avec M. Mitterrand qui le reçoit avant le sommet des pays industrialisés.

Enfin, M. Chirac n'a pas manqué de reprendre le jeu en main en faisant remarquer que *« c'est à la ville d'annoncer officiellement sa candidature le moment venu »* (1). *« Compte tenu de la progression du dossier »,* il a confirmé son intention de se rendre aux Jeux de Los Angeles *« afin d'y représenter Paris ».* Ce voyage sera *« une étape décisive dans le processus de préparation de la candidature officielle de la capitale ».*

GÉRARD ALBOUY.

(1) La charte olympique précise : *« Toute candidature pour l'organisation des Jeux olympiques doit être faite par l'entremise de l'autorité compétente de la ville concernée avec l'approbation du Comité national olympique. Toute candidature doit être assurée du concours du gouvernement du pays intéressé, afin de réaliser une collaboration totale. »* (Voir notre dossier sur le mouvement olympique dans *le Monde* du 17 mai.)

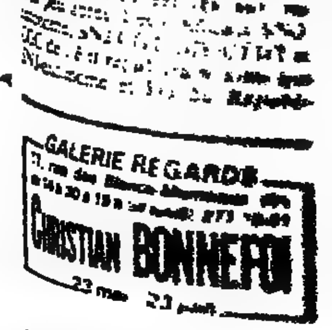
● *Les Ethiopiens n'iront pas à Los Angeles.* — Le Comité national olympique éthiopien a annoncé, vendredi 1er juin, sa décision de ne pas se rendre aux Jeux de Los Angeles. Ce boycottage — le premier d'un pays africain — est le treizième connu à ce jour.

SCHONBERG-KA…

l'émancipatio…

SAISIE DE FILMS

Les journaliste… s'inquiètent



SCHONBERG-KANDINSKY : CORRESPONDANCE

L'émancipation des formes et des sons

Assistant, au début de l'année 1911, à un concert où l'on jouait de la musique de Schoenberg accompagnée, dans le programme, d'une citation empruntée au *Traité d'harmonie* qui devait paraître peu après, Wassily Kandinsky écrivit à Schoenberg une lettre où il lui exprimait sa sympathie et son sentiment de partager les mêmes aspirations, la même façon de penser et de sentir. Schoenberg répondit par retour du courrier, et une correspondance s'engagea aussitôt entre le peintre qui se libérait de la tyrannie du sujet et le musicien qui suspendait les lois de l'attraction tonale. Kandinsky à Munich, Schoenberg à Vienne, n'avaient pratiquement pas connaissance de leurs travaux respectifs, c'est donc l'intuition d'une fraternité artistique qui les a poussés à se confier l'un à l'autre avant même de savoir jusqu'où pouvait aller leur communauté d'esprit.

A la fin de cette même année, Kandinsky envoie un exemplaire de son ouvrage : *Du spirituel dans l'art*, à Schoenberg, qui lui fait parvenir son *Traité d'harmonie* nouvellement paru. Puis Kandinsky fait figurer des peintures de Schoenberg à Berlin dans l'exposition du Cavalier Bleu et *lui demande un texte accompagné* d'un supplément musical pour l'almanach du Cavalier Bleu. La correspondance, qui sera seulement interrompue par la guerre, reprendra en 1922 mais butera bientôt sur l'antisémitisme, réel ou prétendu, de Kandinsky.

L'admiration mutuelle résistera à ce malentendu, et une photographie de 1927 nous montre Schoenberg, Kandinsky et leurs épouses au bord du Wörthersee, assis dans l'herbe en costume de bains. L'exil du musicien aux Etats-Unis, la mort du peintre en 1944, éloigneront finalement deux artistes frères et que tant de choses, en fin de compte, séparaient dès l'origine.

Publiées seulement en 1980 à Salzbourg par Jelena Hahl-Koch, les quelque soixante-cinq lettres qui nous sont parvenues et qui *constituent une large part de* leur correspondance viennent d'être traduites en français par Daniel Haefliger et Antoine Courvoisier pour le n° 2 d'une nouvelle revue musicale semestrielle : *Contrechamps* (1), *consacrée aux divers aspects de* la relation Schoenberg-Kandinsky. Cette correspondance est bienvenue à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle met *fin à la question de savoir lequel* des deux a influencé l'autre, puisqu'on voit qu'ils ont suivi, avant de se connaître, des voies parallèles qui ne se sont jamais vraiment rencontrées. Ensuite parce qu'on aperçoit beaucoup *mieux la différence entre* les questions que l'un et l'autre se posaient.

S'agissant d'une publication destinée aux musiciens et aux mélomanes, ceux-ci seront surtout intéressés par le contenu des lettres de Schoenberg, qui complètent la correspondance parue l'an dernier aux éditions Jean-Claude Lattès, car la période 1911-1914 qui suit l'achèvement des premiers chefs-d'œuvre où la tonalité se trouve suspendue (*Pièces pour piano, opus 11, les Jardins suspendus, Cinq Pièces pour orchestre, Erwartung*) est cruciale dans l'évolution du compositeur : il écrit le *Pierrot lunaire*, achève *la Main heureuse* et veut entreprendre une *Séraphîta* d'après Balzac qui deviendra *l'Échelle de Jacob*. Quelques phrases-clés devraient lever bien des malentendus sur le véritable dessein de Schoenberg à cette époque : « *L'art*, écrit-il, *appartient à l'inconscient ! C'est soi-même que l'on doit exprimer ! S'exprimer directement ! Non pas exprimer son goût, son éducation, son intelligence, ce que l'on sait, ou ce que l'on sait faire. Tout travail conscient sur la forme repose sur un principe mathématique, géométrique, sur la section d'or ou quoi que ce soit d'analogue. Seule l'élaboration inconsciente de la forme, qui se traduit par l'équation « forme = manifestation de la forme », permet de créer de véritables formes ; elle seule engendre ces modèles dont les gens sans originalité font des « formules » en les imitant.* »

Ou, plus loin : « *La construction, ce sont des parties qui veulent donner l'impression d'un tout. Mais rien ne garantit que les plus importantes ne manquent pas, ni que ce qui les relie soit l'âme.* » Et encore : « *J'aimerais bien que l'on considère ce que je dis, et non comment je le dis.* »

A cela Kandinsky répond dans une lettre où il *manifeste* vivement son antipathie pour la vie artistique en général : « *Soyez content que personne ne veuille comprendre ce que vous faites. Laissez les doigts sales chercher à tâtons votre forme ! Celui qui a vraiment besoin d'un contenu y arrivera avec le temps. On le reconnaîtra à ses mains propres.* »

En appendice de la correspondance, on trouvera deux textes de Kandinsky : l'un sur le *Traité d'harmonie*, l'autre sur les tableaux de Schoenberg, puis la *traduction du livret de l'opéra de* Schoenberg, *la Main heureuse*, qui comporte une véritable partition de couleurs – et qui fait pendant, encore une fois, sans qu'il y ait eu influence mutuelle, à *la Sonorité jaune* de Kandinsky – suivie de la conférence que Schoenberg prononça en 1928 et qui s'achève par cette explication énigmatique du titre : « *Heureuse la main qui essaie de saisir ce qui ne peut que lui échapper, quand elle le tient. Heureuse la main qui ne tient pas ce qu'elle promet.* »

Deux brèves approches analytiques de *la Main heureuse*, dues à *Philippe Albéra* et Jacques Demierre, tentent de cerner cette œuvre, décidément insaisissable.

Enfin, comme il est d'usage que toute publication importante soit accompagnée d'un appareil critique, celle-ci comporte de nombreuses notes et un texte copieux de Jelena Hahn-Koch : *Documentation sur une amitié artistique*, deux essais de Carl Dalhaus : *la Construction du dysharmonique* et de Dora Vallier : *Musique – peinture*, l'un et l'autre d'une clarté réconfortante, ainsi qu'un Hommage à Kandinsky par Pierre Boulez.

GÉRARD CONDÉ.

(1) *Contrechamps*, 184 pages, 69 francs, éditions L'Age d'homme, Lausanne ; distribué en France par la librairie L'Age d'homme, 5, rue Férou, Paris 6e.

Le numéro 1, paru en septembre 1983, contient de nombreux textes de Luciano Berio, un long entretien, le catalogue de ses œuvres, de ses écrits, une bibliographie et une analyse détaillée de ses neuf *Sequenza* par Philippe Albéra, rédacteur en chef de la revue.

COLLOQUE A TURIN SUR « L'IMAGINAIRE ENFANT »

La philosophie du bonbon

Un colloque s'est tenu à Turin les 20 et 21 mai sur le thème « L'imaginaire enfant ». Ambiguïté voulue : il s'agissait de l'enfant tel qu'il est imaginé, et de son imagination à lui. Organisé à l'initiative de l'ASTRA (le théâtre pour l'enfance italien), il a réuni des psychologues, des sociologues, des industriels, des stylistes. Le théâtre a longtemps été considéré comme seule alternative à l'école. Aujourd'hui, l'enfant est devenu l'enjeu d'un important marché culturel et commercial. Futur citoyen, futur spectateur, il est, pour beaucoup, un client, quand bien même l'adulte reste l'indispensable médiateur financier que la publicité cherche à atteindre, au-delà du marmot.

Le professeur Munari, de l'université de Genève, a rappelé, en émule de Piaget, que l'« enfance » *est une invention récente, qui date* d'un siècle à peine. Que la fantaisie, la « créativité » de l'enfant est pure invention de l'adulte, qui détient de fait le pouvoir et s'attache à donner une *réalité* à ses illusions. *Dans les* jeux eux-mêmes, il reproduit les *structures de son pouvoir*. La *télévision* ? Des études précises ont démontré qu'elle joue un rôle de substitut maternel, dont l'enfant serait moins dépendant qu'on ne le pense. *Elle* affecterait peu ses comportements, exception fait du message publicitaire, qui fournit les lieux communs, et des jouets, quand ils prolongent l'image télévisuelle. Les industriels *se sont justifiés* en évoquant le nécessaire processus de socialisation.

Envoyé des chocolats Ferrero, Marino Finzi, auteur de recherches sur l'alimentation à l'âge scolaire, a traité de la « philosophie du bonbon ». Il a souligné l'importance de sa mythologie, dans ce qu'il appelle l'« empire de la douceur ». Les Computers Commodoro – troisième chiffre d'affaire mondial – reconnaissent s'adresser directement aux enfants, plus facilement maîtres d'un langage qui ne les effraie pas.

Dans la mode se révèle l'absence d'une vraie stratégie. Selon Silvia *Giacomoni*, la beauté *spécifique* du corps de l'enfant est mal connue. La tradition se borne à l'endimancher, les plus grands créateurs trichent, se contentent de « miniaturiser » les modèles adultes.

Et le théâtre ? Très vivant en Italie, il *s'est courageusement mis* à l'écoute des nouveaux langages, et a reconnu à travers eux l'ampleur d'une crise européenne fondée sur la défaite des vieux humanismes. La plupart des films de cosmos-fiction en témoignent : les héros ne sont plus les maîtres du monde. Ce sont, *dans un monde disloqué, des égarés* pour lesquels il n'est plus question que de survie. Une révision des styles et des genres s'impose, Mais à manier avec prudence. Parce que l'enfant a changé, parce que nous savons que, loin de représenter une valeur d'éternité, il est aussi le produit de l'histoire, faut-il que le théâtre se mette à l'école des nouveaux maîtres ? Au contraire, il ne doit pas perdre son caractère singulier, qui, à travers la présence de l'acteur, *rejoint le pouvoir accordé à l'enfant* de vérifier à tout instant ses illusions.

BERNARD RAFFELLI.

FRANCE-QUÉBEC : RENCONTRES SUR LA CULTURE ET LES INDUSTRIES CULTURELLES

La rencontre franco-québécoise sur la culture et les industries culturelles se tiendra les 4 et 5 juin à Québec et les 6, 7 et 8 juin à Montréal. Elle sera présidée par les ministres responsables des affaires culturelles, M. Clément Richard pour le Québec et M. Jack Lang pour la France.

Au sein de cette rencontre, *le Monde* et le ministère des relations extérieures organisent des ateliers plus particulièrement tourné vers l'audiovisuel : nouveaux produits vidéo, presse écrite et nouveaux réseaux, programmation des réseaux câblés.

Les échanges audiovisuels entre la France et le Québec sont particulièrement importants. En 1983 les deux pays ont signé des accords-cadres sur les coproductions cinématographiques et télévisuelles. Ils ont déjà permis la réalisatioin de *Louisiane* de Philippe de Broca et *le Sang des autres* de Claude Chabrol. TVFQ 99 diffuse sur les réseaux câblés québécois 2 500 heures de programmes français de télévision par an et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) étudie la diffusion de programmes québécois sur les réseaux français. Enfin, le Québec souhaite participer à TV 5, l'expérience de télévision par satellites regroupant cinq télévisions francophones.

Carnet

Naissances

– Marie et Nicolas MITJAVILE et Flora ont la joie d'annoncer la naissance de

Hélène,

le 10 mai 1984.

20, rue de l'Abbé-Grégoire,
75006 Paris.

Décès

– Robert, Philippe
et Hélène Castel,
Les familles Fauquet, Serrand, Toupin et alliés,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Françoise CASTEL,
née Fauquet,
médecin des hôpitaux psychiatriques,

survenu à Paris le 30 mai 1984, à l'âge de cinquante ans.

L'inhumation aura lieu le lundi 4 juin 1984.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière de Montmartre, 20, avenue Rachel, Paris-18e, à 11 h 30.

172, chemin des Bas-Vignons,
91100 Corbeil-Essonnes.

– Annie François,
François Chaslin,
Jacqueline Versepuy,
Les familles Versepuy, Jarrijon, Fayard et Coiffier,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Germaine FRANÇOIS,

survenu le 1er juin, dans sa quatre-vingt-onzième année, à Saint-Sauveur.

Le Monteil
par Brives-Charensac (Haute-Loire).

– Nemours.
On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henri GENTIL,
ancien élève de l'Ecole centrale,

survenu accidentellement le 26 mai 1984, à l'âge de soixante-seize ans.

De la part de
M. et Mme Georges Gentil,
ses frère et belle-sœur,
M. et Mme Eugène Rondeau,
ses *filleuls*,
Des familles Leclercq, Chatelain, Petre, Rondeau.

16, rue Berthier,
77140 Nemours.

– Mme André Lantz,
M. et Mme Renaud Balle,
M. et Mme Patrick Dieterlen,
M. et Mme Philippe Lantz,
M. et Mme Robert Blum-Talon,

Alexandre, Benjamin, Cédric, Baptiste, Charlotte,

font part du décès de

Mme Anne LANTZ-DIETERLEN.

Un moment de recueillement aura lieu le lundi 4 juin, à 14 heures, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, 75016 Paris.

– Mme Camille Marion,
M. et Mme Jacques Dubuc
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Jean-Pierre Marion et leurs enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Camille MARION,

le 27 mai.
Les obsèques ont eu lieu le 29 mai à Varambon (Ain).

20, rue Nélaton, 75015 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Pierre MINORET,
née Marcelle Fagard,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le lundi 28 mai 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de
M. Bernard Minoret,
son fils,
Et de *toute sa famille.*

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 1er juin, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

– M. Francis Morin,
son époux,
Reine Morin,
Guillaume et Alice,
Bruno et Arlette Morin
et Sonia,
Xavier et Thérèse Morin,
Thomas et Nicolas,
Humbert Morin,
Jean-François et Capucine
Le Douarin,
Anne-Jean et Benjamin,
ses enfants et petits-enfants,

Ses frères et sœurs,
Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Francis MORIN,
née Jacqueline [illegible],

survenu le 31 *mai* 1984.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Percy, lundi 4 juin 1984, à 15 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

23, rue Irvoy,
38000 Grenoble.
Casseyre,
38930 Le Percy.

– Mme Edmond Timsit,
née André Sultant,
Alain et Maïté Timsit
et leurs enfants,
Annie et Jacek Dreski
et leurs enfants,
Le docteur Denise Timsit,
Les familles Timsit, Grego, Boccara, Monti, Hayat, Chaltiel, Sultan,
ont le profond chagrin de faire part du décès de

M. Edmond TIMSIT,
agent de fabriques,

survenu à Paris le 1er juin 1984.

Les obsèques auront lieu le mardi 5 juin 1984, à 8 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

132, rue du Théâtre,
75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

SAISIE DE FILMS

Les journalistes lorrains s'inquiètent

Nancy. – La menace d'une saisie de films réalisés par des journalistes lors d'une manifestation de sidérurgistes vient de faire réagir avec fermeté les syndicats de journalistes lorrains. Le 28 mars dernier, des sidérurgistes venant de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) bloquaient l'A 33 entre Nancy et Toul. Surprise par le ralentissement de la circulation, une voiture allait s'encastrer sous le camion qui la précédait. Grièvement blessé, le conducteur, M. Gilbert Arahouh, en raison du barrage, ne pouvait être dégagé et transporté qu'avec plus d'une heure de retard à l'hôpital de Nancy où il devait décéder. Estimant que cette mort pouvait être due au retard pris par les secours, les médecins refusaient le permis d'inhumer, et une information judiciaire était ouverte par le parquet de Nancy (*le Monde* du 29 mars).

C'est ainsi que le juge d'instruction chargé de ce dossier vient de demander, sur commission rogatoire, notamment aux deux journaux régionaux, les clichés réalisés par leurs journalistes arrivés sur les lieux peu après. Les syndicats SNJ-autonome, SNJ-CGT, SJF-CFDT et CGC de *l'Est républicain*, ainsi que SNJ-autonome et FO du *Républicain lorrain* estiment que l'objectif du juge d'instruction est d'« *obtenir des clichés pour identifier les manifestants* » et condamnent cette procédure, se refusant à « *servir d'auxiliaires à la justice ou à la police* ». – (Corresp.)

La bataille sur les prix des livres

UN CENTRE LECLERC D'ARGENTEUIL CONDAMNÉ EN APPEL A RESPECTER LA LOI LANG

L'Union syndicale des libraires de France et le Syndicat des libraires professionnels de Paris et de la région parisienne avaient assigné en référé, devant le tribunal de grande instance de Pontoise, un Centre Leclerc d'Argenteuil (Val-d'Oise) qui pratiquait des rabais sur les livres supérieurs à celui autorisé par la loi du 10 août 1981, dite loi Lang.

Le juge avait suivi le Centre Leclerc qui avait fait valoir que la Cour de justice européenne étant saisie à propos de la conformité de la loi Lang avec le traité de Rome, le tribunal devait se déclarer incompétent.

La cour d'appel de Versailles vient d'en juger autrement. Elle a condamné le Centre Leclerc à cesser de vendre des livres à des prix inférieurs à ceux autorisés par la loi Lang, sous peine d'une astreinte de 3000 F par jour de retard.

Communication

Le conseil d'administration de l'AFP a été largement renouvelé

Neuf des *quinze* membres du conseil d'administration de l'Agence France Presse, que préside M. Henri Pigeat, PDG de l'AFP, ont été nommés depuis le 9 avril dernier, en tant que *représentants d'organismes* agréés. Ce sont :

● Au titre du Syndicat des quotidiens régionaux, MM. Jean-Louis Prévost, directeur général de *la Voix du Nord*, et Bernard Roux, directeur général du *Courrier Picard* ;

● Au titre du Syndicat des quotidiens de province, M. François Prétet, PDG du *Courrier de Saône-et-Loire* ;

● *En tant que représentant du* Syndicat national de la presse quotidienne régionale, M. François-Régis Hutin, directeur général d'*Ouest-France* et Mme Anne-Marie Laffont-Leenhardt, directeur général de *Var-Matin* ;

● En tant que représentant du Service public national de la radiodiffusion-télévision française, MM. Jacques Pomonti, président de l'INA et Hervé Bourges, PDG de TF1 ;

● En tant que représentant des services publics usagers de l'Agence, au titre du premier ministre, M. Michel May, conseiller-maître à la Cour des comptes ;

● En tant que représentant du personnel journaliste de l'AFP, M. Ignace Dalle.

Les autres membres du conseil d'administration sont :

● Au titre du Syndicat de la presse parisienne, MM. André Audinot, président du Syndicat de la presse parisienne, PDG de la société du *Figaro*, et Hugues Vincent-Barbe, vice-président de l'AGEFI, *Vie française-Nouveau Journal* ;

● En tant que représentant du Syndicat national de la presse quotidienne régionale, M. Jacques Saint-Cricq, président du directoire de *la Nouvelle République du Centre-Ouest* ;

● Au titre du ministre des affaires étrangères, M. Alain Dejammet, chef du service d'information et de presse du *ministère* des relations extérieures ;

● Au titre du *ministre* du budget, M. Bernard Cieutat, adjoint au directeur du budget ;

● En tant que représentant du personnel non journalistique de l'AFP, M. Jean-Marc Beaumont.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

HIROSHIMA MON AMOUR – Lucernaire (544-57-34), sam. 22 h 30.
QUATUOR – Essaïon-Lucernaire (544-57-34), sam. 20 h 15.
FRANÇAIS ENCORE UN EFFORT – Arcane (272-81-00), sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.
TREIZE A TABLE – Edouard VII (742-57-49), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30 ; dim. 15 h.
ANTIGONE – Hôtel des Monnaies, sam., dim. 21 h 15.
LA GAUCHÈRE CONTRARIÉE – Dix Heures (606-07-48), sam. 21 h 30.
VIE ET MORT DE PASOLINI – Essaïon (278-46-42), sam. 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam., dim. 20 h 30 : Rue de la Folie Courteline ; sam., dim. 14 h : Ivanov.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer : sam. 15 h (dern.) : la Musique d'Exilar ; sam. 18 h 30 (dern.) : la Dernière Bande (de S. Beckett) ; Théâtre Gémier : sam. 20 h 30, dim. 15h : Mariage.
TEP (364-80-80), sam. 20 h 30 : 325 000 francs ; à partir de 11 h, journée Roger Vailland ; Hall : sam. 21 h : la Boîte à frissons.
PETIT TEP (364-80-80), sam. 21 h : Gust.
BEAUBOURG (277-12-33) Cinéma/vidéo : sam., dim. 16 h : Seva Sangh Samiti : un espoir pour les enfants de Calcutta, de G. Puneau ; Los Totos, de M. Cespedes ; 19 h, Miles of smiles, years of struggles, de J. Santino, P. Wagner ; sam., dim. 15 h : hommage à la sculpture (Laurens, Brancusi, Arp) ; sam., dim. 18 h : Jean-Pierre Gras : vidéo.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) Concerts : deuxième Festival international d'orchestres : sam. 20 h 30 Philadelphia Orchestra/Riccardo Muti (Programme non communiqué) ; dim. 20 h : Orchestre du concertgebouw d'Amsterdam/Nikolaus Harnoncourt/Tamas Zehetmair (Mozart.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), sam. 20 h 45 : Ballet Gulbenkian.

Les autres salles

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Nos premiers adieux.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 21 h, dim. 15 h : le Nouveau Testament.
ATELIER (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau ; sam. 18 h 30, dim. 17 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.
BASTILLE (357-42-14), sam. 20 h, dim. 17 h : Paroles de nègres.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), sam. 15 h et 20 h 30 : Dom Juan.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam. 21 h, dim. 15 h : Mam'zelle Nitouche.
CALYPSO (227-25-95), sam. 20 h : le Suicidaire.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (372-00-15), sam. 20 h : Ferdaous, une voix en enfer.
CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), sam. 21 h, dim. 16 h : Monet ou la Passion de la réalité ; Chaudron (328-97-04), sam. 20 h 30 : Dans la jungle des villes ; Epée de Bois (808-39-74), sam. 20 h, sam., dim. 15 h 30 : le Prince travesti.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie sam. 20 h 30 : l'Art de la fugue ; La Ressserre sam. 20 h 30 : l'Ecole des mères.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), sam. 17 h (dern.) : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim., 15 h 30 : les Aventures de la villégiature.
DAUNOU (261-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : S.O.S. homme seul.
DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 20 h 30 : Sigmund's follies (dern.) ; sam. 22 h : le Prince.
18 THÉÂTRE (226-47-47), sam. 20 h 30, dim. 16 h : les Sincères - le Legs.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Mouche et le Pantin.
ESPACE *MARAIS* (584-09-31), sam. 20 h 15 : l'Autre Dom Juan.
ESSAÏON (278-46-42), sam. 18 h 30 : Nuit et jour ; 20 h 30 : Sensualité ; 22 h : Tabous.
FONTAINE (874-74-40), sam. 18 h et 21 h 30 : les Aventures de Dieu.
GALERIE 55 (326-63-51), sam. 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam. 20 h 30 : Seine sur scène.
HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.
JARDIN D'HIVER (255-74-40), sam. 16 h : la Waldstein - les Orphelins.
LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : Top Girls.
LIERRE-THÉÂTRE (586-55-83), sam. 21 h, dim. 17 h : Nina, c'est autre chose.
LUCERNAIRE (544-57-34), sam. I. 18 h 30 : Fando et Lis (dern.) ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard. II. 18 h 30 : la Ville à voile ; 22 h 30 : L. Kourilaki ; Petite salle, 22 h 30 : la Répétition de Jeanne.
MADELEINE (265-07-09), sam. 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.
MAISON DE L'ASIE (580-04-73), sam. 20 h 45 : Madras, la nuit ou... (dern.).
MARAIS (278-03-53), sam. 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIE-STUART (508-17-80), sam. 20 h 30 : Madame Benoit (dern.).
MARIGNY, grande salle (256-04-41), sam. 21 h, dim. 15 h : J'y suis, j'y reste ; salle *Gabriel* (225-20-74), *sam. 18 h 30* et 21 h 30, dim. 15 h : le Don d'Adèle.
MAUBEL (255-45-55), sam. 20 h 30 : Fool for love.
MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dinera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.
MOGADOR (285-45-30), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 18 h : Exercices de style ; petite salle sam. 21 h, dim. 16 h : la Salle à manger.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), sam. 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.
PÉNICHE (245-18-20), sam. 21 h : Travaux d'ornithologie.
PLAINE (250-15-65), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Marivaux et Marivaux (dern.).
POCHE (548-92-97), sam. 20 h : Gertrude morte cet après-midi. II. Sam. 21 h : le Plaisir de l'amour.
PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. 17 h et 20 h 45 : le Pain dur.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), sam. 21 h, dim. 17 h : le Bouc.
RENAISSANCE (208-18-50), sam. 21 h, dim. 15 h : Noix de coco.
SALLE DU BATEAU IVRE (297-48-89), sam. 20 h 30 : Antigone.
SAINT-GEORGES (878-63-47), dim. 21 h ; sam 18 h 30 et 21 h 30 : Théâtre de Bonvard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Racaille navale.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), I. Sam. 20 h 30 : l'Écume des jours ; 22 h 30 : dim. 17 h : l'Homme cassé ; II. Sam. 22 h 30 : Fando et Lis.
TEMPLE DE BELLEVILLE (365-15-73), sam. 20 h 30 : Œdipe et Créon rois.
TEMPLIERS (303-76-49), sam. 19 h : la Balade de Monsieur Tadeus ; 20 h 30 : Offertes à tous en tout mignonnes.
THÉÂTRE A.-BOURVIL (373-47-84), sam. 16 h 45 et 21 h : Y'en a marr... ez vous.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 2 - dimanche 3 juin

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE PARIS, petite salle (280-09-30), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Drôle de programme.
THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88), sam. 21 h : Médée.
TOURTOUR (887-82-48), sam. 17 h : Mon cœur dans les Highlands.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam. 20 h 30 : la Pêche à la mouche ; 22 h : Laissez-les rire.
VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Étiquette.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pédales.
DEUX ANES (606-10-26), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : l'Impôt et les Os.

La danse

CC DE LA ROSE-CROIX (271-99-17), sam. 16 h et 20 h 30, dim. 16 h : Ce nou ki noe les zasupaien.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), sam. et dim. 15 h sam. 20 h 30 : Ballets Moïsseiev.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam. 15 h et 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam. 20 h : Cie Magenia (dern.).
SQUARE DE CHOISY, sous chapiteau (585-88-93), sam. 20 h 45 : Cie S. Keuzen (dern.).
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), sam. 20 h 30 : Ballet traditionnel antillais.
THÉÂTRE DE PARIS (874-10-75), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Jennifer Muller and the Works.

Le music-hall

AMANDIERS (366-42-17), sam. 20 h 45 : Portage.
BATACLAN (700-30-12), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : Mezz, la rage de vivre.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam. 20 h 30 : A.-B. et D. Konte.
CITHEA (357-99-26), sam. 22 h : E. Guilleton.
ESPACE GAITÉ (327-95-94), sam. 22 h ; dim. 17 h : P. Pechin.
OLYMPIA (742-25-49), sam. 20 h 30, dim. 17 h : B. Lavilliers.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. 21 h : A. Sandoval.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Villette en chansons.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam. 22 h 30 : Los Indianos, Mosalini/Beytelman/Caratini ; 24 h : H. Vilariño/D. Arboleda, R. Anselmi, C. Perez, R. Lopez ; 24 h : René et Daniel.

Les concerts

SAMEDI 2

Lucernaire, 20 h 30 : F. Bollon, B. Baburel (Bach).
Eglise Saint-Merri, 21 h : G. de Talhouët, E. du Breuil (Bach, Spohr, Dowland...).
A Déjazet, 20 h et 24 h : Th. Roth-Platon, D. Canlot (Puccini, Verdi, Bellini...).
Crypte Sainte-Agnès, 20 h 15 : J.-J. Mosalini, E. Gisco, R. Maldonado (Arolas, Delfino, Troilo...)

DIMANCHE 3

Eglise Saint-Merri, 16 h : Ensemble de solistes de Brandebourg (Mozart, Beethoven, Françaix).
Parc de Bagatelle, 15 h : E. Berchot.
Théâtre du Rond-Point, 10 h 45 : Quatuor Hagen (Schubert, Kodaly).
Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 19 h : Ensemble vocal G. George, dir. : G. George (Gesualdo, Victoria, Poulenc...).
Eglise des Billettes, 17 h : N. Lee.
Eglise Saint-Louis des Invalides, 17 h : Orchestre d'harmonie des gardiens de la paix, dir. : Cl. Pichaureau (Tchaïkowski, Rimski-Korsakov).
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 16 h 30 : P.-M. Bézard (Grigny, Bach, Brahms).
Conciergerie, 18 h 30 : Ensemble arts baroques, D. Delarue (Telemann).
A Déjazet, 17 h : O. Reboul, S. Atherton (Brahms, Beethoven, Stravinski) ; 21 h : voir le 2.

Jazz, pop, rock, folk

ATHMOSPHÈRE (331-90-76), sam., 20 h 30 : G. Gost ; sam., 22 h 30 : Deka Koma Zikalo.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim., 21 h 30 : D. Doriz.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam., 22 h 30 : Charanga Sazon (dern.).
CITHEA (357-99-26), sam., 20 h : Albert Sa.
DUNOIS (584-72-00), sam., 20 h 30 : G. Born, L. Cooper, L. Coxhill ; dim. : J. McPhee, A. Jaume, T. Coe.
ELDORADO (208-23-50), sam., 20 h : Al Stewart.
FORUM (297-53-47), sam., 21 h : Castelbanis.
NEW MORNING (523-51-41), sam., 21 h 30 : Mike Westbrook Brassband ; dim., 16 h : Tridhas Synopsis.
PHIL'ONE (776-44-26), sam., 22 h 30 : Bailly Spinto.
PLACE SAINT-SULPICE, à partir de 21 h, sam. : Galigai et O. Hutman Trio ; dim. : Star Dust et Blue Big Band.
SLOW CLUB (233-84-30), sam., 21 h 30 : J. Caroff.
SUNSET (261-46-60), sam., 23 h : B. Richard Group (dern.).
TROIS MAILLETZ (354-00-79), sam., 23 h : La Veile.
TWENTY ONE (260-40-51), sam., 21 h : G. Hunter.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 2 JUIN

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, Men and Women, de J. Kirkwood ; Strongheart, de J. Kirkwood ; 17 h, courts métrages en V.F. : Boxeur Li Lianjie ; Sports folkloriques, Fête de lanternes ; Voyage au pays natal ; Cannes 1984 : 19 h, Bless their little Hearts, de B. Woodberry ; 21 h, A la limite du chagrin et de la douleur, de A. Elers Jarleman.

DIMANCHE 3 JUIN

Aspects inconnus du cinéma américain : 15 h, In the Days of the thundering Herd, de C. Campbell ; The Wife, de Klaw et Erlanger ; 17 h, la Découverte des deux tombeaux anciens à Mawangdui, Hunan ; l'Ancienne Capitale Chang'an de Li Zhenyu ; Cannes 1984 : 19 h, Boy meets Girl, de L. Carax ; 21 h, Kamikerbrant, de U. Schrader.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 2 JUIN

15 h, Cinéma japonais : Tourments, de M. Naruse ; 21 h, Kaidan, de M. Kobayashi ; Cannes 1984 : 17 h, les Années de rêves, de J.-C. Labrecque ; 19 h, Everlasting Love, de M. Mak.

DIMANCHE 3 JUIN

Cinéma japonais : 15 h, Archipels du Japon, de K. Kumai ; 21 h, Désir meurtrier, de S. Imamura ; Cannes 1984 : 17 h 15, Stranger than Paradise, de J. Jarmusch ; 19 h 15, Epilogue, de G. Suarez.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr.) (*) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).
ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; George-V, 8e (562-41-46).
ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
CARMEN (Esp., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
CELESTE (All., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34).
CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) ; Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).
ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
EMMANUELLE IV (**) (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).
FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).
LES FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70).
FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LA FÊTE DE GION (Jap., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
FOOTLOOSE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).
FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
FORT SAGANNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LA FORTERESSE NOIRE (A., v.f.), Berlitz, 2e (742-60-33).
LE FOU DU ROI (Fr.), Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; [illegible] Montparnasse, 14e (329-90-10).
FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES GLADIATEURS DU FUTUR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).
L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (534-20-12).
L'HOMME AUX FLEURS (Aust., v.o.) (*) : St-André des Arts, 6e (326-46-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (633-08-22) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46). – V.f. : Grand Rex, 2e (239-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 14e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
L'INVASION DES PIRANHAS (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
JEANS TONIC (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).
LE JUGE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).
LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à Films, 17e (622-44-21).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).
LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Miramar, 14e (320-89-52).
NEW YORK NIGHTS (A., v.o.) (**) : UGC Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
ON PREND LA PILULE ET ON S'ÉCLATE (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
OSTERMAN WEEK-END (A., v.o.) (*) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).
PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).
LA PIRATE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).
PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp), 15e (554-46-85).
RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
RISKY BUSINESS (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
THE WIZ (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).
UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (H. sp.), 17e (380-30-11).
UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
UN NID AU VENT (Sov., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
VIDEODROME (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).
VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
YENTL (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LES FILMS NOUVEAUX

CONTRE TOUTE ATTENTE (*), film américain de Taylor Hackford (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
MISTER MOM, film américain de Stan Dragoti (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3723

HORIZONTALEMENT

I. Tendance à lécher. – II. Plus elle est folie, moins elle est bonne à enfermer. Négation. – III. Travailler en faisant du gâchis. Symbole chimique. Sujet d'une classe qui ne manque pas de rentrées. – IV. Soutient la position du chef en toutes circonstances. Détendus pour certains, relaxés pour d'autres. – V. Est en eau. L'art du bouquet. – VI. Note. Détruit le mordant dans un cas, donne de la vivacité dans l'autre. Condamnait aux travaux forcés. – VII. Symbole de l'antimoine. Bon à mettre au « feu ». Article étranger. – VIII. Donnait mauvaise mine. Recherche l'affection des enfants. Autorise tous les excès. – IX. Lentes, dans certains cas. N'est guère excitante malgré son piquant. – X. Tout un poème. Son appel est souvent à même de sauver un foyer. – XI. Mal de mer. Arrive en finale. – XII. La bourse pour certains, la vie pour d'autres. Premiers signes de bronzage. – XIII. Porte-voix. Près d'un certain age. Fait prendre un certain poids ou diminue la valeur. – XIV. Se fait d'un élan commun. Saint. Participe passé. – XV. Annonce une suite. Réalisations ou destructions.

VERTICALEMENT

1. Quitte souvent un quartier pour en retrouver un autre. – 2. Se trouve en toute bonne assiette. Symbole chimique. En haut de l'échelle. – 3. On y va, soit pour s'enrichir, soit pour s'appauvrir. Est privé du minimum vital. – 4. Fait partir dans un cas et attendre dans l'autre. Exprime le passé. Facile ou dure à avaler selon le cas. – 5. Rend un coq encore plus coriace. Rallonge d'un billet. A la tête d'une division. – 6. Donne matière à réflexion. Occupe donc un poste de direction. – 7. Suivi à la trace. Nous fait goûter à une vie de prince. Dépenser (épelé). Langue. – 8. Apparition pour certains, visions pour d'autres. Garantes d'un bon repas. – 9. Mit donc un terme à une liaison. Infirme ou malade. – 10. Considéré comme tiré d'affaires. Petite pièce de théâtre. Bout de bois. – 11. Créent une certaine agitation dans un cours. Lettres de noblesse. – 12. Pour le Japon comme pour le Lapon. Général de division. Dynastie germanique. – 13. Magots qui ne sont pas toujours des petits trésors. Lettre grecque. – 14. Symbole chimique. Echelle de cordes. – 15. Tout à fait capable de répondre par cinq lettres. Un qui a perdu au jeu de la vie.

Solution du problème n° 3722

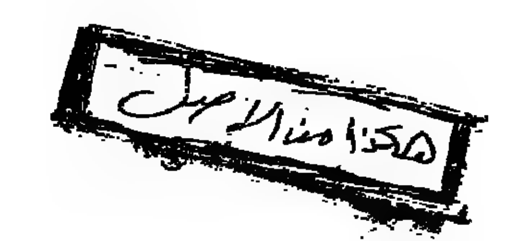
Horizontalement

I. Souffleur. – II. Intérêt. – III. Rab. – IV. Eclusée. – V. Inquiet. – VI. Cas. NN. – VII. Inari. TTC. – VIII. Est. Sœur. – IX. Este. Ri. – X. Saufeuses. – XI. Eure. Fase.

Verticalement

1. Silencieuse. – 2. Ou. Ans. An. – 3. Utilisateur. – 4. Fe. Un. Ste. – 5. Fresquiste. – 6. Lé. Eu. Œuf. – 7. Etreinte. Su. – 8. Entures. – 9. Robot. Crise.

GUY BROUTY.



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 2 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Théâtre : Les affaires sont les affaires.
D'Octave Mirbeau, mise en scène Pierre Dux, avec P. Dux, L. Delamarre, M. Chevalier, R. Farrugia et G. Lorin. Réalisation J.-P. Carrère.
Isidore Lechat, homme d'affaires peu scrupuleux, père de deux enfants, envisage d'embrasser une carrière politique au service, bien sûr, de ses intérêts ?
22 h 40 Internationaux de tennis à Roland-Garros.
Résumé.
23 h Droit de réponse, l'esprit de contradiction : Cuba si, Cuba no.
Emission de Michel Polac. Avec Arrabal, à propos de sa *Lettre ouverte à Fidel Castro : an 1984.*
Décidément, on parle beaucoup de Cuba ces temps-ci à la télévision. Après le document réalisé par N. Almendros et O-J. Leal, Mauvaise Conduite, *diffusé jeudi dernier sur A2 (demain « La Chasse au trésor » se fait à Cuba!, et même J.R. y règle ses problèmes financiers dans « Dallas »), TF1 programme exceptionnellement son « Droit de réponse » à 23 heures en raison des sports ; le sujet sera construit autour du livre d'Arrabal* Lettre ouverte à Fidel Castro : an 1984, *en présence de l'auteur.*
0 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
Avec Stone et Charden, J-L. Lahaye, Ph. Chatel, A. Chamfort, B. Flor, Edo, H. Kay, F. Cavanna, M. Amont...
22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
De P. Blanc-Francard.
Rockline, avec The Pretenders, Ultravox, The Cure, Reflex, Dépêche Mode... ; Voyage en clips, avec Téléphone, Eurythmics, M. Jackson, les Rolling Stones.
23 h 20 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie.
Blake demande à son avocat de rayer Steven de son testament, de récupérer le studio et de ramener Claudia à son domicile. Celle-ci tente de se suicider. Suite du célèbre feuilleton américain qui concurrence « Dallas ».

21 h 25 Plus menteur que moi, tu gagnes...
Avec M. Boudet, R. Lamoureux, R. Carel et J. Faizant.
Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.
22 h 10 Journal.
22 h 35 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit dans son château trois invités.
23 h Musiclub.
« Clown's affairs », d'après le livret de Michel Schilovitz sur une musique d'Alain Abbott. Avec Antoine Normad, ténor, Philippe Devine, basse et Lisa Levy, soprano.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 35 Carrefour de l'outre-mer.
18 h Troisième rang de face (l'actualité du spectacle).
18 h 30 Autour de...
18 h 55 Atout PIC.
19 h Informations.
19 h 35 h Clip clap.
Panorama de la chanson et du cinéma français.

FRANCE-CULTURE

19 h 20 « Paroles communes », de J. Trians. Avec J. Magre, F. Seigner, B. Agenin, P. Michael...
21 h 35 Aquarium.
21 h 50 Musique pour Edgar Poe : *Ouverture pour une fête étrange,* de M. Levinas ; *le Masque de la mort rouge,* de A. Caplet.
22 h 30 Espace de l'imaginaire : Norge.
23 h 25 Communauté des radios publiques de langue française : autour de l'expérience Tomatis (Radio Suisse romande).

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct du théâtre des Champs-Elysées) : œuvres de Dohnanyi, Schubert, Brahms, Chopin, Villa-Lobos, Albeniz, Rachmaninov, Mozart, Prokofiev.
0 h 7 Solistes : Marie-Catherine Girod, piano ; Martine Dupuy, Ton Koopman, clavecin, orgue, chef.
1 h Solistes : François-René Duchable, piano, Frédéric Lodéon, violoncelle, et Riccardo Chailly, chef d'orchestre (œuvres de Chopin, Berlioz, Chostakovitch).

Dimanche 3 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

9 h Emission islamique.
9 h 10 A Bible ouverte.
9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée avec la paroisse de Sainte-Mère-l'Eglise (Manche).
12 h Portrait de John McEnroe.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Hip-hop.
14 h 35 Champions.
Emission présentée par Michel Denisot.
Sports et divertissements : automobile, Grand Prix de formule 1 à Monaco ; Internationaux de tennis à Roland-Garros ; tiercé à Chantilly.
18 h 30 Les animaux du monde.
Un fauve sous un brin d'herbe.
19 h Sept sur sept.
Magazine de l'actualité de la semaine par J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Les supporters britanniques de football ; Retour à Sainte-Mère-l'Eglise pour l'anniversaire du débarquement ; la télévision des autres ; la Chine. Le grand témoin : Alain Minc, économiste, directeur financier de la compagnie de Saint-Gobain.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : le Mur de l'Atlantique.
Film français de M. Camus (1970), avec Bourvil, P. McEnery, S. Desmarets, R. Koldehoff, J. Poiret, S. Franchetti. (Rediffusion.)
22 h 15 Sports dimanche.
L'actualité sportive dominicale.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE

11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire ; 14.30 : Série : Les petits génies ; 15.20 : L'école des fans ; 16.05 : Dessin animé ; 16.25 : Thé dansant.
17 h 10 Série : Marie-Marie.
18 h Dimanche Plus : Les sentiers de la honte.
Magazine de la rédaction, dirigé par Michel Thoulouze.
Ils sont revenus du Vietnam, ayant tout fait au nom de l'Amérique et du drapeau. H. Chabalier et J.-P. Moscardo ont retrouvé quelques-uns des milliers de ces boys qui vivent depuis quinze ans dans les bois, errant dans les montagnes, traumatisés par le silence de la société américaine. Ils ont livré leur amertume, leurs désillusions. Un reportage à chaud, simple et poignant.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.

20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
21 h 40 Série documentaire : Le monde du baroque.
Rubens... « un accident de génie incroyable », disait de lui le grand critique d'art anglais, sir Kenneth Clarke, le resituant dans l'époque. De la Flandre à la France – plus baroque que classique, – à la Hollande – réfractaire – et à l'Angleterre – éprise de l'Italie, – suite du grand voyage de Jean Antoine et Folco Quilici.
22 h 35 Désir des arts : Rauschenberg à la fondation Maeght.
Réal. P. Collin et P.-A. Boutang.
23 h 5 Journal.
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE

10 h Images du Maroc.
10 h 30 Mosaïque.
Emission de l'ADRI. Spécial Algérie.
12 h La vie en tête.
13 h Emissions régionales.
14 h 30 Objectif entreprise.

15 h 50 Théâtre (cycle Shakespeare) : Conte d'hiver.
V.o. sous-titrée. Production de la BBC. Avec J. Welsh, D. Burke, R. Stephens...
Comédie en cinq actes du grand Shakespeare, écrite vraisemblablement en 1611. Le roi de Sicile, qui reçoit la visite du roi de Bohême, son ami d'enfance, s'imagine, sans aucune preuve, que sa femme – vertueuse – le trompe avec celui-ci. Un drame à rebondissements multiples, qui se termine par un mariage.
18 h 15 Pour les jeunes.
19 h 40 RFO Hebdo.
20 h Humour : Paul Hogan Show.
Série humoristique australienne.
20 h 35 Témoins : Mikis Théodorakis.
Réalisation : N. Trintignant.
21 h 35 Aspects du court métrage français.
Turbulence, de P. Casadel, et *D'une Pologne à l'autre,* de Daisy Lamothe.
22 h 05 Cinéma de minuit : Accusée, levez-vous.
Film français de M. Tourneur (1930), avec G. Morlay, S. Delvé, C. Vanel, A. Roanne, C. Bert, J. Dax, A. Dubosc. (N.)
0 h 15 Prélude à la nuit : trois pièces d'Igor Stravinski.

FRANCE CULTURE

12 h 5 Le cri du homard.
12 h 45 Musique traditionnelle : les minorités non chinoises de la province du Yunnan (et à 16 h 30 et 23 heures).
14 h 30 La Comédie-Française présente « le Bois sacré », de R. de Flers et A. Caillavet. Avec G. Descrières, D. Gence, B. Dhéran, G. Casile, B. Dautun...
17 h 30 Rencontre avec... Me Paul Lombard.
18 h 30 La cérémonie des mots : matière première.
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
20 h Albatros : Edoardo Sanguineti, une anthologie de la poésie italienne du vingtième siècle.
20 h 40 Atelier de création radiophonique : Berliner's (autour des artistes qui ont un rapport à Berlin).
23 h Musique traditionnelle : les minorités non chinoises du Yunnan.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Magazine international.
14 h 4 Disques compacts : Wagner, Bach, Berlioz, Haendel, Liszt.
17 h Comment l'entendez-vous ? Mozart par J.-P. Vincent, administrateur de la Comédie-Française.
19 h 5 Jazz vivant : le groupe d'Hermeto Pascol.
20 h 4 Présentation du concert : œuvres de Busoni, Leoncavallo, Puccini, Cilea.
20 h 30 Concert *(donné à Munich le 24 mars 1984) : Adrienne Lecouvreur,* opéra de Cilea par les Chœurs et l'Orchestre du Bayerisches Staatsoper, dir. G. Patane, sol. M. Price, N. Shicoff, B. Brinkmann...
23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris : le compositeur et ses modèles, de F. Fescal ; à 11 heures, Les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 4 JUIN

TF 1	20 h 35 Cinéma : *Huit heures de sursis,* de Carol Reed.
	22 h 25 Tennis : Internationaux de tennis à Roland-Garros.
	22 h 45 *Étoiles et toiles :* le cinéma chinois.
A 2	20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : *le Cœur sur la main,* de Loleh Bellon.
	22 h 20 *La traversée des apparences :* Shadows from light.
FR 3	20 h 35 Cinéma : *le Jardin des Finzi Contini.*
	22 h 35 Campagne pour les élections européennes.
	22 h 55 « Thalassa », magazine de la mer.
	23 h 40 *« Prélude à la nuit »,* Webern.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 3 JUIN

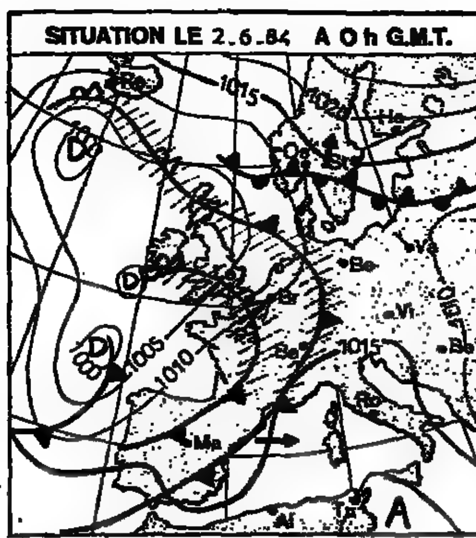
– *M. Georges Marchais,* secrétaire général du PCF, est reçu à l'émission « Forum », de RMC, à 12 h 30.

– *M. Jacques Toubon,* député RPR de Paris, répond aux questions des journalistes, au cours de l'émission « le Grand Jury RTL-*le Monde* », sur RTL, à 18 h 15.

– *Mme Simone Veil,* tête de liste de l'opposition aux élections européennes, est l'invitée du « Club de la Presse » d'Europe 1, à 19 heures. Elle participera également à l'émission « Face au public », de France-Inter, lundi 4 juin, à 19 h 20.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.6.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 03.VI.84 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 2 juin à 0 heure et le dimanche 3 juin à 24 heures.

Dans le flux cyclonique de sud, commandé par la dépression du proche atlantique, circulent des fronts froids pluvio-orageux.

Dimanche, une première zone de nuages accompagnés de précipitations irrégulières sera située le matin des Alpes au Nord-Est, et elle se déplacera vers l'Est ; une seconde perturbation, plus active, s'étendra des Pyrénées et du Massif Central à la Normandie et au Nord, et aura également un lent déplacement vers l'Est. Sur les autres régions nuages et éclaircies alterneront.

Au cours de la journée, la zone pluvio-orageuse sera surtout présente sur les régions de l'Est du pays, de la Méditerranée au Nord-Est, et des précipitations, parfois abondantes sur le relief, seront observées ; plus à l'ouest, de la Bretagne et du Nord, à l'ouest du Massif Central et aux Pyrénées, de belles éclaircies se développeront, mais l'évolution diurne sera importante, et des orages locaux se formeront, en particulier près des côtes atlantiques. Le vent de Sud soufflera modérément (sauf rafales d'orages), et les températures resteront normales pour la saison, voisines de 18 à 22° du Nord au Sud.

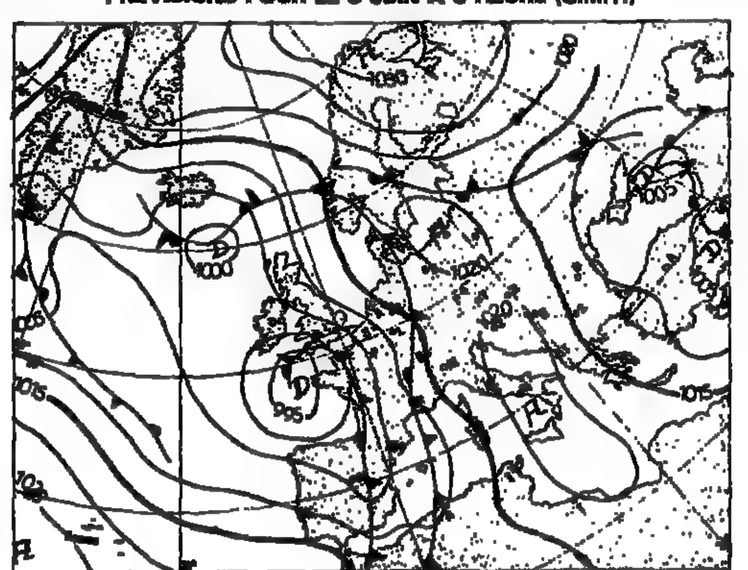
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 2 juin, à 8 heures, était de 1 013 millibars, soit 759,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er juin ; le second, le minimum de la nuit du 1er juin au 2 juin) : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 15 et 7 ; Bourges, 16 et 8 ; Brest, 13 et 7 ; Caen, 17 et 7 ; Cherbourg, 15 et 6 ; Clermont-Ferrand, 17 et 11 ; Dijon, 19 et 10 ; Grenoble-St.-M.-H., 26 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 22 et 12 ; Lille, 16 et 7 ; Lyon, 22 et 12 ; Marseille-Marignane, 22 et 14 ; Nancy, 20 et 11 ; Nantes, 18 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 14 ; Paris-Montsouris, 18 et 9 ; Paris-Orly, 17 et 9 ; Pau, 21 et 10 ; Perpignan, 21 et 14 ; Rennes, 18 et 8 ; Strasbourg, 21 et 12 ; Tours, 16 et 8 ; Toulouse, 21 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 13 degrés ; Amsterdam, 19 et 10 ; Athènes, 27 et 18 ; Berlin, 20 et 13 ; Bonn, 20 et 11 ; Bruxelles, 18 et 11 ; Le Caire, 35 et 22 ; îles Canaries, 23 et 17 ; Copenhague, 17 et 11 ; Dakar, 26 et 22 ; Djerba, 27 et 16 ; Genève, 23 et 14 ; Jérusalem, 27 et 15 ; Londres, 15 et 9 ; Luxembourg, 18 et 10 ; Madrid, 18 et 7 ; Moscou, 25 et 14 ; Nairobi, 25 et 9 ; New-York, 20 et 12 ; Palma-de-Majorque, 23 et 9 ; Rome, 21 et 10 ; Stockholm, 22 et 13 ; Tozeur, 30 et 19 ; Tunis, 28 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



PARIS EN VISITES

LUNDI 4 JUIN

« Paris gallo-romain », 15 heures, 6, place Painlevé, Mlle Brossais.

« Le faubourg Saint-Antoine », 15 heures, 184, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Mme Legrégeois (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Marais Saint-Gervais », 14 h 30, parvis de l'église place Gervais (Art et promenades).

« Palais de justice », 15 heures, métro Cité (M. Czarny).

« Hôtels et jardins du Marais illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« L'hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Histoire et archéologie).

« L'île de la Cité », 15 heures, métro Cité, côté quai aux Fleurs (M. Jaslet).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Le Musée de la police », 15 heures, 1 *bis*, rue des Carmes (Paris et son histoire).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Chefs-d'œuvre de la peinture américaine », 15 h 30, entrée du Grand Palais (Visages de Paris).

« La mosquée », 15 heures, place du Puits-de-l'Hermite (M. Jaslet).

« Cent tombeaux de musiciens », 14 heures, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).

« Les salons de l'Arsenal », 15 heures, 1, rue de Sully.

« La basilique Saint-Denis », 15 heures, entrée de la basilique (Paris et son histoire).

MARDI 5 JUIN

« L'Opéra », 12 heures, au centre du vestibule d'honneur, Mme Allaz.

« La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M. Lépany.

« L'École des beaux-arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Sainte-Chapelle et la Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Approche de l'art).

« La franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (Marion Ragueneau).

« Autour du Luxembourg », 15 heures, 1, rue de Vaugirard (M. Czarny).

« Vieux village d'Auteuil », 14 h 30, métro Église-d'Auteuil, sortie Chardon-Lagache (Les Flâneries).

« Visite de l'atelier d'un pareur de peau », 14 heures, 4, rue des Arquebusiers (La France et son passé).

CONFÉRENCES

MARDI 5 JUIN

15 heures, Centre A.-Malraux, Élisabeth Laffond et Pascal Soufflet : « Florilège de la peinture égyptienne ».

18 heures, à l'Aviation-Club de France, 104, avenue des Champs-Élysées, André Castelot : « Le vrai visage de l'Aiglon ».

19 h 30, amphithéâtre Bachelard, à la Sorbonne, Pierre Foix : « Le couple, la dualité créatrice ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 2 juin :

UNE LOI

● Relative à la création du Carrefour international de la communication.

DES DÉCRETS

● Relatif à l'aide à la réduction concertée de la durée du travail en vue de l'amélioration de l'emploi.

● Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral d'Autriche relative au régime fiscal des véhicules routiers utilisés pour le transport international, signée à Vienne le 11 mars 1983.

● Portant réaménagement des taxes applicables aux journaux et écrits périodiques (régime intérieur et régime international).

EN BREF

DEUX MODÈLES DE CASQUES, INTERDITS A LA VENTE. – Deux modèles de casques pour motards, de modèle « intégral », vendus sous la marque Bieffe viennent d'être interdits à la vente en France parce qu'ils ne répondent pas aux normes minimum de sécurité, indique l'Association française de normalisation (AFNOR).

POUR QUE REVIVE LE *NORMANDIE*. – Une association vient de se créer, sous le nom de Il y a cinquante ans, *Normandie,* pour célébrer le cinquantenaire du lancement du paquebot *Normandie,* mis en service par la Compagnie générale transatlantique le 29 mai 1935, sur la ligne Le Havre - New-York. Placée sous le patronage d'un comité présidé par le secrétaire d'Etat à la mer et composée de personnalités du monde maritime, elle est animée par un conseil d'administration réunissant d'anciens dirigeants de la Transat, des associations d'amis des paquebots et des membres de l'Académie de marine.

Ses projets : des conférences, des projections de films et, au printemps 1985, au Musée de la marine, à Paris, une exposition itinérante, qui sera présentée ensuite dans plusieurs ports (Le Havre, Brest, Nice).

L'association lance un appel à tous ceux qui ont conservé le souvenir prestigieux du *Normandie* pour qu'ils concourent à la réussite de ce projet, en signalant tous documents, affiches, tableaux, photos, gravures, menus et objets divers rappelant le *Normandie* et qui pourraient être prêtés pour la durée des expositions, et en fournissant la trace de tous les « anciens » du *Normandie* qu'ils pourraient connaître.

★ 36, rue de Naples, 75008 Paris.

TRANSMISSION DU NOM. – L'association « Révoltes légitimes » s'est donné pour but, ainsi que nous l'avons signalé dans *le Monde* du 3 mai, d'obtenir du gouvernement et du Parlement une modification de la loi sur la transmission du nom. Me Colette Auger, présidente, nous apporte les précisions suivantes : *« L'exposé des motifs de notre proposition précise clairement qu'il ne s'agit pas de revendiquer une égalité entre le père et la mère (...), mais de trouver une solution pour les « nouvelles familles » dont les enfants, issus de plusieurs lits, n'ont, la plupart du temps, aucun nom commun qui les rattache ; ou encore pour les divorces qui entraînent pour les enfants une rupture de ce lien social qu'est le nom, avec leur mère.*

» Ce n'est pas selon la loi que l'enfant légitime porte le nom de son père – puisqu'aucun texte ne le prévoit – et, si l'enfant naturel a été reconnu par ses deux parents, il porte le nom de celui qui l'a reconnu en premier, du père s'ils l'ont reconnu simultanément. »

Économie

L'ITALIE VUE PAR LES SOCIOLOGUES

De la pyramide au gratte-ciel

De notre correspondant

Rome. – Ce fut le *« sommerso »* (l'économie immergée), le développement *« en peau de léopard »*, *« l'Italie éponge »* : chaque année, le CENSIS (Centre d'études pour les investissements) donne dans son volumineux rapport sur la situation économique et sociale, une image-clé autour de laquelle s'organise son analyse. Depuis dix-sept ans, ce centre de recherches (statutairement une fondation privée), assurément le plus connu parmi une myriade d'institutions du même genre, s'emploie à donner un état de l'Italie, qui, en contrepoint d'une perception macro-économique et institutionnelle, cerne la vitalité du système.

Le CENSIS, c'est l'Italie des contraires : de ce qui vit contre ce qui n'en finit pas d'agoniser, du déjà « post-moderne » sous l'archaïque, de l'occulte sous l'apparent. En somme deux Italie : la vraie et profonde, complexe et méconnue, et l'autre, sorte d'État-fantasme porté par un discours politique schizophrène dans son incapacité à embrayer sur le réel.

Sociologie intuitive, descriptive, phénoménologique, non exempte parfois d'une complaisance envers les *« images journalistiques »* servies pour être consommées telles quelles par les médias. Construction intellectuelle, reflet de ce pragmatisme à la mode, matrice de bien des complaisances et enfant du « reflux » des idéologies et d'un providentialisme très catholique : les travaux du CENSIS ne manquent pas de détracteurs.

Il reste qu'avec leurs limites, provenant précisément parfois d'un abus de pittoresque, ses études ont souvent touché juste, c'est-à-dire une réalité qu'une approche institutionnelle néglige. Elles ont d'ailleurs eu souvent le mérite de relancer le débat politique et culturel à propos de thématiques ignorées, sous-évaluées parce qu'à la marge des préoccupations des appareils. Au-delà des études porteuses de slogans, le SENSIS, qui s'est particulièrement développé au cours de ces dix dernières années au point de couvrir l'ensemble des secteurs d'intervention sociale, élabore aussi des analyses de grande qualité scientifique (par exemple sur la répartition des ressources entre régions).

Fragmentation

Au centre de cette effervescente aire de recherche, un peu l'animateur d'un groupe qui provient d'horizons divers et dont certains membres ont été marqués par le *« Movimento »* de 1977, il y a le secrétaire général du CENSIS, M. De Rita. Cette année, avec son équipe, il a vu dans l'Italie une *« société fragmentée »*, *« indistincte »*. Une fragmentation du corps social qui envahit la politique et la met en état de panique, une société indistincte dans la structure de ses groupes et de ses classes, indistincte dans son existence même *« toujours plus riche en images qu'en choses vécues »*. Doit-on y voir l'expression d'un démembrement, d'un désordre devenu chronique ou bien une phase dans une évolution ?

« Il ne s'agit pas d'un démembrement, explique M. De Rita. *Nous sommes simplement en face d'une société multidimentionnelle. Il n'y a pas d'homogénéité ; mais il n'en existe pas moins une cohérence. Cette société travaille sur différents niveaux, à différents plans. Pour donner une image, ce n'est pas la désagrégation d'une pyramide, mais la transformation d'une pyramide en un gratte-ciel qui est fait de nombreux étages, d'expositions diverses, d'un entrelacs de réseaux de liaisons intérieures* (escaliers, ascenseurs, chauffage, etc.

« Ce que nous avons voulu signifier par l'idée de fragmentation, c'est un changement structurel, mais non pas un écroulement, ajoute-t-il. *Une autre manière de vivre la vie sociale, économique : telle est la révolution silencieuse qu'a faite l'Italie ces dernières années. »*

Dans un recueil des introductions aux différents rapports publiés de 1967 à 1982, le CENSIS a dressé une revue significative tant de la démarche du groupe de chercheurs qui le compose que de l'évolution de la situation italienne.

● De 1967 à 1971, il s'agit d'une prise de conscience de l'importance des mécanismes et des processus sociaux spontanés et d'une croissance de l'autonomie de la société par rapport aux programmes établis par le pouvoir politique.

● De 1972 à 1977, c'est la *« découverte »* de l'économie immergée, de l'occulte, de l'interstitiel sur lesquels l'Italie a développé sa capacité de « voguer » sur les crises.

● A partir de 1977, est mise en relief, en revanche, la conscience que les processus qui ont pris naissance dans les périodes précédentes *« n'ont pas été l'expression d'un état pathologique répressif, mais d'un système doté d'une rationalité interne »*.

En d'autres termes, le CENSIS a vu l'Italie passer progressivement de la situation de « société fermée » au lendemain de la guerre, où les masses étaient encore tenues à l'écart de la vie politique et administrative, à celle *« où, les énergies et les volontés de croissance se libérant, sont apparus de nouveaux besoins »*.

« La société multidimensionnelle est un phénomène cumulatif et apparaît comme le résultat de la vitalité des années passées, explique M. De Rita. *Est notable une évolution continue vers la segmentation dans la consommation et la production. La segmentation de la production ne signifiant pas seulement l'économie immergée, mais aussi l'existence de PME jouant sur leur segmentation interne pour correspondre à la demande du marché.*

Un million d'entrepreneurs

» Assurément, cette segmentation est propre à toute société industrielle avancée. Mais, dans le cas de l'Italie, elle correspond à une maturation sociale qui n'est pas encore entrée dans la culture collective. La politique, la classe dirigeante, la classe industrielle, continue à penser en termes pyramidaux.

» La culture européenne est une culture élitiste, donc vieillie. Elle ne rend plus compte de la culture moderne qui est celle de millions de personnes, une culture, je dirai, « de comportements ». Une culture quotidienne qui s'exprime dans des modes de vie et de pensée. En Italie, où la culture élitiste demeure forte, ce phénomène est encore plus marqué. Et cela à deux niveaux : la culture industrielle et la culture politique.

» La première est arrivée par deux canaux : les grandes familles, puis, après la guerre, par les écoles de gestion à l'américaine. Aujourd'hui, le cœur de l'industrie nationale, ce ne sont plus ni les grandes famille, ni les grands managers, mais un million d'entrepreneurs anonymes qui ne véhiculent pas une culture d'élite, ne font pas de conférence, n'écrivent pas dans les journaux, mais qui savent progresser, s'adapter, se situer au niveau juste du marché. C'est là que se trouve la culture industrielle nouvelle, une culture industrielle de masse, si l'on peut dire.

» Sur le plan politique, les gouvernements se trouvent en face de sociétés très articulées et segmentées. Ils pensent que pour les contrôler ils doivent récupérer la décision. Or ils se trompent deux fois : d'abord en pensant que la segmentation, c'est l'éparpillement, ensuite parce qu'ils croient qu'il faut refaire l'unité en récupérant la capacité de commander, c'est-à-dire reprendre la situation en main par le haut. Peut-être qu'une société démembrée se plierait à cette reprise en main. Pas une société segmentée. »

Dans un récent numéro de la revue *Critica marxista*, le sénateur Chiaromonte, spécialiste au sein du PCI des affaires économiques, tout en rendant hommage aux mérites des études du CENSIS, souligne la nécessité de les replacer dans l'évolution culturelle et idéologique de l'Italie au cours de la quinzaine d'années écoulées. L'approche du CENSIS, écrit-il, reflète la crise de la société italienne qui a *« conduit nombre d'intellectuels à se sentir toujours plus étrangers à un effort collectif d'action »*.

« Le CENSIS, rétorque M. De Rita, *s'est voulu dans ses rapports annuels une sorte de rendez-vous de l'autoconscience collective. Précisément, dans le contexte de cette culture élitiste italienne, l'intellectuel a toujours tendance à se voir, et à se vouloir, le conseiller du prince. Nous, nous voulions analyser la réalité quotidienne, le localisme, les comportements. Nous sommes, à notre manière, braudeliens.*

» Nous partons de la conviction qu'il faut comprendre une société par le bas, et non par le sommet. Ce que l'on voit aujourd'hui à la base, c'est une demande de sens, de direction, une demande de normes, de lois, mais en tant que valeurs, non en tant qu'autorité. Croire pouvoir récupérer l'autorité en agissant au nom d'une supposée efficacité décisionnelle est une illusion dangereuse des gouvernements. »

PHILIPPE PONS.

Deux groupes industriels cherchent à contrôler British Aerospace

Deux grands groupes industriels britanniques, General Electric Company et Thorn EMI, spécialisés dans les équipements électroniques et militaires, sont en compétition pour acquérir, selon des formules qui restent à définir, une part de la société britannique aérospatiale British Aerospace, fondée en 1977.

Le gouvernement britannique, qui détient 48 % du capital de British Aerospace, surveille avec beaucoup d'attention les discussions en cours et pourrait bloquer toute perspective de rapprochement qui ne respecterait pas la double condition suivante : sauvegarder les intérêts de British Aerospace dans le consortium européen Airbus-Industrie et faire en sorte que British Aerospace demeure sous contrôle britannique.

Si elle devait emporter la compétition, General Electric Company associée à British Aerospace deviendrait le second groupe industriel en Europe, en termes de chiffre d'affaires.

Diminution du chômage aux États-Unis...

Le taux de chômage aux États-Unis s'est situé à 7,5 % de la population active civile en mai contre 7,8 % en avril, soit son plus bas niveau depuis août 1981. Ce taux, calculé après ajustement saisonnier, est en recul de 3,2 points par rapport à celui de 10,7 % atteint en novembre 1982, alors que la récession battait son plein outre-Atlantique.

Environ 8,5 millions d'Américains étaient au chômage le mois dernier (11,2 millions en mai 1983), alors que le nombre de personnes ayant un emploi atteignait 105,3 millions, dont 42,5 millions de femmes. Compte tenu de 1,7 million de militaires, le taux de chômage global aux États-Unis est revenu à 7,4 % en mars contre 7,7 % le mois précédent. – *(AFP.)*

... Et augmentation en Grande-Bretagne

Le chômage en Grande-Bretagne a augmenté en mai pour la cinquième fois au cours des six derniers mois, atteignant des niveaux jamais égalés. En données corrigées, le nombre des personnes sans emploi s'est élevé à 3,03 millions (17 700 de plus qu'en avril), soit 12,7 % de la population active. Avant ajustement saisonnier le nombre des chômeurs s'est établi à 3,08 millions (en diminution de 23 200), soit 12,9 % de la population active.

L'Irlande du Nord demeure la région la plus touchée avec un taux de chômage de 21,6 % contre 17,4 % pour le nord de l'Angleterre et 9,5 % dans le sud et la région de Londres. – *(AFP, AP.)*

Le gouverneur de la Banque centrale italienne déplore le manque de rigueur

De notre correspondant

Rome. – Le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Azeglio Ciampi, a mis en garde contre *l'ampleur de l'endettement public*, en conclusion de l'assemblée générale de l'Institut d'émission, qui s'est tenue à Rome le 31 mai. Selon lui, l'économie italienne a actuellement la possibilité d'une bonne reprise, mais à condition que la stabilité monétaire soit assurée par une draconienne réduction du déficit public.

M. Ciampi a préconisé des mesures *« sévères »* afin de réduire pour les prochaines années l'augmentation de ce déficit *« à un taux systématiquement inférieur à celui de la croissance du produit intérieur »*. Il a prôné une politique de rigueur budgétaire, de limitation des dépenses, mais aussi d'augmentation des recettes *« au travers d'une meilleure efficacité administrative et de mesures spécifiques qui limitent la possibilité de la fraude fiscale »*.

Il a aussi souligné l'importance d'une véritable politique des revenus. Toutefois, il a conclu sur une note optimiste : *« Aucun mal obscur ne condamne notre économie. Retrouver simultanément la stabilité monétaire et les voies du développement est aussi possible que nécessaire. »*

L'insistance de M. Ciampi sur les problèmes du déficit public et ses critiques voilées sur l'absence d'un véritable assainissement économique ont été interprétées comme une mise en cause de la politique du gouvernement de M. Craxi. Certains partis de la coalition gouvernementale, comme les républicains et la démocratie chrétienne, ont aussi saisi l'occasion de ce discours du gouverneur de la Banque centrale pour évoquer l'absence de véritable rigueur.

(Intérim.)

DANS LE PIÉMONT

Une « Silicon Valley » en projet

Rome. – Une « Silicon Valley » à l'italienne pourrait naître dans le triangle piémontais Ivrea-Turin-Novara. Le projet de la fondation Agnelli de faire en cinq ans de la capitale de l'automobile une cité de la technologie à l'échelle internationale peut paraître ambitieux. Il n'en repose pas moins sur des données de fait. Tout le problème est de coordonner les efforts spontanés accomplis par un nombre croissant d'entreprises dans différents domaines de la recherche.

Plusieurs éléments jouent en faveur de la proposition Agnelli. D'abord, les industries de Turin doivent trouver de nouveaux moyens qui permettent de relancer un appareil productif en difficulté. En outre, la zone de Turin est déjà bien placée pour accentuer son effort dans le domaine des nouvelles technologies.

Selon l'Institut italien des statistiques, en 1980, les dépenses de recherche et de développement des entreprises publiques et privées du Piémont ont représenté 29,5 % du total des investissements nationaux dans ce domaine. Seule la Lombardie dépasse ce pourcentage (39,7 % en 1980), mais le rapport par tête est favorable au Piémont. De plus, dans le triangle Ivrea-Turin-Novara, se trouvent les deux tiers des robots industriels installés en Italie et une bonne partie des lasers de grande puissance de l'Europe.

On estime qu'en Piémont cinquante mille personnes travaillent dans des entreprises tournées vers la recherche : une densité supérieure à celle de la Silicon Valley. Par exemple, le centre de recherche nucléaire de biologie médicale de Saluggia, le poole informatique (Olivetti et Honeywell), les centres de recherches Fata, Coman et Fiat, se trouvent dans ce triangle.

Afin de développer le potentiel existant, la fondation Agnelli avance plusieurs propositions : constitution d'une agence immobilière chargée de trouver de nouveaux espaces pour les entreprises désirant s'installer dans une région technologiquement avancée ; fondation d'un organisme de conseil nommé Incubator, favorisant la naissance de nouvelles entreprises ; développement d'un Telescience Park mettant en relation entre eux divers pooles de recherches sous l'égide d'un centre de coordination ; création d'une agence spécialisée dans la recherche et l'achat de brevets et, sur le modèle de celui existant à New-York, d'un Téléport capable de recevoir du monde entier, et de diffuser dans la région, les informations technologiques.

P. P.

Des PME en proie à l'innovation

De notre correspondant

Rome. – Malgré un déficit budgétaire record, qui entraîne des taux d'intérêt prohibitifs, les atermoiements d'une politique *industrielle paralysée par l'agitation du palazzo* (monde politique), les incuries notoires qui grèvent l'économie depuis la *tangente*, c'est-à-dire la pratique des pots-de-vin, jusqu'au *racket des commerçants* (selon une enquête des professionnels, cette « taxe » occulte coûterait chaque année au pays quelque 1 000 milliards de lires), l'Italie produit et se transforme, faisant *preuve d'une étonnante vitalité.*

Les mutations de l'appareil productif sont significatives : ainsi le secteur tertiaire est passé (de 33 % de la population active en 1971 à plus de 50 % *au début des années 1980). Ce* développement s'est en outre traduit par l'accent mis sur la recherche scientifique et l'informatique, les dépenses dans ces secteurs ayant été multipliées par quatre entre 1977 et 1982.

Les grandes entreprises, de dinausaures aussi rigides qu'inefficaces se sont tranformées en organismes plus ouverts et plus flexibles : les succès de Fiat et d'Olivetti en témoignent. Mais la transformation, moins spectaculaire parce que plus diffuse, du monde des PME n'est pas moins remarquable. Il ne s'agit plus seulement de l'économie dite « immergée ».

Selon une récente étude de l'*Instituto mobiliare italiano* portant sur un échantillon de huit cents entreprises de petite taille, il apparaît que les entreprises ayant entre vingt-six et deux cent cinquante employés sont les plus innovatrices, tant en ce qui concerne le produit que le processus de production. En moyenne soixante-dix d'entre elles ont innové dans l'un ou l'autre domaine entre 1981 et 1982 ; les entreprises les plus dynamiques se trouvant dans le Nord.

Dans une autre étude, réalisée par le CENSIS « De l'immergé au postindustriel », est mise en relief capacité d'innover qui témoigne des *« mutations qualitatives »* du tissu industriel *italien. En fait,* souligne le CENSIS, la flexibilité qui a fait la force des PME dans les années 70 trouve un regain de dynamisme dans l'emploi des nouvelles technologies *(accroissement notamment du* parc de machines à contrôle numérique et de micro-ordinateurs, recours intensif aux services des conseils en entreprise). Ensuite se développe des actions coordonnées d'entreprises, par le jeu par exemple des groupements pour l'exportation : en d'autres termes, l'entrepreneur délègue certaines fonctions à des organismes ayant une responsabilité collective, tout en cherchant à répartir les risques, notamment par des ententes financières.

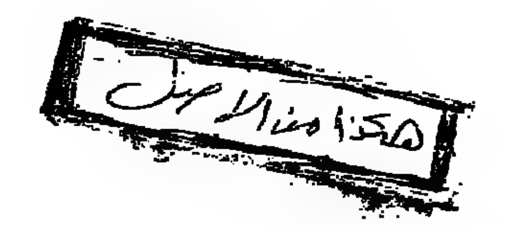
Le rapport du CENSIS met ainsi en lumière le « profil » du nouvel entrepreneur italien, dont la caractéristique est la maîtrise technologique, qui est à la source d'un renouvellement de la culture industrielle des PME. Fait notable, le phénomène est diffus sur l'ensemble du territoire national et touche également le Mezzogiorno, notamment par l'introduction des innovations technologiques dans des secteurs traditionnels (la construction et l'industrie alimentaire). Une région comme les Pouilles apparaît comme un symbole de ce genre d'évolution.

Ainsi cette évolution qui se dessine dans le monde des PME italiennes n'est pas seulement d'ordre quantitatif (en matière d'exportation, le chiffre d'affaires des PME a augmenté de 208 %, entre 1975 et 1982), mais également qualitatif, *« à travers une évolution constante des mentalités des entrepreneurs »*, et un niveau technologique toujours plus élevé. La mutation est d'autant plus remarquable que, d'après un récent congrès organisé à Milan par le centre lombard pour le développement technologique dans les PME (CESTEC), l'Italie est en retard en ce qui concerne l'encouragement public à l'innovation par opposition à l'Allemagne fédérale et à la France.

P. P.

JAPON

● **Production record de téléviseurs et de magnétoscopes.** – En raison d'une forte demande tant sur le marché domestique qu'à l'exportation, la production de téléviseurs et de magnétoscopes s'est élevée au Japon à un niveau record en avril. Selon l'Association japonaise des *industries électroniques, 1329000* téléviseurs couleur (+ 24,2 %) ont été produits. Sur ce chiffre, 487000 (+ 26,1 %) ont été exportés. La progression vers les Etats-Unis a été de 63,8 % et vers la Chine de 89,3 %. La production de magnétoscopes (2283000 appareils) a progressé de son côté de 57,9 %. Les exportations ont augmenté de 55,7 % (1663000 appareils). Les Etats-Unis ont acheté 810000 appareils (+ 94,7 %) et les pays de la CEE 328000 appareils (+ 27,3 %).



Philips veut marier le disque à laser avec le micro-ordinateur

De notre envoyé spécial

Hanovre. – Le lecteur de disques numériques à laser fait peau neuve. Un an après le lancement de ce nouvel appareil, le groupe Philips, inventeur du procédé, a décidé d'élargir la gamme de ses produits et d'étendre à d'autres domaines que la hi-fi son champ d'application. Il a présenté ses projets à Hanovre (RFA) où est installée son usine de pressage de disques compacts.

Il s'agit pour le groupe de rendre disponible en 1985 ou 1986 un lecteur laser adaptable aux véhicules automobiles, un vieux rêve déjà, réalisable maintenant grâce à la mise au point d'une cartouche évitant toute manipulation gênante pour la conduite ; de sortir dans les meilleurs délais de nouvelles chaînes hi-fi intégrées pour le laser, incorporant un lecteur de disques ; de produire des consoles professionnelles jumelées, à commandes informatisées préprogrammables, capables de localiser instantanément n'importe quel morceau d'un enregistrement pour le restituer ; enfin, surtout, d'ajouter une nouvelle dimension au disque compact en lui trouvant de nouveaux débouchés.

A ce sujet, les chercheurs du groupe ont déjà réussi à incorporer dans la gravure du disque compact des textes et des dessins reproductibles après décodage sur un téléviseur normal, et le procédé fonctionne, assure-t-on, de façon satisfaisante en laboratoire. Mais la date de lancement ne sera arrêtée qu'à la fin de l'année, si les négociations en cours avec les autres fabricants sur la standardisation de ce procédé aboutissent. Philips veut contourner l'obstacle de l'incompatibilité auquel se heurte la vidéo avec les trois systèmes utilisés dans les magnétoscopes (VHS, V 2000, Bétamax).

La firme néerlandaise cherche à aborder par la bande le marché très prometteur des ordinateurs domestiques. Comment ? En stockant sur disques compacts des données et des programmes au moyen d'une mémoire morte (ROM).

Un disque compact serait à lui seul capable d'emmagasiner 150000 pages de texte. Ainsi, par exemple, un usager pourrait par ce moyen avoir immédiatement accès à n'importe quelle information contenue dans toute l'*Encyclopaedia Britannica*.

Le disque compact pourra-t-il détrôner le disque 33 1/3 tours classique ? L'engouement suscité en 1983 par l'apparition de ce nouveau lecteur de disques a sérieusement baissé durant le troisième trimestre. La pénurie d'appareils, l'insuffisance aussi des titres mis sur le marché, avaient découragé les consommateurs. Mais aujourd'hui cette crise de jeunesse semble passée. Les ventes de lecteurs à laser sont à nouveau en flèche. Pour 1984, les prévisions de ventes à l'échelon mondial (tous producteurs confondus) portent sur 800000 à 1 million d'appareils (1), dont 350000 à 400000 seront fournis par le seul groupe Philips, espère la firme.

Dans l'hypothèse la plus favorable, en 1989, les ventes de lecteurs de disques à laser et de platines pour disques 33 1/3 tours devraient s'équilibrer, ces dernières étant promises à disparaître complètement à l'horizon 2000.

S'agissant des disques compacts, la pénurie va prendre fin avec la mise en route récente de la dernière tranche de l'usine de Hanovre. Elle ne devrait plus être qu'un souvenir avec le démarrage, courant 1984, de l'usine de pressage CBS-Sony aux Etats-Unis, dont le marché pourrait se révéler aussi important que de ce côté de l'Atlantique. A la fin de cette année, 3 500 à 4 000 titres seront disponibles dans le monde (1 000 en France au lieu de 400), la production globale de disques étant évaluée à 35 millions de pièces (15 millions pressés dans l'usine de Hanovre, 20 millions dans les quinze usines japonaises), soit trois fois plus qu'en 1983. Actuellement, le nombre de disques achetés par chaque propriétaire d'un lecteur à laser est supérieur aux prévisions (13,5 au lieu de 10).

A. D.

(1) En France les prévisions portent pour 1984 sur soixante mille lecteurs vendus contre trente mille l'année dernière.

M. GATTAZ SE SÉPARE DE SON CONSEILLER POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a mis fin aux fonctions de M. Robert Pelletier qui, depuis octobre 1983, était son conseiller pour les affaires internationales.

M. Pelletier avait récemment présenté au nom du Comité économique et social des Communautés européennes un rapport sur la situation économique de la France (*le Monde* du 4 mai). Ce rapport soumis au Conseil économique et social français estimait que l'on pouvait, sans optimisme excessif, envisager l'avenir avec confiance. M. Pelletier notait, en particulier, que l'on attachait peut-être trop d'importance à l'endettement extérieur de la France.

De même, M. Robert Pelletier avait participé pour le CNPF – et avec M. Jean Neidinger – à la mise au point du rapport sur les charges supplémentaires des entreprises depuis mai 1981, rapport dont le principe avait été décidé lors du face-à-face télévisé Gattaz-Fabius de janvier 1983. Ce rapport, s'il montrait bien les très mauvais résultats financiers des entreprises, n'avait pas confirmé le chiffre d'un accroissement de 100 milliards de francs des charges, dû à la gestion socialiste.

[Né le 19 mai 1929, M. Robert Pelletier a d'abord été attaché à la direction générale des Ciments Lafarge. Entré au CNPF en 1957 comme directeur des affaires financières, il fut directeur général de ses services économiques de 1974 à 1983. Il avait été nommé, en janvier 1983, membre du Conseil économique et social des Communautés européennes.]

Nouvelle donne sur le marché des magnétoscopes

GRUNDIG SE RALLIE AU VHS

Furth (*AFP*). – Grundig, numéro un ouest-allemand de l'électronique de loisir et promoteur, avec Philips, du standard de magnétoscope V-2000, a opéré un spectaculaire changement de stratégie en se ralliant au système VHS, s'attaquant ainsi de front à Thomson et aux firmes japonaises.

Le groupe proposera désormais deux formats : « *Le V-2000, qui est le plus performant, et le VHS, qui est le plus diffusé dans le monde* », a souligné, le 1er juin à Furth, M. Hermanus Koning, le nouveau PDG de Grundig, qui a remplacé Max Grundig le 1er avril dernier.

Cette conversion va profondément modifier les données du marché européen de la vidéo, et la lutte risque d'être chaude ces prochains mois entre les constructeurs. Grundig, qui contrôle 30% des ventes de téléviseurs couleurs sur le Vieux Continent, pense atteindre ce même niveau pour la vidéo, alors qu'il n'en représente que 10% environ avec le V-2000.

Grundig et Thomson, qui avaient failli s'allier en 1983, se trouvent désormais face à face. Cette confrontation aurait pu être évitée : le projet de rapprochement entre les deux groupes a échoué parce que Thomson n'avait pas su convaincre Grundig de produire les VHS. Quelques mois plus tard, ce dernier changeait d'attitude peu avant la prise de contrôle effectif du groupe par Philips.

Bouygues pourrait reprendre AMREP en location-gérance

Le groupe Bouygues n'a pas renoncé à faire son entrée dans le secteur parapétrolier. Non seulement il a conservé sa participation dans AMREP – même si le président qu'il avait fait nommer, M. Augereau, a démissionné – mais il négocie actuellement la reprise en location-gérance de la société mise le 30 mai en règlement judiciaire. Cette solution a cependant pour préalable la signature d'un concordat avec les créanciers et une restructuration industrielle qui sera ressentie douloureusement dans le Midi (fermeture de l'usine de Montpellier, licenciements).

Cette négociation prouve que le secteur parapétrolier reste un des axes stratégiques de Bouygues qui avait vainement cherché à prendre le contrôle de Doris. De là à laisser entendre que l'échec d'une solution industrielle avant toute procédure judiciaire est à imputer au groupe de travaux publics qui chercherait à entrer dans ce secteur « au meilleur prix », il n'y a qu'un pas.

C'est ce que laissent entendre les anciens actionnaires, l'OFP (Total) et SOGEDIP (Paribas), qui se sont pour la première fois, le 1er juin, exprimés publiquement sur ce dossier. Après avoir rappelé qu'elles étaient à l'origine de l'audit d'Artur Andersen qui a permis d'éclaircir la situation réelle des comptes de l'AMREP et de ses filiales, les deux sociétés soulignent les causes de cet échec. Pour couvrir les besoins d'AMREP, une fois apuré le lourd passif au 30 juin 1984, une augmentation de capital de 700 millions de francs serait nécessaire. Un tel effort conduirait Bouygues à participer à hauteur de 385 millions de francs, « *ordre de grandeur qui a été reconnu par lui comme envisageable* ». Or ce plan n'a pas même été examiné par Bouygues, après que des banques ont refusé d'honorer certains règlements émis le 10 mai (contrairement à leurs engagements d'avril) ce qui a mis en difficulté l'UIE, principale filiale d'AMREP.

Total et Paribas « *regrettent* » donc que « *leur proposition de solution n'ait pas fait l'objet d'une étude attentive avant d'être écartée* » et jugent « *infondés les commentaires* » qui les rendent responsables du dépôt de bilan. Une manière de rejeter la responsabilité sur Bouygues.

B. D.

● **Visite « forcée » de M. Louis Mexandeau dans une ferme de l'Eure.** – M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT, qui inaugurait un bureau de poste à Boissey-le-Châtel (Eure), a été « intercepté » le 1er juin et « fermement invité » à visiter une ferme du département par des agriculteurs qui effectuaient des barrages dans la région.

● **SNCF : la CGC conteste les négociations par établissement.** – Après les récents mouvements de grève à la SNCF, M. Jean-François Dubus, secrétaire général de la fédération CGC des cheminots, rappelle que cette fédération a déposé un recours contestant le « découpage » de la SNCF en trois cent vingt-sept établissements.

UNE DÉLÉGATION CGT DE SKF-IVRY A GOTEBORG

« Pas question que les Suédois se sacrifient pour les Français »

De notre envoyé spécial

Göteborg (Suède). – Certainement la première « aéro-manifestation » de l'histoire du syndicalisme. Plus de 2 000 kilomètres en charter dans la journée, pour aller crier sous les fenêtres du siège de la multinationale SKF. Et, en apothéose, une marche de quelques centaines de mètres sur la Rungsports Avenyn, les Champs-Elysées de Göteborg, sous les regards médusés des Suédois en short et bras de chemise. Tout l'appareil CGT et PCF du Val-de-Marne avait fait le voyage : cent quatre-vingt-deux délégués au total, dont quarante-huit ex-salariés de l'usine de roulements à billes SKF d'Ivry, fermée et occupée depuis le 2 novembre 1983.

Une incursion instructive dans le miracle suédois pour ces militants rompus à la lutte des classes. Ils ont pu réaliser que le soutien à leur combat pour le maintien de l'activité dans leur usine ne rencontre pas la compréhension spontanée des masses scandinaves. Tout commence pourtant, dès l'aéroport, par une vibrante *Internationale* lancée au saxophone par la fanfare du Parti de la gauche communiste de Suède, la plus importante (5 % des voix environ) des multiples et groupusculaires formations marxistes du pays.

Arrivés au centre-ville, on forme le cortège « *en rangs par cinq, pour respecter leurs traditions* ». Et l'on défile enfin, derrière deux placides cavaliers de la police montée suédoise, seuls représentants apparents des forces de l'ordre. Débauche de tricolore, sur les drapeaux et les écharpes des élus en tête du cortège – aucun socialiste n'est du voyage. « *Johannson, si tu continues, la classe ouvrière te bottera les fesses* », chante le petit cortège, à l'intention du PDG de SKF.

L'accueil se rafraîchit nettement au siège de la LO, tout-puissant syndicat à sensibilité social-démocrate de SKF en Suède. Les camarades suédois n'ont admis que du bout des lèvres le principe d'une rencontre. « *Pas question que les Suédois se sacrifient pour les Français* », avertissait le matin même un leader de LO dans la presse suédoise. Les visiteurs n'auront pas trop de toute leur dialectique méridionale pour convaincre les Vikings impavides de la « *complétementarité des usines française et suédoise* ». On se quitte sans effusion, après vingt minutes.

L'occupation – « *illégale* », jugent les Suédois – de l'usine d'Ivry reste apparemment en travers de la gorge de ces adeptes du consensus. « *Le principal dirigeant du syndicat est actionnaire de SKF, et siège au conseil d'administration*, soupire, résigné, un responsable de l'UD-CGT. *Quand il parle de l'entreprise, il dit « nous ». Qu'est-ce que tu veux répondre ?* » La froideur de la hiérarchie syndicale n'est cependant que le reflet d'une certaine indifférence des Suédois au sort de leurs collègues français : seuls 10 % environ des salariés de SKF ont versé leur obole lors d'une quête de solidarité avec les visiteurs. La question d'un débrayage de soutien – même symbolique – n'a même pas été posée.

On comprend que les militants repartent plus persuadés que jamais que la décision de fermer Ivry « *est politique* ». « *La vérité, c'est que les Suédois ne supportent pas de verser des impôts locaux à une commune communiste* », assure une militante.

Le nom d'Ivry, depuis quelques semaines, est pourtant familier aux télespectateurs suédois. L'affaire des fichiers consacrés par la filiale française aux opinions politiques et à la vie privée des demandeurs d'emploi a ému le Suédois moyen. La direction suédoise a désavoué sa filiale d'un communiqué embarrassé.

Comme on pouvait s'y attendre, les douze minutes d'entretien arrachées au président de SKF n'ont pas entamé la volonté de la multinationale de procéder à 495 licenciements à Ivry. Seul acquis immédiat de cette « première » revendicative, la direction s'est crue obligée de louer une pleine page dans les journaux locaux pour exposer sa position à un public supposé ébranlé par la démarche gauloise. Un procédé certes inhabituel pour M. Lennart Johannson. « *Mais il n'est pas habituel non plus de voir nos décisions contestées dans la rue par des voyageurs* », justifie, impérial, le président de SKF. « *Il a encore à apprendre ce qu'est un solide syndicat de classe* », lancera à la fin de la journée M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT, décidément peu tendre pour les camarades suédois.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

UN CONSEIL NATIONAL DES POPULATIONS IMMIGRÉES EST INSTITUÉ PAR DÉCRET

Un Conseil national des populations immigrées (CNPI) est créé par un décret publié dans le *Journal officiel* du mardi 29 mai. Cet organisme, qui remplace la commission de la main-d'œuvre étrangère auprès du comité supérieur de l'emploi, pourra être consulté par le ministre de tutelle ou son représentant sur les questions touchant les communautés étrangères de France : conditions de vie, habitat, travail, emploi, éducation, formation, action sociale, activités culturelles.

Il comprendra seize représentants des populations immigrées, douze délégués des organisations patronales et syndicales, des fonctionnaires de plusieurs ministères, les présidents du Fonds d'action sociale, de l'Office national d'immigration, de l'Union nationale des associations familiales et dix personnalités des associations concernées par les problèmes des populations immigrées. Le nouvel organisme, dont le secrétariat sera assuré par la direction de la population et des migrations, se réunira au moins deux fois par an.

Nominations

M. GILLES BARDOU a été nommé directeur de cabinet du commissaire au Plan. M. Henri Guillaume a été nommé sous-préfet. Agé de trente-sept ans, il était chargé de mission auprès du maire de Lille. M. Bardou a été chef de cabinet de M. Jean Le Garrec quand celui-ci était chargé de l'extension du secteur public puis de l'emploi.

Aigreur et restructuration chez Viniprix

« Nous voulons rester des salariés »

Les grévistes de Viniprix-Codec, qui protestent contre la transformation des 200 magasins de la région parisienne (2 000 personnes sur 3 500 salariés) en locations-gérances, ont décidé à 95 %, le 1er juin, la reprise du travail. Un protocole d'accord conclu avec la direction prévoit des négociations, qui se dérouleront jusqu'au 2 juillet. Il n'y aura pas de poursuites contre les grévistes. Ceux-ci avaient occupé le siège social à Charenton (Val-de-Marne).

« *Nous voulons rester des salariés* » : c'est par ce slogan, qu'à l'instigation de la Fédération des syndicats indépendants de l'alimentation et de la distribution, affiliée à l'Union française du travail, quelque six cents employés des magasins Viniprix avaient investi le siège social, quai Bercy à Charenton, le 29 mai, et 75 % des 200 supermarchés et libres-services de cette chaîne bien connue se trouvaient en grève, du 30 mai au 1er juin.

Le plan de restructuration proposé par M. Alain Vallette, directeur général de la société La Chesnaysienne, propriétaire des magasins sous enseigne Viniprix, qui se voulait calquée sur l'organisation Codec-Una (la plus importante coopérative de commerçants indépendants), n'est manifestement pas bien accepté par les chefs de magasins et les employés du groupe. M. Vallette persiste pourtant à croire qu'il a trouvé la bonne formule pour sortir les magasins Viniprix du marasme où ils sont depuis plusieurs années. Le groupe, organisé selon le principe du succursalisme, enregistre en effet des pertes importantes évaluées à 90 millions de francs pour 1984. Un montage financier avec le groupe Codec-Una, en 1983, ne lui a pas permis de retrouver immédiatement la santé.

Pour M. Vallette, il est indispensable de recourir à des réformes de structure, qui passent notamment par l'« indépendantisation » selon ses propres termes, des succursales qui se trouveraient mises en locations-gérances « *pour améliorer le dynamisme* » et regroupées autour d'une centrale d'achats, la Covam (détenue, comme La Chesnaysienne à part égale par Codec et Viniprix, et responsable de l'approvisionnemnt des magasins sous enseigne Viniprix, qui deviendraient Codec. « *Pas question* », répondent les syndicats (l'UFT majoritaire, la CGT et la CGC). Pour M. Yvon Cohen, secrétaire général de l'UFT, il est absurde en effet de considérer la location-gérance comme formule miracle pour résoudre les difficultés de Viniprix. « *Là où des gestionnaires bien formés échouent, que voulez-vous que fasse un chef de magasin devenu gérant ?* », interroge-t-il. D'après ses calculs, un gérant ne pourrait maintenir son magasin qu'avec un chiffre d'affaires de 11 millions de francs par an, ce qui lui semble impossible vu les charges imposés dès le départ par la direction de La Chesnaysienne (redevance à taux fixe trop élevée, droit d'enseigne, trop grande dépendance du magasin vis-à-vis de la Covam et des fournisseurs agréés par Codec, qui exercerait par ailleurs un droit de contrôle trop lourd sur le locataire). « *Les locataires-gérants devront assumer des déficits d'au moins 70 000 F par an. Comment voulez-vous qu'ils s'en sortent ? Comment croyez-vous qu'ils vont vivre ? Un locataire gérant qui devra rembouser sa caution, payer ses charges et gagner de l'argent pour se nourrir ne pourra prendre ni repos, ni vacances.* » A ses côtés, le visage las de trop de jours de tension, M. Jean-Claude Pêtre, chef de magasin et secrétaire du syndicat UFT chez Viniprix-Codec-Una, explique ce qui semble être l'opinion générale de ses camarades. Il est depuis plus de dix ans dans la maison. « *On a gravi les échelons petit à petit. Maintenant, on est cadre ou agent de maîtrise. On a un bon statut, même si on ne gagne que quelque 8 000 F par mois pour 45 à 50 heures de travail effectif par semaine. Aujourd'hui, il est préférable d'être cadre plutôt que petit patron dans une société qui perd 400 000 F par jour.* » L'UFT propose de créer une coopérative de salariés pour éviter le démantèlement en petites unités du groupe Viniprix. Un médiateur a été nommé le 29 mai pour engager de nouvelles négociations. M. Cohen, qui ne s'embarrasse pas de subtilités verbales, a prévenu qu'il irait jusqu'au bout « *pour éviter 2 000 licenciements, conséquence inéductable du plan Codec !* Menaces, intimidation ? « *Nous sommes des résistants* », clame-t-il.

C. G.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Perplexité

Semaine du 28 mai au 1er juin

RÉDUITE à quatre séances par la fête de l'Ascension, la semaine écoulée n'a pas donné à la Bourse de Paris, bien refroidie entre les 21 et 25 mai dernier, l'occasion de se réchauffer beaucoup. Cette semaine n'avait pourtant pas trop mal commencé. Malgré les indications contraires de l'indicateur instantané (– 0,6 %), falsifié par un ordinateur stupide qui avait tout bonnement omis, dans ses calculs, de retrancher les droits détachés sur la CFAO Poliet et Carrefour, la journée de lundi devait s'achever sur un score nul. Le lendemain, pour la première fois depuis huit jours, un assez franc mouvement de reprise se développait, à l'initiative des pétroles, CFP en tête, de plusieurs « belles américaines » et des « espoirs » de la corbeille : CSF, Peugeot. A l'issue des deux heures de cotations habituelles, l'indicateur instantané, cette fois remis à l'heure, annonçait la couleur : près de 1 % de hausse. Un peu inattendue, cette progression avait réconforté le marché, qui, mercredi, sur sa lancée, s'était encore un peu avancé (+ 0,4 %).

Mais, à la veille du week-end, la *température* allait se rafraîchir de nouveau (– 0,6 %) de sorte que, d'un vendredi à l'autre, les différents indices n'ont guère varié.

Le rapprochement avec la météo est tentant, mais la conjonction des deux phénomènes est fortuite. Une fois encore les nouvelles venues du front monétaire, mais aussi du golfe Persique, qui avaient alarmé le marché la semaine précédente, ont retenu toute son attention.

Elles lui ont paru moins inquiétantes avant de le perturber encore. L'apaisement est d'abord venu des Etats-Unis. Soucieux de dissiper le profond malaise provoqué par les rumeurs, pourtant démenties, sur les prétendues difficultés de paiement auxquelles se serait trouvée confrontée la Manufacturers Hanover Trust, quatrième banque américaine, la Réserve fédérale prenait officiellement position, se déclarant prête, en cas de besoin, à dégager les fonds nécessaires pour éviter un sinistre bancaire. Il n'est pas d'usage que la Fed prenne un tel engagement. Sa prise de position a détendu l'atmosphère. Peu importait que Wall Street continue à piquer du nez.

Flairant, d'autre part, quelques manipulations au niveau de l'information circulant sur le conflit opposant l'Irak à l'Iran – le mot « *intoxication* » fut prononcé sous les lambris, – la Bourse s'employa dès lors à chasser ses soucis. Les liquidités étant redevenues abondantes après l'encaissement de nombreux coupons, les opérateurs se remirent tranquillement mais consciencieusement à patrouiller à la recherche de placements avantageux. Il y en avait après *la baisse de la semaine précédente.*

Las ! La menace de crise monétaire n'était pas un leurre. La décision prise par la Bolivie de suspendre provisoirement le remboursement de sa dette allait, au lendemain de l'Ascension, plonger le marché dans une profonde perplexité. Difficile de ne pas tenir compte de ce nouvel épisode du film monétaire à grand spectacle qui défile sur tous *les* écrans du monde.

Le plus surprenant sans doute est la résistance dont Paris a fait preuve quand Londres et Tokyo se sont brutalement alourdis en apprenant la nouvelle.

Il y a deux raisons à ce phénomène.

La première relève de Wall Street. Le New-York Stock Exchange, qui avait très mal réagi mercredi soir, était parvenu le lendemain à surmonter son accès de faiblesse, avec une reprise technique au *niveau 1100* de l'indice Dow Jones, considéré comme un seuil de résistance. Que le facteur technique l'ait momentanément emporté sur la crainte d'un développement de la crise financière est apparu plutôt rassurant.

Seconde raison : bien des investisseurs, et non des moindres, s'agissant de grosses compagnies d'assurances, avaient cédé à la « tentation du pont ». Privée d'une partie de sa clientèle, la Bourse de Paris n'était plus en possession de tous ses moyens. Son comportement *s'est* trouvé altéré et n'a donc pas été vraiment significatif. Vendredi soir le doute subsistait sur ce qu'elle aurait été capable de faire en pareille circonstance à la fin d'une semaine normale.

Dans les travées, cependant, les professionnels avaient perdu la belle assurance qu'ils affichaient voici une quinzaine de jours encore. La reprise d'été ? Bien sûr, quelques-uns en parlaient encore. Mais le plus grand nombre se montraient sceptiques. Malgré les indéniables progrès accomplis, l'économie française n'est pas encore entrée en convalescence. Il s'en faut de loin et le retour à l'équilibre du commerce extérieur est sérieusement compromis. « *Si la situation à l'étranger se dégrade à son tour*, déclarait un spécialiste, *il se pourrait qu'ici nous ayons mangé notre pain blanc.* »

ANDRE DESSOT.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	1-6-84	Diff.
4 1/2 % 1973 (1)	1 860	+ 24,50
7 % 1973	9 895	+ 110
10,30 % 1975	91,70	– 0,55
PME 10,6 % 1976	91,90	inch.
8,80 % 1977	116,50	– 0,80
10 % 1978	91,30	+ 0,55
9,80 % 1978	89,60	+ 0,70
8,80 % 1978	92,40	– 0,15
9 % 1979	87,40	+ 0,05
10,80 % 1979	93,50	+ 0,30
12 % 1980	99,83	+ 0,08
13,80 % 1980	102,51	– 0,19
16,75 % 1981	109,75	– 0,47
16,20 % 1982	110,70	– 0,33
16 % 1982	110,32	– 0,38
15,75 % 1982	108,50	– 0,40
CNE 3 % (2)	3 615	– 100
CNB bq. 5 000 F	102,31	+ 0,11
CNB Paribas 5 000 F	102,40	+ 0,10
CNB Suez 5 000 F	102,38	+ 0,08
CNI 5 000 F	102,10	– 0,07

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,50 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 89,65 F.

Bâtiment, travaux publics

	1-6-84	Diff.
Auxil. d'entrep. (1)	865	– 15
Bouygues	641	– 17
Ciment Français	256	+ 9
Dumez	659	– 32
GTM	264	+ 1
J. Lefebvre	135	– 2
Lafarge	348,10	– 2,90
Maisons Phénix	225	+ 21
Poliet et Ch. (2)	360,20	– 31,20
SCREG	183,10	– 0,40
SGE-SB	65	

(1) Compte tenu d'un droit de 15 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 16,60 F.

Alimentation

	1-6-84	Diff.
Béghin-Say	275	– 5,10
Bongrain	1 640	+ 20
BSN G.-Danone	2 505	– 5
Carrefour (1)	1 302	+ 43
Casino (2)	894	– 51
Cédis	600	– 11
Euromarché	675	– 42
Guyenne et Gasc.	300	
Lesieur	1 178	– 17
Martell	1 791	+ 9
Moët-Hennessy	1 523	+ 13
Mumm	578	+ 19
Occidentale (Gle)	614	– 3
Olida-Caby	289,80	– 5,20
Pernod-Ricard	785	+ 24
Promodès	1 620	+ 30
Source Perrier	511	– 3
St-Louis-Bouchon	379	– 9
C.S. Saupiquet	676	+ 10
Veuve Clicquot	2 011	– 59
Viniprix	730	– 60
Nestlé (3) (3 bis)	21 730	– 655

(1) Compte tenu d'un droit de 416 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 50 F.
(3) (3 bis) Compte tenu d'un coupon de 330 F et d'un droit de 575 F.

Valeurs diverses

	1-6-84	Diff.
Accor	217	+ 1
Agence Havas	751	– 17
ADG	293	+ 16
L'Air Liquide	522	+ 6
Arjomari	404	– 21
Bic	401,50	+ 1,50
Bis	306	
CGIP	411	+ 3
Club Méditerranée	869	+ 13
Essilor	2 589	+ 9
Europe 1	656	– 15
Hachette	1 425	
L'Oréal	2 379	– 15
Navigation Mixte	253	– 2
Nord-Est	51	– 0,20
Presses de la Cité	1 652	+ 17
Sanofi	512	+ 2
Skis Rossignol	1 365	+ 35

Métallurgie construction mécanique

	1-6-84	Diff.
Alspi	90	+ 0,50
Avions Dassault-B.	500	+ 10
Chiers Ch.	26,30	– 1
Creusot-Loire	25,20	– 5
De Dietrich	NC	
FACOM	820	+ 12
Fives-Lille	283,50	+ 10,50
Fonderie (Générale)	40,60	– 0,70
Marine Wendel	100,50	– 4,10
Penhoët	633	+ 5
Peugeot SA	227	+ 2
Poclain	42,80	– 1,70
Pompey	130	+ 3
Sagem	1 381	– 4
Valéo	251	– 3
Vallourec	67	– 0,90

Mines, caoutchouc, outre-mer

	1-6-84	Diff.
Géophysique	910	– 1
Imétal	93,20	+ 0,20
Michelin	790	+ 10
Min. Penarroya	59	+ 1
Charter	30,40	– 0,60
INCO Ltd (1)	107,10	+ 0,20
RTZ	82,30	– 1,90
ZCI	2,41	– 0,07

(1) Compte tenu d'un coupon de 0,30 F.

Produits chimiques

	1-6-84	Diff.
Institut Mérieux	1 310	– 40
Laboratoire Bellon	715	– 10
Nobel-Bozel	1 150	+ 35
Roussel-Uclaf	593	– 22
BASF	600	– 25
Bayer	630	– 18
Hoechst	75,50	– 5,50
Norsk Hydro	830	+ 5

Banques, assurances sociétés d'investissement

	1-6-84	Diff.
Bail Équipement	282	+ 10
Cetelem	361	+ 7
Chargeurs SA	332,10	– 4,90
Bancaire (Cie)	485	– 6
CFF	621	+ 4
CFI	232	– 7,90
Eurafrance	845	+ 15
Hénin (La)	327	– 0,10
Imm. Pl.-Monceau (1)	293	+ 1
Locafrance	295	
Locindus	649	+ 4
Midi	1 685	+ 90
Midland Bank	222	
OFP (Omn. Fin. Paris)	790	+ 10
Parisienne de réesc.	650	– 5
Prétabail	985	+ 5
Schneider	83	– 5,55
UCB	260	+ 6

(1) Compte tenu d'un coupon de 7 F.

Matériel électrique services publics

	1-6-84	Diff.
Alsthom-Atlantique	211,80	+ 12,80
CIT-Alcatel	1 275	– 26
Crouzet	101	– 0,50
Générale des Eaux	538	inch.
Intertechnique	1 590	+ 35
Legrand	1 890	+ 14
Lyonnaise des Eaux	768	+ 18
Matra	1 430	– 80
Merlin-Gérin	1 070	– 15
Moteurs Leroy-Somer	385	inch.
Moulinex	96,10	– 2
PM Labinal	320,80	– 10,20
Radiotechnique	297	+ 9
SEB	418	– 10
Signaux	840	+ 16
Télémec. Electrique	1 565	– 20
Thomson-CSF	380	+ 1
IBM	1 070	+ 6
Philips	139,90	– 4,10
ITT	344	– 6
Schlumberger	474	– 8
Siemens	1 381	– 73

Pétroles

	1-6-84	Diff.
Elf-Aquitaine	260,10	+ 3
Esso	722	+ 37
Francarep	386,20	– 0,80
Pétroles (Française)	311	+ 26,80
Pétroles B.P.	115,10	+ 8,10
Primagaz	253,60	+ 2,60
Raffinage	108	– 2
Sogerap	547	+ 22
Exxon	480	– 0,20
Petrofina	1 214	– 50
Royal Dutch	490	– 16

Filatures, textiles, magasins

	1-6-84	Diff.
André Roudière	148,50	– 2,50
FF Agache-Willot	169,30	+ 24,70
BHV	151	– 8,80
CFAO (1)	642	– 1
Damart-Servipost	1 740	+ 85
Darty	920	+ 18
DMC	99	– 1
Galeries Lafayette	184,50	– 4
La Redoute	1 115	– 35
Nouvelles Galeries	101	– 3,10
Printemps	154	+ 3
SCOA	61,50	+ 3,50

(1) Compte tenu d'un droit de 32 F.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973 (1)	72 407	132 547 016
CFP (1)	338 684	101 906 090
ELF (1)	244 032	63 861 436
Esso (1)	82 256	57 532 072
CNE 3 %	12 286	45 516 135
Matsushita (1)	588 425	44 591 903
L'Air liquide	82 727	43 106 510
Moët (1)	22 567	33 404 133
Hitachi (1)	803 204	33 085 112
Penof-Ricard (1)	40 989	31 722 191
IBM	27 377	29 510 322
Kodak	42 751	27 732 260

(1) Séance du 1er juin incluse.
* Du 24 au 30 mai inclus.

L'ECU SUR LE MARCHÉ

A la demande de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, l'ECU, l'unité monétaire européenne (European Currency Unit), sera introduit et coté sur le marché des changes de la Bourse de Paris à compter du lundi 4 juin.

Cette officialisation, selon la rue de Rivoli, s'inscrit, « *dans la logique de la décision du 21 mai 1982 qui assimilait, du point de vue de la réglementation des changes, les opérations en ECU à des opérations en devises* ».

Elle vise également à « *faciliter les opération sur le marché de l'ECU privé* », qui connaît un succès grandissant.

Déjà adoptée par l'Italie, cette mesure représente, ajoute-t-on encore au ministère de l'économie « *un nouveau pas en direction d'un renforcement de l'Europe* ».

Jusqu'à présent la publication des cours de l'ECU était assurée par les banques ou par le *Journal officiel* des Communautés européennes.

L'unité monétaire européenne a été créée en 1979. C'est une devise relativement stable, calculée à partir d'un panier de neuf monnaies. En pondération, le deutschemark y intervient à hauteur de 37 %, le franc français de 17 %, la livre sterling de 15 %, le florin de 11 %, la lire de 8 %.

Vendredi 1er juin, l'ECU, selon la Commission européenne, valait 6,86 francs français, 2,23 deutschemarks et 0,86 dollar.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 25-5	Cours 1-6
Or fin (kilo en barre)	102 900	105 000
– (kilo en lingot)	102 600	104 500
Pièce française (20 fr.)	616	649
Pièce française (10 fr.)	435	436
Pièce suisse (20 fr.)	613	627
Pièce latine (20 fr.)	590	608
● Pièce tunisienne (20 fr.)	575	593
Souverain	743	785
Souverain Elisabeth II	774	774
● Demi-souverain	395	395
Pièce de 20 dollars	4 140	4 140
– 10 dollars	1 980	2 012 50
● – 5 dollars	1 295	1 300
– 50 pesos	3 860	4 045
● – 20 marks	718	732
– 10 florins	618	625
● – 5 roubles	400	400

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	28 mai	29 mai	30 mai	31 mai	1er juin
RM	286 668	305 403	292 920	–	222 954
Comptant R. et obl.	1 325 479	1 430 455	1 462 842	–	1 144 651
Actions	35 919	61 464	46 198		20 837
Total	1 648 066	1 797 322	1 801 960	–	1 388 442
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)					
Franç.	112	112,8	113,3	–	–
Étrang.	92,8	91,8	91,2	–	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)					
Tendance	106,3	107,3	107,8	–	107,1
(base 100, 29 décembre 1981)					
Indice gén.	171	172,1	173	–	172,2

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Forte reprise en fin de semaine

Quatre séances seulement cette semaine à Wall Street, fermé lundi pour le Memorial Day, dont trois ont permis au marché de tester la résistance du seuil des 1 100 de l'indice Dow Jones. Avec la hausse des taux d'intérêt et le nouveau déficit record de la balance commerciale, le cœur n'y était pas autour du Big Board. Mais la fameuse barrière psychologique a tenu, et des rachats du découvert ont permis au Dow de ne pas tomber en dessous. A la veille du week-end, une forte reprise s'est produite, favorisée par l'intervention de la Fed sur le marché monétaire, la baisse du loyer de l'argent à court terme, la hausse des bons et des *obligations* qui en a résulté, également la rumeur qui a circulé sur un prochain abaissement du taux d'escompte. Au cours de la seule séance de vendredi, l'indice des industrielles a regagné 17,57 points pour s'inscrire à 1 124,35 (contre 1 107,09 le 25 mai).

	Cours 25 mai	Cours 1er juin
Alcoa	33	34 3/4
ATT	15 1/2	15 1/2
Boeing	38	39 1/2
Chase Man. Bank	41 1/8	40 3/4
De Pont de Nemours	47	47 3/8
Eastman Kodak	64 3/4	66 5/8
Exxon	41 1/8	40 3/8
Ford	36 5/8	38 3/8
General Electric	52 3/8	53 1/4
General Foods	51	51 1/2
General Motors	63 1/4	64 1/4
Goodyear	23 3/4	23 7/8
IBM	107 1/4	107 7/8
ITT	34 1/8	35
Mobil Oil	28 1/8	27 1/4
Pfizer	31 1/2	32 3/8
Schlumberger	47 5/8	48 3/4
Texaco	36 5/8	36 3/8
UAL Inc.	32 3/4	35 3/4
Union Carbide	53 5/8	53 7/8
US Steel	26 7/8	27 1/8
Westinghouse	40 3/4	21 3/4
Xerox Corp	37	38 1/8

LONDRES

Sauvé par le gong

Effarouché par la perspective d'un nouveau relèvement des taux de base bancaires, l'aggravation du conflit dans les charbonnages et toute une série de nouvelles inquiétantes (déficit commercial record, suspension du service de la dette bolivienne, rumeurs sur une mesure semblable prise par l'Argentine), le London Stock Exchange a littéralement plongé cette semaine... pour un redressement à toute allure vendredi et regagner la plus grande partie du terrain perdu, à l'issue d'une séance presque sans précédent dans l'histoire. Ce revirement spectaculaire de la tendance est le résultat de la réouverture *in extremis* du dialogue entre les syndicats et la direction des charbonnages, également de la détente inattendue survenue sur le front des taux aux Etats-Unis, après l'intervention énergique du FED sur le marché monétaire américain.

Indices « FT » du 1er juin : industrielles, 824,5 (796,9 au plus bas jeudi) contre 827,9 ; mines d'or, 698,1 contre 662,5 ; Fonds d'Etat, 78,69 contre 78,15.

	Cours 25 mai	Cours 1er juin
Beecham	311	315
Bowater	270	260
Brit. Petroleum	505	498
Charter	216	218
Courtaulds	137	126
De Beers (*)	7,27	7,25
Dunlop	37	37
Free St. Geduld (*)	30 1/2	30 1/4
Glaxo	810	800
Gt. Univ. Stores	565	585
Imp. Chemical	544	542
Shell	678	670
Unilever	865	855
Vickers	144	149
War Loan	33 1/4	33 1/2

(*) En dollars.

FRANCFORT

Résistant

Comme la Bourse de Paris, le marché allemand a fait preuve de résistance, ce, malgré l'échec des négociations dans la métallurgie sur la semaine des trente-cinq heures et les craintes persistantes sur une nouvelle hausse des taux d'intérêt.

	Cours 25 mai	Cours 1er juin
AEG	95,20	94,50
BASF	163,50	162,60
Bayer	167,30	165,50
Commerzbank	162	154
Deutschebank	354	348
Hoechst	173,30	172,80
Karstadt	255	254
Mannesmann	142,70	139,50
Siemens	389	379,30
Volkswagen	191,50	184,80

TOKYO

Sursaut de dernière minute

Très affecté par les nouvelles inquiétantes venues tant du front monétaire que du golfe Persique, le Kabuto-cho revigoré in extremis samedi matin par le redressement de Wall Street à la dernière minute s'est à son tour redressé, et l'indice Nikkei Dow Jones, tombé très au-dessous de la barre des 10 000, l'a refranchie pour s'établir à 10 052,97 (contre 10 127 le 26 mai).

	Cours 25 mai	Cours 1er juin
Akai	430	411
Bridgestone	565	555
Canon	1 190	1 150
Fuji Bank	945	815
Honda Motors	1 110	1 080
Matsushita Electric	1 710	1 660
Mitsubishi Heavy	238	230
Sony Corp.	3 310	3 240
Toyota Motors	1 320	1 290

Le football coté en Bourse

(Suite de la première page.)

Tout cela coûte cher. Et l'argent, nécessaire pour l'instant, lui est procuré par la Coupe d'Europe – trois qualifications en six ans – qui lui a rapporté 12,8 millions de francs au cours de la dernière saison, 16,4 millions si l'on tient compte de la publicité correspondante.

Le président du PSG, M. Francis Borelli, est catégorique : « *Si la situation financière du club est saine, elle est aussi fragile, car bien trop dépendante de cette fameuse Coupe.* » En échouant à la sélection, le PSG se couperait d'une *importante source de financement*. Et un accident est toujours possible. Sans Coupe d'Europe pas de joueurs, sans joueurs pas de Coupe d'Europe. C'est la quadrature du cercle. Reste la solution d'une remorque industrielle ; mais le PSG y perdrait son indépendance. Dans ces conditions, la Bourse offre une belle opportunité. Le Paris-Saint-Germain « *veut au minimum 20 millions de francs* », assurent ses conseillers financiers qui sont certains de pouvoir « *trouver 10 millions auprès d'actionnaires spectateurs* ».

Faisant partie des clubs enregistrant les plus importants mouvements de fonds, le PSG serait une bonne recrue pour le marché, d'autant que le ministre au temps libre, à la jeunesse et aux sports a promis que le régime des subventions serait maintenu pour les SOS. La balle est donc plus ou moins dans le camp des parlementaires, qui devront dire si oui ou non de telles sociétés méritent d'exister. Car pour l'instant le PSG est une simple association régie par la loi de 1901, donc à but non lucratif, qui, pour prétendre être cotée, devra se *transformer*.

De toute manière, les dirigeants du club sont bien décidés à mener leur projet à terme. Si, par défaut, la solution de la SOS était écartée, il en reste d'autres. Le PSG pourrait très bien revêtir la forme d'une société d'économie mixte ou tout bonnement d'une société anonyme, comme dans le golf. Pour sa part, le comité de gestion du PSG est formel : l'entrée en bourse serait une façon originale de stimuler la fréquentation des stades, d'assurer la survie et la prépondérance des clubs. Le coup d'envoi au-dessus de la corbeille pourrait avoir lieu dans deux ans. En attendant, le PSG innove. Suivant l'exemple britannique, espagnol aussi, il est le premier club de football français à rendre public son rapport d'activité, chiffres à l'appui.

A. D.

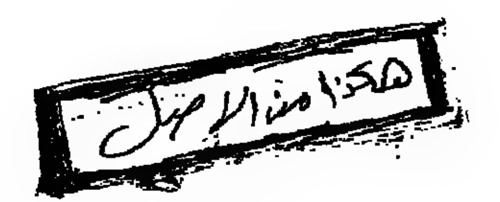
Le ski remonte la pente

Largement anticipé par la *Bourse, avec un cours qui, tombé* de 1 850 F en 1979 à 360 F en 1981, est remonté à plus de 1 400 F fin 1983, le redressement des Skis Rossignol se confirme nettement. Le bénéfice net de l'exercice 1983-1984, 29 millions de francs, est supérieur aux prévisions (25 millions de francs) et retrouve, en francs nominaux, son niveau de 1978-1979 (27 millions de francs), après une glissade dans le rouge en 1981-1982 (perte de 27 millions) et un maigre équilibre en 1982-1983 (gain de 27 millions de francs). Pour l'exercice 1984-1985, le PDG, M. Laurent Boix-Vives, a précisé, avec une satisfaction certaine, que le groupe l'abordait « *dans d'excellentes conditions* », le chiffre d'affaires *devant augmenter de 15 % et le* bénéfice de 40 %, avec pour objectif 40 millions de francs. Le dividende, supprimé il y a deux ans et rétabli, à un niveau inférieur, l'an dernier, pourrait être augmenté de 50 %.

La *traversée* du « désert blanc », amorcée en 1980 à cause du manque de neige, aux Etats-Unis comme en Europe, et de l'accumulation des stocks chez les revendeurs, a, semble-t-il, pris fin pour le numéro un mondial du ski. Elle a laissé des cicatrices : fermeture de l'usine de Saint-Paul-Trois-Châteaux, *dans la Drôme, avec* licenciements à la clé et arrêt de la production de skis aux Etats-Unis à l'automne 1982. Aujourd'hui, après deux saisons mieux enneigées et l'allégement progressif des stocks, la firme peut se targuer d'avoir augmenté sa part du marché mondial (18,3 % contre 17 % en volume et 25,1 % contre 24,1 % en valeur), malgré une diminution de 8,7 % de la consommation apparente totale (hors stocks).

Aux Jeux olympiques de Sarajevo, elle a raflé seize médailles, dont dix sur dix-huit dans les disciplines alpines. Enfin, elle envisage une réouverture prudente d'une usine aux Etats-Unis, où elle est redevenue le numéro un avec 40 % du marché. Quant au tennis, la pénétration se poursuit avec 320 000 cadres (+ 16 %), surtout en haut de gamme, et la position de leader dans les raquettes de fibre de verre et de carbone. Avec son milliard de francs de chiffre d'affaires et ses *2 550 salariés, la société* tire 75 % de ses bénéfices de l'étranger et pousse à fond la recherche, qui devrait déboucher prochainement sur une innovation notable dans le ski de fond. *La pente a bien été remontée.*

F. R.



L'euromarché

Un moment favorable pour la France

L'Espagne a réussi un joli coup dont le Trésor français ferait bien de s'inspirer, grâce à une opération mise sur pied par la firme américaine Merrill Lynch. Celle-ci a lancé, jeudi, une transaction de 500 millions de dollars pour le compte du gouvernement espagnol qui – avec l'appui sous-jacent d'une ligne de crédit *standby* sur dix ans, c'est-à-dire d'un prêt bancaire qui n'est pas destiné à être tiré – se matérialisera sous la forme d'émission d'« euronotes » à très court terme. Cette technique, que Merrill Lynch a vulgarisée sous le sobriquet de RUF *(Revolving Underwriting Facility)*, a connu une vogue croissante au cours des deux dernières années parce qu'elle permet d'obtenir des capitaux à long terme à partir de papiers à courte échéance.

Les « euro-notes » espagnoles, dont la durée sera seulement de trois ou six mois, mais qui, pendant dix ans, seront replacés à chaque échéance, porteront un intérêt trimestriel ou semestriel qui sera celui du taux interbancaire demandé à Londres sur les dépôts en eurodollars à trois ou à six mois (Libid). Elles seront émises avec une certaine décote de manière à procurer aux institutions les achetant un rapport qui devrait être, en moyenne, de quelque 0,125 % supérieur au taux du Libor.

Si Merrill Lynch ne parvient pas à placer ce papier à court terme, les banques faisant partie du consortium bancaire garantissant la ligne de crédit à moyen terme s'engagent à le reprendre jusqu'à ce qu'il trouve acquéreur. En récompense, elles percevront une commission qui sera de 0,125 % pendant les trois premières années, puis de 0,15 % au cours des quatre suivantes, et enfin de 0,175 % durant les trois dernières. Une partie des 500 millions de dollars servira à rembourser par anticipation la portion de la dette étrangère espagnole dont le coût est le plus onéreux, et le solde, à allonger la durée de l'endettement extérieur en cours du pays.

Si l'Espagne peut dorénavant obtenir des eurocapitaux à un coût qui est de l'ordre d'environ 28 points de base par an (0,28 %), alors qu'il y a encore peu, elle devait offrir près de 40 points en sus du Libor, la France pourrait à la fois faire mieux et sur une plus grande échelle. Pour des raisons politiques, il est, paraît-il, hors de question pour la République française d'emprunter afin de réaménager à meilleur compte ou de consolider à plus longue échéance sa dette étrangère. Encore que ce soit tenir en piètre estime des citoyens dont on préjuge qu'ils ne sauront faire la différence entre une récolte d'argent frais et une gestion saine et nécessaire, il ne manque pas d'emprunteurs du secteur public pour se substituer à la République. EDF a, apparemment, été récemment inondée de multiples de propositions plus alléchantes les unes que les autres. Pourquoi ne pas en profiter ?

Les emprunteurs français ont levé l'équivalent de 4,6 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de cette année, soit quelque 700 millions de moins que durant la même période de 1983. Le volume d'eurocrédits drainé depuis janvier dernier est à peu près resté le même que l'année précédente. En revanche, le montant des émissions euro-obligataires a diminué d'environ 1 milliard de dollars, pour représenter, à fin mai, l'équivalent de 3,12 milliards de dollars. Le total de 4,6 milliards comprend certaines petites opérations pas encore signées et qui n'ont pas encore fait l'objet de publicité, bien qu'elles aient été montées au cours du mois dernier. C'est le cas d'un euro-emprunt du Crédit chimique de 50 millions de dollars, de même que du Crédit foncier qui recherche actuellement, outre-Quiévrain, 2 milliards de francs belges au travers d'un crédit bancaire.

L'oscar suprême pour huit banques seulement

La diminution des emprunts étrangers des débiteurs français, qu'elle ait été volontaire ou la conséquence de la dégradation intervenue sur le marché international des capitaux, a eu pour effet de rehausser la crédibilité financière de la France. Celle-ci s'est, en outre, considérablement améliorée depuis la prise de conscience qui a mis à mal la réputation des banques américaines.

La France apparaît maintenant comme l'un des rares bons crédits dans le monde, ce qui va lui permettre, après une longue absence, de revenir sous peu solliciter le marché suisse des capitaux.

Ce retour devrait s'effectuer également par le truchement du Crédit foncier qui, sous la garantie de la République française, devrait lancer une émission d'environ 100 millions de francs suisses vers la fin juin. En juillet 1983, la BFCE avait subi un revers cuisant en Helvétie. Cette fois-ci, pas moins de dix banques se sont farouchement battues pour obtenir le mandat du Crédit foncier. Les investisseurs suisses, qui, cette année, ont été gavés de papiers japonais et autrichiens, apprécieront certainement la diversification que va leur offrir le débiteur français. Celui-ci vise vraisemblablement à recueillir des capitaux à dix ans. Dans le climat actuel, un emprunt d'une durée de huit ans passerait mieux la rampe. Pour sa part, le coupon devrait se situer aux environs de 6,125 %, si les conditions du marché suisse demeurent ce qu'elles sont présentement.

Le marché international des capitaux reste profondément anxieux. Si le Fed, la banque centrale des Etats-Unis, n'a pas tardé à se porter massivement au secours d'une industrie bancaire défaillante, la hausse des taux d'intérêt demeure latente, et les rendements semestriels des emprunts à long terme du gouvernement américain s'apprêtent à franchir la barre psychologiquement fatidique de 14 %, ce qui équivaut à des coupons annuels de l'ordre de 14,25 %. Sur l'euromarché, le taux du Libor à six mois, qui est maintenant légèrement supérieur à 12,5 %, a dépassé le taux de base bancaire en vigueur aux Etat-Unis. Depuis le début de l'année, le Libor a progressé de près de 2,50 %.

L'agence américaine Standard and Poor's, qui, entre autres, évalue la qualité de l'endettement des grands emprunteurs, n'attribue plus qu'à seulement huit banques dans le monde son oscar suprême qu'est le « AAA ». Seuls les Etats-Unis et la France ont deux établissements figurant sur cette liste très courte. Ce sont Morgan Guaranty et la Texas Bancshares pour les premiers, le Crédit agricole et la Compagnie financière Paribas pour la seconde. La diminution spectaculaire du nombre de maisons dignes d'un « AAA » est le facteur qui est actuellement le plus alarmant et le plus démoralisant pour les marchés des capitaux. En renchérissant les coûts de refinancement d'un nombre croissant de banques, elle ne peut que diminuer les liquidités internationales et accroître la tension sur les taux d'intérêt.

L'activité euro-obligataire a été considérablement réduite cette semaine par l'absence compréhensible d'investisseurs en raison des jours chômés, lundi à Londres et à New-York, puis jeudi sur le continent européen. Une seule euro-émission, en dollars et à un taux d'intérêt fixe, a vu le jour.

Encore sera-t-elle, après un temps, convertible en papiers à taux variable. Elle émane de la Bank of Scotland qui est venue offrir au pair 50 millions de dollars d'euro-obligations à douze ans. Elles seront, durant les sept premières années, dotées d'un coupon annuel de 14,25 %, puis seront converties en « notes » dont l'intérêt semestriel consistera, pendant les cinq dernières années, en l'addition d'une marge de 0,25 % au taux du Libor en vigueur à l'époque. Le tout est assorti d'une commission pour les banques de 1,875 %. Si la structure de l'opération a suscité un vif intérêt intellectuel, la décote de 2,50 points affichée par le marché gris reflète une faible demande. L'émission est, sans aucun doute, des plus avantageuses pour l'emprunteur. Il va, en fin de course, se retrouver avec des capitaux dont le coût global sera inférieur au Libor parce que la partie à taux fixe est, au cours des sept premières années, basée sur un swap.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Nouveau repli du dollar

Déjà ébranlé la semaine dernière par une tempête financière déclenchée par des rumeurs incontrôlées sur la santé des grandes banques américaines, le dollar, après un timide redressement, a encore fléchi cette semaine, revenant à un peu plus de 2,68 DM contre 2,7260 DM et à 8,27 F-8,28 F environ, contre 8,36 F-8,38 F. Ce fléchissement s'est produit en dépit de la tension persistante dans le golfe Persique, toute crise internationale, dans un passé récent, ayant été de nature, pourtant, à favoriser le « billet vert », refuge des capitaux en quête de havre.

Cette fois, toute une série de facteurs ont joué à nouveau contre le dollar. Si les inquiétudes sur la solidité des banques américaines se sont un peu apaisées, grâce aux déclarations volontairement rassurantes des autorités fédérales *(voir en rubrique Marché monétaire et obligataire)* le problème de l'endettement de l'Amérique latine, financé à plus de 40 % par lesdites banques, reste entier. A cet égard, la nouvelle inopinée, en milieu de semaine, de la suspension « temporaire » des paiements sur la dette extérieure privée de la Bolivie (1 milliard de dollars sur 5 milliards) a, derechef, jeté un froid. Sans doute de nouveaux rééchelonnements sont-ils en préparation, mais il faut s'attendre à de nouvelles péripéties et à de nouvelles secousses.

L'annonce d'un déficit commercial américain de 12,9 milliards de dollars, qui pour la quatrième fois consécutive établit un record, a tout de même impressionné : le déficit pour les quatre premiers mois de 1984, 42 milliards de dollars, est déjà égal à celui de l'année 1982 tout entière et aux trois cinquièmes de celui de 1983. Les experts officiels tablent sur un déficit commercial de 100 milliards de dollars cette année, les experts privés avançant le chiffre de 130 milliards. Deuxième facteur négatif pour le dollar, le ralentissement de l'expansion de l'économie que pourraient faire présager la progression de 0,5 % « seulement » de l'indice des indicateurs avancés en avril, la baisse de 3,6 % des commandes industrielles et la très faible augmentation des mises en chantier pour le même mois, 0,2 % au lieu des 2,5 % prévus. Un tel ralentissement serait, théoriquement, de nature à éviter la surchauffe, le retour à l'inflation et à une tension supplémentaire des taux d'intérêt.

A moyen terme, il est intéressant de citer les prévisions formulées cette semaine au symposium organisé par Cisi Wharton, organisme né du rachat, en 1983, par le groupe français Cisi, service en informatique de la WEFA, Wharton Econometric Forecasting Associates, créée en 1963 par le professeur Lawrence Klein, père de l'analyse économétrique empirique, et spécialisée dans l'analyse du futur. Pour cet organisme, le dollar va se déprécier graduellement de 12 % entre 1983 et 1987, avec deux scénarios : la dépréciation se produit dès 1984 de manière sensible, ou commence seulement en 1984 pour s'accélérer en 1985.

En Europe, le mark a été déprimé par la rupture des négociations entre le patronat et les syndicats de la métallurgie sur la semaine de trente-cinq heures. Cela n'a toutefois pas empêché la monnaie allemande de remonter sensiblement face au dollar en fin de semaine, et aussi par rapport au franc français, après un fléchissement à 3,07 F.

La signature officielle de l'accord entre les Etat-Unis et le Japon sur l'internationalisation du yen n'a guère influé sur la tenue de la monnaie nippone, qui, cette semaine, s'est bornée à suivre le dollar. A Washington, néanmoins, on attend de cet accord une plus grande diffusion du yen dans le monde et une hausse de cette devise de nature à réduire l'éxédent commercial du Japon vis-à-vis des Etats-Unis. A Tokyo, on se montre plus sceptique, et on estime même que le yen commencera par baisser pour se raffermir ultérieurement.

Sur le marché de l'or, la tension dans le golfe Persique, le repli du dollar et, surtout, les rumeurs sur les banques américaines ont poussé le cours de l'once au-dessus de 390 dollars, les 395 dollars étant atteints à la veille du week-end.

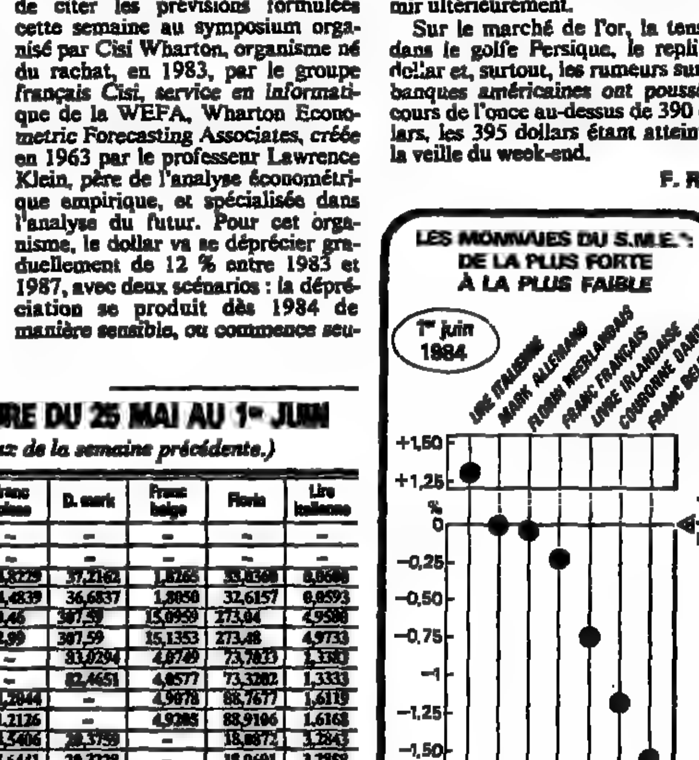
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 MAI AU 1er JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,4020	–	12,0992	44,8229	37,2162	1,8265	33,0360	0,0600
	1,3840	–	11,9260	44,4839	36,6837	1,8050	32,6157	0,0593
Paris	11,5875	8,2650	–	370,46	307,59	15,0959	273,04	4,9580
	11,6043	8,3850	–	372,99	307,59	15,1353	273,48	4,9733
Zurich	3,1279	2,2310	26,9931	–	83,0294	4,0749	73,7833	1,3383
	3,1112	2,2480	26,8103	–	82,4651	4,0577	73,3202	1,3333
Francfort	3,7671	2,6870	32,5186	1,2044	–	4,9078	88,7677	1,6119
	3,7723	2,7260	32,5188	1,2126	–	4,9285	88,9106	1,6168
Bruxelles	76,7595	54,75	6,6243	24,5406	20,3759	–	18,0872	3,2843
	76,6736	55,40	6,6070	24,6441	20,3228	–	18,0691	3,2858
Amsterdam	4,2439	3,0270	36,6243	135,68	112,65	5,5268	–	1,8153
	4,2435	3,0660	36,5657	136,38	112,47	5,5342	–	1,8185
Milan	2337,13	1667	201,69	747,20	620,39	30,4475	550,71	–
	2333,42	1686	201,07	750	618,48	30,4332	549,90	–
Tokyo	322,60	230,10	27,8403	103,14	85,6345	4,2027	76,0159	0,1380
	320,21	231,80	27,6449	103,11	85,0330	4,1841	75,6033	0,1374

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 1er juin, 3,5919 F contre 3,6173 F le vendredi 25 mai.



* Système monétaire européen

Marché monétaire et obligataire

Le dilemme de la Fed

Comment, à la fois, fournir au système bancaire américain toutes les liquidités nécessaires pour éviter des défaillances catastrophiques et tenir la bride à l'économie pour calmer la surchauffe tout en maîtrisant l'inflation, le tout « en douceur », sans casser totalement l'expansion. Tel est le dilemme qui est posé aux autorités monétaires des Etats-Unis, à savoir les dirigeants de la Réserve fédérale, la Fed. A la suite de la tempête financière qui a soufflé à New-York et à Londres la semaine dernière, ces autorités ont multiplié les déclaration rassurantes et montré clairement leur détermination.

Dans une démarche inhabituelle, M. Martin Preston, vice-président de la Fed, a déclaré, lundi 28 mai, à la télévision américaine, que la banque centrale du pays était disposée à « prêter, prêter hardiment, tant que le besoin s'en fera sentir ». Autrement dit, elle colmatera toute brèche dans le système bancaire américain, comme elle l'a fait il y a bientôt trois semaines pour la Continental Illinois, septième banque du pays. A cet égard, de nouvelles rumeurs défavorables ont couru sur cet établissement, dont le redressement apparaît bien pénible. Les retraits auraient été plus importants qu'on ne le dit, près de 12 milliards de dollars, et la confiance serait bien longue à revenir. A vrai dire, cette banque a, aux yeux des milieux financiers internationaux, commis une grave imprudence, à savoir financer des crédits domestiques par des dépôts extérieurs sans avoir un gros réseau à l'extérieur, ce qui entraîne des catastrophes quand l'étranger prend peur. En tout cas, il se confirme qu'une aide fédérale sera nécessaire à la Continental Illinois pour mener à bien une fusion ou une acquisition par un autre établissement : la secousse a été trop forte.

Mais, au-delà de la « Conti », dont les problèmes étaient, avant tout, d'ordre intérieur, c'est toute la question de l'endettement de l'Amérique latine qui est posée. La hausse de trois points sur l'eurodollar à six mois depuis janvier coûte des milliards de dollars aux pays débiteurs et compromet les schémas de rééchelonnement péniblement mis sur pied auparavant. A Washington et à New-York, on a fini par s'en rendre compte, et il est très probable que de nouveaux schémas, beaucoup plus étalés dans le temps, sont en préparation très avancée.

Ainsi, selon le journal mexicain *El Financiero*, le Mexique aurait obtenu un délai de grâce de dix à quinze ans pour ses échéances entre 1985 et 1988, soit 42 milliards de dollars en capital et 38 milliards en intérêts. Pour l'Argentine, le processus est le même, l'accord avec le FMI étant proche, paraît-il.

En attendant, la Maison Blanche s'est empressée de prolonger le crédit-relais de 300 millions de dollars qu'elle a accordé pour permettre à l'Argentine d'assurer, en partie, son échéance du 30 juin 1984 (encore une !).

Dans ce contexte particulièrement troublé, la Fed a dû lâcher dans les circuits bancaires une bonne dizaine de milliards de dollars, au moment même où la masse monétaire reprend sa progression (+ 3,3 milliards de dollars cette semaine pour M 1), la partie haute de la fourchette d'augmentation se trouvant touchée. Par ailleurs, les autorités fédérales ne peuvent faire monter les taux actuellement, pour des raisons faciles à comprendre. Mais, ultérieurement, il va leur falloir reprendre les rênes et reprendre les liquidités ainsi « lâchées ».

Le papier EDF très demandé

Ce dilemme incite certains experts à prévoir que, dans un délai assez bref, la Fed fera, indirectement, monter de 12,5 % à 13 % le taux de base des banques. A l'inverse, le chef économiste de la Harris Trust and Savings estime que le ralentissement de l'économie américaine pourrait entraîner une stabilisation des taux en juin et en juillet, et une baisse vers la fin de l'année. A la veille du week-end, on observait un reflux sur l'eurodollar à six mois, revenu à 12 3/8 %.

En Europe, la Bundesbank n'a pris aucune décision sur ses taux, alors que certains avaient prévu un relèvement. La crise sociale en RFA lui interdit, pour l'instant, toute initiative de ce genre, d'autant que le mark se redresse vis-à-vis du dollar.

Sur le marché obligataire de Paris, l'unique émission de la semaine a été le « gros » emprunt d'EDF, 3,5 milliards de francs, en deux tranches, qui a eu un énorme succès. Il faut dire qu'actuellement, les liquidités sont assez abondantes, et que le « papier » a été raréfié ces derniers temps, d'où une demande potentielle très forte. L'établissement public en a profité, se payant même le luxe d'afficher une baisse de 0,20 % sur les 2,5 milliards de francs de la tranche à taux révisable annuellement (TRA), émise à 13,50 %, alors que la seconde tranche de 1 milliard de francs était lancée à 13,70 %, taux en vigueur actuellement.

Il faut dire qu'en ce moment, les émissions à taux variable ont la cote, et que les souscripteurs, affamés, se sont littéralement jetés sur cette première tranche. Un succès « fou, fou, fou ». Quant à la tranche à taux fixe, après un mauvais départ, elle s'est, elle aussi, arrachée. A signaler, pour mémoire, l'emprunt Thomson de 858 millions de francs à bons de souscription d'actions, huit ans *in fine* et 900 F de nominal pour les titres. Du fait que l'émetteur en a recasé une partie dans son propre groupe et que la Société française de participation industrielle (SFPI), qui gère la part des banques dans le capital de Thomson, a pris le reste, le marché n'en a pratiquement pas vu la couleur.

Ce brillant comportement du marché primaire contraste avec celui du marché secondaire, plutôt médiocre et hésitant. Les rendements en Bourse se sont raffermis, passant, en quinze jours, de 12,79 % à 12,93 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 12,64 % à 12,82 % pour ceux à moins de sept ans et de 13,83 % à 13,95 % pour les emprunts du secteur public. Cette différence de comportement intrigue les spécialistes, qui voient l'environnement assez incertain. Un fait est là, toutefois : EDF a levé ses 3,5 milliards de francs avec une facilité déconcertante.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Hausse du zinc, repli du caoutchouc

Moins d'affaires sur les marchés commerciaux avec les craintes relatives à d'éventuels remous financiers, à la suite de la décision de la Bolivie de suspendre le service de sa dette, et les grèves qui freinent la consommation de matières premières utilisées à des fins industrielles. Le calme est revenu sur le marché du café, mais celui du zinc reste toujours stimulé par la pénurie de métal de bonne qualité.

MÉTAUX. – *Les cours du zinc ont atteint de nouveaux sommets à Londres, dépassant pour la première fois depuis une décennie le seuil des 800 livres la tonne. C'est toujours la pénurie de plus en plus aiguë de disponibilités de métal de bonne qualité qui est à l'origine de cette flambée persistante des prix. D'ailleurs, illustration de cette situation, la prime du comptant sur le trois mois s'est accrue, dépassant les 100 livres par tonne.*

La reprise a été de courte durée sur le marché du cuivre, les cours perdant une partie de leur avance de la semaine précédente, malgré la nouvelle réduction des stocks britanniques de métal revenus à leur niveau le plus bas, soit à 232800 tonnes (– 8 625 tonnes) depuis la mi-décembre 1982.

Les cours de l'étain se sont maintenus pratiquement à leurs niveaux de la semaine précédente à Londres. La Malaisie, qui fait partie des pays membres de l'accord international, proteste contre les exportations accrues de certains pays non membres, donc non soumises à la réduction des quotas d'exportation. C'est le cas du Brésil.

L'argent a consolidé son avance de la semaine précédente à Londres ; progression également des cours du platine.

CAOUTCHOUC. – *Sensible baisse du naturel sur les différents marchés dont les cours sont désormais revenus à leur point le plus bas depuis février dernier.*

DENRÉES. – *La hausse a tourné court sur le marché du sucre. Une firme privée britannique estime la production mondiale de la campagne, en 1983-1984, à 95,57 millions de tonnes, au lieu de 93,38 millions de tonnes pour une précédente évaluation. En 1982-1983, elle s'était élevée à 101,17 millions de tonnes.*

La hausse la plus sensible a été enregistrée sur la récolte de betteraves : 35,43 millions de tonnes, contre 34,33 millions de tonnes en novembre, et 37,40 millions de tonnes en 1982-1983.

Une détente s'est produite sur les cours du café. La quatrième augmentation du quota d'exportation, à la suite de la hausse des prix, de un million de sacs portera le quota à plus de 60 millions de sacs. Les négociants estiment que la récolte brésilienne de la saison 1984-1985 serait inférieure aux 26,2 millions de sacs prévus par l'Institut brésilien du café.

Une légère baisse s'est produite sur les cours du cacao.

LES COURS DU 1er JUIN 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1030 (1035) ; à trois mois, 1045,50 (1056,50) ; étain comptant, 9 065 (9 060) ; à trois mois, 9 012 (9 050) ; plomb, 325,50 (328) ; zinc, 803 (790) ; aluminium, 962,50 (965,50) ; nickel, 3 470 (3 445) ; argent (en pence par once troy), 673,50 (670,50). – New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 64,25 (64,10) ; argent (en dollars par once), 9,26 (9,32) ; platine (en dollars par once), 397,1 (393). – Penang : étain (en ringgit par kilo).

TEXTILES. – New-York (en cents par livre) : coton, juillet, 84,60 (85) ; octobre, 81 (84,54). – Roubaix (en francs par kilo), laine, juillet, 50,30 (inch.).

CAOUTCHOUC. – R.S.S. (comptant), 665-685 (690-720). – Penang (en cents des Détroits par kilo) : 212,50-213 (223-224).

DENRÉES. – New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 616 (2 720) ; septembre, 2 645 (2 733) ; sucre, juillet, 5,83 (5,80) ; septembre, 6,14 (6,03) ; café, juillet, 144,35 (150) ; septembre, 144,25 (150,77). – Londres (en livres par tonne), sauf pour le sucre en dollars : sucre, août, 158,80 (161) ; octobre, 166,60 (169,20) café, juillet, 2 330 (2 452) ; septembre, 2 305 (2 430) ; cacao, juillet, 2 077 (2 104) ; septembre, 2 047 (2 035). – Paris (en francs par quintal) : cacao, juillet, 2 434 (2 450) ; décembre, 2 180 (2 264) ; café, juillet, 2 800 (2 870) ; septembre, 2 730 (2 832) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 365 (1 438) ; octobre, 1 415 (1 435) : tourteaux de soja. – Chicago (en dollars par tonne), juillet, 195,40 (202,70) ; août, 197,3 (204,70). – Londres (en livres par tonne), juin, 156 (157) ; août, 154 (155).

CÉRÉALES. – Chicago (en cents par boisseau) : blé, juillet, 356 1/2 (370,50) ; septembre, 360 1/2 (373) ; maïs, juillet, 350 3/4 (352 1/4) ; septembre, 327 1/4 (328 1/4).

INDICES. – Moody's, 1 077,20 (1 079,50) ; Reuter, 1 974,20 (2 020,20).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

M. JACQUES TOUBON invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-*le Monde* », dimanche 3 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Toubon, qui est maire du treizième arrondissement de la capitale et fut un proche collaborateur de M. Chirac, répondra aux questions d'André Passeron et de Thierry Bréhier, du *Monde*, et de Gilles Leclerc et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Lecanuet à l'Elysée.* – M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a été reçu vendredi 1er juin, à l'Elysée, par M. François Mitterrand, qui rencontrera les chefs de file des principaux partis politiques de l'opposition et de la majorité avant le sommet des pays industrialisés qui doit avoir lieu du 7 au 9 juin à Londres. Au terme de son entretien avec le président de la République, M. Lecanuet a notamment déclaré : *« Je souhaite que la France fasse assez bonne figure dans cette rencontre internationale, mais je comprendrais mal que l'on puisse faire bonne figure et en même temps continuer à traîner les boulets que mettent à la France les partis socialiste et communiste. Comment accepter les trente-cinq heures au moment où tous les autres pays industrialisés font un immense effort pour leur développement ? »*

● *Gallimard contre FNAC : jugement lundi.* – Le président du tribunal de grande instance de Paris, M. Pierre Drai, rendra son ordonnance lundi 4 juin en fin de matinée, concernant le différend qui oppose la FNAC à Gallimard, indiquent les avocats de la maison d'édition. Gallimard a intenté un référé contre la FNAC, afin d'interdire à cette dernière de vendre ses ouvrages à des prix inférieurs à ceux autorisés par la « loi Lang » sur le prix unique du livre du 10 août 1981.

● Statu quo *au Tour d'Italie.* – La quatorzième étape dont l'arrivée était jugée à Alessandria, a été gagnée par l'Italien Santimaria, avec 15 secondes d'avance sur le Français Mentheour. Au classement général, Francesco Moser possède toujours 10 secondes d'avance sur Visentini, 34 secondes sur Argentin et 39 secondes sur Fignon.

Dans le critérium du *Dauphiné libéré*, la cinquième étape a été remportée à Chambéry par le Français Michel Laurent, devant le Colombien Rodriguez et Bernard Hinault. Au classement général, Rodriguez prend la première place avec 45 secondes d'avance sur l'Irlandais Roche et 1 minute 4 secondes sur le Français Gallopin.

A B C D E F G

LA FIN DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS

Américains et Soviétiques doivent revenir autour du tapis vert, *déclare M. Zhao Ziyang*

Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, devait achever son voyage en France, le dimanche 3 juin, par une visite à Lille où le reçoit M. Pierre Mauroy. Le ministre de la culture, M. Lang, l'accompagnait samedi pour un déplacement dans la vallée de la Loire, au cours duquel il devait notamment visiter le château de Chenonceaux.

Vendredi, M. Zhao Ziyang avait eu un dernier entretien avec le président Mitterrand, consacré principalement aux relations économiques bilatérales. Il avait été reçu dans la matinée à l'Hôtel de Ville par M. Chirac, et dans l'après-midi à la Sorbonne, où lui a été remise la médaille d'argent de la Chancellerie des universités de Paris. Un dîner était offert dans la soirée en son honneur au Quai d'Orsay par le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson.

Avant de quitter Paris, M. Zhao Ziyang a donné samedi matin une conférence de presse au cours de laquelle il a déclaré que ses entretiens avec les dirigeants français avaient fait apparaître « *une large identité de vues sur les problèmes d'intérêt commun* ».

Dans le domaine économique et commercial, il a eu des « *discussions approfondies sur d'importants projets telles la centrale nucléaire et les télécommunications électroniques* ». Les deux parties sont arrivées à un « *accord de principe* » mais qui « *reste à matérialiser* ».

Le premier ministre chinois a, d'autre part, abordé les grands problèmes internationaux. « *La Chine,* a-t-il dit, *préconise que les deux super-puissances cessent de déployer des missiles en Europe et dans le reste du monde et reviennent autour du tapis vert de la conférence pour aboutir à un accord sur un désarmement véritable.* »

Interrogé sur les activités des mouvements pacifistes en Europe, le chef du gouvernement chinois a déclaré : « *Par leur nature, ils exigent la paix et s'opposent à la guerre. Ils veulent une réduction massive, par les deux super-puissances, de leurs armements nucléaires. Nous comprenons parfaitement les exigences des peuples à ce sujet et nous leur témoignons notre sympathie. La Chine est favorable à un relâchement de la tension internationale.* »

Où en est donc l'idéologie communiste en Chine, dans la politique des « quatre modernisations » et d'ouverture au monde extérieur, a-t-on enfin demandé au premier ministre chinois ? « *Le système chinois ne changera pas en raison de la politique d'ouverture extérieure,* a-t-il répondu, *sinon nous n'aurions pas appliqué une telle politique (...). Nous saluons tout ce qui répond à nos besoins. Mais nous voulons prévenir l'introduction en Chine de choses qui corrodent l'esprit chinois.* » « *En Occident,* a ajouté M. Zhao, *il existe aussi certaines choses que les peuples et les gouvernements des pays occidentaux ne souhaitent pas voir, par exemple le terrorisme.* »

LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Un appel commun de l'Union des partis socialistes

Bruxelles. – Les dirigeants de l'Union des partis socialistes de la CEE (1), réunis, vendredi 1er juin, à Bruxelles, au palais d'Egmont, ont adopté un texte commun en treize points, sorte de plate-forme électorale, avant l'échéance du 17 juin. Ce texte, directement inspiré du manifeste commun élaboré par les leaders socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, au mois de mars dernier à Luxembourg, s'accompagnait d'un appel à voter socialiste lors des prochaines élections européennes, car *« s'abstenir équivaudrait à soutenir les forces conservatrices ».*

Dans une déclaration lue par M. Joop Den Uyl, ancien premier ministre néerlandais et président de l'Union, les socialistes européens se sont ainsi efforcés de mettre en relief ce qui les réunit. Et d'abord le fait, selon eux, qu'*« internationalistes par définition, ils sont les seuls à présenter une véritable alternative aux politiques conservatrices de déflation, de régression économique et de chômage massif ».* Ils ont, à l'inverse, occulté les problèmes sur lesquels ils sont véritablement divisés, à commencer, évidemment, par la question des euromissiles et, au-delà, de la sécurité européenne. M. Joop Den Uyl devait d'ailleurs l'admettre, lors de la conférence de presse, en déclarant : *« Il n'y a aucun point de vue commun des partis socialistes de la CEE à ce sujet. »*

D'autres questions évoquées en réunion préparatoire n'ont pas davantage trouvé de réponse dans l'appel commun, qu'il s'agisse de la

De notre envoyé spécial

volonté des travaillistes britanniques conduits par leur leader, Neil Kinnock, d'obtenir, en cas de victoire, une réforme du système monétaire international. Qu'il s'agisse de la mauvaise humeur politique manifestée par un certain nombre de responsables devant la visite officielle à Lisbonne du premier ministre sud-africain. Qu'il s'agisse enfin des approches respectives sur l'application concrète du rapport Spinelli. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS français, a réaffirmé à ce propos que son parti était opposé à toute renégociation au fond du traité de Rome. *« Car il ne faut pas laisser croire qu'on peut maîtriser les nombreux contentieux existant par de nouveaux dispositifs institutionnels. »*

Au-delà de ces divergences, l'appel socialiste se fonde sur un certain nombre de souhaits ou de thèses communs. Ainsi, la lutte contre le chômage présenté comme *« l'enjeu primordial ».* Ainsi l'adhésion à la CEE de l'Espagne et du Portugal, qui doit devenir effective au 1er janvier 1986, *« après des négociations approfondies (...) tenant compte des intérêts réciproques ».* Ainsi l'accélération *« d'une politique de développement et de coopération avec le tiers-monde ».* Ainsi la nécessité *« d'un plan économique commun, solution européenne à la crise, qui propose des mesures concrètes de relance, de restructuration et de redistribution du travail et des revenus ».*

Cette politique de relance économique suppose une politique d'investissement public, et l'appel préconise à cet égard *« un effort coordonné d'investissement des Etats européens de l'OCDE, correspondant à 1 % du PNB de l'ensemble des pays concernés ».* Elle suppose également une politique de l'emploi, par la redistribution du travail. En ce sens, les partis socialistes européens apportent leur soutien aux syndicats dans leur lutte actuelle pour les trente-cinq heures, selon M. Joop Den Uyl. Encore que sur ce point, la réduction du temps de travail, plusieurs leaders, dont M. Jospin, aient fait valoir *« que ces questions devaient être résolues dans le cadre d'un accord européen et en avançant de façon pragmatique ».*

Enfin, dernier point, particulièrement satisfaisant pour les socialistes français, l'appel commun s'achève sur une sorte de coup de chapeau à l'action de M. François Mitterrand : *« Les socialistes et le gouvernement français, sous la conduite de M. François Mitterrand, ont une responsabilité particulière durant la période de la présidence française pour aider l'Europe à sortir de la crise. »*

PIERRE GEORGES.

(1) Cette union regroupe quatorze partis appartenant aux dix pays membres de la CEE et aux deux pays candidats, Espagne et Portugal.

Au congrès de la FNDIRP

« POURQUOI PAS LA LÉGION D'HONNEUR A KLAUS BARBIE ? »

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. – Mille trois cents délégués, venus de la France entière, sont réunis depuis le 1er juin, à Saint-Etienne, pour le vingt-troisième congrès national de la FNDIRP (Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes). Si le point fort des trois journées de débats se situe samedi, avec la présence de M. Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, la lecture du rapport moral par le secrétaire général, M. Charles Joineau, n'est pas passée inaperçue.

Evoquant les prochaines cérémonies de la commémoration du quarantième anniversaire du débarquement sur les côtes de Normandie, Charles Joineau a souligné *« la nécessité de remise en mémoire des événements à l'heure où se multiplient les falsifications historiques tendant à banaliser le nazisme et le fascisme sous ses différentes formes (...) ». « Déjà, un avocat,* dit l'orateur illustrant son propos, *pour défendre le « boucher de Lyon », prétend faire le procès des résistants, alors qu'il s'agit de juger l'assassin des enfants d'Izieux et de Jean Moulin. »*

Quant à la récente affaire de la médaille commémorative offerte à un général SS par un adjoint au maire de Bayeux, M. Joineau a déclaré : *« Pourquoi pas, au nom de la réconciliation, la Légion d'honneur à Klaus Barbie ? »*

● *Mme Simone Veil* a déclaré, vendredi 1er juin, à Montpellier, au sujet de la remise de la médaille de la ville de Bayeux à un ancien général SS : *« Il s'agit, vraisemblablement, d'une erreur de l'adjoint au maire UDF. Sa bonne foi a été surprise. »* Mme Veil a souligné *« qu'il ne faut pas oublier le passé ».*

● *Mme Arlette Laguiller*, chef de file de la liste de Lutte ouvrière (troskiste) aux élections européennes, écrit, dans l'éditorial de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* : *« Voilà bien comment les bourgeois, les ministres, les hommes politiques qui dirigent le pays ou qui l'ont dirigé voient l'Europe : la fraternisation entre les assassins d'un camp et les bouchers de l'autre. La fraternisation entre ceux qui ont conduit des millions d'hommes à s'entre-massacrer pour rien. Non, pas tout à fait pour rien : pour les profits impérialistes de quelques trusts, qui se portent très bien aujourd'hui en Allemagne, en France, en Angleterre, au Japon ou aux Etats-Unis !*

» Les cimetières de Normandie, c'est pour les soldats américains, français, anglais ou allemands. Les bénéfices, c'était pour le capital international. »

Au Nicaragua

Visite-surprise de M. Shultz à Managua

Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, a fait, le vendredi 1er juin, une visite-surprise au Nicaragua, au cours de laquelle il a eu deux heures trois quarts d'entretiens, à l'aéroport de Managua, avec le coordinateur de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega.

M. Shultz a déclaré aux journalistes que les deux parties étaient convenues d'avoir de nouvelles consultations afin de favoriser un règlement pacifique en Amérique centrale. *« Le président Reagan m'a envoyé ici en mission de paix »*, a-t-il affirmé. Il a dit qu'un autre entretien avec le Nicaragua aurait lieu très bientôt et que M. Harry Shlaudeman, émissaire spécial américain en Amérique centrale, y représenterait Washington.

Auparavant, un responsable américain avait déclaré que M. Shultz *espérait convaincre* le Nicaragua de se joindre aux efforts du « groupe de Contadora » en vue d'un règlement global pour l'ensemble de l'Amérique centrale.

Ce même responsable a affirmé que les Etats-Unis étaient prêts à relâcher leur pression sur le Nicaragua si le gouvernement sandiniste *s'intégrait* au *« processus de paix »* et acceptait les conditions posées par Washington : c'est-à-dire s'il cessait d' « exporter sa révolution » et de renforcer son potentiel militaire, s'il suspendait ses livraisons d'armes soviétiques et cubaines à la guérilla du Salvador et s'il rétablissait les institutions démocratiques dans son pays.

Toujours selon ce responsable américain, Managua n'avait pas réagi de façon positive, en mars, à la visite du secrétaire d'Etat américain adjoint, *M.* Mothley, mais depuis lors, le climat est *« devenu plus favorable »* au point de vue de Washington. Cela tient, a-t-il dit, au résultat des élections au Salvador, aux entretiens que le président Reagan a eus récemment avec son homologue mexicain, M. de La Madrid, aux pressions des « *contras* » *sur les sandinistes* et à l'impact de la visite du président salvadorien, M. Duarte, à Washington.

M. Pastora hospitalisé au Venezuela

D'autre part, M. Eden Pastora, le chef *militaire* de la guérilla opérant au sud du Nicaragua, blessé dans un attentat mercredi alors qu'il avait réuni des journalistes dans le maquis, a été hospitalisé le vendredi 1er juin dans une clinique privée de Caracas. Un avion-hôpital l'avait amené de San-José-de-Costa-Rica, où les chirurgiens ont extrait deux éclats de métal de sa jambe blessée. Le « commandant *Zéro* » est également soigné pour des brûlures au second degré au visage et au torse. Son lieutenant, « Tito » Chamorro, a été opéré d'une fracture à la jambe et doit subir une intervention à un œil. Il a également été transféré au Venezuela.

Une vingtaine de personnes blessées au cours de l'attentat sont toujours hospitalisées au Costa-Rica. Elles sont considérées comme hors de danger.

Attaque antisandiniste

Enfin, un millier de guérilleros de la Force démocratique nicaraguayenne (antisandiniste) ont attaqué vendredi matin la ville d'Ocotal, au nord du Nicaragua, à une vingtaine de kilomètres de la frontière avec le Honduras. *Les* combats ont duré quatre heures. Selon le ministère de la défense de Managua, ils ont fait douze morts parmi les forces gouvernementales et vingt-deux chez les assaillants, qui ont détruit les installations d'une radio locale, de l'institut de l'énergie et de plusieurs organisations sandinistes. – *(Reuter, AFP.)*

Le numéro du « Monde » daté 2 juin 1984 a été tiré à 434924 exemplaires

On ne parlera plus, bientôt, du secret des primes des fonctionnaires

affirme M. Anicet Le Pors

M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, a déclaré, le vendredi 1er juin, au micro de France-Inter, que *« l'on ne parlera plus, bientôt, du secret des primes de la fonction publique »*, car le rapport sur les primes des hauts fonctionnaires, présenté le même jour à M. Pierre Mauroy, par M. Alain Blanchard, conseiller à la Cour des comptes, va *« permettre de réaliser une avancée décisive en matière de clarté des rémunérations annexes de tous les fonctionnaires ».*

« Je ne pense pas qu'il y ait des révélations dans ce rapport, qui confirme, sur une base statistique, qui est celle de l'INSEE, la réalité des rémunérations annexes », a indiqué M. Le Pors. *« Il ne faut pas,* a-t-il dit, *jeter sur cette question une suspicion qui n'a pas lieu d'être. La masse des primes représente 10,6 % des traitements de base, c'est-à-dire un peu plus d'un treizième mois, mais ces primes sont très inégalement réparties : l'éventail hiérarchique des traitements des fonctionnaires est, dans l'ensemble, de 1 à 7. Cependant, en ce qui concerne les primes, pour un ministère comme celui des finances, il est de 1 à 14. Le minimum des primes* [accordées aux hauts fonctionnaires des finances] *représente trois mois de traitement, et, le maximum, plus de huit mois. »*

M. Le Pors n'est pas favorable à un *« nivellement »* des traitements dans la fonction publique, mais il préconise de récompenser *« le fonctionnaire qui travaille bien »* par des promotions plutôt que par des primes, qui peuvent néanmoins être utilisées dans *« certains cas ». « Depuis trois ans, le gouvernement a fait plus que n'importe quel autre pour assurer la clarté des rémunérations,* a ajouté M. Le Pors. *Bien des primes ont déjà été intégrées dans le traitement soumis aux retenues pour pension. »* Le secrétaire d'Etat a rappelé aussi que, au début de 1982, il avait fait publier au *Journal officiel*, *« pour la première fois depuis que la fonction publique existe »*, les rémunérations des hauts fonctionnaires. Au terme du nouveau statut de la fonction publique, a-t-il dit, *« le gouvernement devra soumettre au Parlement, tous les deux ans, un rapport, annexé à la loi de finances, qui fera la clarté sur les traitements de base et les indemnités des fonctionnaires ».*

L'ÉTAT VERSE UNE PROVISION DE 20 000 F A LA VICTIME D'UNE BAVURE

Le tribunal de Paris a commencé à faire application de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1983 renforçant la protection des victimes d'infraction pénale. C'est ainsi qu'il a condamné l'Etat à verser une provision à la victime d'une « bavure » policière. M. Armindo Alvès, vingt-six ans, mécanicien portugais, a, en effet, été blessé gravement le 18 décembre, rue Bouchardon, à Paris-10e, à la suite d'une poursuite automobile. Il doit vivre actuellement avec des mensualités de 2 500 francs, après avoir subi plusieurs interventions chirurgicales à l'hôpital Lariboisière.

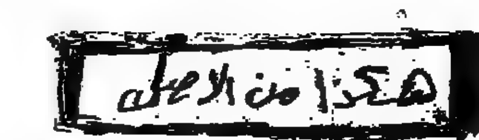
Comme il était en retard, le jeune ouvrier circulait trop vite dans les rues de la capitale au volant de sa voiture. Le gardien de la paix Yves Descamps avait entrepris de le pourchasser en réquisitionnant successivement deux taxis. Ayant réussi à le faire stopper, il l'avait obligé à descendre et à s'appuyer face à son véhicule pour le palper, en lui appliquant son pistolet sur les reins. Le coup était malencontreusement parti, et le policier a été inculpé par M. Jean-Louis Mazières, juge d'instruction, de blessures involontaires.

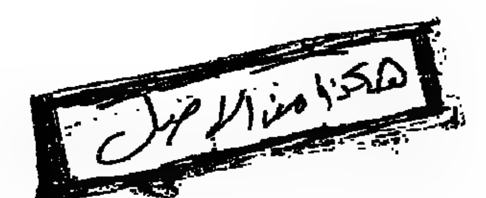
En attendant que la victime puisse percevoir une indemnité à l'issue de cette information judiciaire, M. Pierre Drai, président du tribunal saisi en référé, a condamné le Trésor à lui verser une provision de 20 000 francs.

LA TUERIE DE LA ROCHE-SUR-FORON : UN DEUXIÈME SUICIDE

(De notre correspondant.)

Grenoble. – Jean-Marc Bieser, dix-huit ans, dont le corps a été retrouvé le 20 mai près de La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie), s'est bien donné la mort. Selon les experts, son décès remonte aux premières heures de la matinée du 17 mai, soit peu de temps après le meurtre d'un gendarme de La Roche-sur-Foron et la mort d'un ébéniste qui refusa de donner les clés de sa voiture aux deux fuyards, Henri Gruffat, vingt-deux ans, et Jean-Marc Bieser : les deux hommes venaient de cambrioler un atelier de peinture. Henri Gruffat avait mis fin à ses jours le 17 mai. – C. F.





Le Monde
Aujourd'hui

ROBERT CAPA/MAGNUM

Libérateurs américains et libérés normands, page II

Supplément au numéro 12240. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 3-Lundi 4 juin 1984.

Juin 1944

La bannière étoilée claque sur la Normandie

Des survivants qui accueillent leurs libérateurs avec plus de soulagement que d'enthousiasme.

DÉBUT juin 1944, la Basse-Normandie (qui n'est pas encore une région) est relativement paisible. Les villes y souffrent certes *de la faim, comme* partout. Comme partout, les paysans s'efforcent d'échapper aux réquisitions allemandes et ravitaillent clandestinement, mais non sans profit, les gens des villes (Bayeux libéré consommera non sans peine les colis, désormais bloqués, destinés aux « Parisiens »). Dans l'intérieur, beaucoup de fermes abritent des ouvriers agricoles aux mains blanches : des réfractaires du Service du travail obligatoire.

La côte est interdite : les blockhaus ont fleuri dans les dunes et sur les falaises. Certains ont gardé l'aspect extérieur des villas à chevrons dans lesquelles l'organisation Todt a injecté du béton. Interdite, mais pas déserte. Le mur de l'Atlantique mobilise encore;fin avril, deux cent cinquante huit mille requis civils (il y en a eu jusqu'à quatre cent cinquante mille en 1941) échelonnés de Dunkerque à Hendaye.

Les fortifications sont prêtes, les canonniers et les mitrailleurs à leurs pièces. Derrière le rempart, des troupes hétéroclites : on a puisé des volontaires dans les troupes du général Vlassov, transfuge de l'armée rouge, et dans les camps de prisonniers de l'Est. Des Russes, certes, mais aussi et surtout une bigarrure de nationalités : Cosaques, Géorgiens, Ouzbeks, Tchouvaches, Kirghizes, Tadjiks, Maris, Merdwines, Oudmounes... La 247e division, par exemple, stationnée à l'ouest du Calvados, ne compte dans ses effectifs que 50 % d'Allemands (1). Parmi ces derniers et dans les services qui assurent la subsistance du mur, des réservistes d'âge mûr qui entretiennent avec la population des rapports détendus par l'habitude.

La Résistance est, pour beaucoup, orientée vers le renseignement. L'état-major allié recherche avec boulimie et digère des informations en tout genre. On relève les numéros des unités – les Allemands en ont attribué de faux, – on signale les transports, on s'efforce – et on y réussit parfois – de recopier les plans du mur. On repère les cinq cent dix sept mille obstacles, dont trente et un mille minés, que Rommel a fait installer. On dresse pour *Londres les plans des champs* de mines. Vrai ou faux. Lors de sa dernière inspection, Rommel s'est fâché : des vaches paissaient tranquillement derrière des écriteaux *achtung minen*. Comment tromper les yeux ennemis ? Rommel a fait chasser les vaches.

Cependant, les activités de renseignement ne sont ni plus ni moins encouragées par *Londres* que sur le reste des côtes : nul ne doit connaître le lieu du débarquement.

La Gestapo et ses auxiliaires français, recrutés parmi les petits truands du marché noir local, *traquent et fusillent* les groupes de jeunes qui se forment dans les endroits retirés du bocage : des maquis, du moins avant le 6 juin, il en existe peu, les forêts sont belles, mais peu sauvages, et les Allemands sont partout : pas de ces grandes zones montagneuses vides d'occupants comme au sud de la Loire. Dans ces Citroën aux portières enlevées – pour sauter plus vite en cas d'embuscades, – les tueurs pourchassent inlassablement des réseaux sans cesse reconstitués. Les sabotages se multiplient.

Des collaborateurs, il y en a, *des dénonciateurs* aussi. Mais, contrairement à ce qui se passe en zone sud, le climat n'est pas à la guerre civile. L'administra*tion fait son métier*. Laval a dit aux préfets qui lui restent – douze limogés et vingt-deux déportés en janvier – de *« ne pas faire de politique »*. C'était son affaire. Ils peuvent envisager sans trop d'angoisse leur avenir. On gère donc le ravitaillement, les transports, la survie quotidienne. On joue les tampons entre la population et les Allemands. En faisant généralement semblant d'ignorer que les services départementaux et les secrétaires de mairie fournissent aux clandestins cartes d'identité et de ravitaillement.

Les maires, nommés ou non par Vichy, font de leur mieux sous le portrait tutélaire de Pétain, qui n'est pourtant plus que l'ombre d'une ombre. *« Le maréchal est mort depuis trois mois*, dit-on à Vichy, *mais il ne le sait pas. Son entourage le lui a caché. »* Il est venu à Rouen dans les derniers jours de mai, lors de son séjour au château de Voisins, près de *Rambouillet. On* ne l'a su qu'après. N'empêche. Son portrait sera souvent décroché bien après la Libération.

Tout le monde attend avec une impatience et une tension croissantes. Les récepteurs de radio *ont été* réquisitionnés par les Allemands et entassés dans les gendarmeries. Par des gendarmes souvent peu sévères et qui, d'ailleurs, ont discrètement récupéré les leurs. On a livré d'antiques engins aux lampes depuis longtemps défuntes. On écoute un peu Philippe Henriot parce qu'il est plein de talent et que, délibérément, puisque, dit-il, tout le monde l'écoute, il commente à sa manière la radio de Londres. Celle-ci est la source essentielle, depuis des années, des informations chuchotées.

De ce fait, ceux que l'on attend, ce sont les « Anglais » : on ne parle guère des Américains et ceux-ci, à leur arrivée, s'en montreront parfois vexés. On attend et on espère qu' « ils » *feront* ça ailleurs. Ne bombardent-ils pas constamment le Pas-de-Calais, la Somme et le nord de la Normandie ! Le Havre en est à son quatre-vingt-dixième bombardement, Rouen a entamé son martyre. La Seine est bloquée de l'estuaire à Paris. Seuls les lointains arrières de la basse Normandie sont matraqués : Chartres, Le Mans, Trappes. Décidément, les « Anglais » débarqueront entre Calais et la Seine.

C'est aussi l'avis des chefs militaires allemands, que les Alliés ont tout fait pour conforter dans leur erreur.

Pour Von Runstedt, qui commande en chef sur le front de l'Ouest, pour Rommel, chef *du groupe d'armées B* en France, ce sera le Pas-de-Calais. Seul Adolf Hitler est convaincu que le débarquement aura lieu dans le Calvados et la Manche. Intuition ? Les généraux soupirent, lèvent les yeux au ciel et s'efforcent, discrètement, d'en faire à leur tête. Encore faudrait-il qu'ils se mettent d'accord. Pour Rommel, il ne faut pas laisser un seul « envahisseur » mettre le pied sur le rivage : *« La laisse de haute mer doit être la ligne de combat principale. »*

Il sait que la supériorité aérienne des Anglo-Américains leur permettrait de se maintenir s'ils arrivaient à débarquer. Von Runstedt préfère une méthode plus classique : on les laisse créer une tête de pont, que l'on écrase sous les blindés.

Résultat : un compromis entre Rommel et Runstedt, entre la basse Normandie et le Pas-de-Calais. Une division blindée, la 21e Panzer, dans la région de Falaise, au sud de Caen une autre, la Panzer Lehr, en Eure-et-Loir, une Panzer SS, la 12e, entre Bernay et Evreux. Peu de renforts à attendre de l'Est : l'armée rouge a lancé, du golfe de Finlande à la Baltique, une offensive générale, défonçant à grands coups de chars le front allemand.

Tableau peu encourageant. Les généraux allemands de *l'Ouest sont mûrs pour le com*plot. Déjà se prépare l'attentat du 20 juillet et son échec, qui coûtera la vie à Rommel, à von Klüge, à von Stulpnagel.

De toute façon, la date dangereuse semble dépassée : Rommel part en permission. Il a laissé les consignes à son chef d'état-major, le général Hans Speidel, qui se retrouvera, en 1957, commandant Centre-Europe des forces alliées. Le général Dollmann, commandant la VIIe armée allemande, quitte son QG du Mans pour diriger à Rennes un exercice « sur le papier ».

Les Bas-Normands regardent pousser l'herbe, richesse traditionnelle. Le printemps est assez pluvieux. Dans la plaine de Caen, les blés seront beaux. Le calme avant le tremblement de terre.

∴

LES Alliés, et particulièrement les Américains, en mettant le pied sur le sol normand étaient emplis des pires bonnes intentions. Ils avaient l'expérience de l'Italie lentement conquise (2). Un pays sans Etat et qui n'en avait jamais eu, sans administration digne de ce nom, et sans structures. Un pays éparpillé, livré à la misère et à l'anarchie.

Aussi, dès lors qu'ils se refusaient à reconnaître officiellement le gouvernement provisoire d'Alger, qui s'était autoproclamé le 3 juin et ne sera reconnu officiellement par Washington, par Londres et par Moscou que le 23 octobre, s'étaient-ils préparés à administrer des territoires dont on ne savait pas très bien s'ils seraient considérés comme libérés, conquis ou occupés. L'AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories) du général Holmes qui avait fait *ses* premières armes en Sicile avait fabriqué des administrateurs militaires des affaires civiles et imprimé des francs du format et de la couleur des dollars. Les officiers des *Civil affairs* avaient sur la France des idées rudimentaires acquises au cours de stages accélérés. Un colonel américain avait été désigné comme maire de Cherbourg.



CAPA/MAGNUM

Les Français n'étaient certes pas heureux. La plupart étaient affamés. Mais la Basse-Normandie ne ressemblait en rien à Palerme, ou à Naples. Le sous-préfet de Bayeux, première ville libérée, reçoit les Anglais en uniforme et propose du beurre et des vivres frais (3). Il multiplie aussitôt les arrêtés, organise la vie quotidienne. Les homme des *Civil affairs* seront rapidement éliminés.

Seuls disparaissent les responsables trop compromis. La mission de liaison administrative française est arrivée dans la foulée. Elle se prépare à sa tâche, en liaison avec la Résistance, depuis août 1943, sous la direction de Claude Hettier de Boislambert dont l'adjoint est Pierre Laroque, le futur « père » de la Sécurité sociale Dès le mois de mai, Boislambert « déstabilise » l'AMGOT qui ne sait plus très bien où il en est. La mission, et François Coulet, nommé *in extremis* commissaire de la République en Normandie libérée – il y en a un autre, Henri Bourdeau de Fontenay, dans la clandestinité à Rouen – imposent l'autorité du gouvernement provisoire.

Le 19 juin, les habitants de Bayeux sacrent par acclamations le général de Gaulle accouru, bourré de remèdes contre le mal de mer, sur une Manche plus que houleuse. Et, peu *confiants dans* les *francs* « américains », ils ont aussitôt utilisé la « monnaie verte » pour payer leurs impôts.

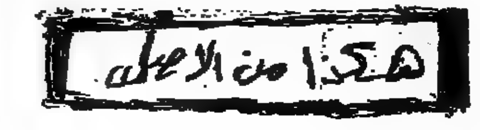
Bayeux, cependant, est une exception : la ville est intacte. Au soir du 6 juin, Saint-Lô n'existe plus : un premier bombardement au début de l'après-midi, le soir, deux heures d'apocalypse. Trois mille des dix mille habitants avaient fui depuis le *matin. Parmi* ceux qui sont restés, un millier de morts. Caen, qui attendra sa libération jusqu'au 9 juillet, subit, dès le *jour J, un premier* bombardement que bien d'autres suivront. Toutes les villes du Calvados, de la Manche – Cherbourg exceptée – une partie de celles de l'Orne et de l'Eure subissent de terribles destructions. A Caen, seule subsistent l'église Saint-Etienne – l'abbaye aux Hommes – où repose Guillaume le Conquérant – et le lycée Malherbe qui la jouxte. Les habitants qui n'ont pas fui font sécher leur linge sous les voûtes romanes et cuisinent sur les autels latéraux. L'aviation alliée, le 6 juin, a fait 13 585 sorties sans opposition *sérieuse* : 319 sorties allemandes. Elle mitraille tout ce qui bouge sur les routes, coupe les voies de chemin de fer, barre les *routes de ruines* fumantes. Depuis longtemps, les Français distinguent, à tort ou à raison, les bombardements « sélectifs » de la RAF qui « prend des risques » et descend à basse altitude pour atteindre son but avec le maximum de précision, des bombardements américains dont les avions lâchent de très haut des « tapis de bombes ». En fait, l'US Army Air Force utilise aussi ses chasseurs bombardiers et ses avions d'attaque au sol P-38 Lightning à double fuselage : « Encore les « deux queues » disent les Normands qui regardent le ciel, tout comme les *guetteurs* perchés sur les ailes des véhicules allemands. Mais la peur est devenue américaine.

D'autant que les chefs des unités terrestres, dans une bataille où la maîtrise alliée du ciel est quasi totale, entendent ménager la vie de leurs hommes et traitent d'entrée de jeu toute opposition au marteau-pilon.

Ils préviennent, lorsqu'ils le peuvent, la population par tracts, mais comment l'avertir sans avertir l'ennemi ?

Relayée par Alger, la Résistance française depuis longtemps supplie qu'on la laisse faire le plus souvent possible : inutile de détruire une ville pour condamner un pont, lorsqu'elle peut le faire sauter elle-même, d'aplatir un village pour couper – ou ne pas réussir à couper – une voie ferrée. *Dans l'Orne*, par exemple, elle assurera avoir opéré dès avant le 6 juin, douze déraillements, trois sabotages de voies ferrées, mis hors circuit trois cent cinquante wagons, saboté soixante-cinq locomotives... Bilans d'après-victoire, certes, et probablement gonflés.

Il demeure que les résistants de la SNCF, par exemple, *savent saboter au moindre* coût et désorganiser le trafic, ils le font dans toute la France. Les propositions de la Résistance sont rarement entendues. *Dans* toute la Normandie, pompiers et secouristes travaillent jour et nuit, éteignant les incendies, fouillant les ruines sous les bombes, avec un courage aujourd'hui un peu oublié. Les habitants ont pour la plupart fui dans les campagnes. Lorsque la tempête de feu s'arrêtera, les soldats alliés libéreront des fantômes de villes : douze mille habitants, dont beaucoup reviennent des carrières des alentours, à Caen sur trente cinq mille, trente-cinq sur six mille à Avranches. A Saint-Lô, une dizaine... Valognes, le Versailles normand cher à Barbey d'Aurevilly, n'est plus que pans de murs. Dix mille « civils » environ sont morts.





CAPA/MAGNUM

On conçoit que les survivants accueillent leurs libérateurs avec plus de soulagement que d'enthousiasme. Celui-ci se manifeste avec évidence dans les agglomérations épargnées.

∴

ON connaît les Anglais de toute éternité. Les Canadiens sont des cousins. Avec les Américains débarque une civilisation inconnue. Les premières jeeps étonnent : l'industrie d'outre-Atlantique en est-elle encore à construire des véhicules d'allure aussi préhistorique ? Les Volkswagen de l'armée allemande, malgré la petite hélice à l'arrière, qui leur permettait de franchir les rivières, ressemblaient, elles, à de « vraies » automobiles... Les conducteurs devront convaincre les badauds des qualités de leur engin en leur faisant, chargé d'enfants, monter et descendre les escaliers de pierre.

Les GI (abréviation de *General Intendence)* sont souriants, ils ont le cœur sur la main et les poches pleines de cigarettes et de chewing-gum dont les *Civil Affairs* les ont pourvus pour qu'ils les distribuent. On quémande sans vergogne. La Libération aura l'odeur des Camel. Tout de même, ces garçons ont un style un peu voyant, un peu trop décontracté aux yeux d'un vieux peuple circonspect et matois. *Pas de capote : ils se* battent en bras de chemise. Ils boivent des choses bizarres. Ils se nourrissent de haricots sucrés et de Golden Sirup et, comble du luxe, ils ont du papier hygiénique dans leurs boîtes de ration K...

Leur argent intéresse. On *leur fait, dira candidement* une épicière près de Sainte-Mère-Église, les mêmes prix qu'à « ces messieurs » qui les avaient précédés. Mais on n'est pas chiche. On sait ce que c'est que le soldat. On les arrose, *dans les fermes*, de cidre et de calvados. Ils ignorent la puissance explosive de l'alcool local qu'on leur verse comme du Coca-Cola. Certains se croient empoisonnés. D'autres perdent la tête. Quelques viols. La police militaire applique la justice puritaine du Far-West : dans tel village, on pend publiquement les coupables à des potences qui font partie du matériel de campagne. Le châtiment, à l'aune locale, est jugé plus barbare que le crime.

Les Britanniques ont le souvenir frais et cuisant de l'arrivée massive dans leurs îles de leurs neveux d'Amérique qui ont, juste retour des choses, co*lonisé leurs pubs et razzié leurs* petites amies. Ils ne cachent *pas leur* sympathie pour certaines réactions françaises. A Cherbourg, oubliant Napoléon dont la statue désigne sur le port l'« ennemi héréditaire », les marins anglais prennent automatiquement parti, dans les bagarres entre soldats, pour les Français contre les Yankees. L'Europe, déjà ?

Les quelque deux cent mille prisonniers de la bataille de Falaise sont entassés autour du grand port du Cotentin. La plupart vivent sous des cabanes de leur fabrication : on manque de tentes : les vainqueurs n'ont pas prévu une telle rafle. La surveillance est confiée à des *unités FFI sous la responsabi*lité d'officiers américains. Ce sont généralement des hommes des services arrivés tout droit des Etats-Unis et qui ont peine à faire la différence entre les « bons » et les « mauvais » Européens : Français, Allemands, Italiens... Tensions.

A quelques dizaines de kilomètres de la côte, les îles Anglo-Normandes sont toujours tenues par des garnisons allemandes et ne sont libérées que le 9 mai 1945. Tenteront-elles de délivrer cette masse de captifs dont tous ne sont pas résignés à leur sort ? Sous le sol des cahutes, des armes ramassées lors de « promenades » autorisées sont cachées.

Les Allemands des îles se dé*cidèrent du 8 au 9 mars 1945*, une petite flotte venue de Jer*sey entre dans* le port de Granville, débarque cent cinquante hommes qui ont capturé douze officiers et un civil alliés et ont saboté les installations. Un officier américain et huit Britanniques et six habitants sont tués. Un aviso allemand s'échoue. Rembarquement. Un commando fera une vaine tentative près de Cherbourg le 6 avril. Et, d'Aurigny, des canons allemands bombardèrent le cap de la Hague. Sans représailles : les Britanniques tenaient à conserver intact leur seul territoire occupé.

∴

LA Basse-Normandie est la base arrière, bourrée de troupes, de matériel et de ravitaillement, de la grande invasion libératrice. Les routes sont défoncées : la nationale 12 Paris-Brest, rocade du champ de bataille s'est tassée de 10 centimètres en moyenne sous le poids des chars des deux camps. A travers les villes sinistrées où la boue et les fondrières sont recouvertes de plaques de tôle perforées, les convois se succèdent. L'oléoduc PLUTO *(Pipe Line Under The Ocean)* qui a traversé la Manche à la suite des troupes ne suffit pas au ravitaillement en carburant d'une immense armée motorisée que la pénurie d'essence forcera à s'arrêter à Metz. Des routes marquées d'un rond rouge *(Red Ball)* sont affectées à une noria de camions chargés de jerricans, ces bidons d'essence *(can)* imités de ceux qu'utilisaient les *Jerries* (surnom des Allemands) en Libye. Les conducteurs foncent debout sur l'accélérateur de ces véritables bombes roulantes qui, de temps en temps, explosent dans les fossés ou parfois, comme au Merlerault (Orne), en plein bourg... La circulation est dangereuse. Il est vrai que les automobiles sont rares et le carburant rationné.

Dans les villes, on s'entasse *comme on peut dans ce qui* reste debout. A Argentan, un des rares hôtels restant offre un grenier avec six lits à deux personnes...

De part et d'autre, cependant, on s'habitue. Les Normands, s'ils ont parfois l'impression d'une nouvelle occupation – sans SS ni Gestapo ! – savent bien que la responsable de leurs malheurs, ce n'est pas l'armée qui les a libérés, mais celle qui les a envahis en 1940 et a fortifié leurs côtes. Les Américains découvrent ce pays où ils ont versé tant de sang, cessent de vouer au diable ces innombrables haies qui, favorables à la défense allemande, leur ont coûté quantité d'hommes et de matériel. Ils s'émeuvent des ruines normandes. Ils multiplient les secours, offrant à Saint-Lô, par exemple, l'hôpital le plus moderne de France.

Dans les campagnes restées vertes et dans les villes noircies, l'important est maintenant de survivre : l'hiver s'annonce particulièrement dur. Et de reconstruire. Il y en aura pour quinze ans.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Georges Blond, *le Débarquement*, Presses de la Cité, 1984. 75 F, TTC.

(2) La prise de Rome date du 4 juin.

(3) Robert Aron, *la Libération de la France*, Fayard, 1959. Réédition Marabout, 1984.

Overlord, un jeu pour stratèges

LES pesanteurs de l'histoire *ou, plutôt, le goût des mili*taires pour le respect des traditions font que certaines des unités, dont les hommes sautèrent le 6 juin 1944 dans le clair de lune de la nuit normande, continuent d'exister en tant que telles, quarante ans après l'opération Overlord.

C'est, notamment, le cas pour les Etats-Unis, qui ont conservé encore aujourd'hui leurs 82e et 101e divisions aéroportées, celles-là mêmes qui, vague après vague, atterrirent dans la région de Sainte-Mère-Eglise. Avec d'autres unités des trois armées, les 82e et 101e divisions aéroportées font partie, en 1984, de ce qu'on appelle aux Etats-Unis le « Rapid Deployment Joint Task Force », cette force d'intervention rapide de 220 000 hommes environ, dont le PC est à Tampa (Floride) et qui se tient prête à agir en Europe ou au Proche-Orient à la demande éventuelle des alliés de Washington.

Comme il y a quarante ans, ces divisions sont spécialisées dans les opérations combinées à longue distance, aux côtés de forces amphibies de débarquement, si, auparavant, l'état-major est en mesure de réunir les moyens de transport adaptés. Comme il y a quarante *ans, en effet, c'est* la logistique, c'est-à-dire la possibilité de mobiliser suffisamment de moyens d'acheminement sur place, qui ferait la différence et, du même coup, la certitude de mener les opérations à leur terme.

Sur ce plan, l'opération Overlord *continue d'être ce cas de figure*, ce « modèle » de jeu offert aux stagiaires des *écoles militaires* durant leur formation d'officier. Les plans *de l'invasion alliée de* l'Europe y sont disséqués avec le souci d'un enseignement tactique distribué aux futurs cadres des armées. Mais, *comme bien d'autres* batailles du passé, Overlord a vieilli depuis la double accession du monde militaire à l'ère nucléaire et à *l'ère spatiale*, qui ont tout bouleversé.

Pourrait-on espérer, aujourd'hui, rassembler sans risques autant d'hommes et de moyens en vue de préparer une attaque finale, compte tenu des systèmes modernes d'observation aérienne ou électronique ? Overlord passerait-il inaperçu ?

Les satellites d'observation, les avions espions et les moyens d'écoute ou d'interception en service dans les grandes armées du *monde ne manqueraient pas de dé*tecter des concentrations militaires *de l'ampleur de celles d'il y a qua*rante ans. De telles mobilisations sur le terrain, indiscrètes par nature et peu camouflables, échapperaient difficilement à l'attention des moyens modernes de la reconnaissance militaire.

C'est une autre question de savoir *si les gouvernements et leurs* états-majors, auxquels seraient rapportées ces observations, seraient ou non en mesure d'interpréter correctement les mouvements de troupes constatés, étant entendu que les auteurs d'un plan d'invasion ne sont pas assez naïfs pour oublier de créer des diversions ou de masquer, par la désinformation ou l'intoxication, leurs intentions réelles.

Mais si les « yeux » ou les « oreilles » de l'espace *limitent* aujourd'hui les capacités de manœuvre préparatoire à un engagement aussi total et aussi massif que l'a été Overlord en son temps, la menace nucléaire joue également contre la réédition, sous la forme retenue par le général Eisenhower, d'une opération de cette ampleur. L'arme nucléaire interdit, en effet, les grandes concentrations militaires.

Imagine-t-on la puissante ar*mada qui s'est ébranlée à la veille* de l'attaque alliée en direction des côtes normandes totalement invulnérable ou insensible aux effets destructeurs et paralysants des armes nucléaires ? Peut-on concevoir des débarquements sur les plages, entre Saint-Vaast-la-Hougue et Le Havre, qui ne seraient *pas neutralisés par une* contre-attaque utilisant des armes nucléaires tactiques ?

Certes, l'emploi à la mer de l'armement nucléaire a ceci de particulier qu'il en résulterait, probablement, des effets *atténués* en raison de la protection propre aux bâti*ments de guerre modernes. Mais la* perturbation qu'apporterait la me*nace nucléaire dans la préparation* et l'exécution des plans d'invasion *n'est pas négligeable pour un état*-major. En tous les cas, un « Overlord-*bis* » *n'est plus guère* concevable aujourd'hui.

Sauf dans le cas d'une puissance nucléaire qui prendrait l'initiative d'attaquer un Etat plus faible, sous le prétexte d'y rétablir un certain ordre. *Même* les Etats-Unis, à Grenade, ont démontré qu'il y fallait du savoir-faire.

JACQUES ISNARD.

Combat de chefs dans l'industrie du futur

Computervision attaqué par IBM.

« *LE plus grand plaisir de la vie est de faire ce que les autres disent que vous ne pouvez pas faire.* » Cette phrase, lue en 1969, dans un restaurant chinois, par M. Martin Allen, fondateur et président de la firme américaine Computervision, a présidé à la naissance de cette société, premier fournisseur mondial de systèmes CFAO (conception et fabrication *assistées par ordinateur*) « clefs en main ». Elle encouragea Martin Allen, qui cherchait vainement des capitaux, à persévérer dans son projet de création d'une société entièrement consacrée à l'utilisation de l'informatique et des écrans de visualisation pour le dessin industriel et la conception de produits nouveaux. Sortant du restaurant, il trouva en effet, à Wall Street, une société de « capital-risque » prête à lui avancer une partie des fonds qu'il demandait. Ingénieur lui-même, M. Martin Allen, qui aime à raconter cette anecdote, pensait que l'informatique pourrait libérer ingénieurs et projeteurs des travaux répétitifs pour leur permettre de se consacrer à une activité plus créatrice.

La CAO (à l'époque, on ne parlait pas encore de CFAO) n'en était encore qu'à ses premiers balbutiements. Les premières recherches eurent lieu vers les années 50 au Massachusetts Institute of Technology (MIT) aux États-Unis, et à Cambridge en Grande-Bretagne. Les premiers programmes expérimentaux furent réalisés par des firmes automobiles et aérospatiales, dont les projets nouveaux nécessitent des masses de schémas, dessins industriels, ou plans, et le premier système de CAO fut développé conjointement, au milieu des années 60, par des ingénieurs de la société General Motors et des spécialistes de la programmation de chez IBM. Le projet n'était initialement qu'une table traçante automatique et perfectionnée.

Née en *1969* à Bedford (Massachusetts), avec en tout et pour tout un effectif de cinq personnes, la société Computervision affiche en 1983 un chiffre d'affaires mondial de 400 millions de dollars, 10,9 % de ce chiffre étant consacrés à la recherche-développement, et emploie aux États-Unis comme dans ses filiales à l'étranger six mille salariés. C'est le spécialiste de la conception et de la fabrication assistée par ordinateur pour tous les domaines de la vie industrielle, et le leader des ventes de matériel « clés en main » : il vend à ses clients l'intégralité du produit CFAO, calculateurs, terminaux graphiques, logiciels de base et d'application.

Mais il y a une ombre au tableau. Sa *part du marché mondial* a baissé, passant, selon la société d'études de marché Dataquest, de 40 % en 1980 à 23 % en 1983. Le marché a bougé, en faisant apparaître de nouveaux besoins et de nouveaux créneaux dans lesquels se sont engouffrées d'autres sociétés.

IBM, notamment, qui détient 70 % du marché mondial des ordinateurs, commence à s'intéresser de très près au domaine de la CAO et des automatismes industriels, et talonne Computervision – toujours d'après Dataquest – avec 22 % du *marché mondial en 1982, suivi* par d'autres sociétés américaines : *Intergraph* (11 %), Calma (groupe General Electric) (10 %) et Applicon (groupe Schlumberger) (6 %). Sont également présents sur le marché les Américains Digital Equipement Corporation, Control Data, Perkin-Elmer et le groupe Mac-Donnell Douglas, et quelques Européens. Pour n'en citer que quelques-uns : l'Anglais Racal Redac et des sociétés françaises telles que Matra Datavision, qui vient de s'associer avec Renault, Assigraph (groupe Serete), CISI (groupe CEA), et Simulog, filiale de l'INRIA, Framatome et Serete, créé en mars dernier. Le Japon, *qui représente 14 %* du marché mondial, a développé, quant à lui, ses propres systèmes CAO-CFAO.

Le marché mondial de la CAO-CFAO, estimé à 2 milliards de *dollars en 1983*, devrait atteindre en 1987 le chiffre de 9 milliards de dollars, progressant de 35 à 40 % par an, petits et gros systèmes confondus. La progression la plus importante se situant vers le bas de la gamme : les monopostes progressent annuellement de 50 %, les gros systèmes de 20 %.

Pour renforcer sa position dans le monde, Computervision a lancé en 1983 une nouvelle gamme de matériels CFAO, la série CDS-4000 (Computervision Distributed Systems), dotée des dernières technologies informatiques : circuits intégrés *VLSI*, écrans de visualisation à haute résolution, et logiciels puissants et spécialisés. C'est un système lourd, multi-*applications multi-utilisateurs*, puissant, générant des images tri-dimensionnelles.

Aide à la conception, le CDS-4000 est aussi un outil d'assistance à la fabrication. Il est capable de programmer une machine-outil à commande numérique (informatisée), *ou un* robot, et d'en simuler le fonctionnement. Une démonstration de cette capacité a été faite, récemment, au salon Productique 84, à la porte de Versailles. La simulation permet ainsi d'éviter l'étape de la présérie et d'accélérer le processus d'*industrialisation. Cette manipulation*, encore à l'état de prototype, devrait être généralisée chez Computervision fin 1984-début 1985.

Pour être encore plus performant, le CDS-4000, dédié principalement à la CFAO, devait s'intégrer dans un système informatique classique, afin qu'il y ait imbrication des données graphiques et mathématiques – caractérisant les produits à fabriquer – et des informations nécessaires à la politique industrielle et commerciale d'une entreprise (données *économétriques, études sociologiques*, gestion de stocks...), au sein *d'une grande base de données*, mémoire de l'entreprise. D'où l'annonce, début mai à Boston (Massachusetts), par Computervision, du CDS-5000, centré sur un ordinateur IBM de la série 43XX (4361 et 4381).

Simultanément au CDS-5000, Computervision a annoncé un matériel CFAO bas de gamme, moins puissant, le CDS-3000. C'est un terminal graphique intelligent, monoposte, doté d'un microprocesseur 32 bits, d'un clavier et d'une « souris ». L'utilisateur a la faculté de modifier et de mixer sur l'écran, autant qu'il le souhaite, textes, schémas, dessins industriels, graphiques, et de les imprimer ensuite automatiquement. Un poste CDS-3000 peut être relié à un autre CDS-3000 ou à un CDS-4000 par l'intermédiaire d'un réseau local, type Ethernet. Ce matériel *vise le marché bas de* gamme des PMI, en pleine expansion, et *devrait intéresser* les bureaux d'architectes ou d'ingénieurs. Ce terminal, dans une autre version, peut aussi être utilisé pour transférer directement des données à une machine-outil à commande numérique ou à un centre d'usinage.

Pour faire front à ses concurrents, Computervision offre donc toute une panoplie d'outils CFAO, du plus simple au plus puissant, utilisant un grand nombre de logiciels spécialisés, et tous capables de dialoguer entre eux et avec de grandes bases de données. Dès *la fin de 1984*, le *transfert* à distance des plans, schémas, modèles entre plusieurs postes de travail CFAO pourra être effectué grâce au réseau SNA (Systems Network Architecture) d'IBM ou par le réseau Transpac.

Tous les dessins, les *plans* concernant un produit, et les caractéristiques physiques (cotations, mesures, contraintes propres aux matériaux...) sont ainsi mis en mémoire, ainsi que les données relatives à la gestion de la production. Cette information – modifiable – permet de programmer en conséquence robots et machines-outils à commande numérique, et de faire démarrer la fabrication d'un produit ou d'une pièce, au moment voulu, dans la forme désirée, dans la quantité souhaitée.

Plusieurs machines-outils à commande numérique, approvisionnées par des robots et pilotées par ordinateur constituent ce qu'on appelle des « ateliers flexibles », dispositifs beaucoup plus souples que les chaînes de fabrication classiques, puisque l'on peut adapter rapidement ces « cellules » de fabrication à la réalisation d'un produit nouveau demandé par le *marché*. L'*ensemble* CFAO, grosses bases de données, ateliers *flexibles* et *moyens* de communication, préfigure les usines du futur, complètement intégrées, ce que les Anglo-Saxons appellent CIM (Computer Integrated Manufacturing).

CHRISTIANE GALUS.

Machines pour l'élite

LES outils CAO ou CFAO rendent d'indiscutables services. Mais comment réagissent les ingénieurs et projeteurs (1) que l'on forme à l'utilisation de matériels qui modifient profondément leurs habitudes de travail ? En interrogeant les utilisateurs, on se rend compte que les difficultés d'adaptation de ces personnels, pourtant hautement qualifiés, sont aussi importantes que celles vécues par les personnels administratifs face à l'informatique ou à la bureautique.

Un ingénieur, travaillant dans une société française d'ingénierie, explique ainsi que sa société « *a du mal à former des opérateurs réellement opérationnels* » sur des matériels CAO haut de gamme. Après environ trois mois d'initiation, sur cent personnes formées, ingénieurs et projeteurs, il y a seulement 25 % de réussite, le taux de succès étant plus important chez les premiers que chez les seconds. De plus, un ingénieur en génie civil par exemple, qui s'initie à la CAO et y réussit, « *devient un spécialiste CAO, mais se coupe des autres ingénieurs de son groupe* ». Comme il domine bien le système CAO qui lui est confié, la société aura tendance à l'utiliser de plus en plus pour la CAO, aux dépens de son propre travail d'ingénieur en génie civil. Les opérateurs CAO doivent donc « *être hautement spécialisés, et ne plus faire que cela, car il n'est pas possible de travailler épisodiquement sur un système CAO très performant et très riche en potentialités* ».

Il est certain, aussi, que la motivation du personnel joue un rôle important, et qu'un ingénieur qui a envie de travailler sur CAO aura plus de chances de réussir et de devenir opérationnel *qu'un autre qui y sera* plus ou moins contraint.

Par ailleurs, le poste CAO étant interactif, il faut mettre à ses commandes des personnels ayant « *un niveau de responsabilité minimum, capables de prendre rapidement une décision et de dialoguer en temps réel avec la machine* ». Mais, « *comme à terme, aussi, tout le personnel concerné par la CAO travaillera sur ces outils* », cette société d'ingénierie est à la recherche de machines plus simples et plus accessibles. Pour la saisie de dessin, par exemple, il n'est pas nécessaire selon elle d'utiliser des matériels complexes et coûteux. « *Un écran alphanumérique classique ou même une carte perforée peuvent tout à fait saisir un dessin et le transférer ensuite à un poste de travail CAO plus important* ».

Malgré les difficultés d'adaptation de son personnel, cette société reconnaît toutefois que « *le service offert par des outils CAO est nettement supérieur au service proposé par des moyens traditionnels* », même s'« *il est difficile de mesurer la productivité qu'ils génèrent, tout simplement parce que la manière de travailler n'est pas du tout la même. Il y a aussi une plus grande sécurité, car il y a homogénéité totale du projet, grâce à la base de données où tout est mémorisé* ».

C. G.

(1) Le projeteur est le collaborateur direct de l'ingénieur et dirige une équipe de dessinateurs d'exécution.

La main de l'ordinateur

Un allié de choix pour la création industrielle.

A quoi sert la conception *assistée par ordinateur* (CAO) ? Essen*tiellement à concevoir*, à l'*aide* de l'informatique, un nouveau *produit industriel (circuit intégré*, automobile, navire, avion ou engin *spatial, verrerie*, chaussure, etc.), ou une structure complexe (*raffinerie* de pétrole, centrale nucléaire).

A partir d'un clavier de fonctions, l'ingénieur ou le projeteur font apparaître sur l'écran de leur poste de travail CAO des éléments géométriques élémentaires – des points, des courbes (droites, cercles, cônes), des lignes droites – qu'ils assemblent ensuite pour figurer l'objet final. Tout ce processus s'effectue au moyen de calculs scientifiques, intégrés à l'ordinateur, et en tenant compte des paramètres physiques des matériaux qui seront utilisés lors de l'étape industrielle. Après avoir conçu et dessiné un produit, le concepteur *va lui donner l'aspect* de la réalité grâce à la figuration des *surfaces*, du *volume et* de la couleur. Puis il va tester sur son écran les réactions de ce produit soumis à diverses forces (vibrations, mouvements de l'air, torsions, usure, chaleur, courant électrique, etc.). Lorsque tout apparaît satisfaisant, il peut passer à l'étape industrielle, en programmant des machines-outils et des robots en fonction du produit qui vient d'être conçu et en suivant le processus de la fabrication sur un écran. Tout cela peut être fait à partir du même terminal que celui qui a permis la CAO. *On a alors* affaire à un terminal CFAO (*conception et fabrication assistées par ordinateur*).

La gestion des dessins et des volumes sur l'écran CAO – chaque point sur un écran est géré par ordinateur, y compris les intensités de couleurs (1), – la simulation de ce qui peut arriver à un matériel soumis à diverses forces, sont rendues possibles grâce à des outils mathématiques puissants et des logiciels spécialisés. Ces outils immatériels font toute la richesse des outils CAO-CFAO, si évolués et si sophistiqués soient-ils. Ce sont eux qui permettent en effet le calcul et la visualisation de surfaces, de formes et de volumes complexes : ce sont eux encore qui autorisent la représentation du relief.

La France a une place très honnête dans le domaine des logiciels CAO-CFAO. Les constructeurs automobiles et aéronautiques français – et américains – ont été parmi les premiers fournisseurs de « matière grise » dans ce domaine. Le logiciel CATIA – outil de génération et de manipulation de surfaces complexes qui n'ont pas de représentation mathématique simple, – mis *au point par Dassault*, a *été* jugé suffisamment intéressant par IBM pour être commercialisé par ce dernier dans le monde entier (2).


SOURCE : COMPUTER VISION

Puissance de calcul accrue des ordinateurs – obtenue grâce à la miniaturisation des composants – et finesse de résolution des tubes cathodiques utilisés en CAO se conjuguent pour offrir, aux yeux des profanes ébahis, les formes complexes, mobiles et colorées présentées sur les écrans. On ne peut nier l'impact esthétique produit par cette féerie de couleurs. De vulgaires tuyauteries en deviennent agréables à regarder. D'autant qu'il est possible de jouer avec l'image, en faisant grossir un détail, ou en montrant une coupe de ce même détail. Rien d'étonnant, donc, à ce que la CAO soit utilisée pour des applications artistiques : le projet de pyramide du Louvre a été simulé sur un système CAO de Computervision.

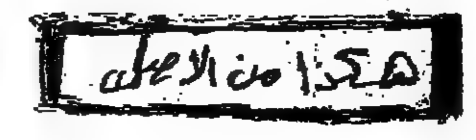
Il est des produits pour lesquels l'esthétique joue un rôle important. L'automobile, par exemple. *Ou encore les flacons* de verre pour parfums de luxe. Un écran de CAO *peut faire* apparaître sans problème un projet d'automobile sous tous ses angles, avec les perspectives et les couleurs désirées. Ensuite, lorsque la forme du véhicule a été choisie, il faut intégrer des données beaucoup plus austères, mais combien intéressantes pour le constructeur et le client, telles le poids de la voiture et sa consommation d'essence au kilomètre...

De même, la société française Saint-Gobain Desjonquières, qui détient 50% du *marché mondial* des flacons de verre pour parfums, a mis en *mémoire sur ordinateur toutes* les formes de flacons qu'elle a déjà commercialisés. Or, un flacon de parfum ne doit ressembler à aucun autre. Il doit avoir une forme exclusive. Aussi le client choisit-il la forme de son choix, et à partir des flacons mémorisés dans la banque de données, avec quelques modifications, Saint-Gobain Desjonquières réalise un nouveau modèle. La CAO lui a permis d'accélérer le cycle de production et de faire passer le plan-projet de dix jours à vingt-quatre heures.

C. G.

(1) Un terminal graphique couleur *peut gérer un million de points* (1000 × 1200) et deux cent cinquante-six intensités de couleur.

(2) *Le Monde* du 22 décembre 1981.



Comment ne pas arriver à tout savoir sur rien

A Montpellier, rencontre au sommet sur le thème de la complexité.

VOUS convoquez – sous l'égide de l'université des Nations unies et de l'Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie de Montpellier – une bonne vingtaine de très grosses têtes ; vous les disposez dans un endroit délicieux, sans public – ce qui évite les effets mondains ou rhétoriques, – puis vous faites travailler tous ces gens sur la complexité. Il en sort – bien sûr – plus de complexité encore. Mais souvenons-nous du *Bonheur des dames* de Zola : c'est au désordre que Boucicaut dut sa fortune. Il avait d'abord tout ordonné, bien rangé tous ses produits. Puis, poussé par un démon – qui n'était pas encore baptisé par Maxwell, – il bouscule tout. Ainsi, perdus dans les labyrinthes complexes, les acheteurs vont parcourir le hasard, et dépenser tout leur argent... Cette année, près d'une demi-douzaine de colloques traiteront de ce thème, mais il n'est pas près d'être défraîchi, puisqu'il emprunte à la quasi-totalité des sciences contemporaines.

Comment se parler, même si l'on est spécialiste de la communication ? Après une mise en route qui n'était pas dénuée de généralisations hâtives – les grandes organisations ont leurs contraintes diplomatiques, – le colloque de Montpellier a pris forme. Cela fait plusieurs années que des gens comme Henri Atlan, Von Foerster, Edgar Morin, Jean-Pierre Dupuy, Ilya Prigogine, Jean-Louis Lemoigne, Henri Laberit, pour ne citer que quelques-uns des présents, pratiquent vraiment ce sujet. Pourtant, l'une des difficultés résidait dans le fait d'articuler correctement les niveaux, puisque changer de code c'est changer de complexité.

La complexité c'est, étymologiquement, un tissu (*complexus*) qui rassemble l'un et le multiple. Pour la pensée classique, c'est le fouillis, le pur désordre, un retard dans la belle odyssée progressive de la science. Pourtant, c'est au cœur de la physique – qui rêvait d'un monde bien fixé, bien ordonné – que le complexe est venu apporter ses désordres. De la thermodynamique à la structure générale du cosmos, en passant par la microphysique, on a trouvé partout de l'intégration et de la désintégration. Et la vie ou le social ne remettent aucun ordre dans les questions ! Bref, il s'agissait pour ces gens – dont la bêtise n'est pas le fort, je simplifie scandaleusement, – d'abandonner la pensée de l'invariant.

Au début de ce siècle, le Russe Bogdanov – théoricien des sciences dont on redécouvre l'œuvre en Amérique du Nord – faisait de la jonction des complexes le défi du savoir moderne. Désormais, il ne s'agit plus de faire de la complexité un obstacle, mais un stimulant. Quand Léonard de Vinci « découvre » la circulation du sang, il fait, certes, de l'anatomie, tout comme Michel-Ange ou Raphaël. Mais ceux-ci ne prennent en compte que la forme ou la position, et pas la fonction des parties. En changeant de complexité, l'auteur de *la Joconde* dessine d'après la fonction : il comprend ! Pourtant, puisqu'il y a du complexe, aucun exemple n'est généralisable. Ainsi, quand Herbert A. Simon – très souvent cité ici – parle de l'itinéraire de la fourmi, il montre bien que l'apparente complexité de ce déplacement reflète – pour une grande part – la complexité de l'environnement. Bravo ! Mais quand il propose d'exploiter – sans précautions suffisantes à notre goût – cette hypothèse en remplaçant les fourmis par des hommes, je crains qu'il ne mêle les niveaux...

De fait, il est très difficile de prendre en compte les niveaux d'organisation, de laisser de côté les théories simplificatrices qui – benoîtement – proposent des corrélations entre le taux de chômage et les votes, entre les jeux d'échecs programmés sur ordinateur et toutes les capacités de l'intelligence humaine, entre les simulations des langages artificiels et les langages naturels. Ainsi, Edgar Morin avance un exemple-clef pour notre temps : celui de la nature de l'URSS. Même reconnu, le système concentrationnaire peut être rejeté comme un phénomène secondaire, temporaire, provoqué essentiellement par l'encerclement, par les difficultés inhérentes à la construction du socialisme. Au contraire, on peut en faire un noyau central du totalitarisme. Selon ces opérations complexes de hiérarchisation, de centralition, de disposition de l'information, notre analyse de l'URSS changera radicalement...

Prendre en compte le complexe, c'est se garder des opérations qui importent des métaphores généreuses, ce qui n'effraie pas le physicien Olivier Costa de Beauregard. Certes, il est souhaitable d'agir avec des informations complètes. Cependant, si un médecin veut multiplier les examens à l'extrême, en vue d'un savoir quasi total, il va perdre du temps. Agir, ce sera savoir jouer avec la durée, maîtriser rapidement un déficit d'informations. La pensée de la complexité se trouve obligée de marquer des différences entre les organisations purement physiques (les atomes, les tourbillons, les étoiles) et les systèmes auto-organisés biologiquement. Ainsi la bactérie, et plus généralement tous les êtres vivants – humains compris – réagissent souvent selon un déterminisme trivial. Pourtant, quand un être humain vivant se complexifie, il peut devenir capable de concevoir d'autres choix. Et c'est à ce carrefour que l'on retrouve les liens entre la complexité et le social.

Soit un exemple emprunté, partiellement, à Jean-Pierre Dupuy : l'effet de panique dans une foule. Etymologiquement la chose est très simple. Tout cela provient du dieu Pan, ce farceur qui a fait qu'une petite fluctuation locale s'est brutalement amplifiée jusquà embraser tout l'espace. Freud – qui analyse la chose – voit dans la foule une cohésion libidinale qui tire sa force de l'amour du chef, qui amène à renoncer à son égoïsme. Donc tous aiment le chef plus qu'eux-mêmes, puisqu'ils sont capables de lui sacrifier leur vie. Qu'arrive-t-il lors d'une panique ? Les liens affectifs complexes qui réunissaient ces gens se trouvent désagrégés.

En effet, lorsque les liens collectifs sont défaits, chacun devrait retrouver son intérêt propre. Or l'on sait qu'il n'en est rien, et il y a là paradoxe, puisque les gens se mettent de plus belle à copier les uns sur les autres. Dans la panique, la foule a reconstitué une direction. Que fait-on lorsqu'on émet ce genre d'hypothèse ? On essaie de comprendre tous ces actes individuels – j'obéis ou je fuis, – qui ont modifié une situation sans que l'environnement ait fourni d'informations véritablement neuves. Dans la fuite, chaque sujet s'est mis à fabriquer de la signification.

Néanmoins, cet exemple n'est pas réductible à une description unique, et il s'agit d'apprendre à saisir cette situation à divers niveaux. Car les notions d'énergie, de matière, d'information, sont – selon les divers ordres choisis, – diversement distribuées. Prigogine aime à souligner que les faits de nature – et *a fortiori* de société – sont très loin des calmes modèles de gestion harmonieuse et centralisée auxquels nous avait accoutumés l'idée d'organisme.

Partout l'histoire des idées ne cesse de vouloir réduire le complexe, de ramener le monde, le social, à des notions généralisantes. On pourrait aisément montrer comment le social a, tour à tour, été traité comme ruche, comme organisme, comme architecture, en pointant également que toutes ces formes visent – en postulant une genèse extra-sociale, – à exclure la complexité de l'auto-institution. Or, dire que le social est « comme une ruche », ou dire que la physique est « structurée comme le bouddhisme zen », c'est procéder à la même opération. Dans les deux cas on se rassure, on postule un fondement, une maîtrise, une bonne grille d'analyse...

Lacan aimait raconter une histoire. Peu avant sa mort, un vieil Arabe répartit sa fortune entres ses trois fils. L'aîné en aurait la moitié, le puîné le quart, le benjamin le sixième. Mais comment partager onze chameaux sans sacrifier plusieurs bêtes ? Fort marris de cette complexité, les frères veulent en venir aux mains. Le père ajoute alors un chameau supplémentaire en signalant : *« Je vous le donne pour permettre le partage, mais il me reviendra plus vite que vous ne l'imaginez. »* Effectivement ce chameau supplémentaire, indispensable, symbolique prêté un instant, – va permettre le partage...

En revanche – et c'est très heureux, – le colloque n'a pas trouvé de chameau qui permît une bonne répartition de la complexité. Car cette « improbalité essentielle » bouscule les savoirs contemporains. Ainsi on ne peut passer trop vite du microscopique au macroscopique, ni faire – sans rigueur extrême – de simples appels à la pensée de l'Orient. En fait, il y a là un enjeu décisif, à savoir – comme aime à le dire Laborit : *« Que les spécialistes ne soient pas des gens qui en arrivent à tout savoir sur rien. »* Ces questions abstraites ont des applications tout à fait décisives. Ne pas importer des modèles, c'est, par exemple ne pas développer le tiers-monde sur le modèle des villes, ne pas oublier les rapports de communication qu'entretiennent les communautés locales, villageoises, ne pas grossir le nombre de bidonvilles en imposant des modèles de communication inadaptés. La vraie difficulté c'est de saisir les modèles des autres.

Aujourd'hui les développements des physiques, des biologies, les métamorphoses de la science, rencontrent, de nouveau, la question de leur alliance avec les grandes interrogations philosophiques. Divisés, les grandes épistémologues contemporains – Lakatos, Khun, Feyerabend, Holton, Elkanna, – savent maintenant qu'il est vain de rêver d'une science qui serait vierge de tout postulat métaphysique. Mais les métaphysiciens savent aussi qu'il est impossible de rêver d'une science qui donnerait un modèle simple, unifié, intégré.

CHRISTIAN DESCAMPS.

« Des gens dont la bêtise n'est pas le fort. » Debout, Henri Atlan.

La génétique *est à l'aube d'une révolution. Grâce aux techniques moléculaires, l'exploration*

L'avenir dévoilé

LES diverses instances gouvernementales et scientifiques du pays sont interpellées de façon pressante par les développements très rapides d'une science nouvelle : la génétique moléculaire, qui ouvre pour l'exploration et la manipulation du patrimoine génétique humain des perspectives sans précédent.

Grâce à l'utilisation conjuguée des enzymes de restriction, des sondes géniques et du polymorphisme, ce ne sont plus seulement les grandes anomalies des chromosomes ou les défaillances chimiques évidentes que l'on peut reconnaître, mais la déficience partielle d'un seul gène, parmi les millions qui commandent tout le fonctionnement de l'organisme. La cartographie héréditaire humaine est en cours d'établissement et les biologistes moléculaires estiment qu'avant cinq ans, ils pourront identifier la totalité des maladies génétiquement transmises. Si l'on sait que les plus graves d'entre elles justifient le tiers de toutes les admissions hospitalières pédiatriques, une très grande partie des internements de longue durée, et concernant 40 000 nouveau-nés chaque année en France, on mesure leur importance sur le plan de la santé publique.

Mais la société n'est nullement préparée aux perspectives économiques et morales ouvertes par les nouveaux moyens de connaissance qui se déploient à l'heure actuelle dans les « arrière-boutiques cliniques » de quelques laboratoires isolés (cinq pour tout le pays).

Le Comité national d'éthique doit rendre public incessamment à l'intention des autorités administratives et judiciaires son sentiment sur les conséquences qu'entraîneront ces travaux, sur la menace évidente d'eugénisme qu'ils recèlent, et sur les dangers qu'implique leur divulgation pour les libertés individuelles.

Les scientifiques parlent de « révolution », de « fracas moléculaire », d' « effervescence universelle »...

De leur côté, les familles douloureusement frappées par des maux héréditaires se constituent en groupes de pression, exigeant que les méthodes les plus coûteuses soient mises en œuvre pour une détection précoce, que les informations ainsi recueillies leur soient données et les avortements des enfants imparfaits systématiquement accomplis.

La solidarité envers les handicapés était jusqu'à présent étroitement intégrée en Occident aux codes législatifs et à la morale communautaire. Les percées d'une science nouvelle appellent à l'évidence une large information du public afin qu'un développement anarchique et dangereux ne puisse la dévier de ses objectifs.

Dr E.-L.

Prédire la maladie : dilemme matériel

Parents et chercheurs aux bords de l'affrontement

TOUTES les cellules du corps humain contiennent une information *complète du capital génétique*, dont elles n'utilisent qu'une faible partie. Cette information est contenue dans les vingt-trois paires de chromosomes de leurs noyaux qui recèlent un nombre considérable de gènes, lesquels commandent la fabrication des matériaux – enzymes et protéines – dont l'organisme a besoin.

Ces gènes, dont l'ensemble constitue le patrimoine héréditaire, ne sont rien d'autre que des fragments plus ou moins grands d'acide désoxyribonucléique (ou ADN), longues molécules enroulées en double échelle, issues de l'enchaînement de quatre composants élémentaires, les nucléotides, portant quatre bases : adénine (A), thymine (T), cytosine (C) et guanine (G). La *séquence de ces bases forme un* alphabet à quatre lettres qui code l'information génétique.

Une anomalie dans la structure d'un gène quelconque dans la répartition ou le nombre de ses bases entraîne une erreur de fabrication des protéines ou des enzymes dont il est l'architecte. Ainsi s'expliquent, par exemple, les distorsions de la molécule d'hémoglobine entraînant les graves maladies du sang que sont la thalassémie (populations méditerranéennes) ou la drépanocytose (anémie falciforme : race noire). Les défauts de structure des gènes responsables ont pu être identifiés tout récemment, grâce aux méthodes modernes d'étude de l'ADN, et l'apparition de ces maladies peut donc être prévue dès la vie fœtale par l'examen d'une cellule quelconque prélevée dans le liquide amniotique, le sang du fœtus ou les villosités placentaires qui l'entourent.

Il y a environ deux mètres d'ADN empaquetés dans chaque noyau cellulaire, et l'organisme humain contient environ trois mille milliards de cellules ; mis bout à bout, tous les gènes que constitue cet ADN représenteraient un ruban qui pourrait, remarque David Weatherall (revue *New Scientist, 5 avril 1984*), faire huit mille fois l'aller et retour de la Terre à la Lune...

Lorsque les chercheurs s'efforcent d'identifier, par exemple, le gène responsable de la grave maladie qu'est la mucoviscidose, due à un défaut enzymatique, c'est dans un paquet d'ADN qui en contient plus de 6 millions de la même taille (1 000 à 2 000 bases, par exemple) qu'il leur faut le trouver !

Pari à première vue impossible, et qui devait le rester jusqu'à la mise au point récente de techniques nouvelles *relevant de la génétique* moléculaire et qui sont aussi à la base des biotechnologies du futur.

– La découverte, couronnée par un prix Nobel en 1978, d'enzymes dits « de restriction », capables de couper les rubans d'ADN en morceaux à des endroits précis, comme le feraient des ciseaux, a permis de circonscrire les recherches et d'identifier les fragments anormaux – trop longs ou trop courts – chez des malades (les thalassémiques par exemple) en comparant leur structure aux fragments semblables – mais sains – d'individus en bonne santé.

– L'usage de sondes radioactives (segment d'ADN ou gène connu marqué par un corps radioactif) venant s'appareiller à la structure identique du morceau d'ADN que l'on cherche à reconnaître permet de repérer la présence du gène anormal, soit directement, soit parce que l'on connaît les séquences d'ADN qui sont situées à son voisinage et qui lui sont liées.

La *nature du défaut* chimique responsable de nombre de maladies héréditaires est inconnue, et aussi difficile à découvrir qu'une aiguille dans une meule de foin. Mais l'expérience toute récente de la génétique moléculaire et de la cartographie génique montre qu'il est souvent plus aisé de trouver le défaut du ruban d'ADN responsable de la maladie que son mécanisme chimique lui-même.

Il en est ainsi de la myopathie de Duchenne, de la chorée de Huntington, de la mucoviscidose, etc., dont l'on pourra repérer le gène responsable dès que la sonde radioactive appropriée sera trouvée, alors même que l'on ignore tout de leur mécanisme.

Le diagnostic de la maladie ou l'existence d'un gène défectueux chez ceux qui en sont porteurs – le transmettant à leurs descendants, mais ne l'exprimant pas, – peuvent aussi être affirmés par des chemins plus détournés, issus d'une découverte *qui fit, il y a sept ans, « l'effet d'une révolution »* (1).

Ce que l'on savait de la génétique provenait jusqu'alors de l'étude des gènes d'êtres vivants simples, comme les bactéries ou les virus, étude que l'on extrapolait à l'homme, selon l'adage de Jacques Monod, *« ce qui est vrai pour la bactérie l'est aussi pour l'éléphant »*. Or les moyens techniques progressant, les biologistes purent enfin étudier directement les gènes des mammifères, des oiseaux et des amphibiens. Ils virent alors, non sans stupeur, que la *régularité chimique et structurelle* qu'ils avaient constamment observée jusqu'alors n'existait plus dans le patrimoine héréditaire des êtres vivants plus évolués. Sa structure, le message génétique qu'il porte, étaient interrompus en de nombreux endroits par des « encarts » apparemment non fonctionnels, variables d'une famille à l'autre, et que l'on nomma « introns », le terme d'« exons » étant *réservé* aux portions, immuables, fonctionnelles, des gènes, à celles qui « codent » pour les protéines ou les enzymes.

Cependant que les biologistes s'acharnent à découvrir les fonctions exactes de ces introns, dont il existe de très nombreuses variétés, les généticiens découvrent, plus récemment encore, une application médicale à cette fluidité des formes.

Ils voient en effet que lorsqu'ils soumettent le patrimoine génétique d'une cellule, son ADN, à toute la batterie *d'enzymes de restriction* (plus de cent cinquante actuellement) destinés à le couper en fragments, ces fragments diffèrent dans leur morphologie selon les individus ou les familles, même lorsqu'ils constituent le support d'un même groupe de *gènes et d'une même fonction*.

Ce « polymorphisme » se révèle un outil d'une extraordinaire richesse, et les publications s'accumulent, qui se réfèrent à son usage pour l'étude des maladies héréditaires.

Si l'on trouve, par exemple, chez les membres d'une famille où sévit la chorée de Huntington (maladie nerveuse héréditaire), dont on ne connaît ni le mécanisme ni le gène, une structure particulière d'une portion d'ADN, identifiée par des « sondes génétiques » chez tous les sujets atteints – et chez eux seulement, – on peut *en déduire que cette structure* est transmise de génération en génération, en même temps que le gène anormal inconnu responsable de la maladie. Il est dès lors possible d'identifier par ce biais aussi bien les individus apparemment normaux, mais « conducteurs » du mal que les fœtus ou les malades adultes qui sont atteints.

C'est ainsi que l'on a tout récemment identifié le « stigmate » de la maladie de Huntington, tant chez les parents qui la transmettent que chez les enfants qui en mourront, et cela en ignorant toujours et pour l'instant la nature de la maladie et du gène responsable. Les femmes qui transmettent l'hémophilie B (par déficience du facteur IX de coagulation) ont pu être identifiées de la même façon, cependant que des équipes françaises (2) réussissaient à isoler et à fabriquer (cloner) le gène responsable de cette maladie.

On peut raisonnablement espérer, dit le professeur Jean Rosa (*Créteil*), qui dirige l'un des laboratoires français engagés dans ces techniques extraordinaires, que l'on pourra bientôt repérer de la sorte les stigmates, chez les parents conducteurs, de la mucoviscidose, de la myopathie de Duchenne et de la phénylcétonurie, maladies héréditaires hautement invalidantes, et mortelles à brève échéance, pour les deux premières. Mais *il s'agit d'une procédure* longue, car il faut recommencer tous les examens chez tous les membres de chaque famille étudiée. Et il s'agit surtout d'une procédure extraordinairement onéreuse, non seulement en raison de la multiplicité des études qu'elle implique, mais de leur coût. La France n'a aucune industrie pour la fabrication des outils de base de cette génétique moléculaire en plein essor : les sondes radioactives comme les enzymes de restriction viennent tous de l'étranger, et chaque examen coûte de 6000 à 25000 francs.

Les cinq laboratoires français spécialisés dans ces techniques reçoivent, aux fins de diagnostic, des échantillons cellulaires expédiés de tout le pays... et même des Antilles.

Mais le fonctionnement de ces laboratoires est des plus aléatoires dans la mesure où ils n'existent pas encore en tant qu'entités hospitalières et ne survivent, tant pour leur personnel que pour leur fonctionnement, que sur des budgets de recherche.

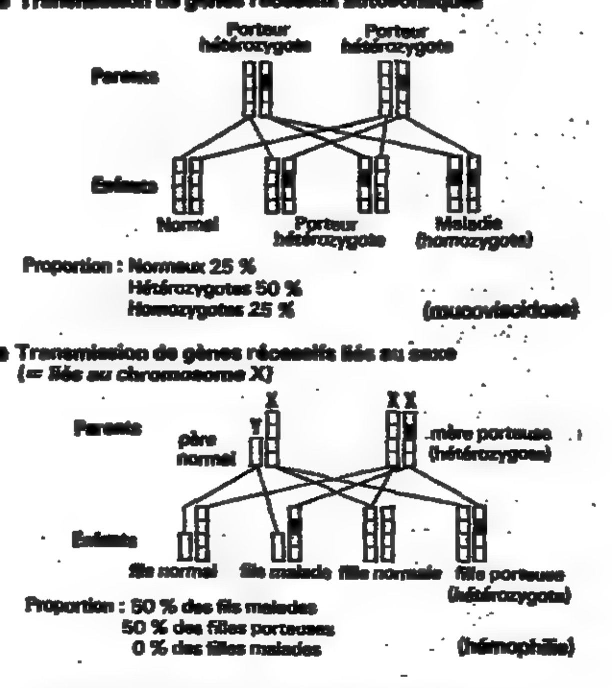
Or, dit encore le professeur Rosa, avant cinq ans d'ici nous pourrons détecter par les sondes moléculaires et le polymorphisme non seulement les maladies de l'hémoglobine, comme c'est le cas actuellement, mais toutes les maladies héréditaires...

Récessif ou dominant

1) Lorsqu'un seul des deux gènes à fonction en principe identique qui se trouve sur les deux chromosomes (autosomes) de la même paire est défectueux, et que son homologue normal *peut assurer la fonction en question*, on le dit récessif. Les individus qui le portent transmettent la *maladie sans en montrer* les signes (hétérozygotes) et leurs descendants (un enfant sur quatre) *ne seront atteints que s'ils* reçoivent une double dose de ce gène altéré (un du père, un de la mère). *On les dit homozygotes.* La mucoviscidose, la phénylcétonurie, la galactosémie, la maladie de Tay-Sachs, la thalassémie majeure ou l'ataxie de Friedreich sont transmises de cette façon.

2) Il est d'autres cas où le gène *atteint (on le dit alors dominent)* peut entraîner la maladie à dose unique. Un enfant sur *deux d'un tel parent est alors atteint* à son tour (hétérozygote). Tel est le cas, par exemple, des *thalassémies mineures*, de l'achondroplasie, de la chorée de Huntington, des rétinoblastomes ou des reins polykystiques.

3) Lorsque le gène atteint, *récessif*, se trouve sur l'un des chromosomes X de la paire féminine sexuelle, une fille sur deux sera transmettrice de la maladie et un garçon sur deux sera atteint. Le daltonisme, l'hémophilie, la myopathie de Duchenne, certains diabètes sont dans ce cas.



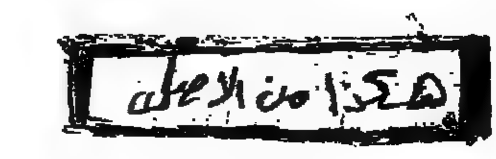
D'après « Précis de pédiatrie » de P.-E. FERRIER Éditions PAYOT

Fréquences des différentes indications de diagnostic prénatal

1) Analyse chromosomique	90 %
dont anomalie chromosome parental	7 %
âge maternel	63 %
enfant précédent avec anomalie chromosome	13 %
maladie liée au sexe	2 %
autres indications	9 %
2) Maladies du métabolisme	2 %
3) Anomalies du tube neural (spina bifida, etc.)	3 %
4) Maladies diagnostiquées par génie génétique	50 %

Anomalies les plus fréquemment découvertes

– Anomalies chromosomiques (mongolisme le plus souvent)	1 nouveau-né sur 700
– Maladie du chromosome X fragile (débilité mentale)	1 nouveau-né sur 750 (de 1 à 3 pour 1 500 garçons)
– Mucoviscidose :	1 nouveau-né sur 2 000
– Hémophilie :	1 nouveau-né sur 2 500 (1 sur 5 000 garçons)
– Myopathie de Duchenne :	1 sur 2 500 (1 sur 5 000 garçons)
– Drépanocytose :	1 nouveau-né sur 400 aux Antilles



du patrimoine héréditaire a commencé.

et moral

Et il est aisé d'imaginer la pression qui va dès lors s'exercer, qui s'exerce déjà, sur ces laboratoires, de la part des familles qui ont vécu le drame d'un enfant anormal et condamné, et *qui feront tout*, à l'avenir, pour éviter le renouvellement de ce drame, soit en renonçant à jamais à la procréation par la stérilisation (alors qu'elles ont une chance sur deux, ou trois chances sur *quatre, selon la nature du* défaut génétique, d'avoir un enfant normal), soit pour les femmes qui se croient transmettrices de la maladie (sœurs d'hémophiles par exemple) en renonçant à jamais au mariage.

Les généticiens et les biologistes moléculaires qui maîtrisent ces techniques sont en train de préparer un projet pour le gouvernement afin de trouver une issue à l'impasse que représente la situation actuelle.

La Sécurité sociale sera certainement conduite à rembourser *ces examens, qui, pour l'instant*, ne conduisent qu'à des gestes préventifs mais non thérapeutiques. Il y aurait lieu d'autre part de créer d'urgence des postes hospitaliers universitaires dits « mono-appar- tenants » pour relayer les chercheurs qui se livrent actuellement à ces études dans ce qu'ils nomment leurs *« arrière-boutiques d'applications cliniques ».*

En outre, de graves problèmes éthiques se posent déjà aux généticiens moléculaires comme aux pédiatres et aux obstétriciens, problèmes dont le développement prévisible de *ces techniques* « de pointe » ne manquera pas d'accentuer la gravité.

Les techniques conjuguées des enzymes de restriction, des sondes moléculaires et du polymorphisme génétique ouvrent *en effet* la voie à l'identification précoce d'individus porteurs d'une tare génétique dont les effets sont parfaitement évitables chez l'enfant, au prix – par exemple – d'un régime draconien. Tel est le cas de la phénylcétonurie, *dont les effets* désastreux (débilité mentale profonde) peuvent être complètement évités par une diète particulière suivie de façon rigoureuse durant les cinq ou dix premières années de la vie. Mais les filles ainsi traitées, lorsqu'elles atteignent l'âge de procréer, mettent au monde des enfants anormaux..., et la malédiction génétique n'a donc pu être vaincue que provisoirement.

Tel est le cas d'une autre maladie métabolique, la galactosémie, *accessible à un régime* sévère qui autorise une vie normale aux enfants atteints, ou de l'hémophilie, dont les victimes peuvent également mener une vie normale, mais au prix de traitements continus extraordinairement coûteux.

La fatalité congénitale ou génétique, subie depuis des siècles, *avec désespoir ou résignation*, comme un châtiment céleste, est, de plus en plus, refusée par les sociétés occidentales. La limitation des *naissances* et la *diminution* remarquable de la mortalité infantile ont vu naître l'exigence de l'enfant programmé, certes, mais aussi de l'enfant parfait. Les médecins et les chercheurs-généticiens sont aux prises avec des familles qui *exigent* des examens particulièrement complexes et coûteux dont elles entendent que la collectivité les assume, et qui réclament des avortements systématiques devant la moindre anomalie, fût-elle compatible avec une vie pleinement épanouie.

La loi ne donne aux médecins le droit de refuser ni les uns ni les autres, et l'attitude qu'ils adoptent dépend pour l'instant d'un code moral qui leur est personnel. Ils attendent des instances scientifiques, du Comité national d'éthique et des administrations responsables *que des directives* leur soient fixées, qui traduiraient non leur morale personnelle ou celle des familles éprouvées, mais une éthique communautaire.

Or, si elle conduit en Occident à la protection des handicapés, cette éthique se heurte à la fois aux possibilités nouvelles de la science et aux difficultés sans cesse accrues que *soulèvent le financement* des systèmes de santé et la prise en charge, exceptionnellement coûteuse, des affections héréditaires, lesquelles justifient, en pédiatrie, le tiers de toutes les admissions hospitalières.

Les intéressés savent que la pente sur laquelle s'engage la génétique moderne est à la fois exaltante et dangereuse...

Une équipe danoise vient d'identifier sur le chromosome II, et près du gène de l'insuline, la séquence chimique qui confère une vulnérabilité particulière à l'athérosclérose. *On sait déjà reconnaître*, par les groupes tissulaires notamment, les sujets qui courent les plus grands risques d'avoir une maladie rhumatismale hautement invalidante ou un diabète. Les futurs schizophrènes *ou dépressifs* seront peut-être étiquetés dès leur naissance, et fichées les familles qui leur donneront le jour...

La commission Informatique et libertés est saisie d'une demande des généticiens, *conduits par le professeur* A. Boué, pour que soient fichées par un ordinateur central, sous une forme codée garantissant le secret médical, toutes les informations dont ils disposent, comme c'est déjà le *cas en Ecosse et dans les pays* scandinaves.

Faute d'un tel archivage, un jeune apparemment normal mais porteur d'une tare héréditaire, et dont les parents ont bénéficié de conseils génétiques, risque, *lorsqu'il se mariera*, de tout ignorer de sa situation. Ce qui, estiment les associations de familles, est une atteinte inacceptable aux libertés. Et de nombreux parents français se voient réduits à déposer chez un *notaire*, à l'intention de leurs héritiers, l'information en question... lorsqu'ils ont pu l'obtenir.

Ainsi cheminent une science et une médecine, nées il y a moins de quinze ans, entre la *crainte et le triomphalisme*, le secret médical et le droit à l'information, le refus de la fatalité et le désir qu'exprime la société d'accueillir et d'aider les plus défavorisés de ses membres.

La boîte de Pandore a *été* ouverte en 1984, disent les généticiens moléculaires. Chacun *doit en* être *informé, car il est* clair qu'ils ne veulent et ne peuvent assumer seuls les perspectives qu'ouvre le nouvel et fabuleux outil du génie génétique.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Antoine Danchin et Piotr Slonimski, numéro spécial de *la Recherche* consacré à « La génétique et l'hérédité ». Mai 1984. 29 F.

(2) Celles de M. Jaye (Transgène, Strasbourg), J.-L. Mandel (unité de biologie moléculaire et de génie génétique de Strasbourg) et M.-G. Mattei (Centre de génétique médicale de Marseille La Timone).

Le fœtus en pleine lumière

Quinze années de recherches pour tout savoir.

OUTRE les techniques futuristes de la génétique moléculaire, les médecins disposent aujourd'hui de plusieurs méthodes leur permettant de faire précocement un bilan très complet de l'état de l'enfant à naître, celui dont on ne savait encore rien, ou presque rien, il y a moins de quinze ans.

● L'*échographie* autorise une vision détaillée de la morphologie du fœtus, de l'état de son crâne, de son cerveau, de ses membres, de la présence éventuelle de hernies abdominales ou d'anomalies pulmonaires ou urinaires, de la mobilité, et cela dès le début de la grossesse (douze à treize semaines). Il s'agit d'échos d'ultra-sons renvoyés par les tissus fœtaux et traduits en images par un système informatique. Ils n'exigent donc aucune irradiation. Mais leur lecture demande une grande habitude, et des obstétriciens comme les professeurs Henrion ou Sureau déplorent de voir la multiplication insensée de ces examens par des médecins incompétents... ou intéressés à *leur remboursement*.

● La *fœtoscopie*, qui est plus aléatoire, permet à la fois de repérer des anomalies plus fines (becs de lièvre, etc.) et de prélever du sang ou des tissus fœtaux – la peau notamment – pour les analyser. Elle consiste en l'introduction au travers de l'abdomen, sous anesthésie locale, d'un système de fibres optiques placé dans une sonde de 2,2 mm de diamètre.

● L'*amniocentèse, ou prélèvement* d'un peu du liquide amniotique dans lequel baigne l'enfant à l'aide d'une aiguille introduite au travers de l'abdomen, *se fait au début de la dix*-huitième semaine de la grossesse. Elle permet tous les diagnostics génétiques par l'examen des chromosomes que *contiennent les différentes cellules* du fœtus flottant dans ce liquide. Les grandes anomalies des chromosomes peuvent être ainsi repérées (mongolisme, par exemple, ou *trisomie 21*, dont la fréquence augmente considérablement lorsque la mère a plus de trente-huit ans) après une mise en culture de ces cellules, l'étalement de leur patrimoine génétique et son découpage artisanal aux ciseaux. Ces *examens prennent environ* trois à quatre semaines, et, si l'enfant est atteint, l'interruption de la grossesse ne peut se faire que vers le cinquième mois. Ils coûtent environ 2 500 francs (dont 500 francs pour l'amniocentèse) et sont remboursés 1 400 francs par la Caisse nationale d'assurance-maladie (dont 900 francs pour le laboratoire).

Des dosages biochimiques peuvent être faits également – bien que plus rarement – sur les cellules en culture, auxquelles les techniques de la génétique moléculaire (analyse de l'ADN) peuvent être aussi appliquées.

● Le *prélèvement direct de sang fœtal* par ponction de la veine ombilicale donne pour ces analyses chimiques de bien meilleurs résultats. Il a été mis au point *tout récemment* par une équipe française (celle du docteur Daffos, à l'hôpital du Bon-Secours, Paris) ; il exige des spécialistes parfaitement entraînés et permet de diagnostiquer de nombreuses maladies *héréditaires*, comme les *hémophilies*, la rubéole ou la toxoplasmose du fœtus, les atteintes graves de l'hémoglobine (drépanocytose ou thalassémie), etc.

● Le *prélèvement de trophoblastie*, ou villosité d'origine fœtale unissant l'enfant au placenta de sa mère, a été mis au point plus récemment encore. *Il peut être* fait dès la cinquième semaine de grossesse et n'exige aucune immobilisation ou anesthésie car les cellules fœtales sont recueillies par voie vaginale. Il est trop récent et les cas en sont trop nombreux pour que l'on puisse en évaluer exactement les risques. Mais les avantages sont, eux, évidents, à commencer par la précocité d'un diagnostic qui permet de procéder aux interruptions de grossesse éventuellement nécessaires par une simple aspiration, beaucoup moins éprouvante que les avortements du second trimestre. De nombreux diagnostics ont pu être faits par l'application à ces prélèvements cellulaires précoces des méthodes du génie génétique. Ils sont cependant ré*servés – pour l'instant tout au* moins – aux défauts génétiques graves qui impliquent l'atteinte d'au moins 25 % des enfants. En effet, les examens dits « *de routine* », qui devraient être pratiqués par amniocentèse chez toutes les femmes enceintes âgées de plus de trente-huit ans, sont, dans 97 % des cas, normaux, *et il est* donc impensable d'utiliser chez elles une technique nouvelle et dont la sécurité n'est pas encore formellement confirmée, comme le rappelle le professeur André Boué. (Centre international de l'enfance). Il y a environ 15000 grossesses *qui* entrent chaque année en France dans cette catégorie. 30 % seulement de ces femmes bénéficient d'une amniocentèse, tant par défaut d'information – dans les milieux socialement défavorisés – que par insuffisance des centres spécialisés : il en existe vingt-huit en France, alors qu'il en faudrait cinquante, et tous sont dans le secteur public. Les actes techniques qui y sont accomplis ne sont pas cotés à la nomenclature car ils relèvent de la prévention et non de la thérapeutique. *Mais* la Caisse *nationale* d'assurance-maladie les rembourse sur la base d'une convention passée avec l'association de ces vingt-huit centres, tous hospitalo-universitaires.

Il faut ajouter à leur nombre les cinq laboratoires de pointe qui utilisent les méthodes longues, *coûteuses et si* prometteuses de la génétique moléculaire, et qui ont une activité clinique de plus en plus importante, aux frais non des hôpitaux ou de la *Sécurité sociale*, qui les ignorent, mais... des budgets de recherche de l'INSERM ou du CNRS.

Outre le cas des futures mères de plus de trente-huit ans ou de celles qui ont contracté une rubéole ou une *toxoplasmose impliquant* des risques pour l'enfant à naître, la batterie des diagnostics génétiques est mise en œuvre dans les familles où est né un premier enfant anormal (atteint, par exemple, d'une hémophilie, d'une maladie de Tay-Sachs, d'une myopathie ou autres).

Grâce à cela, il est possible, pour les parents ainsi éprouvés, et qui se savent *porteurs* d'une bombe génétique à retardement, d'avoir à coup sûr, en raison des lois de transmission héréditaire, un enfant qui sera, lui, indemne, l'interruption de la grossesse étant pratiquée pour les autres.

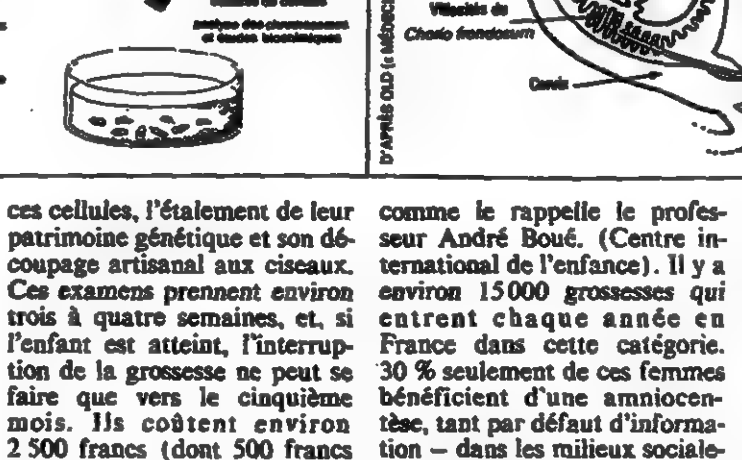
L'effervescence des recherches en cours sur le génie génétique, le fait qui l'on peut aujourd'hui extraire les gènes du *cœur des cellules, les disloquer*, les analyser, les y remettre ou en synthétiser de nouveaux, laissent à penser que l'étape suivante de l'histoire de la génétique humaine, celle du traitement se substituant à l'élimi*nation sélective*, n'est sans doute pas très éloignée.

Ici, on fait fonctionner à *nouveau un gène infirme*. Là, on s'efforce d'introduire dans les cellules de la moelle osseuse, par le moyen d'un virus, un gène intact qui doit se substituer au gène défectueux. On dessine – laborieusement – la cartographie génétique humaine : plus de 1 700 gènes humains ont été localisés exactement, et 50 ont été entièrement analysés.

Les pistes sont prometteuses, à la mesure des difficultés qui les jalonnent. Mais quels que soient les espoirs thérapeutiques concernant certains défauts du patrimoine héréditaire, les lois de sa transmission restent et resteront aussi inexorables que l'évolution des espèces vivantes qu'elles ont permise au long des millénaires passés, et dont elle garantissent l'intégrité pour les siècles à venir.

Dr E.-L.





Plus jamais

« IL avait faim, tout le temps, il mangeait sans cesse, mais il ne grossissait pas et il restait petit. Son ventre était ballonné, et il avait une diarrhée permanente.

Il toussait constamment, du matin au soir, l'été comme l'hiver. Il étouffait. Il avait des bronchites tout le temps. Nous devions lui faire faire plusieurs fois par jour des séances d'une gymnastique spéciale, épuisante, pour vider ses poumons. Et ensuite, lui donner de l'oxygène à l'aide d'un appareil spécial.

Il n'a cessé de maigrir, il n'a cessé d'étouffer, et nous allions de crises d'asthme en pneumonies et d'amphysème en diarrhées.

Il est mort à six ans, d'étouffement. Nous lui donnions toujours de l'oxygène, jour et nuit, mais ses poumons ne pouvaient plus l'absorber. Son ventre était énorme, douloureux, et lui si frêle. *Plus jamais nous ne voulons revivre un calvaire comme celui-là*, partager l'intolérable souffrance de l'enfant pour qui nul ne peut rien et qui s'achemine vers la mort à petit feu parce que nous, ses parents, nous lui avons transmis un mal que nous portions, sans le savoir. »

(La mucoviscidose.)

Livres

● **Génétique**, par le professeur J.-M. Robert. 433 p., 240 F. Flammarion Médecine éd.

Le meilleur ouvrage, le plus complet et le plus clair de tous ceux parus jusqu'à ce jour et destiné aux enseignants de biologie, aux étudiants ou aux praticiens.

● **La grande aventure de la génétique**, par le professeur Philippe L'Héritier. 389 p., 98 F. Flammarion éditeur.

L'histoire de la génétique depuis un siècle et les étapes qui la conduisent aux développements étonnants de la biologie moléculaire de ces toutes dernières années, en passant par la génétique des animaux et des populations humaines. Une vulgarisation un peu hardue, mais de haut vol.

● **La génétique et l'hérédité**. Numéro spécial de *la Recherche*, mai 1984. 180 p., 29 F.

Abondamment illustré, préfacé par le professeur André Lwoff, prix Nobel, ce numéro spécial rédigé par dix-sept des plus brillants spécialistes français, apporte une mine d'informations parmi les plus récentes, les plus complètes, sur la science de l'hérédité.

Archéologie industrielle : *on ne détruit plus les grands « colosses » qui ont*

L'usine-temple donnée aux poètes

Fiat invite vingt architectes à transformer son premier sanctuaire.

MINUIT. Turin est en liesse. La Juve a remporté la Coupe des coupes, contre Porto, à Bâle. Autour de la gare de Porta-Nuova, le centre de la cité industrieuse et austère résonne de hourras. Sur le corso Vittorio Emmanuele, les klaxons appuient le mouvement des étendards noir et blanc, cousus maison ou achetés au coin des rues.

Partout, en ville, des bannières et des affiches annoncent une autre fête : comme un jeu de cubes coloriés, les lettres bousculées du mot Lingotto. Le nom ne dit rien à l'étranger. Pour le Turinois, il désigne une usine. L'usine. Celle de la Fiat, inaugurée dans les champs, non loin du Pô, en 1923, fermée en mars 1982, alors rattrapée par la ville

Les banderoles annoncent une exposition, des conférences, autour du concours d'idées lancé par la firme automobile pour la réutilisation de cet édifice. Une opération à la fois commerciale, politique et culturelle, comme l'Italie sait les combiner.

Grand comme le château de Versailles, comme feu le Crystal Palace à Londres, ou comme le Circus Massimus à Rome, le bâtiment principal a des façades de 507 mètres de long, régulièrement percées, sur trois étages, de grandes baies vitrées de 6 mètres de large. Sur le toit, une piste d'essai de plus de 1 kilomètre, avec virages relevés, fait de cet édifice qui ne serait que gigantesque un véritable mythe, salué comme tel dès sa construction.

C'est *Il Colosso*, « par excellence... » (en français dans le texte). Le *« navire fabuleux »* conçu par l'ingénieur Giacomo Matte Truco a pour modèle les usines Ford de Detroit. Un commentateur y voit à l'époque *« l'Amérique débarquant sur les rives du Pô »*.

Inauguré par le roi et son chef du gouvernement, Benito Mussolini, visité par des chefs d'État au même titre qu'*« une église, une école ou un arsenal »*, ce Lingotto est un modèle pour Le Corbusier lui-même. Il se fait photographier sur la piste du toit en 1934, alors qu'il vient de proposer pour Alger le « plan-obus » composé d'immeubles-autostrades.



PHOTOS D. R.

Si, dans sa rigueur « florentine », selon Le Corbusier, l'interminable façade est peu attrayante, les deux rampes d'accès à la piste, spectaculaires ouvrages de béton, précoces (1926), créent à leur manière un choc aussi magnifique que la chapelle baroque du Saint-Suaire...

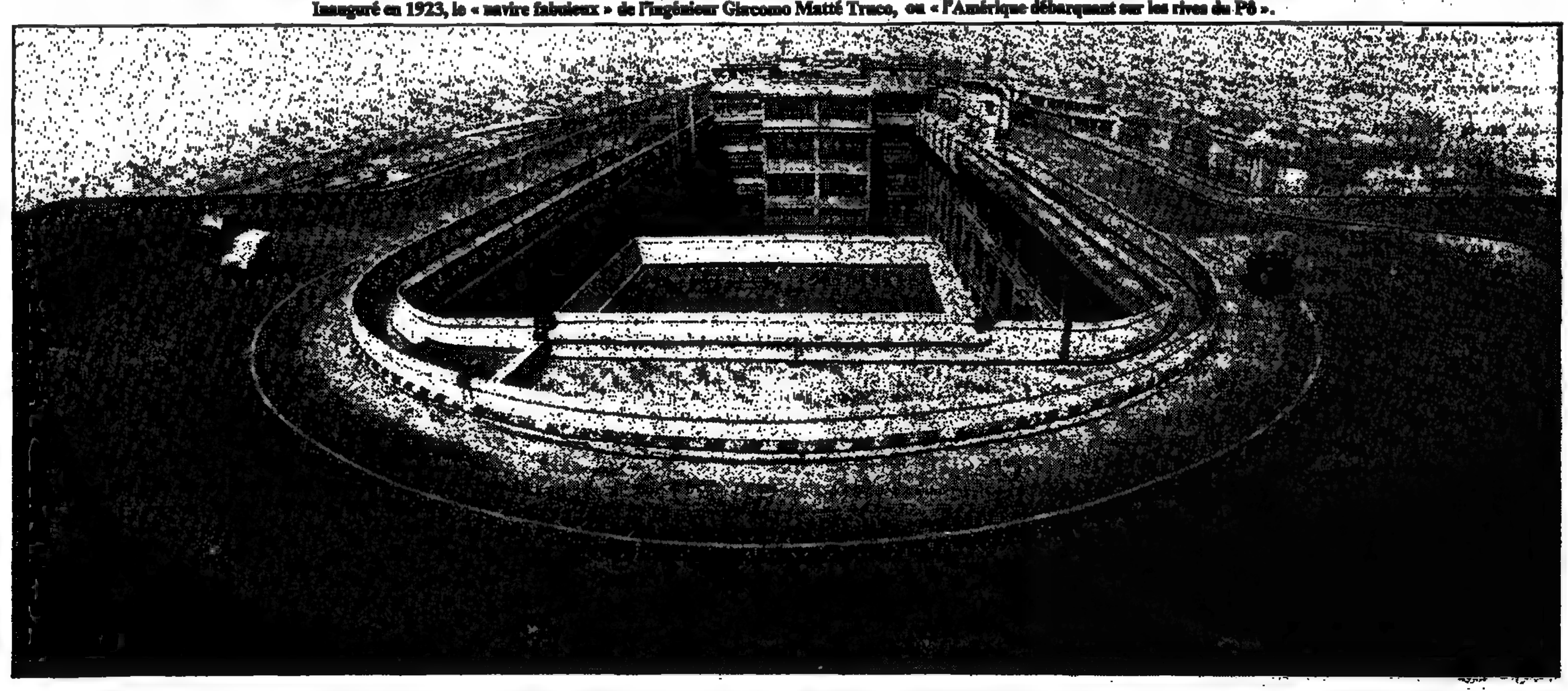
« Il y a dix ans, ils auraient tout démoli », dit l'un des architectes consultés par Fiat. Aujourd'hui, ce *« témoin »* est vénéré comme *« pièce d'archéologie industrielle »*, et on souhaite officiellement qu'il donne à Turin une *« fonction nouvelle, multiple, excitante et complexe »*.

Les dirigeants de la société s'en défendent ouvertement, mais il s'agit d'abord pour Fiat d'une opération politico-commerciale. Une société qui a doublé ses bénéfices l'an dernier et s'apprête à multiplier par six son capital (*le Monde* du 16 mai) peut se permettre d'inaugurer une exposition fastueuse... dans un bâtiment désaffecté, d'y convier la presse internationale et d'inviter la population à exprimer son opinion sur un matériel audiovisuel et informatique dernier cri.

Même si rien d'autre ne se passe au Lingotto pendant des années, la presse et la télévision locales auront témoigné du souci des dirigeants de la Fiat de ne pas abandonner ce véritable morceau de ville de 18 hectares, au sud-est du centre, le long d'une gare de marchandises elle-même en voie d'être transférée.

Le message s'adresse principalement aux autorités politiques, la région, la commune, actuellement peu en état, à vrai dire, de se poser des questions sur l'aménagement de la cité. Plusieurs adjoints socialistes sont en prison à la suite du scandale qui a éclaté l'an dernier (corruption, etc.), et le maire communiste, M. Diego Novelli, a d'autres soucis que de donner suite aux accords de principe initiaux sur la réutilisation du terrain. Car la Fiat, en dépit d'un pouvoir économique considérable comme premier employeur de Turin (100 000 personnes sur les 240 000 employés du groupe), ne pourrait pas disposer à sa guise d'un tel territoire. C'est donc aussi pour provoquer le dialogue avec les autorités

Inauguré en 1923, le « navire fabuleux » de l'ingénieur Giacomo Matté Truco, ou « l'Amérique débarquant sur les rives du Pô ».



fait naître le monde moderne. On les protège, on les aménage, on les transforme. Ainsi du Lingotto de Turin.

qu'elle a pris l'initiative de ce concours auprès de vingt architectes connus et d'une publication, en fanfare, des résultats.

L'action culturelle, enfin. *C'est un souci qu'ont plus fréquemment* que d'autres les industriels italiens de laisser un nom dans le domaine des arts, appliqués ou non à leur production. Des fondations (la Fondation Agnelli, par exemple) ou les entreprises elles-mêmes (*Olivetti en particulier*) subventionnent des expositions, des musées, font travailler les artistes, éditent des livres, font appel à de « bons » architectes.

Catalogue luxueux, présentation détaillée des projets et de l'œuvre déjà réalisée (outre les honoraires et le remboursement des frais) : les architectes n'ont pas à se plaindre de cette promotion quasi publicitaire de leur travail, dans une opération qui aura coûté au total 1 milliard de lires, soit environ 5 millions de francs...

Au moment où la plupart des grandes villes ont le souci de ces « friches industrielles », de ces carcasses qui ne font même pas de belles ruines, la *question de leur réemploi* est d'intérêt général : le musée, comme on le fait à La Villette, à Paris, est-il la seule issue ? Peut-on, comme on l'a fait à Lille, à Elbeuf et ailleurs, installer des logements vastes, lumineux, avec terrasses, à la *place des machines* ?

Le problème ne se posera pas chez Renault, à Boulogne-Billancourt : la Régie, qui avait, pendant des années rempli les espaces libres au fur et à mesure des besoins, a fait récemment le choix de réorganiser *rationnellement* son domaine, et de rester là. Un nouvel atelier, le « 57 métal », reconstruit par Claude Vasconi, sera mis en service prochainement. Mais les difficultés financières n'ont pas permis à la Régie de faire re*construire par l'Américain* Richard Meier l'immeuble de bureaux du siège.

Pour Fiat, qui fabrique ses voitures dans la banlieue de Turin depuis longtemps, les étages du Lingotto (on veut aujourd'hui des usines à plat) *étaient un handicap*. Traînait aussi l'idée de rentabiliser ce terrain bien placé : le ralentissement économique et démographique actuel écarte, semble-t-il, toute pression spéculative immédiate...

Hôtels de luxe dans les docks Sainte-Catherine à Londres, centre commercial, restaurants et cinémas dans une chocolaterie à San-Francisco. Les « *reconversions* » *tournent* toujours autour des mêmes idées : musée des techniques, boutiques, logements, équipements pour le sport, que l'on retrouve dans les propositions des Vingt.

Sans illusion sur l'imminence des *transformations* concrètes du lieu, les architectes appelés ont fait un concours... de rêves, plus que d'idées. En couleurs, en maquettes (moulées dans une grande plaque de caoutchouc pour Gaetano Pesce, farceur de *service*), *ils ont brodé sur le* thème du gigantesque.

Comme si le million et demi de mètres carrés déjà construits ne leur suffisait pas, certains en ont rajouté : trois tours en forme de marteaux pour le musée de la classe ouvrière proposé par l'Autrichien Hans Hollein ; un hôtel au-dessus du bâtiment principal pour « finir » la silhouette en paquebot pour Fehling et Gogel, disciples allemands de Mendelsohn.

D'autres ont voulu noyer la bête dans un parc, comme John Johansen de New-York, tendance écolo, et Lawrence Halprin, Californien, tendance participationniste, frappé sans *doute par La dolce vita*, qui propose un remake hollywoodien, géant, de la fontaine de Trevi. Pour des bains collectifs.

Certains se sont sentis à l'étroit sur les 18 hectares de Fiat. Ils ont annexé les voies de chemin de fer voisines et pensé *à l'avenir* de tout le centre-ville : Gaetano Pesce avec cent quatre-vingt-dix (!) immeubles nouveaux dans un grand parc et une tour de 90 mètres de hauteur pour *« décentraliser de Rome le ministère du travail, celui de la culture allant à Venise »*. Vittorio Gregotti, l'architecte milanais qui s'en prend au « territoire » et qui voulait lancer un pont bâti de 1 kilomètre de longueur pour l'Exposition universelle à Paris, a redessiné tout un quartier, déplaçant au Lingotto la gare de voyageurs, et les activités qui s'y rattachent. Cesar Pelli, l'Italien de New-York, a vu Turin à l'image de l'Amérique avec des rues tracées au cordeau et des arcades, déjà dans le style de la ville.

Se limitant au bâtiment, évinçant plus ou moins l'entourage, certains renforcent le mythe : Gae Aulenti, responsable de l'aménagement intérieur du *musée d'Orsay à Paris*, est prête à loger au carré mille trois cent soixante-cinq familles dans cette cité géante. Plus malin, Ettore Sottsas y installerait une *« ville dans la ville »* avec théâtres, cinémas, logements et commerces de part et d'autre d'une galerie vitrée. *« Si l'on veut que ça marche, il faut que ce soit rentable*, dit-il. *Une bonne affaire. »*

Trois projets se font remarquer par leur culot iconoclaste : ils cassent tout. Aldo Rossi adosse à une moitié conservée des édicules de toutes formes, comme un Luna-Park. Renzo Piano, notre homme-Beaubourg, découpe le Lingotto en tranches, tend des toiles de couleur, et ajoute des structures métalliques variées, *pour faire* oublier la boîte.

Richard Meier fait carrément descendre par une rampe oblique la piste jusqu'au sol, introduisant une gigantesque disymétrie et accommodant ainsi, sur pièces, la rigueur moderniste à son obsession virtuose du mouvement qui déplace les lignes.

Mais le plus ironique, le plus dérisoire, est le projet de l'Anglais James Stirling. Ruinant à *demi un bâtiment annexe, il* place le Lingotto au centre d'un parc d'attractions, double le coup de l'ellipse fameuse avec des arènes plus grandes encore, et aménage une voie triomphale bordée de voitures-sphynx en marbre blanc, conduisant à un musée qui se visiterait en voiture. Le premier musée *drive-in*.

La boucle est bouclée : quatre-vingts modèles de voi*tures sont sortis du* Lingotto pendant soixante ans, de la petite Fiat 500 de 1936 (la Juva 4 des Italiens), baptisée Topolino et vendue 8 900 lires, *« voiturette du travail et de l'épargne »*, selon Mussolini, à la Lancia *Delta* des dernières années. *Ils y retourneraient*, accompagnés de l'âme de milliers d'ouvriers.

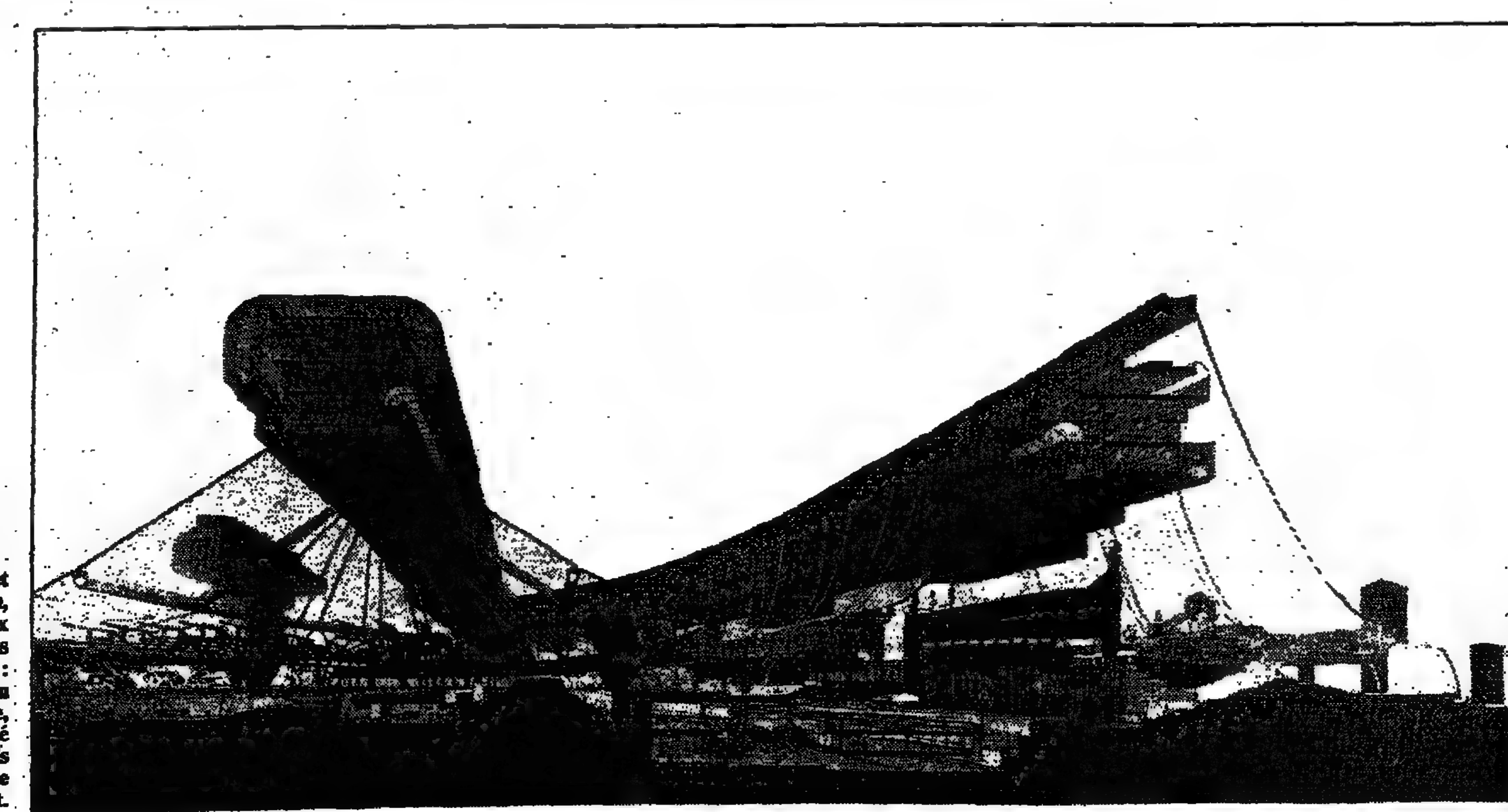
Tandis que les robots sortent deux mille six cents voitures, chaque jour, à Mirafiori. Avec seulement vingt-quatre hommes.

MICHÈLE CHAMPENOIS.



D.R.

« Si, dans sa rigueur florentine, l'interminable façade est peu attrayante, les deux rampes d'accès à la piste, spectaculaires ouvrages de béton, précoces (1926), créent à leur manière un choc aussi magnifique que la chapelle baroque de Saint-Sauire... »



Le projet de Luigi Pellegrin, un de ceux qui s'emparent le plus vivement du Lingotto : démolition du rez-de-chaussée, remplacé par de grands pilotis et couverture de la piste sur le toit.

Le coaxial des familles

Une autre télévision dans les foyers.

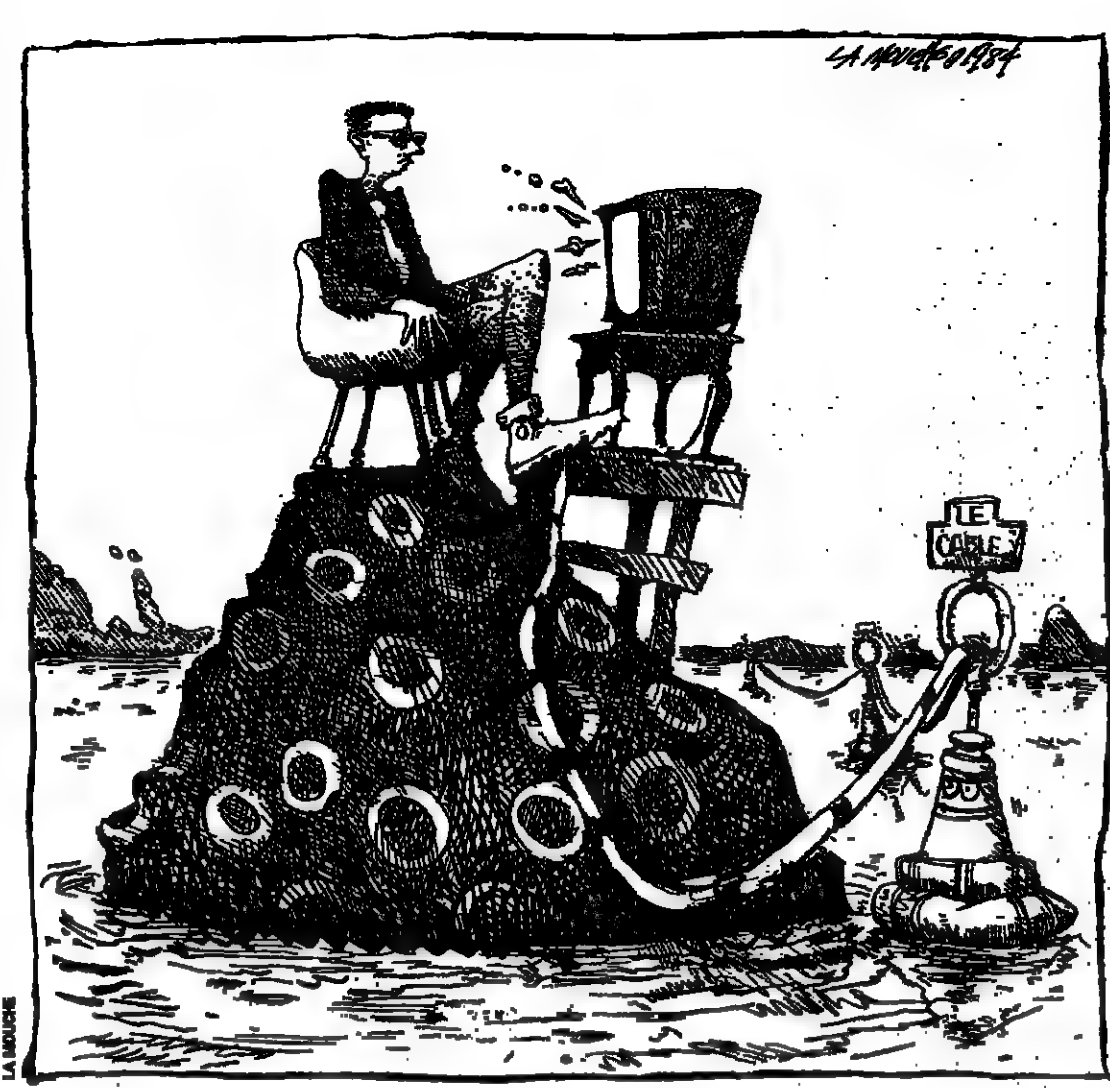
APRÈS les municipalités de Montpellier et de Paris, celle de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) a signé, mardi 22 mai, un protocole d'accord avec le ministère délégué aux PTT pour le câblage de la ville. Cet accord, également approuvé par le président du conseil général du département, M. Jean-Louis Mons, fixe le cadre de la coopération entre tous les partenaires concernés et prévoit, *« sous réserve des études »* qui devront être réalisées, une première commande de douze mille prises en fibres optiques *« avant la fin de l'année 1984 »*.

Le document indique en outre que le réseau, *« dimensionné, dès l'origine, pour permettre un taux de pénétration avoisinant les 100 % »*, pourra *« être étendu, commune par commune, à l'ensemble du département de la Seine-Denis, le conseil général pouvant jouer le rôle de coordonnateur »*.

Simultanément aux négociations entre l'Etat et les collectivités locales, plusieurs d'entre elles conduisent ou préparent des expérimentations ou un développement de leurs réseaux existants avec la mission TV câble que préside M. Bernard Schreiner.

C'est le cas de Grenoble et d'Echirolles, qui ont signé un protocole d'accord avec la mission, jeudi 10 mai, ou de plusieurs agglomérations de la « ville nouvelle » de L'Isle-d'Abeau, qui mène en ce moment une opération de préfiguration.

Préfiguration ? *« Recherche-action, plutôt »*, corrige le responsable de la mission TV câble, M. François Brottes, chef d'orchestre de cette expérience dans l'Isère. *« Ce que nous testons ici, c'est autant la façon dont les habitants reçoivent des nouveaux programmes qu'une manière de faire travailler les gens ensemble »*.



LA MOUCHE

L'environnement s'y prête bien. Pour quelque cinq mille deux cents foyers déjà câblés en coaxial, cette technologie n'est pas nouvelle. Mais, à une timide expérience pirate près, elle n'avait jusqu'à présent pas servi à autre chose qu'à retransmettre les chaînes de radio et de télévision du service public.

Du 12 au 25 mai, le câble y aura servi deux programmes supplémentaires : Télida 4 et Télida 5. Soit environ quatre cents heures de créations originales ou de rediffusions sur mesure. *« Nous avons voulu dépouiller l'expérience de toutes considérations théoriques ou idéologiques,* explique M. Brottes, *et réunir le maximum de bonnes volontés sur un même terrain. »*

Au total, une quarantaine de producteurs, petits pour la plupart, et autant de participants venus prêter main-forte. Encadrés par quelques professionnels du service public, c'est en fait toute une escouade d'amateurs qui est à l'œuvre et qui s'essaye à la télévision : le chef de plateau est photographe, l'assistant de réalisation à la régie s'occupe d'une petite maison de production vidéo, le coordonnateur des programmes est animateur d'un centre culturel, les présentateurs viennent de radios locales, les cadreurs sont des étudiants de Grenoble, la scripte est pigiste à FR 3, la lumière sur le plateau est assurée par une maison qui fait des éclairages de scène...

Et cela marche ? Oui. Non sans accrocs, certes. Mais réunir en quatre mois, avec un budget de 1,5 million de francs, autant de personnes qui ne se connaissent pas, venues d'horizons différents, avec des matériels empruntés de-ci de-là à Thomson, Matra, ou d'autres encore, tenait de la gageure (1). Pendant une quinzaine de jours, on aura bel et bien fait dans cette Maison pour tous du hameau de Villefontaine une « autre » télévision.

Des directs avec les enfants et les profs, des émissions de variétés avec des artistes un peu hors des circuits du « show-biz », une télévision du matin (dès 7 heures !) avec des nouvelles locales, des jeux interactifs comme celui proposé par une petite société de production, Gilbert Hus consultants, où les téléspectateurs explorent une ruine en choisissant, par téléphone, leur chemin. Gare aux monstres qui surgissent au détour d'un souterrain. En réalité, échappés d'un ordinateur pour venir s'incruster sur l'écran...

Certes, beaucoup de reportages un peu lancinants et mal ficelés, trop de vidéo-clips ou de déjà vu. Même si, sur l'une des deux nouvelles chaînes, certains téléspectateurs peuvent choisir leurs émissions en votant par Minitel.

Ici, dans cette « ville nouvelle à la campagne » digne d'Alphonse Allais, tout le monde teste, cherche, furète et s'interroge. Les « petits » du coin, comme les « grands ». Comme TDF, qui est venue se faire la main avec son équipement de tête de réseau n° 001. Comme TF 1 encore, qui a décidé de miser sur les réseaux câblés.

Pour la première fois, en effet, la plus vieille des chaînes est venue s'aguerrir, sur le terrain, au média le plus nouveau. En proposant, soit des émissions à rediffuser (telles que « Les animaux du monde » ou « Hip Hop », par exemple), soit des matériaux pour permettre au réalisateur local de construire un ensemble original.

« Même avec des taux d'écoute records de 30 %, une chaîne nationale ne peut vraiment amortir ses productions avec un seule diffusion, explique M. Martin Even, chargé de mission au cabinet du PDG de TF 1. *Il est donc normal que nous proposions notre matière, brute ou sous une forme différente adaptée aux réseaux câblés, qui vont manquer de programmes de qualité à prix abordable. »*

Même si TF 1 n'espère guère trouver dans les réseaux locaux de quoi financer à moyen terme plus de 10 % de ses productions, la chaîne ne veut pas, non plus que les deux autres, laisser passer ce rendez-vous du futur. Un groupement d'intérêt économique (GIE) avec la RFP-TF 1 est en projet, une quinzaine de personnes travailleraient déjà à mi-temps pour mettre au point une « banque » de quelque deux cents heures de programmes.

ERIC ROHDE.

(1) Le coût de l'expérience se répartit ainsi : frais de programmes, 45 % ; frais techniques et de fonctionnement, 30 % ; frais de gestion, 25 %. Les recettes sont fournies à hauteur de 50 % par la mission TV câble que préside M. Bernard Schreiner, de 25 % par les collectivités locales et de 25 % par la publicité et le parrainage.

Sur le tambour du petit écran

A Sizun, un nouveau garde-champêtre.

AUTREFOIS, à Sizun, petite commune du Nord-Finistère, les nouvelles municipales étaient données par le garde-champêtre. Il grimpait sur une solide pierre de granit et faisait rouler son tambour avant de déclamer les informations de la semaine. Les temps ont changé, mais la pierre existe toujours. Et, logiquement, elle figure au générique du journal télévisé de la commune.

Car Sizun (1 800 habitants) possède depuis quelques semaines sa télé locale. Une télé qui ne se regarde pas chez soi mais en groupe, au club du troisième âge, au café, à l'école. La seule émission de la chaîne diffusée pour l'instant est un journal mensuel. Le premier numéro est sorti récemment. Au sommaire : un reportage sur le carnaval de la commune, l'interview d'un ancien éleveur de chevaux, originaire du coin, un sujet sur la fermeture des deux bistrots de Saint-Cadou, village dépendant de Sizun, l'annonce d'un moto-cross et des petites annonces présentées par les annonceurs eux-mêmes. Le journal ne circule ni par câble ni par émetteur (*« Faut pas rêver »*, dit un responsable) : on se passe tout bonnement une cassette vidéo.

« An tambou liner » — c'est son nom (1), — a reçu à Sizun un excellent accueil. Chez les membres du club du troisième âge ou au café du bourg où il a été projeté dans l'enthousiasme, on attend avec impatience le numéro 2 que l'équipe de tournage vient d'achever.

Il faut reconnaître que le journal est bien ficelé : des images sur fond musical, pas de longueurs, peu de commentaires, aucun blanc entre les sujets, beaucoup d'« interviews-minute ». *« On ne s'ennuie pas »*, dit un ancien qui s'est vu « dans le poste ». Ce coup d'essai transformé, les téléspectateurs le doivent à l'Atelier de création audiovisuelle de Saint-Cadou (ACAV), un des ateliers de la communication sociale, cogéré par quatre-vingts associations finistériennes, les ministères de la culture, du temps libre, de l'éducation nationale, et le parc naturel d'Armorique.

L'Atelier de Saint-Cadou, créé en 1976, a pour activité principale la formation dans le domaine de l'audiovisuel (2). C'est logiquement qu'il est équipé en matériel vidéo, grâce à 1 million de francs provenant du ministère du temps libre, du fonds d'intervention culturel et de la région. Une affaire qui fonctionne apparemment bien, si l'on en juge par la construction d'un nouveau studio et d'une salle de montage vidéo, des travaux financés par 600 000 francs de subventions.

C'est cette équipe de l'ACAV qui a lancé l'idée d'un *journal télévisé* à Sizun. *« L'idée seulement,* précisent Loïc Le Diguerher et Yann Trellu ; *nous ne touchons à rien, ce sont les habitants intéressés par l'émission qui choisissent les sujets, tournent les images et en assurent le montage. Nous leur apprenons auparavant à se servir d'une caméra. Ensuite, nous leur offrons l'assistance technique et les caméras vidéo pour quelques heures par mois. »* Une formule qui permet à beaucoup de se familiariser avec la télévision — *« un monde fermé »*, — notent Loïc Le Diguerher et Yann Trellu.

« An tambou liner » semble donc être sur les bons rails. Les spectateurs suivent. Un avant-goût du câble ? *« Non,* disent Loïc Le Diguerber et Yann Trellu. *Ce journal doit constituer avant tout un lieu de rencontre et de rendez-vous pour les gens du pays. Nous ne sommes pas très favorables à l'exportation. »* Les responsables d'*« An tambou liner »* espèrent même qu'il devienne un motif de veillées. Des veillées qui ont subitement repris après l'attentat du FLB à Roc-Trédudon, à quelques kilomètres de là, il y a dix ans, privant une partie de la Bretagne de télévision ; des veillées oubliées une fois le mal réparé...

En tout cas, *« An tambou liner »* vient d'entrer dans le clan des télévisions de proximité avec *Télé-Saugeais* dans le Jura, *Cinétine* dans l'Hérault, *Télégazette* dans les Alpes de Haute-Provence.

Des expériences qui ont bien des difficultés pour survivre. Dans la mesure où un journal d'une demi-heure coûte environ 25 000 francs (comme celui de Sizun), on comprend les inquiétudes de leurs responsables.

GABRIEL SIMON.

(1) « Le crieur public », en breton.
(2) L'association emploie six permanents. *Le Monde* a publié un reportage sur l'Atelier dans son édition datée 8-9 février 1981.

Médias du Monde

ÉTATS-UNIS : Les « net works » veulent produire

Les trois grands réseaux de télévision américaine *(networks)*, ABC, CBS et NBC, militent activement pour que la législation leur permette d'augmenter leur part de production propre. Ils estiment qu'elle devrait dépasser le quota actuel de deux heures et demie par semaine, en programmes de grande audience, pour atteindre progressivement cinq heures à l'horizon 1990. La réglementation américaine limite la production des *networks* pour favoriser le développement des producteurs indépendants et surtout la diversification des compagnies hollywoodiennes.

Les trois réseaux affirment qu'ils ne peuvent plus contrôler l'inflation des coûts de production et qu'une plus grande marge de manœuvre leur permettrait une meilleure gestion. Pour M. Jack Valenti, président de l'association américaine du cinéma, l'offensive des *networks* cache mal leur volonté de *contrôler entièrement le marché* des programmes et d'obtenir une situation de quasi-monopole.

Turner passe à l'Est

Ted Turner, l'audacieux promoteur de Cable News Network (CNN) — la chaîne qui propose aux réseaux câblés un programme d'information vingt-quatre heures sur vingt-quatre, — tente d'étendre son service aux pays de l'Est. Il vient d'entreprendre des négociations *avec les autorités soviétiques* pour que CNN devienne un membre associé d'Intervision, l'agence commune d'actualités des pays de l'Est. Les discussions *portent sur l'échange de* programmes d'information par satellite, mais Ted Turner compte aussi vendre à la télévision soviétique les programmes *de ses stations de télévision, en* particulier « Amazone » une série de sept heures consacrée à l'exploration par Jacques Cousteau du grand fleuve.

ITALIE : Un clip pour Fellini

Federico Fellini vient d'accepter de réaliser son premier vidéoclip sur le chanteur pop américain Boy George. Le réalisateur, qui prépare pour la télévision un épisode de « Histoires de femmes », une série consacrée à Giulietta Masina, a aussi annoncé qu'il allait tourner d'autres films publicitaires après son premier essai pour Campari. Renault, Fanta, Fiat et Polaroïd ont déjà sollicité l'auteur de *La Dolce Vita*.

Frappé de plein fouet par la crise du cinéma, les grands réalisateurs italiens se tournent, bon gré, mal gré, vers la télévision, la publicité et les nouveaux marchés de la vidéo. Il y a quelques semaines, Michelangelo Antonioni signait, lui aussi, un vidéoclip.

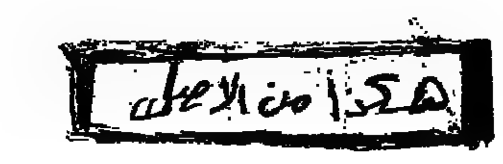
La boutique à pub

LA publicité est devenue rongeuse, dévoreuse, agressive... Et pourtant M. Goran Elfverson, ingénieur suédois vivant en France, estime que *« les publicitaires, contrairement à ce que l'on croit, ne sont pas friands de nouveauté »*. Rien que cela ! Il y a une dizaine d'années, il inventa un procédé d'affichage lumineux (Self Lite) composé de punaises électroniques qu'il expérimenta d'abord en Suède puis diffusa à travers l'Europe. C'est lui qui a agencé une partie du studio de Michel Drucker (pour « Studio 1 ») à Europe 1. Et il vient de décrocher un gros contrat : décorer les bateaux de plaisance sortis des chantiers navals IMC. Aujourd'hui, il ouvre une boutique de publicité.

Self Publicity attend les clients avec de nombreux services : conception et réalisation d'annonces de presse, logos, dépliants, brochures et, bien sûr, son Self Lite. Le magasin est situé au 151 de l'avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine. On peut y voir notamment un panneau publicitaire accrocheur réalisé à la demande des cigarettes Camel et fabriqué par le système de l'ingénieur suédois.

« Les gens qui entrent savent ce qu'est la publicité mais cherchent de nouveaux moyens de promotion. C'est ici que nous devons intervenir », précise M. Elfverson. Depuis l'ouverture, au mois de mars, sa clientèle s'est développée. Ainsi un assureur a-t-il confié la promotion d'un nouveau produit aux soins de Self Publicity, qu'il a découvert par hasard. Mais son ambition ne s'arrête pas à ce seul point de vente. Il entend démarcher auprès des pouvoirs publics l'agencement de panneaux muraux qui concurrenceraient directement l'entreprise Decaux.

C. M.



Les J.O. au bord du K.O.

En 394, l'empereur Théodose s'était déjà fâché...

HAUT dans le ciel, le soleil nargue les ruines hiératiques : l'olympisme est battu en brèche, les Jeux olympiques battent de l'aile, le caducée d'Hermès et l'égide d'Athéna ont raison d'Apollon. Pourtant, le ciel d'Arcadie est toujours lumineux, les collines toujours inspirées, le paysage exprime toujours la douceur, l'harmonie et la sérénité. Et, au cœur du sanctuaire d'Olympie, sur le fronton ouest du musée, symbole de la Trêve des dieux, Apollon continue à s'interposer entre les Centaures et les Lapithes qui s'entre-tuent.

Sensibles à tout ce qui touche l'olympisme, marqués par leur héritage culturel, les Grecs regardent les vents mauvais soufflant en rafales sur Los Angeles.

Pourtant, rien de nouveau sous les cinq anneaux olympiques : l'histoire des Jeux est ponctuée de controverses, de querelles et d'affrontements. Et les historiens ne manqueront pas de noter que le premier boycottage des Jeux eut lieu en 424 avant J.-C., au cours des guerres du Péloponnèse, quand Athènes et ses alliés excluent les Spartiates. Un rapide survol des Jeux modernes permet de mieux cerner ce qui se présente comme une fâcheuse constante.

Fin 1933, afin de protester contre le nazisme, l'Amateur Athletic Union des Etats-Unis mena campagne contre les Jeux de Berlin de 1936. Et, en 1935, le mot d'ordre circula : *« No american participation in the Olympic Games under nazi auspices »*. En France et dans plusieurs pays européens, un très fort courant d'opinion se dégagea contre les Jeux olympiques de Berlin.

En 1948, le jeune Etat d'Israël ne put participer aux Jeux de Londres par suite du tir de barrage effectué par des pays arabes. Ce n'est qu'en 1952 qu'Israël put rejoindre la famille olympique.

En 1956, les Jeux de Melbourne furent perturbés par l'intervention soviétique à Budapest, et l'expédition franco-britannique sur le canal de Suez déclencha de furieuses réactions. Cependant, le boycottage ne visa pas le pays organisateur mais des pays participants : la France et la Grande-Bretagne. D'autre part, la République populaire de Chine se retira pour protester contre la présence de la Chine nationaliste.

En 1968, les Jeux de Mexico furent précédés par le massacre des étudiants en colère, et plusieurs pays réclamèrent, en vain, l'exclusion de l'Union soviétique, qui était intervenue militairement en Tchécoslovaquie. Et ce furent les représentants de l'URSS qui provoquèrent l'exclusion de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Enfin, sur le podium, les athlètes américains Smith et Carlos saluèrent le poing fermé, à la « Black Power ». En 1972, le massacre des athlètes israéliens transforma les Jeux de Munich en arènes sanglantes, et la Rhodésie fut, une fois de plus, expulsée.

En 1976, à Montréal, Taiwan ne put participer aux Jeux et vingt-huit pays africains les boycottèrent afin de dénoncer le racisme et l'apartheid. Ce n'était pas le Canada qui se trouvait visé mais la Nouvelle-Zélande, présente aux Jeux et coupable de « contacts impurs » avec l'Afrique du Sud.

En 1980, l'intervention militaire soviétique en Afghanistan provoqua le boycottage des Etats-Unis, et Los Angeles pourrait bien être la réponse du berger à la bergère.

Les Jeux demeurent vulnérables. D'où viennent-ils ? Les savants et les archéologues ont établi que vers 1500 avant J.-C., des cérémonies religieuses, des manifestations culturelles et des jeux athlétiques avaient eu lieu en Elide. L'année 776 avant J.-C., qui ouvre l'ère officielle des Jeux olympiques, ne marquerait donc que la renaissance d'une longue tradition. Les réunions sacrées étaient alors réduites au nombre de quatre : à l'Isthme, à Némée, à Delphes et à Olympie. Mais, au fil des années, les jeux olympiques éclipsèrent les autres jeux panhelléniques.

Tout concourait pour qu'Olympie affirme sa suprématie. Tout d'abord, l'isolement, car il était fort malaisé d'atteindre ce sanctuaire. Puis, le paysage harmonieux entre tous se prêtait à l'épanouissement d'une culture alliant l'esprit et le corps. Tous les quatre ans, aux alentours du solstice d'été, les Hellènes venaient du nord, du sud et du centre de la Grèce, alors que ceux qui s'étaient établis autour du Lac sacré venaient de la Sicile, de l'Asie Mineure et d'autres colonies lointaines. Ils se rendaient à Olympie pour adorer en commun les grands dieux des ancêtres, et rendre hommage à la beauté, à la vigueur et à la grâce : tous avaient vraiment le sentiment d'appartenir à un peuple supérieur.

Durant des siècles, les Jeux d'Olympie furent une fête religieuse avec des sacrifices et des offrandes aux dieux, des manifestations culturelles et des concours athlétiques. La conquête des lauriers était secondaire, et Solon insistait sur la valeur pédagogique des exercices gymniques et les jeux du stade. Les Anciens n'avaient donc, à Olympie, d'autre ambition que de voir triompher le premier des meilleurs, loyalement, sans tricherie et dans le culte des valeurs spirituelles. L'athlète devait se surpasser, faire mieux que ses adversaires, mais une défaite n'était une humiliation ni pour le vaincu ni pour la cité qui l'avait désigné. Dans une Hellade où les cités s'affrontaient dans de sanglants conflits et où des Grecs combattaient d'autres Grecs, les Jeux d'Olympie constituaient la Trêve des dieux.

Des foules considérables confluaient vers Olympie en dépit des difficultés d'accès à travers les plateaux de la sèche Arcadie. Point de ville : deux temples, des trésors, quelques beaux monuments, un stade, un hippodrome. Il fallait camper en plein air, au milieu de barraques où l'on trouvait tout ce qu'il fallait pour se nourrir. Les Jeux duraient cinq jours, mais, bien avant leur ouverture, les spectateurs étaient là, dormant devant les portes de stade afin de s'assurer une place : soixante mille spectateurs s'entassaient sur les talus herbeux du stade. Des collines voisines, des guirlandes humaines s'efforçaient de suivre de loin les concours et les Jeux. Et chacun pouvait suivre un sacrifice accompagné de chants, écouter un musicien, voir un poète réciter ses œuvres. Des bateleurs exécutaient mille tours, un héraut lisait un document officiel, un rhéteur haranguait des badauds ironiques.

Les premiers Jeux ne comportaient qu'une seule épreuve : la course du stade (192 m). Puis, à partir de 724 avant J.-C., de treize à quinze épreuves furent distribuées selon les époques : la course de deux stades *(diavlos)*, le *dolichos* d'environ vingt-quatre stades, la lutte, le pentathlon (720 avant J.-C.), le pugilat (708 avant J.-C.), le quadrige, le pancrace (680 avant J.-C.), les concours hippiques, le disque, le javelot, les sauts. Mais alors que des épreuves spéciales étaient réservées aux adolescents, les *Herias*, ouverts aux femmes, furent des plus éphémères.

Les Jeux étaient dirigés par un jury, les Hellanodices, personnalités d'Elide, assistés par des *alytées* (agents). Des *mastigophores* séparaient les athlètes par trop irrascibles et des *rabdophores* faisaient régner l'ordre dans le stade et aux alentours. Au début, les Jeux étaient réservés aux citoyens libres, et les Barbares comme les esclaves en étaient exclus.

Tout d'abord, les vainqueurs reçurent des cadeaux utiles et, à partir de 752 avant J.-C., une couronne d'olivier sauvage *(athlon)*. Mais le prestige d'une victoire à Olympie déclencha une pernicieuse course aux couronnes de lauriers. Chaque cité s'employa à remporter le plus de victoires possible afin d'affirmer sa prospérité, sa gloire et sa puissance. La quête de jeunes talents, la sélection et la préparation des athlètes, qui devait obligatoirement durer neuf mois, un entraînement de plus en plus intensif, le recours à des moyens matériels de plus en plus importants firent qu'il ne s'agissait plus seulement de participer mais de gagner à tout prix et, parfois, en bafouant l'esprit olympique. La corruption, la rage de vaincre, les rivalités entre les cités précipitèrent la décadence.

Peu à peu, les marchands qui envahirent le Temple, les Barbares qui prirent le dessus et l'occupation romaine, marquée, entre autres, par les pantalonnades de Néron, sonnèrent le glas de Jeux autrefois lumineux comme le ciel d'Olympie.

Sur un autre plan, l'évolution des mœurs, les métamorphoses sociopsychologiques, la poussée du christianisme accentuèrent le déclin des Jeux. Et, en l'an 394 de notre ère, Théodose le Grand, empereur chrétien d'Orient, décida de mettre un terme à la célébration des Jeux olympiques. *Cette mesure, dictée par un* mobile religieux, répondit également *au souci de respecter la* simple règle morale. La gloire d'Olympie avait duré mille deux cents ans, et si l'olympisme demeurait une idée impérissable, une philosophie, les Jeux olympiques avaient perdu leur grandeur, leur prestige et leur pureté originelle.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les Jeux olympiques rénovés par Pierre de Coubertin ne pouvaient que suivre la même courbe déclinante que celle qui mena d'Apollon à Théodose ; mais plus rapidement, plus brutalement et sans subir l'usure des siècles. Lucide, Pierre de Coubertin avait confié à ses amis : *« On oublie que les Jeux ne sont pas des lieux de super-championnats, et encore moins une kermesse. »*

A Rome, en 1949, il fut décidé que la Grèce serait reconnue comme le guide spirituel de l'olympisme. Après juin 1961, une académie fut instaurée à Olympie afin de respiritualiser le sport et de lutter contre sa commercialisation, ses déviations et ses multiples perversions. Il était en effet devenu nécessaire de réagir contre la notion envahissante et nocive du record, de la performance, de la victoire comme seule finalité. Il convenait également, à défaut de pouvoir fouetter les marchands du Temple, de lutter contre la dégénérescence de l'esprit olympique, de dénoncer l'« athlète *marchandise* », de clouer au pilori un professionnalisme débilitant. Certes, Pierre de Coubertin ne sacrifiait nullement un culte périmé et par ailleurs ignoré des anciens Grecs, de l'amateurisme intégral qu'il qualifiait de *« vieille et stupide histoire »*. Cependant, le professionnalisme a ses limites, et il n'aurait pas dû ajouter aux problèmes et dangers créés par le chauvinisme, le sport colonisé au profit d'un régime ou d'une idéologie, par des Jeux devenus des « machines à sous ». Mais l'académie d'Olympie n'est pas Héraklès et elle ne peut détourner le fleuve Alphée pour nettoyer ces nouvelles écuries d'Augias.

D'autre part, *il est évident* que les Jeux olympiques souffrent d'une *prolifération* des épreuves. Aux Jeux d'Athènes en 1896, *il n'y avait que treize* pays participants et, les *femmes étant* exclues, deux cent quatre-vingt-quinze *athlètes, qui* disputèrent quarante-cinq épreuves dans *neuf disciplines sportives.* Aux Jeux de Moscou, en 1980, *quatre-vingt-un* pays participèrent avec cinq mille neuf cent *vingt-trois athlètes (dont mille* deux cent quarante-sept femmes), qui disputèrent deux cent trois épreuves dans vingt et un sports différents. A noter qu'aux Jeux de Munich en 1972, cent vingt-trois nations participèrent avec dix mille quatre-vingt-huit athlètes, hommes et femmes.

Ce gigantisme qui fit inscrire des sports comme le kayak, le tir à l'arc ou le hockey sur gazon, par exemple, accentua la déviation provoquée par la recherche systématique, programmée, voire scientifique, de la performance de haut niveau. A ce propos, il n'est pas sans intérêt de relever qu'aux Jeux d'Athènes de 1896, le 100 m fut couru en 12 s, le saut en hauteur remporté avec 1,81 m et le disque lancé à 29,65 m. Au Jeux de Moscou, ces mêmes épreuves donnèrent : 10,25 m, 2,36 m et 66,64 m !

Une telle progression dans les performances, pratique*ment dans tous les sports,* met en relief le recours à des moyens techniques et matériels de plus en plus importants, coûteux et discutables. Le fait est que la préparation, ou plus exactement la « fabrication » d'athlètes capables d'enlever une médaille d'or, d'argent ou de bronze, entraîne des dépenses démentielles et la mise en place de structures gigantesques. Or comme les Etats intéressés ne peuvent financer totalement l'ensemble d'une « opération olympique », qui commence avec la recherche de jeunes talents et se termine sur le podium, le « secteur privé » se trouve de plus en plus mis à contribution. D'où une commercialisation éhontée, dont le couronnement fut le passage de la flamme olympique, vendu 3 000 dollars le kilomètre. L'entière responsabilité de cette dernière bavure revient au Comité olympique international, qui n'aurait jamais dû confier l'organisation des XXIII[e] Jeux à un groupe de particuliers et sans assurance d'un sévère contrôle de la part du Comité olympique américain et de la ville de Los Angeles.

Véritable phénomène social de notre siècle, le sport et les Jeux olympiques pouvaient difficilement échapper aux problèmes posés par les évolutions économiques, sociales, morales et psychologiques. Mais le ver a vraiment trop rapidement rongé le fruit, et il faut bien constater que ce n'est pas seulement le professionnalisme et la commercialisation qui conduisent les Jeux olympiques à leur perte.

En effet, l'essentiel n'est plus de participer mais bien de *disputer une frénétique* « course aux médailles ». Des *médailles qui, finalement,* ne prouvent pas grand-chose, car *le pays le moins sportif peut en* décrocher une grâce à une *étoile de seconde grandeur qui* s'éteint dans le firmament olympique *aussi vite* qu'elle était apparue. De même, les compétitions sont sanctionnées par un classement, certes officieux, mais qui n'en demeure pas moins contraire à l'esprit des Jeux ; il est d'autant plus absurde qu'il revient à additionner des pommes et des poires, car quelle commune mesure peut-il exister entre une victoire au décathlon et une victoire au sabre par équipes ? Pierre de Coubertin était hostile aux sports d'équipes, et, de toute façon, il n'est pas possible de placer sur le même plan la victoire d'un athlète seul et celle remportée, collectivement, par une équipe. Pourtant, chaque pays veut se placer en bonne position, ce qui revient *malheureusement* à prolonger des conflits totalement étrangers au sport. Du coup, il n'est plus question, et depuis longtemps, de la Trêve olympique.

Aujourd'hui, les Jeux olympiques rêvés par Pierre de Coubertin ne sont plus qu'un cadavre à la Ionesco, et il serait puéril de penser qu'ils puissent être maintenus dans leur contexte actuel : il est préférable de s'en tenir à ce qui peut être encore sauvé de l'olympisme.

Le président de la République hellénique, M. Constantin Caramanlis, a proposé l'organisation permanente des Jeux dans son pays. Bien que contraire à celle de Pierre de Coubertin, qui voulait une rotation des Jeux afin d'affirmer l'« universalité de l'olympisme moderne », l'idée du président Caramanlis est noble, généreuse mais difficile à réaliser. En revanche, il est possible d'avancer que les Jeux olympiques pourraient être repensés en fonction des réalités contemporaines. Ainsi, il serait raisonnable de réduire les Jeux aux seuls disciplines naturelles : courses, sauts, lancers, natation et quelques autres disciplines qu'il conviendrait de choisir après mûre réflexion.

Pour leur part, les Grecs, *qui* pensent déjà au centième anniversaire de la rénovation des Jeux olympiques qui devrait être célébré à Athènes en 1996, demeurent persuadés que l'olympisme reste une philosophie tournée vers l'avenir et crient : les Jeux sont morts, vivent les Jeux !

MARC MARCEAU.

GAMMA

Le fœtus exploité

M. Claude Jacquinot, président de l'Association internationale contre l'exploitation des fœtus humains, usant du droit de réponse, nous écrit :

Les membres français et étrangers de l'Association internationale contre l'exploitation des fœtus humains (ACEFH) ont manifesté leur désaccord à la lecture de l'encadré intitulé « Le procès », *paru dans les* colonnes du *Monde* daté 18-19 mars 1984.

Ils rappellent que l'ACEFH n'a aucune appartenance politique ou confessionnelle et que ses membres se réclament de toutes tendances et de toutes philosophies. Leur objectif est de faire reconnaître au fœtus son humanité dès l'origine, en se référant notamment aux plus récents travaux de la biologie moléculaire.

Ils protestent contre l'extraction chirurgicale de fœtus humains vivants, sans indications médicales justifiant une césarienne avant la *douzième semaine de vie intra*-utérine. De plus, ils soulignent que les interruptions thérapeutiques de grossesse, toujours invoquées, sont devenues rarissimes aujourd'hui grâce aux progrès médicaux.

En toute indépendance, ils demandent à nouveau que les organes et tissus fœtaux utilisés en thérapeutique soient prélevés exclusivement sur des fœtus morts (par accident, par exemple) et non sur des enfants dont la mort a été provoquée par séparation de l'utérus maternel dans un but utilitaire.

Ils souhaitent qu'un quotidien *comme le Monde* présente à ses lecteurs l'ensemble de ce dossier complexe sans passer sous silence certains faits et opinions (Claude Jacquinot et Jacques Delaye : *les Trafiquants de bébés à naître, éd. P.M. Favre*).

Ils espèrent que les problèmes éthiques fondamentaux soulevés par la science, respectant les principes juridiques, seront résolus par de nouvelles voies de recherche.

Sang et plomb

Suite à l'intéressante enquête consacrée à l'essence et le plomb dans le supplément *le Monde Aujourd'hui* du 27 mai dernier, je voudrais faire état de ce que disent à ce sujet — dans un ouvrage d'enseignements scientifiques écrit en commun — les docteurs Carl C. Pfeiffer et Pierre Gonthier du Brain Bio Center de Princeton, et qui m'a paru tout à fait édifiant en même temps... qu'inquiétant.

Selon eux : *« La concentration de plomb dans l'atmosphère des grandes villes et près des autoroutes à fort trafic peut provoquer des intoxications insidieuses, et il est connu que certains contrôleurs de péages présentent un taux sanguin de plomb alarmant. Dans une étude menée sur des citadins vivant à proximité de sections d'autoroutes urbaines, Caprio et col. au New Jersey College of Medecine, ont relevé chez quantité d'entre eux des taux de plomb supérieurs à 60 mcg pour cent, signe d'empoisonnement alarmant. On retrouve un taux élevé de plomb sur les cultures à proximité des autoroutes et dans la végétation attenante : des vaches peuvent avorter par suite d'intoxication... »*

Cela est d'autant plus grave que ce n'est pas tout — et souhaitons que les Français s'en inquiètent un *jour un peu plus,* — *car d'autres facteurs* de saturnisme participent quotidiennement de cette intoxication progressive, comme le tabac (traité à l'arsenate de plomb), les abats de viande ou l'eau qui passe par des conduits en plomb. Vu les effets toxiques innombrables de ce polluent (dont l'arriération mentale chez l'enfant !), on est en droit d'espérer dans les années à venir l'adoption d'un carburant « sans », même si c'est du luxe ! Brûlant débat...

AXEL CHOPIN,
(Paris).

Décret Crémieux

J'ai lu avec intérêt votre article du *Monde Aujourd'hui du 20-21 mai 1984* sur la « Laïcité du troisième type ». Permettez-moi de rectifier votre propos en ce qui concerne la naturalisation des juifs d'Algérie. Le décret était en discussion sous l'Empire. Les juifs, francisés par l'Alliance israélite universelle, acceptèrent le décret Crémieux presque unanimement. Quant aux musulmans, ils le refusèrent en voulant garder leur statut personnel, que vous exposez fort bien.

L'opinion publique fait grief aux juifs d'appliquer la loi du talion, qui fait obligation de rembourser à la victime des dommages et intérêts appropriés et non pas d'aller crever l'œil d'un blessé éborgné. D'après votre article, le droit musulman serait plus offensif — quoique contesté — en permettant de couper la main au voleur ou de le lapider.

Dr B. GINSBOURG.
(Ville-d'Avray).

Boîte aux lettres autrichienne (1980).

ISABELLE WATERNAUX



L'enfant blond

17 heures, carrefour des Gobelins, le car du centre de transfusion sanguine attend les donneurs bénévoles. Sur ses flancs, un appel : *« Donnez du sang, donnez la vie... »*. A travers la vitre, la silhouette *d'un volontaire allongé sur* le fauteuil et, bien visible, sa tête aux cheveux crépus.

Le sang noir remplit peu à peu le flacon. Que va-t-on mettre sur l'étiquette ? *« Don d'un travailleur* immigré », ou bien « don d'un étudiant, ressortissant d'un Etat au sud du Sahara » ?

Le flacon de sang noir va partir à la Banque *du sang. Il sera analysé,* répertorié, conservé : « groupe O, rhésus + ». Oubliées la tête crépue du donneur, la peau noire de son bras, la veine sombre où s'enfonce l'aiguille de l'infirmière.

Le téléphone sonne à la Banque du sang, l'hôpital demande d'urgence du sang « groupe O, rhésus + », pour un enfant blond, accidenté, qui perd son sang par une profonde blessure à la tête.

Ainsi, une jeune vie en péril va renaître. Les sourires refleuriront, la joie va éclater, l'avenir s'ouvrira, par la grâce d'un inconnu venu d'un pays lointain appelé tiers-monde.

Sang blanc, sang noir, sang jaune et même sang bleu. Finalement, il n'y a que du sang *rouge dans le flacon.*

FRANÇOISE M'BAHIA
(Vincennes)



Si j'étais taureau...

Ainsi, voilà une fois encore la corrida condamnée au nom de l'humanitarisme et de la démocratie, et plus ou moins assimilée à un spectacle *sado-fasciste*, par un lecteur dont la lettre a été publiée dans *le Monde Aujourd'hui* daté 27-28 mai. Sado-fascistes, donc, Jean Lacouture, Ernest Hemingway et tant d'autres qui se croyaient hommes de gauche ; sado-fasciste, le peuple espagnol (en Espagne, la corrida est un spectacle éminemment populaire), qui l'a d'ailleurs prouvé lors de la guerre civile (il s'agissait, en somme, d'une guerre entre fascistes déclarés et fascistes inconscients...).

Passons sur la compassion pour le pauvre taureau, en disant simplement que si la réincarnation existait, que je renaissais taureau et que l'on sollicitait mon avis, j'opterais sans hésiter pour le destin de taureau de combat. Elever un taureau de combat, c'est, en gros, lui fournir, jusqu'au jour de sa mort, d'immenses espaces où s'ébattre en toute liberté et l'occasion de saillies régulières pour perpétuer l'espèce. Ma compassion va plutôt au bœuf de labour ou au taureau de boucherie, esclaves parfois castrés et toujours emprisonnés. Pour tous, au bout du compte, il y a la mise à mort, publique dans la corrida, plus discrète à l'abattoir.

Mais c'est sans doute autre chose qui amène M. Prefol à qualifier la corrida de « barbarie » (les barbares, rappelons-le, sont ceux dont *les* goûts et *les* mœurs diffèrent des nôtres). Comme tous ceux qui ne connaissent rien à cet art, il *décrète* que ce qui fait le plaisir des amateurs de corrida, c'est cette cruauté qui lui répugne ; sans comprendre qu'ils ne la « voient » pas, pas plus que les amateurs de boxe (sport qui me dégoûte, *parce que* je n'y comprends rien) ne prennent plaisir à voir un homme inconscient au tapis.

Si la vue du sang et la mort du taureau pouvaient être évitées, nous nous en passerions volontiers. C'est malheureusement impossible ; la mise à mort s'appelle la « minute de vérité » parce que, seule, elle permet de voir si la « faena » qui l'a précédée était de l'esbroufe ou bien un authentique travail de dressage et de maîtrise du taureau, que le matador a une dizaine de minutes pour réussir.

S'imaginer que les amateurs de corrida y sont attirés par le sang et leurs instincts sadiques, c'est croire que les spectateurs de courses automobiles s'y rendent dans l'espoir d'assister à un bel accident.

Dr ELIE ARIÉ
(Paris.)

Poésie

Jean Franchette

Novembre

I

Ce sera dans le temps d'ici ou
[de là-bas
Le vent déshabité des copeaux
[de silence.
Un oiseau ramera dans l'espace
[vengeur
Lourd dans le soleil.
Le temps de l'ombre oblique
[sous le cadran solaire.
Epuisé le sablier dans l'obscur
[du rêve,
Déroulé l'écheveau de lumière
[pour relier le temps
d'ici et de là-bas.
Quand la rose de feu et le cristal
[du gel
Seront une même empreinte,
Une trace sur le roc du monde
[disparu,
Un lichen tatoué sur le vide du
[temps.

**

Le heurtoir du souvenir
(poing de colère contre cette
porte qui ne veut pas s'ouvrir)
cogne insoutenable.
La fumée d'Octobre sur la
[chapelle romane
s'enroulent dans la douceur des
[arbres
Et la friche qui court dans la
[perspective de l'adret
Ramènent la montagne-aux-
[crémats, les bûchers de piété
Là-bas en l'île australe,
[l'alignement griffu des aloès :
Ici douceur d'automne, là-bas
[douceur violente
Sous l'auvent de granit martelé
[de soleil.

II

Il m'a fallu tout ce temps pour
[savoir qu'il n'y a pas d'exil
Que l'exil est la dislocation entre
le temps qui n'est plus temps et
le lieu qui n'est plus [lieu.
Je suis debout dans la trouble
[lumière
Arrimé à de petites choses, une
[odeur, une couleur...
L'odeur du vent de mer traverse
l'espace salé de la lagune qui
[habite en moi,
qui bat dans mon sang
[vagabond d'hémisphères.
Mille couleurs distinctes, le bleu
[tendre d'ici,
Le martèlement de lumière de
[là-bas,
Me viennent en même temps.
Je vis sur la palette d'un Dieu
[fou qui se voudrait artiste.
D'être d'ici et de là-bas m'a
appris ma propre opacité et ma
[propre transparence.
C'est moi qui nomme et [traverse
cet espace
C'est moi qui jette ce pont sur [le
temps qui est mien.
Je suis *ici* dans ma verticalité
[vigilante,
Un,
Compact, fragile et infrangible.

III

En moi, venu du peuple sans
[nom des clivages,
Coexistent ces deux
[mouvements
Que résument la colère acérée de
l'aloès et la feuille qui plane
[dans la lumière rousse.
Un paysage à perte de mémoire
[tourne dans la roue des saisons.
Des cristaux morcelés y servent
[de repères.
Je ne suis pas d'ici. Je ne suis
[plus d'ailleurs.
Je me coule dans la verticalité
[de mon corps.
Je me love dans l'horizontalité
[de mes ans.
Au-dessus de moi vole immobile
[l'oiseau Absence.
Je ne marche plus que dans
[l'évidement, le vacant
Où l'écho de mes pas résonne
[comme une salve.

(Paris, novembre 1982.)

Mauricien, Jean Franchette est né en 1932. Il a fondé avec Anaïs Nin la revue bilingue *Two Cities* dans laquelle furent publiés Lawrence Durrell, William Golding, Yves Bonnefoy, André du Bouchet, Malcom de Chazal... Il a traduit Bronowski et Joyce Mac Dougall.

Il a notamment publié : *Osmoses* (Presse à Bras), *Archipels* (Voyelles), *Je m'appelle sommeil* (Two Cities) ainsi que la *Psychose de John Clare* — en collaboration avec P. Leyris — (Mercure de France) et *Psychodrames et théâtre moderne* (Buchet-Chastel).

Nécessaire, cette langue vise une saisie distincte. Ces mots précis coordonnent et dirigent des rythmes subtils et essentiels.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Langage

Disqualifié !

Deux fautes (d'orthographe), des inexcusables, des bien visibles, dans une chronique imprudemment *consacrée à l'effondrement* de l'orthographe ! Vatel s'est tué pour moins que cela, et le chroniqueur vit encore...

Pour l'une des deux, à l'extrême rigueur, on peut plaider l'étourderie, tant elle est surprenante : *« Ils disent* (C. Duneton et F. Pagès, *Langage* du 13-14 mai), *et je les* rejoints *tout à fait...* » Non : je les *rejoins, évidemment.*

Pour l'autre, une grossière confusion du passé simple et du subjonctif, impossible d'en accuser quoi ou qui que ce soit d'autre que *le chroniqueur lui-même,* qui se cite : *« Homme de gauche, s'il en fût. »* Non : s'il en *fut,* simplement.

Comme le dit à peu près Me Bafouillet, l'illustre avocat du *sapeur Camember : « Jetons un voile sur ce passé peu glorieux »,* et parlons d'autre chose. D'informatique, par exemple, à propos du supplément « Informatique » du mardi 15 mai.

« Micro en famille », dit un sous-titre, mais plutôt « Micros en famille : la *zizanie* ». Pour les lec*teurs « branchés », il s'agit évi*demment des micro-ordinateurs. Pour les autres, qui sont sans doute la majorité, c'est le brouillard. Des « micros », ce sont des microphones. Ce n'est que dans le texte qu'ils trouveront, page 4, les micro-ordinateurs alternant avec ces « micros » mal définis. Lesquels refont leur apparition dans un titre de la page 27 : « Cent mille micros devraient être installés en 1988 dans les écoles... » Même incertitude pour les mini-ordinateurs de la page 38. Titre : « Minis : le marché européen doublera en quatre ans. » *Minis quoi ?* Jupes ? Et même problème encore, sans doute, pour les macro-ordinateurs, les géants de la famille.

Micros, minis et macros peuvent difficilement désigner, en toutes circonstances, des ordinateurs et seulement eux. Mais micro-ordinateur et les autres sont un peu longuets. Suggérons donc, à la profession et aux utilisateurs, une solution moyenne. Nommons *micrordi* le micro-ordinateur, *minordi* et *macrordi* les deux autres. Il nous restera *Mégordi* pour l'ordinateur super-géant, le Grand Frère des années 1990, dont les moyens et petits frères, macrordis administratifs, minordis *d'entreprises et micrordis* familiaux, nous dispenserons définitivement de penser par nous-mêmes et de faire des fautes d'orthographe.

Parallèlement, si ce n'est déjà *fait, nous nous familiariserons avec* la *micrinform* (la micro-informatique) et ses sœurs, la *mininform* et la *méginform*. Science-fiction ? Disons plutôt : anticipation raisonnable.

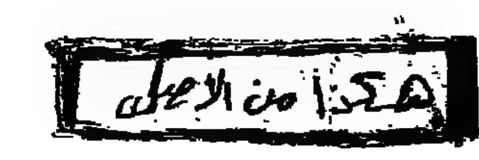
Tel qu'il apparaît dans ce supplément, le vocabulaire français de l'informatique paraît stabilisé à mi-chemin entre l'anglais (les bits, les octets, le basic) et le français (le logiciel, la disquette, le processeur).

A noter, en rouge, une demi-nouveauté : *digitaliser,* qu'il faut traduire (pour les non-branchés), *« traduire et faire entrer en données numériques, c'est-à-dire discontinues, une représentation continue : schéma ou dessin en particulier ».* Ce verbe, auquel nous risquons d'avoir à nous habituer bon gré mal gré, est le résultat de la désastreuse adoption de l'anglais *digital,* pour « numérique ». Une montre... digitale n'est qu'une montre à affichage numérique, discontinu, par opposition à la montre à cadran traditionnel, à aiguilles.

Un arrêté paru en janvier... *1974,* il y a plus de vingt ans, au *Journal officiel,* et toujours en vigueur, si l'on peut dire, prescrit bien d'employer « numérique » (affichage numérique, etc.) et non « digital », qui est en effet inacceptable. Mais rien n'y a fait, et *digitaliser* a suivi d'assez bonne heure *digital,* hélas, hélas !

Et attendons-nous à *digitalisation* ! Cependant, *numérique, numériser* et *numérisation,* qui ont pour eux le bon sens et la clarté, ont encore leurs chances. On veut le croire, en tout cas.

JACQUES CELLARD.



Majorité, *an IV*

Moi, l'homme du changement

François Mitterrand est en forme ; la gauche, elle, a du vague à l'âme.



MERILLON/COLLECTIF

« *ETRE en accord avec soi-même, je ne connais pas meilleur bulletin de santé.* » La définition, élaborée avant 1981, est de M. François Mitterrand. En 1984, le président de la République paraît en assez bonne forme alors que la gauche a du vague à l'âme. Il faut croire que le premier pense être fidèle à la vision de la France qu'il avait dans l'opposition. Il faut croire que la seconde s'estime trompée par le président Mitterrand ou s'est trompée sur les intentions du candidat Mitterrand.

Qui, avant 1981, aurait imaginé que la gauche engagerait le processus de désindexation des salaires sur les prix qui conduirait à une diminution du pouvoir d'achat moyen ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'elle accepterait, la fermeture de puits de mines de charbon, et d'usines sidérurgiques, la baisse de production des chantiers navals, les licenciements dans l'automobile ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'elle devrait s'accommoder, quoi qu'il lui en coûte, de deux millions trois cent mille chômeurs en 1984 ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'en 1984, la plupart des dirigeants de la droite se féliciteraient discrètement que la gauche effectue à sa place un travail qu'elle aurait été dans l'incapacité d'accomplir elle-même ? Pas un électeur de gauche n'avait prévu un tel ensemble. Et M. Mitterrand ne l'a certes pas voulu.

Depuis longtemps M. Mitterrand admet que la gauche cède « *plus qu'il n'est raisonnable à la part du rêve* » et que, parvenue au pouvoir, elle ne peut éviter d'intégrer l'obligatoire « *déception révolutionnaire* » des masses, comme disait Léon Blum. Les socialistes prétendaient « changer la vie ». Il leur est aujourd'hui reproché d'avoir changé d'avis. Leur image est bâtie sur une tradition de luttes sociales — la défense des opprimés — et non pas sur une capacité de gestion de la société.

Changer la vie n'aurait en valeur que de slogan.

Il y a une injustice quelque part. A moins de considérer que la gestion économique efface tout le reste, c'est-à-dire les lois Auroux, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, la décentralisation, la suppression des tribunaux d'exception, l'abolition de la peine de mort. Si changer la vie c'est faire baisser le prix des tomates, alors la vie n'a pas changé. Ou bien « le reste » est pris en compte ; et alors quelque chose a bougé.

L'évolution de la gauche depuis 1981 peut être appréciée par référence à la politique économique qu'elle a mise en œuvre jusqu'en juin 1982, et par référence à l'idée que M. François Mitterrand se fait du socialisme. La première méthode permet de conclure à la réalité d'une « révolution culturelle » et la seconde d'accorder à la gauche la grâce de la continuité.

Tracée à gros traits, une politique économique de gauche telle qu'elle était exposée avant 1981, c'était — c'est toujours — la croissance et, pour y parvenir, la relance de la consommation intérieure. M. Mitterrand, le gouvernement de M. Mauroy s'y sont essayés. Ils en sont revenus.

Dans *Ici et maintenant*, livre-interview publié en 1980, Guy Claisse posait au premier secrétaire du parti socialiste la question suivante : « *Si vous relancez la consommation intérieure, ne craignez-vous pas une inflation encore plus forte et ne courez-vous pas le risque d'un déséquilibre aggravé de notre commerce extérieur ?* » Et M. Mitterrand répondait : « *Ce sont là les arguments de MM. Giscard d'Estaing et Barre.* » Parce que le président de la République et le premier ministre de l'époque les utilisaient, ces arguments n'étaient pas recevables. Ils le sont pourtant devenus.

La relance de la consommation intérieure, ajoutait M. Mitterrand, suppose que soit réformé l'appareil de production français. Il ne l'était pas, et pour cause. Les experts socialistes disent aujourd'hui qu'ils avaient sous-estimé la dégradation de l'appareil industriel et sa capacité à répondre à une augmentation de la demande intérieure. Et qu'ils attendaient, comme tout le monde, la reprise mondiale, qui ne s'est pas produite. « *Nous avons été grisés* », a admis M. Mitterrand devant Philippe Bauchard qui s'en est fait l'écho, dans *Témoignage chrétien*, pendant l'été 1983. Grisés par la victoire dont M. Delors avait dit : « *Elle est trop belle. Nous allons faire des bêtises.* » Or M. Mitterrand a deux convictions, qui confinent à l'obsession : la gauche doit être capable, autant que la droite, de maîtriser les techniques économiques ; la gauche est, par nature, plus capable que la droite d'explorer l'avenir industriel et technologique.

La légende selon laquelle il n'a éprouvé, jusque peu avant son accession au pouvoir, que le mépris du littéraire pour les technocrates, a la vie dure. Les socialistes, affirmait-il dans *Ma part de vérité* (1969), « *quand ils ignorent les dossiers qui leur fournissent les dernières données de l'économie et de la technologie, déconsidèrent le socialisme, frère jumeau de la science* ».

En 1969, cela n'allait pas de soi. Il faut « *tarabuster* » la gauche, écrivait-il, pour qu'elle « *se rende maîtresse du réel, pour qu'elle vive avec son temps* ». Et il ajoutait : « *L'hypothèse socialiste est inséparable d'un développement industriel avancé. Dès lors, un gouvernement socialiste doit connaître autant qu'un gouvernement capitaliste les ressorts de la croissance et de l'expansion. Echouer serait une triple faillite, technique, politique et morale. Incapable de produire davantage pour répartir plus justement, cela condamnerait le socialisme à retourner à l'état qui fut longtemps le sien, celui d'une utopie.* »

En 1981, ils ont été quelques-uns à « *tarabuster* » la gauche. M. Michel Jobert, qui a peu de respect pour les tabous, conseillait par exemple une dévaluation immédiate et massive du franc que M. Mitterrand a regretté de n'avoir pas faite à ce moment-là et comme cela. M. Jacques Delors, social-démocrate de tempérament, soucieux de la crédibilité de la France à l'étranger n'a cessé d'inviter les socialistes, au nom des contraintes monétaires, à maîtriser leurs ambitions. M. Laurent Fabius, économiste de formation, qui, à la fin de 1981, abreuvait l'Elysée de notes sur les dangers d'un déficit budgétaire trop profond.

Et M. Michel Rocard ? Il avait tant « *tarabusté* » avant 1981, qu'il valait mieux pour lui de se taire. C'est à M. Mitterrand qu'il appartenait de décider : « *C'est moi qui ai imposé la rigueur à certains de mes ministres qui n'en voulaient pas* » (*Témoignage chrétien*).

En 1984, on « *tarabuste* » encore. A commencer par M. Mitterrand. C'est lui qui s'efforce de créer, au travers des restructurations obligées, des « chocs culturels » successifs de nature à briser l'image « *métaphysique* » qu'une partie de la gauche se fait de l'économie. Confier à M. Laurent Fabius le dossier de la sidérurgie procède de cet état d'esprit.

MM. Delors, Fabius, Fiterman, Bérégovoy, Rocard... chacun réagit à sa manière. Mais c'est M. Mitterrand qui dévide le fil conducteur, impose sa vision, socialiste, de la France, « *épouse le terrain* » — celui de la crise, dont il remarquait, en 1974, que la France ne connaissait alors que les « *premiers effets* » — sans pour autant « *perdre le nord* », ainsi qu'il l'expliquait dans son interview à *Libération*.

Le nord, le long terme, c'est cette fameuse « *société d'économie mixte* », toujours présente au centre de la réflexion de M. Mitterrand et dont la vision s'éclaire « *en marchant* ». Ce projet d'allure social-démocrate c'est, pour partie, celui qui réconcilierait les travailleurs, la gauche et l'entreprise, qui allierait justice sociale et économie, créativité des salariés et productivité. Les lois Auroux ne seraient qu'une première étape sur ce long chemin.

Il y a pourtant une contradiction éclatante entre ce projet et la pratique économique de la gauche, douloureuse pour ceux qu'elle a l'ambition de défendre. « *Si vous considérez qu'être de gauche interdit de moderniser le pays à cause des souffrances qu'entraîne tout changement, je ne puis vous suivre. Et pourtant, je m'interroge chaque jour sur ce que je suis en droit de demander à la classe ouvrière* », remarque M. Mitterrand. Il y va à la fois de l'avenir du pays et de l'avenir du projet socialiste. A court terme, le pouvoir est plongé dans ce que l'on considère, à l'Elysée, comme « une opération survie ». Il fallait choisir entre une France qui maintienne et recrée des centres de décisions économiques autonomes ou une France sous-traitante des Etats-Unis.

Le socialisme, en 1984, ce serait donc la survie. Et toujours la recherche de la justice. « *Lorsqu'elle sera au pouvoir, elle liera le problème des transferts et des mutations économiques à une politique d'obligations sociales* », affirmait M. Mitterrand, à propos de la gauche, en 1969. L'emploi fait partie de ses obligations.

« *Quand le premier emploi des jeunes c'est la chômage, moi, François Mitterrand, je dis que ce n'est pas juste.* » C'était en 1981, avant l'élection. En 1984, il y a deux millions trois cent mille chômeurs et, pour eux, ce n'est certainement pas la justice. Dire qu'avec M. Raymond Barre il y aurait — peut-être — cinq cent mille chômeurs de plus, dire que le chômage d'aujourd'hui est un passage obligé pour l'emploi d'après-demain n'est pas, pour ceux-là, une consolation même si ces arguments comptent pour un électeur de gauche.

Changer la vie ? Les socialistes y croyaient et n'ont pas changé d'avis. Ils y croient toujours. Reste à convaincre leurs électeurs d'y croire encore.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Majorité, *an IV*

“ Notre territoire, c’est la France. Pas le peuple de gauche ”

Le mot d’ordre socialiste d’une nouvelle « révolution culturelle ».

AH, l'alternance ! trois ans après, ils en ragent encore de l'avoir attendue pendant vingt-cinq ans : « *La façon dont on est forgé par vingt-cinq ans d'opposition est un formidable ressort pour la victoire, mais souvent un poids pour l'exercice du pouvoir* » (M. christian Pierret, rapporteur général du budget, proche de M. Mauroy). Le plus vexant peut-être, et aussi le plus pernicieux, c'est d'être tombé des nues, d'avoir découvert seulement en ouvrant le paquet-cadeau que le Meccano, dont ils avaient tant rêvé, était rouillé. Ils ont eu bonne mine, quand ils se sont aperçus de « *l'étendue du désastre* » M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale). L'étendue du désastre, c'est-à-dire l'état de la France. Ce fut, c'est encore, une surprise de taille, d'autant qu'ils pensaient en être à l'abri : « *On croyait savoir, et on ne savait pas* » (M. Jean Poperen, numéro deux du PS). C'est, en somme, l'échec reconnu du système des experts, qui, jusqu'en 1981, a entretenu l'idée, chez les socialistes, qu'ils étaient au courant des affaires du pays.

Il entre, sans doute, un peu de mauvaise conscience dans cette rage : si les socialistes ont découvert en 1981 seulement, à la fois l'état de la France industrielle et l'ampleur de la crise économique, c'est aussi parce qu'ils donnent l'impression d'avoir, jusque-là, « *fait l'impasse* » sur l'économie. « *En 1978, nous étions deux, au groupe socialiste, à nous intéresser aux questions industrielles : Jean-Pierre Chevènement et moi. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous parlions du social. Aujourd'hui, nous parlons d'économie. Je viens d'aller tenir, dans une fédération, une réunion sur la stratégie et la politique industrielle. C'était impensable il y a trois ans, sauf à traiter la question quasi exclusivement sous l'angle social* » (M. André Billardon, proche de M. Pierre Joxe, député, depuis 1978, de la Saône-et-Loire). « *Avant 1981, des sujets tels que la contrainte extérieure étaient totalement absents des éléments premiers du discours. Quelle que soit la culture politique des socialistes, tout cela s'est imposé* » (M. Michel Sapin, député rocardien de l'Indre). « *Nous avons assisté à un effondrement du marché non aidé de la construction, à cause du niveau des taux d'intérêt. J'ai découvert qu'une décision de la FED* (1) *américaine avait des conséquences très grandes sur un marché purement intérieur, parce que les taux d'intérêt sont liés pour une bonne part aux taux d'intérêt américains. J'ai découvert cette espèce d'hégémonie du dollar* » (M. Roger Quilliot, ancien ministre du logement, Maire de Clermont-Ferrand, sénateur du Puy-de-Dôme).

Certains, à l'épreuve de la crise, ont conforté leurs analyses. D'autres avouent leurs doutes : « *La gauche n'a pas réalisé une* « économique » *de gauche, qui, à mon sens, passe forcément par la planification. La gauche se prive là d'un des éléments fondamentaux d'une telle économie* » (M. Jean-Paul Planchou, député CERES de Paris). « *Aujourd'hui, tout le monde théorise l'incertitude. L'univers économique apparaît infiniment plus irrationnel que nous ne l'imaginions. La notion de Plan est-elle dépassée, ou bien la crise que nous sommes en train de vivre est-elle un moment de paroxysme dans un mouvement continu ? C'est un problème énorme pour un socialiste. Si le Plan n'est plus l'élément des références, quel est l'élément de référence ?* » (M. Quilliot).

Hormis le cas de certains socialistes, « privilégiés » professionnellement, et celui des rocardiens qui font remarquer discrètement qu'eux n'ont jamais considéré l'entreprise comme un lieu de « *redistribution sans production* » (M. Claude Evin, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale) — les socialistes, dans leur tête comme sur le terrain, sont partis à la découverte des entreprises : « *Un certain nombre de socialistes ignoraient ce qu'est une entreprise. Maintenant, ceux qui veulent faire correctement leur travail connaissent à peu près toutes les entreprises de leur circonscription* » (M. Sapin).

Si l'image de centaines de députés socialiste courant, à travers la France, comme autant de fourmis laborieuses, pour aider les entreprises de leurs régions à tirer leur épingle du jeu, résume assez bien, semble-t-il, la situation, les socialistes affirment ne pas avoir, d'un seul coup, « *paré l'entreprise de toutes les vertus* » (M. Billardon).

« *Les socialistes commencent à distinguer ce qui va aux entreprises, aux initiatives économiques, de l'appropriation privée du profit qui sert à accroître le pouvoir social. Ils ont du mal à faire la part entre les deux : tous les socialistes connaissent, en province, ces exemples de petites entreprises qui sont en faillite, alors que les familles à qui elles appartiennent possèdent le quart de la ville, ces exemples d'entreprises vidées de leur substance pour accroître le patrimoine immobilier de leurs propriétaires.* » (M. Jean-Pierre Worms, rocardien, député de Saône-et-Loire.)

Autre choc : celui de la découverte des corporatismes. Plusieurs socialistes soulignent combien le livre de François de Closets « *Toujours plus* » *a alimenté les conversations entre parlementaires du PS. Une société bloquée, crispée — plus qu'ils ne l'imaginaient — sur ses avantages acquis : telle est apparue la France une fois dissipées les brumes euphorisantes de l'état de grâce.*

Quant à l'impact des « *acquis de la gauche* », parlons-en : « *Tout acquis est immédiatement intériorisé comme donnée de fait. Quand un acquis a la forme de chose* « donnée » *il ne se traduit pas en terme de gratitude* » (M. Worms). « *On rencontre des gens qui croient que la cinquième semaine de congés payés, c'est Barre et Giscard* » (M. François Loncle, ancien MRG, député mitterrandiste de l'Eure).

Au moins la gauche devait-elle, justement parce qu'elle est la gauche, se trouver, avec les syndicats, en terrain connu, presque chez elle. Là encore, surprise. S'il est vrai, comme le reconnaît M. Poperen, que « *le mouvement syndical s'est effectivement montré plus compréhensif* » qu'avec la droite, quelques illusions se sont dissipées : « *Le constat le plus fort de ces trois ans de pouvoir, c'est la difficulté de la gauche à gérer la négociation sociale* » (M. Evin). « *Après 1981, j'ai été surpris que le mouvement syndical s'affaiblisse et se divise. J'étais même persuadé du contraire* » (M. Georges Sarre, député CERES de Paris). « *La pratique du terrain a conduit les élus de la gauche à nuancer leur appréciation des revendications sociales, notamment dans la fonction publique* » (M. Loncle).

Là comme ailleurs, en somme, le réel s'est imposé. La gauche y aurait-elle perdu une partie de son âme ? « *La politique choisie par Jacques Delors est celle qui fait le moins mal. Perdre son âme, ce serait renoncer à ce qui fonde l'éthique de la gauche. Si on en était à l'écrasement des uns par les autres, là, ce serait un reniement* » (M. Quilliot).

D'autres s'inquiètent de l'avenir de la gauche, si celle-ci ne préserve pas sa « *capacité de rêve* » : « *La gauche est passée brusquement d'une période d'illusion lyrique à une période de gestion étroite, du principe de plaisir au principe de réalité* » (M. Charzat, membre du secrétariat national, député CERES de Paris). M. Worms, lui, craint justement que la gauche, à l'approche de 1986 ne se laisse aller de nouveau à ses penchants pour le rêve. Mais il ajoute : « *On ne peut plus ignorer le réel et c'est un acquis très positif. Mais la prise en compte du réel peut devenir le levier du changement ou s'imposer comme la contrainte du non-changement. On peut tomber dans une sorte de nouveau mollétisme* ». Enfin, M. Billardon : « *Dans la prise en compte de l'économie, nous avons sûrement dépassé un peu la limite au-delà de laquelle on tombe dans l'économisme. Les élections de 1986 ne se gagneront pas seulement sur le bilan et pas seulement sur l'économie.* »

La mutation la plus déroutante est sans doute celle qui consiste à passer d'un discours pour la gauche à un discours pour la France : « *La gauche doit cesser de parler de son pré carré électoral pour parler de la France. Notre territoire, c'est la France, pas le peuple de gauche* » (M. Pierret). « *Nous ne pourrons travailler bien pour la gauche que si nous travaillons bien pour le pays. Nous avons tous à faire cette révolution culturelle* » (M. Bertrand Delanoe, membre du secrétariat national du PS, député de Paris). Plus facile à dire qu'à faire, justement, soulignent quelques sceptiques : « *Nous avons beaucoup de boutiquiers de tendances, d'épiciers de circonscriptions, de grandes surfaces ministérielles* » (M. Pierret).

Enfin, la gauche n'a jamais bien su, depuis 1981, si, au bout du compte, elle avait ou non le temps avec elle : « *On a toujours dit :* « *on a le* » *temps* » *et, en fait, on a galopé. Les ministres ont le sens de l'État, mais ils veulent attacher leur nom à une réforme. Il arrive qu'ils y mettent une hâte qui a parfois nui à l'harmonie de l'orchestre* » (M. Billardon). « *Nous avons un peu péché par le souvenir du Front populaire, qui est lié au sentiment de la précarité. Nous avons mis du temps à comprendre que nous avions le temps* » (M. Quilliot). « *La gauche n'a jamais eu autant de temps et pourtant, jamais les gens n'ont autant cru que nous n'aurions pas le temps suffisant* » (M. Pierret). « *L'idée que la gauche avait le temps ? Une douce illusion.* » Et pour en finir avec le temps, M. Poperen qui explique en substance : « *Une législature, c'est trop peu. L'alternance ne jouera vraiment que si nous gagnons les élections de 1986.* »

Gagner 1986 ? C'est à la fois tout simple, et bien compliqué. Cela tient en deux phrases que lance un député de base au gouvernement qu'il soutient : « *Résolvez le problème de l'emploi et tout est réglé. Le reste, j'en fais mon affaire !* » (M. Loncle).

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Federal Reserve Bank.



TORREGANO/SIBSON/COLLECTIF

Les démons de « l'idéologie dominante »

SEULE l'épreuve du pouvoir aura permis à bon nombre de socialistes de prendre la mesure du poids réel, dans la société, de l'« *idéologie dominante* ». Celle de la droite, pas la leur : leçon paradoxale, et revanche tardive, appliquée à ce parti socialiste d'Epinay dont le premier secrétaire, M. Lionel Jospin rappelait récemment qu'il « *n'a pas véritablement intégré* » la pensée de Marx (*le Monde* daté 25-26 mars). « *Bien sûr, nous l'avions lu dans les livres, mais ce fut en partie une découverte de constater le poids de la domination culturelle, qui fait que nos adversaires peuvent, sans trop de difficultés, présenter les choses comme si la gauche n'était pas faite pour le pouvoir. Un certain nombre de socialistes, au fond, sont dans cet état d'esprit* » (M. Jean Poperen, numéro 2 du PS).

« *La droite a toujours fasciné. Dans l'esprit du public, la droite est faite pour gouverner, la gauche pour s'opposer. Il y a un procès de légitimité inconscient contre la gauche dans une partie du corps social. Dans ma région, pendant un an, Renault-Cléon a embauché sur recommandation de l'ancien député battu et n'a pas répondu à mes lettres* » (M. François Loncle).

« *Un député de gauche doit donner dix fois plus d'explications, cent fois plus de justifications qu'un député de droite.* » (M. Christian Pierret).

« *La pesanteur conservatrice était beaucoup plus forte que nous ne l'imaginions. J'ai eu une illustration de ce phénomène avec la loi à laquelle on a attaché mon nom. Alors que cette loi est une œuvre essentiellement pragmatique, avec d'abord un objectif anti-inflationniste, n'a rien d'idéologique, ne repose sur aucun principe doctrinaire, elle a néanmoins été vécue comme cela par une partie de la population* » (M. Roger Quilliot, ancien ministre du logement).

Nulle trace de surprise, en revanche, dans les rangs des amis de Jean-Pierre Chevènement, qui observent, avec une ironie appuyée : « *Dans une société de classes, il est normal que l'idéologie dominante soit celle de la classe dominante. Parce que les socialistes avaient le sentiment d'être bons et généreux — ce qui est vrai, — ils pensaient qu'on ne pourrait que le reconnaître. Pour eux, ça a été un cauchemar* » (M. Georges Sarre). Dans une telle optique, les difficultés que peut éprouver la gauche à faire passer son message vont de soi, en quelque sorte. La gauche ne peut réussir « *que si elle ne s'identifie pas, par mimétisme social et culturel, à ceux qu'elle a vocation à remplacer. La gauche doit être originale et courageuse* » (M. Michel Charzat).

On ne s'étonnera pas que l'aile opposée du parti, celle des amis de M. Michel Rocard, estime, pour sa part, que la gauche paye aujourd'hui les illusions entretenues du temps où elle n'avait à user, pour régler les problèmes, que de « *la magie du verbe* » (M. Michel Sapin). « *Même si nous prenons soin d'expliquer que nous sommes dans un contexte nouveau, le Français* « *lambda* » *n'est pas intéressé par ce contexte. Il a voté à gauche. Hier, il avait un emploi. Aujourd'hui, il n'a plus d'emploi, et c'est la faute à la gauche. Il ne s'agit pas de réécrire l'histoire, mais le constat, c'est bien celui-là* » (M. Claude Evin).

J.-L. A.

Le marteau et l'enclume

Georges Marchais et la politique du PCF. Charles Fiterman et la gestion gouvernementale.

« NOUS sommes dans une période d'apprentissage (...) et nous apprenons tous, actuellement, de la cellule au comité central », déclarait M. Georges Marchais, devant le comité central du Parti communiste, en décembre 1981.

Ainsi se présentaient les communistes, après six mois de participation à la majorité et au gouvernement. A entendre leurs dirigeants, leur échec du printemps 1981 les avait comme tirés d'un long sommeil, mis en présence d'une réalité sociale qui avait évolué sans eux et qui leur avait joué un mauvais tour.

Ils avaient, certes, – toujours selon la version officielle – commencé, en 1976, à rattraper un retard de vingt ans, mais ils s'y étaient pris trop tard, et 1981 était arrivé trop tôt pour que l'œuvre entreprise ait pu produire ses effets.

L'heure était, donc, à l'apprentissage. Mis au pied du mur, les communistes se voulaient des *« constructeurs »*. C'était le mot d'ordre du vingt-quatrième congrès, en février 1982. Le chef de chantier ne changeait pas : M. Marchais était confirmé dans ses fonctions, mais il y avait, à côté, un contremaître plein d'entrain.

« J'ai confiance, disait, au congrès, M. Charles Fiterman, *dans notre capacité à soutenir une émulation, qui doit, bien sûr, être mise au service des intérêts de notre peuple, harmonisée avec le souci constant d'assurer ensemble, dans l'union, le succès des objectifs définis en commun. »*

Deux axes pour l'apprentissage

Les deux axes de l'« apprentissage » communiste étaient, ainsi, définis : d'un côté, la défense du programme du parti, de son « identité » ; de l'autre, l'adaptation aux contraintes de l'exercice du pouvoir. Les tâches, sinon les responsabilités, étaient, du même coup, réparties.

A M. Marchais par exemple, comme on l'avait vu en décembre 1981, la défense des positions du PCF sur le *« bilan globalement positif »* des pays socialistes ; à M. Fiterman, l'expression de l'accord du même PCF avec les déclarations de M. Pierre Mauroy, lors de l'instauration de l'état de guerre en Pologne.

Cette division a eu une conséquence paradoxale. Les communistes sont le plus discret là où ils en ont appris le plus – côté *« adaptation »*. En revanche, ce qui fait le plus de bruit – côté *« confrontation »* – apparaît comme la preuve de leur immobilisme.

Les socialistes peuvent, dans une certaine mesure, s'enorgueillir de leur apprentissage. M. François Mitterrand peut même dire, à propos de la sidérurgie : *« Je me suis trompé »*, en ajoutant, il est vrai *« comme tout le monde »*.

Les communistes, eux, sont condamnés – ou se sont eux-mêmes condamnés, mais pouvaient ils faire autrement ? – à chercher toutes les occasions de proclamer : nous avions raison ! De sorte que les signes d'un apprentissage réel doivent être cherchés dans les déclarations faites *in petto* par tel ou tel ministre, dans l'attitude de tel ou tel dirigeant syndical, au risque, pour eux, d'être bientôt démentis et, pour l'observateur, de se laisser prendre à des leurres.

Ce qui est sûr, qu'il s'agisse des ministres, des syndicalistes ou des dirigeants du parti, c'est qu'ils ont appris à négocier avec les socialistes. Dans la période récente, les décisions prises à propos de la construction navale ou, plus récemment encore, au sujet du conflit de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, ont montré que les communistes savent se faire entendre de ceux dont ils partagent le pouvoir.

L'amertume et les reproches

Les socialistes doivent, à la fois, contenir l'influence du PCF et éviter qu'elle ne se réduise ; les communistes savent jouer de cet argument et faire valoir qu'à leur rendre la tâche trop difficile vis-à-vis de leur base, le gouvernement saperait l'assise réduite dont il dispose, aujourd'hui, dans son propre camp.

Dans l'élaboration du plan acier, les communistes, parmi d'autres, avaient bien cru qu'ils étaient près d'obtenir, avec le projet du train universel de Gandrange, faute du maintien du train à feuillards de Longwy, un aménagement favorable à leur cause.

L'arbitrage rendu en sens contraire n'a pas été pour rien dans les propos amers, tenus à la tribune de l'Assemblée nationale, le 14 avril, par les orateurs communistes, qui avaient reproché au gouvernement de ne pas tenir compte, dans ses décisions économiques et sociales, de leur point de vue.

Apprentissage, encore, lorsque la CGT paraissait admettre les solutions retenues pour l'usine Talbot de Poissy, en décembre 1983, ou bien les explications des ministres concernés, à commencer par le premier, sur l'évolution du pouvoir d'achat « en masse » ou « en niveau ».

Apprentissage, surtout, lorsque sous l'impulsion du ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, notamment, les communistes prennent conscience du retard de qualification dont souffre toute une partie de la classe ouvrière, surtout parmi les jeunes, et de la nécessité de former les travailleurs aux technologies nouvelles.

Mais lorsque, par exemple, un autre ministre communiste, M. Jack Ralite, confie au *Nouvel Observateur*, en décembre 1983, que les travailleurs doivent assumer leurs responsabilités gestionnaires dans les entreprises, incite-t-il vraiment les communistes qui le liront à faire preuve de réalisme, ou bien trompe-t-il son monde en les invitant, tout simplement, conformément au discours officiel de son parti, à s'opposer aux *« critères de gestion patronaux »*, qui, selon le PCF, sont toujours en vigueur dans les entreprises publiques ?

Il apparaît, ainsi, un décalage entre la politique déclarée du PCF et l'adaptation qu'implique sa participation au gouvernement. L'apprentissage, auquel le pouvoir a soumis les communistes, demeure silencieux ou ambigu.

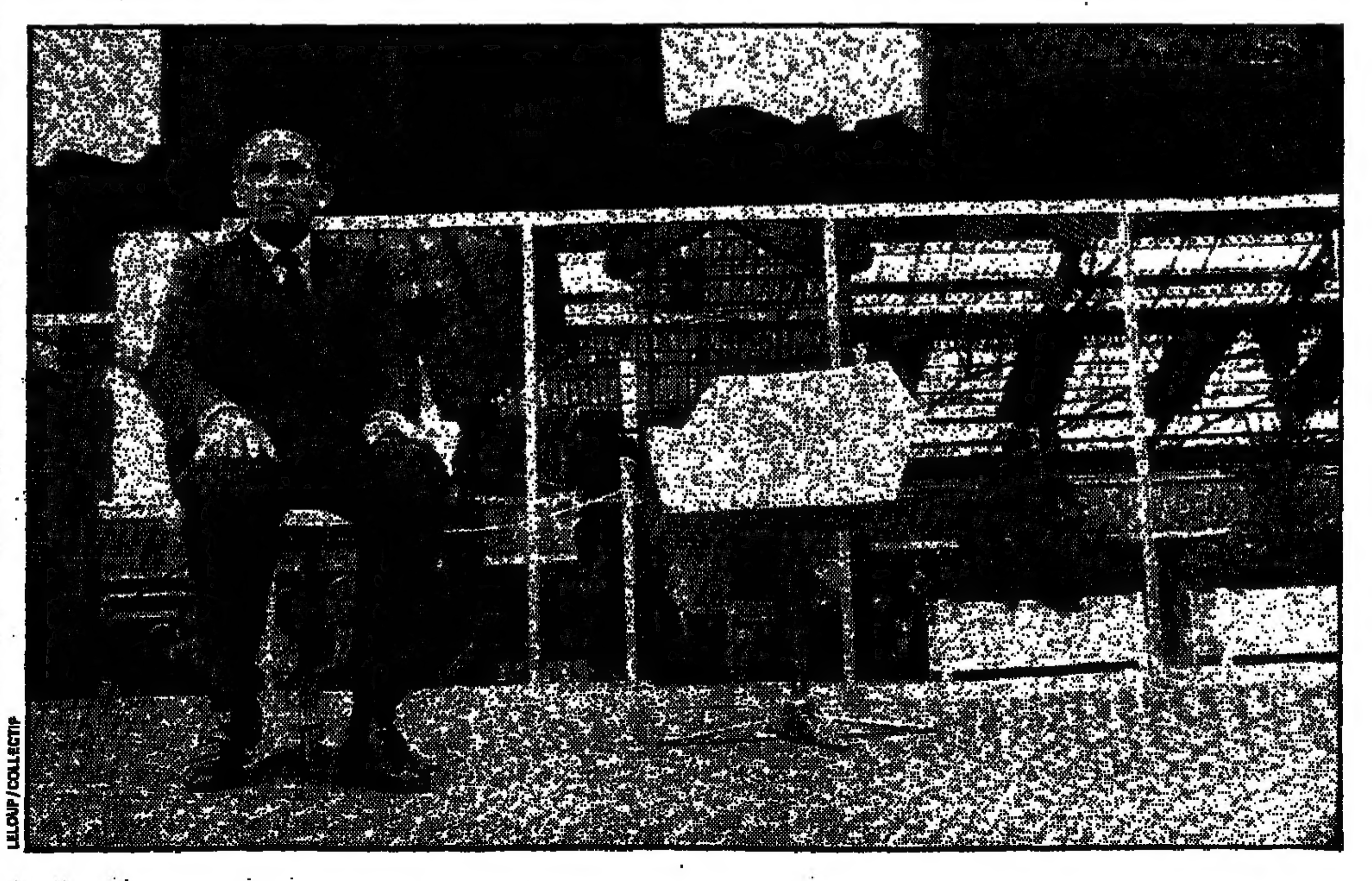
PATRICK JARREAU.



ALLIBON/COLLECTIF



BISSON/COLLECTIF



LELOUP/COLLECTIF

Kiosque

Plus de pères, rien que des fils

LES papas sont à la mode. La preuve, c'est que la revue *Autrement* – qui n'a pas son pareil pour décrypter les signes du temps – leur consacre son numéro de juin sous le titre « Masculinités aujourd'hui : pères et fils ». Vieille querelle pourtant que celle du père et du fils. De la tragédie antique à notre théâtre classique, des règlements de comptes romains aux films de Maurice Pialat, Œdipe est roi partout. Kipling a beau dire : *« Tu seras un homme, mon fils »*..., la paternité est un combat perpétuel, et l'idéale alliance qu'il proclame est souvent illusoire.

Pauvres papas modernes ! Non seulement il nous a fallu régler son compte psychologique au père qui nous engendra ; non seulement il nous faut affronter la révolte inévitable des fils, mais on nous a – récemment – ôté des morceaux de notre armure. Sous les coups de la revendication féministe à l'égalité, le père-homme a perdu de sa superbe. Son autorité qu'on croyait éternelle est devenue suspecte, sa sagesse prétendue fait sourire, la culture des fils rend la sienne caduque et bien inopérante. Papas de tous les pays, unissez-vous pour refaire le monde de la paternité !

Facile à dire quand chaque jour que Dieu fait, un « psy » vous met le nez dans vos erreurs et vos manques.

Facile à dire, quand on crée un ministère pour les femmes dont la mission est, par définition, d'aider à mieux redistribuer les cartes. Quand les enfants se font rares et d'autant plus pressants, exigeants, quand l'autorité procède plus de l'Etat que du père, quand la collectivité supplée aux papas défaillants ou démunis, par exemple chômeurs, quand le savoir procède de l'école, de la télévision, de la rue et que – plantés devant leur poste – père et fils apprennent au même moment les mêmes choses !

Dans *Autrement*, Paul Denis, psychiatre, résume la situation en citant Papa Freud : *« La fonction paternelle, si l'on en croit un mot de Freud, est l'une de ces trois fonctions où l'on est sûr d'échouer, les deux autres étant la fonction de chef d'Etat et celle de psychanalyste. »* Ce n'est pas très encourageant, mais c'est assez bien vu dans l'ensemble. Va-t-on dès lors verser dans le défaitisme, et croire que l'époque des pères est révolue, qu'il n'y a plus que des géniteurs incapables de dominer, ou même de servir, leur progéniture ? Jules Chancel, qui a conçu ce numéro, remarque : *« On constate en 1984, une positivité de la notion de père. »*

C'est vrai que le besoin d'être père ne se dément pas. Au contraire : il y a de moins en moins d'enfants, mais il y a de moins en moins de couples sans enfants. Un jeune homme d'aujourd'hui a moins de chances (de risques) que naguère de vieillir et de mourir sans descendance.

A la limite, ceux qui ne peuvent pas être pères biologiquement ont désormais la possibilité de le devenir par procuration. L'insémination artificielle par donneur (IAD) se développe, et les couples stériles se raréfient. On peut devenir en toute légalité le père du fils d'un autre, une fois surmontées les réticences. L'affaire est simple. Dominique Courtier explique : *« L'acte d'insémination, K 15, est remboursé à 100 % par la Sécurité sociale. Agrafé à la feuille de SS, un reçu numéroté fourni par la banque contre l'achat des paillettes de sperme utilisées pour l'acte d'insémination. Codifié par un arrêté de 1980, ce « produit biologique d'origine humaine » est aujourd'hui estimé à 240 francs l'unité (la paillette), et est également remboursé à 100 %. »*

Dépoétiserait-on la paternité ? Nullement. Un médecin spécialisé témoigne : *« Moi, j'ai vu des regards absolument extraordinaires que certains couples échangeaient pendant que je poussais la seringue. C'est superbe. Je n'aurais pas été là, c'était pareil. Je me sentais indiscrète. C'était vraiment beau à voir ».*

Etre père donc, mais le rester ? Le divorce se répand à la vitesse d'une épidémie. Dans chaque cas, la paternité est remise en question, entamée, parfois carrément annulée. Mille et une guérillas se livrent autour de l'enfant. Les mères ont le beau rôle. La justice tranche, dans l'immense majorité des cas, en leur faveur, et les papas sont contraints à être pères de loin, de temps en temps. En pointillé.

Voilà qui ne redore guère le blason des pères, déjà fortement abîmé, comme en témoignent ces mots d'enfant recueillis par *Autrement*, à l'occasion de son enquête : *« Le père idéal serait souvent là » ; « S'il y a un choix à faire, c'est moi qui décide » ; « Avec les claques, il a trouvé un bon truc » ; « Si j'avais besoin de protection, je demanderais d'abord à quelqu'un d'appeler la police. Après, j'appellerais mon papa et ma maman pour ne pas les inquiéter ».*

L'admiration ? Un souvenir. Hugo Marsan a enquêté sur les homosexuels et ce qu'ils pensent de leur père. Ce n'est pas brillant dans l'ensemble : absence, indifférence, mépris, parfois haine, avec ce cas limite d'un garçon de dix-neuf ans, punk homosexuel. *« Mon père ? C'est un con ! Il travaille comme un dingue pour une paie lamentable. Si ça le dérange que je sois pédé ? Ça ou le reste, tout le dérange ! Je crois que si je lui donnais à choisir entre un fils bon chic bon genre, discret mais homo, et un mec comme moi à l'allure punk, avec fringues démentes, aux cheveux jaunes en crête de coq qui ne serait pas homo... Au fond, il préférerait passer sur l'homosexualité du premier ! Seulement, il n'a pas de chance : je suis tout à la fois. »* Voilà peut-être un père qui rêvait à un fils polytechnicien, rangé, propre. Et peut-il se dire : c'est ça que j'ai engendré ?

Il y a les fils qui déçoivent les pères. Les pères qui s'éloignent des fils. Il y a aussi les fils qui se rapprochent *in extremis* des pères qu'ils avaient cru largués pour toujours.

Ecoutons Brice Couturier, soixante-huitard reconverti, écrivant à son père : *« Elle est bien retombée, aujourd'hui, la vague. Nul n'aurait pu prédire que celle qui la suivrait lui ressemblerait si peu. Mes anciens camarades vendent la culture dans les médias. Nous avons découvert les vertus du travail à trente ans, et gaspillons en fait nos vies à les gagner avec un bel acharnement. On peut soupçonner certains de mettre un humour second à se conformer à leurs pires cauchemars. J'ai des relations, des responsabilités, et des ambitions. On me dit de plus en plus souvent que je te ressemble. C'était bien la peine... »*

Retour du balancier, en Suède aussi. Il y a cinq ans, on y vota une loi fameuse pour interdire la fessée et autres châtiments corporels. C'était, raconte Cornelia Spar, l'époque du « *Velours Papa* ». Ce papa était un *« modèle de père et d'époux. Un être sans dents ni griffes, doux et passif, presque asexué à force d'avoir été dépouillé des attributs de la virilité classique. Il consacrait ses heures de loisirs à la gastronomie, au tricot, à la lecture de Proust et des manuels de psychologie ».*

Voici qu'aujourd'hui, en réaction, émerge en Suède un autre papa modèle, son exact contraire, un papa qu'un journaliste a appelé *« mâchoire de granit ».*

« Alors que Velours Papa, cette lavette velléitaire aux contours flous, constitue un vrai danger pour ceux qui ne peuvent réellement se reposer sur lui, Mâchoire de Granit aime les plaisirs sains (la chasse, la pêche, les échecs). Il préfère jouer avec ses fils et leurs camarades plutôt qu'avec ses filles et leurs petites copines. Dans ses moments d'euphorie et d'irritation, il flanque des claques sonores sur le postérieur de ses compagnes. »

Retour à la case départ. On va pouvoir de nouveau se révolter contre le père. Mais, Granit ou Velours, il faut choisir !

BRUNO FRAPPAT.

Mémoire courte

Carré blanc et croix gammée

« *SI l'écho de leurs voix faiblit, nous périrons* », écrivait Paul Eluard en parlant des martyrs de la déportation ; combien de fois cette phrase a-t-elle été citée dans les discours commémorant la déportation ou la victoire du 8 mai sur le nazisme ? Chaque déporté porte en lui le cri de milliers de voix de ses camarades torturés, assassinés, mais l'écho que pourraient répercuter les survivants est étouffé : on ne leur donne guère la parole, au mieux on la prend en leur nom, au pis on conteste leurs témoignages.

Une série de faits, du plus minime au plus grave, montrent le refus de nous entendre, ou l'utilisation erronée des images de la Résistance et de la déportation. Les mécanismes divers de la banalisation du nazisme et de la collaboration, que nous avons à plusieurs reprises analysés et dénoncés (1), portent leurs fruits et sont lourds de conséquences.

La crise de société que nous traversons n'est pas seulement économique, elle est aussi sociale. Les valeurs sont devenues floues, mal localisées, relatives. Les valeurs républicaines sont récupérées et revendiquées par la droite pour elle seule, dont néanmoins une partie, l'extrême droite, les avait longtemps méprisées. Le Front national fait oublier son passé et apparaît sur l'échiquier politique comme un parti parmi les autres. Pourtant, il est issu de mouvements dissous pour leurs violences et leurs liaisons avec l'extrême droite internationale fascisante ou franchement pronazie.

Cependant, dans le malaise actuel, des franges non négligeables de la population vont rechercher auprès de l'extrême droite des valeurs rassurantes, car elle a édulcoré son langage et propose la sécurité avec son ordre autoritaire – après avoir accentué le thème de l'insécurité, – et catégorise les groupes sociaux en « bons » et « mauvais », désignant ainsi à la vindicte les boucs émissaires responsables de la crise.

Durant les années 70, la mode rétro et le désir de faire preuve d'originalité, ont conduit certains à prendre le contrepied d'images un peu trop simples de la Résistance, ou à exercer une critique sans mesure. On en est arrivé aujourd'hui au scepticisme et à la perte des valeurs de la Résistance, alors que, pourtant, les nouvelles générations demandent à recevoir une information aussi complète que possible sur toute la période de 1939-1945 et sur les courants de pensée et les événements qui l'ont préparée et suivie.

Quelques faits concernant les déportés montrent comment le scepticisme nous ôte la parole et laisse le champ libre aux calomniateurs et à l'extrême droite.

Au début d'avril, FR 3 avait programmé *Portier de nuit*, film de Liliana Cavani, dont le thème sado-masochiste est : « nous sommes tous victimes et bourreaux ». Dans la Vienne de 1957, une déportée juive retrouve son bourreau et amoureux, un ancien SS. Les images sont belles, les acteurs excellents. Le public est fasciné par la perversion sexuelle et par le drame « romantique » de l'échec du nazisme, puisque les amants trouvent la mort à la fin du récit.

A la sortie du film, nous avions protesté contre cette utilisation déréalisante du nazisme et contre le fait que la victime, une femme juive, est présentée comme consentante, objet sexuel passif. Cette image est outrageante pour les femmes déportées. Certes, l'auteur a voulu faire une analogie entre la perversité sexuelle et l'infection nazie, mais ne suscite-t-elle pas plutôt des fantasmes inquiétants ?

Les présidentes des deux principales associations de déportées, l'Amicale de Ravensbrück et l'ADIR, sont entrées en contact avec plusieurs responsables de cette chaîne, à des niveaux de plus en plus élevés. Nous voulions obtenir non que le film soit déprogrammé, ce qui aurait été une censure et nous la refusons, mais une très courte intervention expliquant que ce film était une expression symbolique et ne pouvait en aucune façon traduire une réalité du nazisme ni donner une image d'une femme déportée.

Le temps qui aurait suffi pour dire ces deux phrases a été pris pour expliquer pourquoi le film portait le rectangle blanc : à cause de dures scènes sadiques. Lors des échanges téléphoniques, on nous avait averties : *« Ne vous inquiétez pas, les parents pourront éloigner leurs enfants, les personnes sensibles fermeront leur poste. »* Il a été impossible de faire admettre que cet avertissement, le rectangle blanc, ne répondait en rien à une mise au point sur le nazisme. A notre étonnement de voir programmées de telles scènes en avril, peu avant la commémoration de la déportation, la réponse fut : *« On n'y avait pas pensé ! »*

Cette anecdote est très significative de l'attitude des médias à notre égard, et d'un climat plus général qui facilite l'extension des thèmes de l'extrême droite. Lors de la Journée de la déportation, Antenne 2 a fait l'effort de présenter un document inédit : le procès de vingt-cinq résistants filmé par les nazis en 1942. Il faut l'en remercier, mais, ailleurs, ce fut le silence. Anne Sinclair a eu le courage de présenter une réflexion sur la Résistance et la collaboration, dans laquelle deux authentiques résistants, Lucie Aubrac et Jacques Chaban-Delmas, dont les tendances politiques diffèrent totalement, ont su s'unir pour défendre la Résistance et récuser le soi-disant « romantisme » du collaborateur Lucien Colombelle. Ce dernier avoue son remords, mais, dit-il, il avait vu en l'Allemagne nazie et en l'Italie fasciste des sauveteurs de l'Europe décadente.

Henri Amouroux se présente avec détachement ; il a préféré rester neutre sous l'occupation, hors des querelles partisanes, puisque, n'est-ce pas, *« il y avait des salauds et des gens honnêtes dans les deux camps »*. Dans le dernier tome de sa *Grande histoire des Français sous l'occupation*, il parle même de « guerre civile entre les Français », comme si les résistants ne luttaient pas en priorité contre l'occupant. La publicité de ce volume faite par le Comité du grand livre du mois déclare qu'en 1943 *« les Français s'entretuent pour de l'argent, pour des idées », « la milice réplique à la terreur par la terreur »*. Le lecteur qui ferait confiance à l'interprétation de ce Comité pourrait croire que la violence vient d'abord des résistants, l'oppression de l'occupant est occultée.



D.R.

« Portier de nuit », le film de Liliana Cavani, avec Dirk Bogarde et Charlotte Rampling, dont la projection, début avril, sur FR 3, n'aura pas été précédée de la mise en garde demandée par les deux principales associations de déportés.

Nous avons déjà relevé dans des récits pseudo-historiques des années 70 des descriptions de résistants sous l'aspect d'aventuriers. Les ennemis de la Gestapo y sont montrés comme des individus minables ou même des trafiquants sordides (par exemple dans *l'Histoire secrète de la Gestapo*).

Salir la Résistance, idéaliser les héros nazis, est une vieille stratégie de l'extrême droite. Me Jacques Vergès, l'avocat de K. Klaus Barbie, en profite. Mais lui pratique la banalisation dans l'horreur, puisqu'il veut défendre son client en accusant l'adversaire, la Résistance, de trahison, d'ignominie : c'est l'égalisation dans l'abject.

Les déclarations de Hardy font son jeu en laissant planer le doute quand il écrit : *« Tout, je le souligne, est obscur et donc possible »*, à propos de la dénonciation de Jean Moulin, laissant soupçonner la culpabilité de l'un ou de l'autre de ses compagnons.

Ce climat sordide a été installé systématiquement par des revanchards de la collaboration, puis par les déçus des guerres coloniales regroupés dans l'OAS et par ceux qui veulent réhabiliter le fascisme et pour cela nient l'existence des chambres à gaz, ou encore par ceux qui, il y a quelques années, voulaient déstabiliser la démocratie par le terrorisme. Aujourd'hui, ils ont caché leur visage de loup sous le masque d'agneau du bon Français. Nous ne sommes pas dupes, mais il est indispensable que notre voix puisse enfin se faire entendre pendant qu'il est encore temps.

MARIE-JOSÉE CHOMBART DE LAUWE.

(1) *Cf.* par exemple, *le Patriote résistant*, nº 522, avril 1983.

